UCL Université catholique de Louvain

Faculté de philosophie, arts et lettres (FIAL)

FIAL
Un éventail de formations, une multitude d'horizons

Redessiner les frontières du politique : Enjeux discursifs dans l'émergence de mouvements politiques citoyens

Les cas d'E-Change, de TAM TAM et de Tout Autre Chose

Mémoire réalisé par
Hélène Jane-Aluja

Promoteur
Philippe Hambye

Année académique 2017-2018
ROM2MA – Finalité approfondie

Remerciements

J’aimerais avant tout remercier Monsieur Philippe Hambye pour la justesse de son encadrement et de ses conseils critiques ainsi que pour l’énergie infatigable qu’il consacre chaque jour à nous rendre plus intelligent·e·s.

Je souhaite également remercier ma famille : mes parents pour leur patience, leur écoute, leur relecture attentive et leur soutien indéfectible ; mes frères et sœurs pour leur compréhension, leur aide et leur légèreté vivifiante.

Je remercie aussi Merlin pour sa relecture et ses suggestions toujours éclairantes, ainsi qu’Annie pour le temps consacré à la relecture de ce travail. Merci aussi à ceux et celles dont les encouragements sont si précieux.

Finalement, mes remerciements vont à tous les membres de l’Assemblée Générale des étudiant·e·s de Louvain et de la Fédération des Étudiant·e·s Francophone. L’expérience de cinq années à leurs côtés est inestimable.

Ce mémoire a été rédigé selon les codes de l’écriture inclusive.

Sommaire

Introduction ..... - 7 -

Chapitre 1 : Le langage comme levier d'impact des mouvements émergents ..... - 11 -
1. Émergence de mouvements politiques citoyens ..... - 11 -
1.1. Contexte institutionnel et politique ..... - 11 -
1.1.1. Crise sociale et économique ..... - 12 -
1.1.2. Crise institutionnelle et démocratique ..... - 13 -
1.1.3. Crise syndicale ..... - 14 -
1.2. Les mouvements émergents en Belgique francophone ..... - 15 -
1.2.1. Tout Autre Chose ..... - 15 -
1.2.2. TAM TAM ..... - 16 -
1.2.3. E-Change ..... - 17 -
1.3. Recomposition du champ politique et enjeux actuels ..... - 18 -
2. Caractérisation des mouvements ..... - 19 -
2.1. Partis politiques, groupes d'intérêt, mouvements sociaux ..... - 19 -
2.1.1. Partis politiques ..... - 19 -
2.1.2. Groupes d'intérêt ..... - 20 -
2.1.3. Mouvements sociaux ..... - 21 -
2.2. De l'usage des frontières ..... - 23 -
3. Facteurs d'impact des mouvements ..... - 24 -
3.1. Impacts des mouvements ..... - 25 -
3.2. Idéologie, langage et politique ..... - 27 -
3.3. Déterminants discursifs de l'impact des mouvements (*frames*) ..... - 29 -
3.4. Conditions de circulation du discours ..... - 34 -
4. Conclusion et perspective théorique ..... - 37 -
4.1. Enjeux discursifs dans l'émergence de mouvements politiques citoyens ..... - 38 -
4.2. L'analyse de discours ..... - 38 -
4.3. La question interdisciplinaire ..... - 39 -

Chapitre 2 : Cas d'étude et cadre méthodologique ..... - 41 -
1. Définition de l'objet de recherche ..... - 41 -
1.1. Objet de recherche ..... - 41 -
1.2. Sélection des cas d'étude ..... - 44 -
1.3. Hypothèses ..... - 44 -

2. Corpus ..... - 47 -
2.1. Composition ..... - 47 -
2.2. Description ..... - 49 -
2.3. Limites ..... - 50 -
3. Méthodologie d'analyse ..... - 50 -
3.1. Balises d'observation ..... - 51 -
3.2. Méthode ..... - 53 -
3.3. Postulats méthodologiques ..... - 54 -

Chapitre 3 : Analyses et interprétations ..... - 57 -
1. Établir un constat ..... - 57 -
1.1. Les dysfonctionnements sociétaux ..... - 58 -
1.2. Les dysfonctionnements institutionnels ..... - 65 -
1.2.1. Les structures particratiques ..... - 66 -
1.2.2. Les modes d'action de la contestation ..... - 69 -
2. Construire une collectivité ..... - 72 -
3. Redessiner les frontières du politiques ..... - 77 -
3.1. Deux conception du politique ..... - 77 -
3.2. Terrains du changement ..... - 81 -
3.3. Vers un renouveau démocratique ..... - 82 -
3.3.1. Dialoguer avec la société civile ..... - 82 -
3.3.2. Dépasser les clivages ..... - 84 -
3.3.3. Trouver des solutions ..... - 85 -
3.3.4. Co-construire ou revendiquer ..... - 86 -

Conclusion ..... - 89 -

Bibliographie ..... - 93 -

Annexes ..... - 107 -

Corpus ..... - 108 -
1. E-Change ..... - 108 -
2. Tout Autre Chose ..... - 152 -
3. TAM TAM ..... - 125 -

Introduction

Les conséquences de la crise financière de 2008 et de sa mutation en crise des dettes souveraines sont sans doute incommensurables. Contrairement aux classes dirigeantes, les classes moyennes et populaires ont été sévèrement touchées par le cycle de récession engendré par la chute du système financier. La grande récession s'est en effet notamment traduite par l'augmentation du chômage, de la pauvreté et du taux de « travailleurs pauvres » (Lebaron, 2010). Orientés par les exigences des différents traités communautaires, les pays européens ont renforcé leurs politiques d'austérité. Dépossédées de leur pouvoir démocratique par ces traités et inquiétées par la dégradation de leurs conditions de vie, les populations commencent alors à protester.

Les chercheurs constatent en effet une résurgence de la contestation sociale liée aux conséquences de la crise (Pleyers et Glasius, 2013). Tantôt organisés autour de revendications sectorielles, tantôt autour de thématiques globales ou idéologiques, les mouvements sociaux émergents font en général le constat de dysfonctionnements économiques, démocratiques, sociaux et politiques. Ils proposent en outre aux citoyens de nouvelles formes d'engagement politique, en dehors des structures traditionnelles partisanes ou syndicales. En 2011, les formes empruntées par ces mouvements semblent particulièrement originales. Elles croisent en effet à la fois les caractéristiques des « nouveaux mouvements sociaux » de la fin des années 1960 et celles des mouvements traditionnels portés sur des enjeux matérialistes (Pleyers et Glasius, 2013). De la place Tahrir aux indignés espagnols en passant par Occupy Wall Street, ces mouvements internationaux « prodémocratiques » partagent des caractéristiques communes, mais s'ancrent essentiellement à un niveau national. Sept ans après leur émergence, les sociétés en portent certainement les traces.

Bien que la Belgique ait accueilli des mobilisations européennes dès 2011, c'est surtout à partir des élections fédérales de 2014 que des mouvements belges s'organisent en dehors des piliers traditionnels de la contestation. Aujourd'hui, à l'aube des élections, les chercheur·euse·s constatent la prolifération de listes citoyennes, surtout locales, et de mouvements politiques dont la forme semble inédite (Le Vif, 2017-08-25). Ne pas constituer un parti politique, mais se présenter aux élections, faire de la politique sans entrer dans les conflits idéologiques, ne pas être un mouvement social, mais résister aux politiques gouvernementales, les frontières du champ politique paraissent bouleversées. Les nouveaux

mouvements semblent en effet se détacher des codes traditionnels tout en s'ancrant profondément au sein d'un champ établi. Les raisons de l'émergence de ces mouvements, leurs objectifs, la nature de leur organisation, leurs interactions avec les institutions classiques ou encore leur capacité d'impact sur les politiques publiques constituent autant de domaines d'étude pour lesquels les sciences politiques fournissent des cadres théoriques opérants. L'analyse scientifique de ces mouvements tente ainsi de rendre compte de l'importance des transformations politiques et sociales en cours.

Parmi les portes d'entrée permettant d'approcher les enjeux soulevés par l'émergence de ces mouvements (Pleyers et Glasius, 2013), le discours apparait comme l'une des plus immédiates. Il constitue l'un des premiers matériaux permettant au politologue d'avoir accès au mouvement et d'en saisir les espoirs, les objectifs, les stratégies et les contradictions. Il n'y a rien d'évident en effet, pour ces mouvements, à se présenter en rupture par rapport à un champ dans lequel ils s'ancrent nécessairement. Face à cette tension, le discours joue un rôle essentiel dans la construction de la légitimité et de la spécificité de ces mouvements. Tantôt considéré comme le support neutre d'un contenu politique, tantôt comme l'un des leviers d'action favorisant l'impact des groupes d'intérêt ou des mouvements sociaux (Goffman, 1974), le langage fait ainsi régulièrement l'objet d'attentions particulières de la part des chercheurs en sciences politiques. Cependant, rares sont encore les travaux qui tirent réellement profit des outils théoriques et méthodologiques développés au sein des disciplines linguistiques. La recherche se heurte encore souvent aux frontières disciplinaires. Alors que, de leur côté, les linguistes développent des outils de compréhension des mécanismes propres au discours, les politologues restent encore généralement dans une approche des discours du point de vue de leur contenu uniquement (Hambye, 2012). Il semble pourtant que la science aurait tout à gagner d'une réelle collaboration entre ces deux disciplines.

Puisque la pensée ne peut exister en dehors de son incarnation discursive et linguistique, le langage devient lui-même l'objet d'une lutte idéologique pour définir la perception légitime du réel. Or, la construction discursive de cette représentation, appelée « l'institution » du discours par Dominique Maingueneau (1987), ne dépend pas seulement de l'adéquation du discours avec des institutions sociales réelles préexistantes. S'il est effectivement marqué par les circonstances institutionnelles et sociales qui constituent son environnement, le langage ne constitue pas pour autant le résultat neutre d'un rapport de force qui se déroulerait en dehors

de lui (Hambye, 2012). Le discours contribue en effet à établir les normes qu'il légitime (Maingueneau 1987, dans Hambye 2012).

Ainsi, la question formelle est elle-même en partie politique. Les formes empruntées par le discours et les effets et les significations dont elles sont chargées se situent au cœur de la lutte idéologique. Elles contribuent à produire, à légitimer ou à modifier les rapports sociaux et les représentations du réel (Leimdorfer, 2011). Il semble dès lors essentiel, pour la compréhension politique des dynamiques sociales, de mettre les outils développés par les linguistes au service des recherches en sciences politiques. C'est en effet l'une des exploitations possibles de l'analyse du discours. Par les méthodes d'analyse formelle qu'elle propose et la contestation de la distinction traditionnelle entre le contenu et la forme prise par le langage, l'analyse du discours possède une originalité capable d'enrichir la compréhension des enjeux politiques qui se jouent dans les interactions. C'est dans cette optique que se situe la présente recherche.

Ce mémoire aura donc pour objectif d'illustrer la manière dont l'analyse du discours peut contribuer à l'examen des dynamiques composant le champ politique en portant un regard singulier sur des objets propres à la recherche en sciences politiques. Plus précisément, la question à laquelle ce mémoire tentera de répondre est la suivante : dans le contexte d'émergence de nouvelles et diverses formes de mouvements politiques citoyens en Belgique francophone, quelles sont les stratégies discursives mises en place par ces mouvements afin, d'une part, d'établir la nécessité de leur existence et, d'autre part, de faire progresser une conception du champ politique située idéologiquement ? La question présente ainsi un intérêt à la fois linguistique et politique. La recherche permettra en effet à la fois d'illustrer et d'approfondir la nature profondément sociale et idéologique du langage et de saisir les enjeux doxiques que charrie le discours des mouvements politiques émergents.

Afin d'étudier cette question, la recherche se centrera sur l'analyse d'un corpus relatif à trois mouvements distincts : E-Change, TAM TAM et Tout Autre Chose. Fondés après les élections de 2014, ces mouvements semblent tous les trois viser un renouvèlement du champ politique. Puisque l'objectif de la recherche est précisément de comprendre comment, d'un point de vue discursif, les mouvements tentent d'opérer ces changements, la recherche implique de saisir quels sont les leviers favorisant l'incidence des groupes sociaux sur les structures de la société. Le champ de l'étude des impacts des mouvements sociaux est vaste en sciences politiques. Ainsi, après s'être donné quelques balises définitoires pour qualifier

les mouvements étudiés, la recherche se penchera sur la typologie et les facteurs d'impact des mouvements sociaux. Parmi ces facteurs, seuls seront approfondis les facteurs discursifs. À côté des facteurs contextuels, organisationnels et stratégiques mis en place, il semble en effet que la diffusion des cadres interprétatifs des mouvements, c'est-à-dire leur lecture spécifique des enjeux sociaux, soit déterminante. Elle contribue en effet à la lutte d'ordre idéologique qui se joue dans le champ social afin de définir les contours du sens commun hégémonique (Gramsci, 1970), c'est-à-dire de la représentation légitime du réel. L'enjeu théorique est donc de comprendre quels sont les facteurs d'efficacité des cadres, c'est-à-dire quels sont les éléments discursifs qui participent à leur diffusion.

De ce point de vue, la littérature qui concerne les mécanismes de circulation du discours rend compte de la multiplicité des facteurs et stratégies de diffusion. De l'analyse morphosémantique des formes lexicales mobilisées aux procédés argumentatifs en passant par l'étude des figures de style à l'œuvre, l'analyse du discours proposée dans ce mémoire entend effectivement approfondir et illustrer les mécanismes qui participent à l'efficacité du discours. Les cadres qui paraissent pertinents dans la reconfiguration du champ politique, tels que les cadres des protagonistes et des antagonistes du mouvement, les cadres diagnostiques et pronostiques ou encore les motifs du changement, seront observés à la lumière des mécanismes de leur diffusion. Cela permettra in fine de comprendre comment le discours mobilisé par les mouvements politiques émergents contribue à redessiner les frontières du politique.

Chapitre 1 : Le langage comme levier d'impact des mouvements émergents

L'analyse du discours proposée dans le cadre de cette recherche fait appel à des notions issues des sciences du langage, mais également de la science politique. Il semble donc important, dans un premier temps, de préciser quelques notions et concepts issus de ces deux champs scientifiques qui constituent les balises de l'étude présentée par la suite. Après avoir brièvement défini le contexte d'émergence des ensembles politiques dont il sera question tout au long de ce mémoire, la revue de la littérature tente de circonscrire ces ensembles selon les catégories de la science politique. Pointant ainsi l'originalité des mouvements émergents, nous essayons de comprendre comment ces mouvements parviennent d'une part à construire et légitimer leur positionnement dans le champ politique et d'autre part à faire progresser leur vision idéologique de la société. Il s'agit ainsi de saisir les facteurs favorisant la capacité d'impact d'un mouvement social sur l'ensemble de la société. Ce parcours permet finalement d'ouvrir certaines perspectives théoriques interdisciplinaires dans lesquelles ce mémoire tente de prendre racine.

1. Émergence de mouvements politiques citoyens

L'année 2011 semble avoir été particulièrement marquée par l'intensification de la contestation sociale dans le monde. Le début du siècle a vu une réémergence des mouvements sociaux (Bertho, 2014). Ces mouvements émergents face aux politiques d'austérité acquièrent une ampleur significative et semblent se draper d'une nouvelle identité (Pleyers et Glasius, 2013). Afin de comprendre ces mouvements en profondeur, il est nécessaire de décrire le contexte institutionnel et politique au sein duquel ces mouvements émergent. Cela permet en effet de déceler les tensions et enjeux sociétaux auxquels les mouvements sont confrontés et par rapport auxquels ils se construisent.

1.1. Contexte institutionnel et politique

Les multiples tensions qui traversent la société et qui constituent le fondement des critiques constitutives des mouvements émergents peuvent être organisées selon trois axes qui se recoupent naturellement à certains égards, à savoir l'axe économique et social, l'axe institutionnel et démocratique et l'axe syndical. Il ne s'agit évidemment pas de déduire une relation causale directe entre les éléments contextuels relevés et l'émergence des mouvements. Ce mémoire perdrait tout son intérêt.

1.1.1. Crise sociale et économique

Si l'action des États européens dans les plans de relance et le sauvetage du système bancaire a permis de limiter l'ampleur de la catastrophe économique qu'aurait pu entrainer la crise financière de 2008, elle a cependant eu pour effet de creuser l'endettement et les déficits publics (Timbeau, 2012). Dès 2010, la crise financière s'est muée en crise des dettes souveraines dans une majorité des pays européens, à commencer par la Grèce. Dans le même temps, les gouvernements européens ont poursuivi la construction d'une Union économique et monétaire et d'un marché intérieur en renforçant la coordination économique entre les États membres de la zone euro. Dans la lignée du traité de Maastricht de 1992 qui prévoyait un mécanisme de contrôle et de sanction en cas de déficits publics, le Conseil européen a adopté le pacte de stabilité et de croissance. Celui-ci a par la suite été réformé de nombreuses fois, toujours en vue de renforcer le contrôle budgétaire des États (Jurion, 2013). À partir de 2011, dans le contexte de rechute de l'économie européenne, les différents dirigeants européens accordent la priorité à la réduction des déficits publics et à la résorption des dettes souveraines. C'est ainsi que le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) qui oblige les parties contractantes à ne pas enregistrer de déficit de plus de 0,5% du PIB à moyen terme est adopté en mars 2012, pour entrer en vigueur en 2013 (Uhoda, 2013).

Ces exigences européennes en matière budgétaire ont engendré des conséquences concrètes sur le quotidien des populations. Une majorité des États membres ont en effet commencé à appliquer scrupuleusement le programme d'austérité qu'impliquaient les traités communautaires. En Belgique, le gouvernement fédéral s'est accordé dès 2013 sur un programme d'austérité drastique visant l'équilibre budgétaire. Coupes dans les budgets publics de la santé, de la justice, des transports, de l'éducation, de la culture, etc., rendant l'accès aux soins, à la justice, à l'enseignement et à la culture de plus en plus difficile pour une partie de la population, augmentation de l'âge de la retraite, baisse de la consommation des ménages, explosion du chômage, les conséquences des politiques d'austérité ont surtout été l'augmentation de la précarité et des inégalités (Lebaron, 2017). Acculées matériellement et impuissantes face aux décisions de la troïka, les réactions des populations européennes ont rapidement mis en évidence l'incompatibilité entre démocratie, transfert de souveraineté budgétaire à l'échelon européen et souveraineté de l'État-nation (Rodrik, 2011). Les revendications démocratiques seront d'ailleurs régulièrement portées par divers mouvements populaires à partir de 2011 (Pleyers et Glasius, 2013).

1.1.2. Crise institutionnelle et démocratique

L'européanisation des problématiques économiques et financières a entrainé un questionnement profond autour de l'organisation politique et démocratique de l'Union européenne (Foucault, 2013). L'incompatibilité entre les trois pôles du trilemme politique de l'économie mondiale établi par Dani Rodrik (2011) a en effet encore été illustrée. Selon l'auteur, la mondialisation, l'État-nation et la démocratie sont impraticables simultanément. Ainsi, quand, dans le cas de l'Europe, la « mondialisation » est encouragée et les États-nations conservés, c'est la démocratie qui en souffre.

On ne compte plus les interventions rendant compte du « déficit démocratique » à tous les niveaux d'organisation institutionnelle. La multiplication des enquêtes montrant le désintérêt citoyen pour la politique, la diminution de la participation aux élections, le sentiment de déconnexion entre le peuple et les élites, la méfiance envers les institutions traditionnelles, etc. sont autant de symptômes d'une certaine « fatigue démocratique » (Van Reybrouck, 2013). Le constat de David Van Reybrouck (2013) concernant l'état de la démocratie est que les deux piliers sur lesquels se fonde la démocratie, la légitimité et l'efficacité, sont mis à mal par l'effritement du soutien populaire envers les institutions et l'effritement de la capacité d'action des pouvoirs publics. Les taux d'abstention aux élections – presque 25 % au niveau européen en 2010 – suffisent à démontrer la désertion populaire de la forme la plus évidente de processus démocratique, entrainant une perte de légitimité des gouvernements. Notons qu'avec l'obligation de voter la Belgique n'enregistre évidemment pas ce genre de taux, mais cela ne dit en rien un intérêt plus profond pour le processus électoral. Pour ce qui est de l'effritement de la capacité d'action des gouvernements, le symptôme le plus marquant est sans doute la difficulté de formation des gouvernements (Van Reybrouck, 2013) et les différentes affaires relatives aux pratiques politiques (Publifin, Samusocial, etc.). La Belgique en est le parangon avec ses 541 jours sans gouvernement.

Alors que la démocratie n'a jamais été aussi considérée comme l'horizon à atteindre, l'enthousiasme des populations quant aux systèmes mis en place reflue et les gouvernements ne parviennent pas à engager des actions rapidement. Le besoin de réinventer la démocratie se propage et différentes initiatives expérimentales voient le jour, comme le G1000 en 2011 et d'autres initiatives éparses (Le Vif, 2017-08-25). L'intérêt pour la chose publique de manière générale ne semble pas manquer de souffle, comme l'indique David Van Reybrouck (2013), mais l'offre d'engagement en politique ne semble pas enthousiasmer les citoyen·ne·s.

1.1.3. Crise syndicale

Le constat tiré plus haut concernant le désengagement citoyen du monde politique trouve un écho dans le bilan que l'on peut tirer des luttes sociales récentes. En effet, du côté de la contestation sociale, la perte d'efficacité et de légitimité peut également être constatée. Bien entendu, ce n'est pas tant une question d'état – efficace ou inefficace – qu'une question de degré d'efficacité et de légitimité. Les mouvements sociaux obtiennent bien sûr régulièrement des victoires non négligeables (par exemple, le maintien de la loi contre les fonds vautours, l'obtention de droits par les travailleur·euse·s de Lidl, le maintien de l'aide juridique, etc.). Il s'agit cependant de considérer leurs actions au regard des avancées adverses. Or sur ce plan, il semble bien que la marche néolibérale soit difficile à infléchir.

Les causes de cet insuccès sont sans doute nombreuses et complexes. Il en résulte toutefois un désir et une nécessité de renouveau au sein des organisations sociales. En effet, les mouvements sociaux traditionnels font le constat quotidien de la difficulté à mobiliser largement la population autour d'enjeux sociétaux. Selon les chiffres de l'OCDE, les taux de syndicalisation européens ont diminué de manière générale suite à la crise de 2008. En 2012, le taux moyen de syndicalisation en Europe était de 23 %. Bien sûr la Belgique fait quelque peu exception en la matière. Le pays conserve en effet un taux de syndicalisation étonnamment supérieur aux pays avoisinants, puisqu'en 2016 environ 50 % des Belges sont affiliés à un des trois syndicats (OCDE, 2016). Ceux-ci jouissent en effet d'une place importante dans l'organisation de l'État. Cependant, si l'institutionnalisation des organes de représentation des travailleur·euse·s a fait des syndicats des acteurs incontournables de la concertation sociale, elle n'a pas pour autant façonné cette lutte de manière combative. Le statut particulier des syndicats et la place importante qu'ils occupent dans la culture politique belge ne préjugent ainsi pas de leur efficacité dans la lutte sociale et du soutien recueilli au-delà des affiliés. Par rapport aux mobilisations du XX^{e} siècle, les manifestations sont en effet de modeste envergure, les luttes sont souvent sectorielles et les actions disruptives restent marginales.

Les syndicats ne constituent bien entendu pas les seuls acteurs de la contestation. Les associations et groupes militants, qu'ils soient plus ou moins pérennes et institutionnalisés, sont également des forces de changement et sont soumis aux mêmes enjeux. Le besoin de réinventer les manières d'opérer le changement semble ainsi se présenter de manière répandue au sein des organisations sociales.

1.2. Les mouvements émergents en Belgique francophone

Dans ce contexte institutionnel et politique apparaissent en Belgique des mouvements d'une forme inédite. À partir des élections fédérales de 2014 notamment, la société civile s'organise pour faire face aux enjeux politiques, sociaux et démocratiques. Outre les multiples plateformes et organisations regroupées autour de problématiques spécifiques (migration, traités de libre-échange, climat, etc.), trois mouvements voient le jour entre 2014 et 2018 : Tout Autre Chose, TAM TAM et E-Change. Ces trois groupes présentent bien entendu des configurations différentes en termes de composition, organisation et objectifs, mais proposent tous une lecture systémique des dysfonctionnements dénoncés, qu'ils soient économiques, institutionnels, politiques, etc. Par ailleurs, et c'est la raison pour laquelle ils présentent un intérêt pour notre recherche, ils ont la particularité de proposer une alternative aux ensembles politiques traditionnels tout en s'ancrant résolument au sein de ce champ. Puisqu'ils constituent les épiphénomènes grâce auxquels la recherche approchera les mécanismes sociétaux à l'œuvre dans la recomposition du champ politique, nous en dessinons ici brièvement les contours.

1.2.1. Tout Autre Chose

En aout 2014, à l'initiative du journaliste Wouter Hillaert et de l'éditeur Hugo Franssen, des citoyen·ne·s et représentant·e·s de différents secteurs se sont rassemblés afin de construire une réponse collective au programme d'austérité présenté par le nouveau gouvernement flamand de Geert Bourgeois. Après avoir abouti à un plaidoyer contre l'austérité et pour un investissement dans des alternatives écologiques et sociales, le mouvement baptisé *Hart boven Hard* prend de l'ampleur en organisant des rencontres populaires dans différentes villes de Flandre. En décembre 2014, le pendant francophone de cette organisation, *Tout Autre Chose*, voit le jour.

Les fondements de l'organisation ont été mis en place par une vingtaine de personnes d'horizons militants différents (féministes, syndicaux, culturels, artistiques, académiques, médiatiques, etc.). L'appel rédigé alors récolte au fil du temps 14 396 signatures individuelles et 228 signatures collectives. Cet appel porte à la fois sur le diagnostic, les aspirations, les objectifs et les moyens pour les atteindre conçus par le mouvement. Il dénonce ainsi les politiques d'austérité en tant qu'elles sont inefficaces, violentes et injustes. Sur la lignée du « there is no alternative » de Thatcher, le gouvernement présente l'austérité comme la seule voie existante pour atteindre l'équilibre budgétaire. En retour, *Tout Autre Chose* proclame

qu'il existe bien des alternatives pour créer une société démocratique, solidaire, coopérative, écologique, juste, égalitaire, émancipatrice, créative, apaisée et réjouissante. Ces dix qualificatifs constituent les valeurs partagées par l'ensemble du mouvement qui balisent ses aspirations, réflexions et actions. Volontairement larges, ces balises sont conçues pour laisser la place au débat démocratique en leur sein. La démocratie est en effet à la fois un horizon d'attente lié à un constat de dysfonctionnement, mais également le moyen privilégié pour parvenir à opérer le changement. Ainsi, selon *Tout Autre Chose*, seul le « vrai débat démocratique » est capable de faire surgir des alternatives. Selon Serge Govaert, ce que dénonce *Tout Autre Chose* à travers son appel, ce n'est pas seulement un ordre politique et économique, mais également la capture du débat par les discours dominants (Govaert, 2015). Si l'appel de *Tout Autre Chose* insiste moins sur les difficultés du monde associatif que son homologue flamand, il montre néanmoins un désir de rassembler largement les acteurs de la société civile et ainsi de s'opposer au morcellement du tissu social. La volonté de réinventer la lutte en la rendant créative et réjouissante transparait également.

Ainsi, *Tout Autre Chose* s'ancre pleinement dans le champ politique tout en proposant une nouvelle manière de s'engager, en dehors des structures partisanes et syndicales et de manière réjouissante et positive. Cette position, à la fois dans et hors des cadres traditionnels, entraine une tension dont les enjeux sont en partie discursifs. Les actions engagées doivent en effet être perçues comme nouvelles et joyeuses pour que les promesses du mouvement se matérialisent. Il s'agit ainsi que le rassemblement de 20 000 personnes dans les rues de Bruxelles un 29 mars 2015 par temps de pluie ne soit pas perçu et vécu comme une manifestation – éventuellement bariolée –, mais comme une « Grande Parade ».

1.2.2. TAM TAM

La campagne TAM TAM débute officiellement en février 2018. Elle est conçue à la fois pour dénoncer des mesures néolibérales prises par les récents gouvernements fédéraux et comme un moyen de créer de la solidarité entre les acteur·trice·s de la société civile. Elle est notamment née de la volonté de différents acteur·trice·s de la société civile de prendre part à des actions transversales et de dresser le bilan des politiques mises en place durant la législation de Charles Michel. Parmi ses initiateur·trice·s se trouvent notamment les membres de la coordination de Tout Autre Chose, qui souhaitent initier un mouvement de résistance face aux mesures néolibérales. Tout Autre Chose soutient ainsi activement cette dynamique aux côtés de 72 collectifs de la société civile.

La campagne s'articule en périodes centrées autour de thématiques telles la santé, la justice et le travail. Elle pose le constat que tous les secteurs de la société sont touchés par les mêmes logiques, celles qui en font des entreprises en soi. Cette marchandisation entraine la mise en concurrence et la recherche du profit qui asphyxient notamment les secteurs de la santé et de la justice. Face aux effets concrets du néolibéralisme appliqué à l'échelle fédérale, la campagne TAM TAM entend épingler les responsabilités politiques, mettre en lien les effets et les causes et recréer de la solidarité entre les secteurs de la société. L'objectif est donc de faire entendre une voix divergente. L'enjeu est donc essentiellement discursif.

Le positionnement ambivalent de la campagne TAM TAM apporte des tensions différentes, mais équivalentes à celles remarquées chez Tout Autre Chose. En effet, la campagne entend utiliser « les recettes qui ont fonctionné par le passé » (débattre, résister, s'unir, manifester et faire savoir) tout en donnant une « nouvelle résonnance à la résistance ». Convoquer l'imaginaire des luttes victorieuses pour mobiliser tout en développant une campagne de sensibilisation qui ne prétend pas obtenir de changements tangibles et immédiats constitue une tension dont l'enjeu est en partie discursif. Outre cet enjeu important pour la légitimité du mouvement, l'importance donnée aux mots est explicite dans la communication de la campagne. L'un des mots d'ordre est en effet « leurs mots, notre réalité ». En dénonçant les mots du pouvoir, la campagne entend certainement en proposer d'autres, plus proches de la réalité. La bataille idéologique est explicite.

1.2.3. E-Change

La nouvelle de la naissance d'un nouveau parti politique dans le paysage francophone a défrayé la chronique en juillet 2017. Des personnalités de différents partis traditionnels, ainsi que des personnes issues du monde médiatique, académique et de l'entreprise se seraient entendues en ce sens. Les démentis ont immédiatement fusé, E-Change ne se présentera pas aux élections. En mars 2018, le mouvement se lance officiellement, quelques mois après les fuites hâtives et détonantes de juillet. Au moment du lancement, le groupe était formé de 11 coordinateur·trice·s et 57 contributeur·trice·s, composant le corps du mouvement. E-Change a alors décidé d'organiser une tournée de rencontres dans différentes villes. « E-Change on tour » s'est ainsi rendu à Louvain-la-Neuve, Bruxelles, Liège, Namur et Charleroi.

Le constat posé par E-Change est moins un constat socioéconomique qu'institutionnel et démocratique. En effet, les mécanismes de dysfonctionnement sont situés dans les pratiques politiques et ses modes d'organisation en perte d'efficacité et de pertinence. Les décisions et mesures prises sont courtermistes et dirigées souvent par les intérêts particuliers des acteur·trice·s politiques qui empêche de se centrer sur des objectifs communs. Ainsi, E-Change propose d'agir à deux niveaux : le groupe souhaite d'une part favoriser la discussion au-delà des clivages traditionnels et d'autre part changer les pratiques politiques. Le dialogue et l'aboutissement à un consensus assez large sont ainsi présentés comme le seul moyen permettant une action politique à plus long terme. Les valeurs et objectifs constituant les bases de discussion du mouvement sont l'émancipation, comprise comme le développement de l'autonomie et l'exercice de la responsabilité des individus, l'esprit d'entreprise, l'environnement, l'équité et l'Europe. Ces balises permettent une co-construction citoyenne des idées qui seront proposées ensuite aux responsables politiques.

À l'instar de Tout Autre Chose et TAM TAM, E-Change s'ancre dans le champ politique tout en proposant une nouvelle forme d'engagement. Un pied dedans, un pied dehors, le positionnement du mouvement entraine également des enjeux discursifs. Il s'agit en effet de créer discursivement la position du groupe afin de matérialiser l'image de laboratoire d'idées ou d'« OPNI (objet politique non identifié) » par laquelle E-Change se définit.

1.3.Recomposition du champ politique et enjeux actuels

Comme nous l'avons vu, les trois mouvements présentés plus haut présentent des caractéristiques communes. En effet, avec des intentions et des objectifs différents, Tout Autre Chose, TAM TAM et E-Change s'ancrent résolument dans le paysage politique tout en se construisant discursivement en dehors des structures traditionnelles. Ils ne sont bien sûr pas les seuls mouvements politiques citoyens qui fleurissent en Europe. Des Indignados avant Podemos à En marche avant Macron, ces mouvements entendent explorer de nouveaux modes d'action et de participation démocratique. L'enjeu politique de modification des catégories et mécanismes politiques est éminemment discursif. L'analyse de discours propose ainsi de comprendre comment le langage « fait », c'est-à-dire produit des réalités mentales et donc matérielles, qui lui sont conformes. À travers l'analyse des mécanismes discursifs de ces trois mouvements, la recherche tentera donc de saisir les enjeux politiques et idéologiques redéfinissant les contours du champ politique. L'intérêt est donc à la fois linguistique et politique.

2. Caractérisation des mouvements

La difficulté réside donc dans la définition de ces nouveaux ensembles politiques. L'énergie fournie par les mouvements pour se détacher des étiquettes, surtout celle de « parti politique », en est le meilleur indicateur. Afin de tenter d'en dessiner les contours, il est intéressant de s'attarder sur les catégories fournies par la science politique. Les ressources scientifiques visant à circonscrire les différents acteurs du champ politique, leur fonctionnement et leur capacité d'impact sont nombreuses et variées. Ces outils peuvent certainement éclairer la compréhension des mouvements politiques citoyens et de leur influence sur le champ politique.

2.1. Partis politiques, groupes d'intérêt, mouvements sociaux

Afin de caractériser les ensembles politiques dont il sera question, il s'agit d'assurer une bonne compréhension des termes et des concepts issus de la science politique. Qu'entend-on par « parti politique », « groupe d'intérêt » ou encore « mouvement social » ? Quelles sont les caractéristiques proposées par les sciences politiques qui permettent de les définir, de les catégoriser et de les distinguer ? Malgré l'étendue scientifique recouverte par ces questions, la revue théorique proposée ici tente de présenter succinctement quelques éléments caractéristiques de ces ensembles. Cela permettra de donner des balises pour caractériser les mouvements contemporains.

2.1.1. Partis politiques

La définition et la catégorisation des *partis politiques* sont compliquées, d'autant que la singularité et l'originalité sont bien souvent des enjeux décisifs pour le succès de ces organisations. Afin de distinguer le parti politique de toute organisation visant à influencer les politiques publiques, La Palombara et Weiner proposent quatre critères principaux dans *Political Parties and Political Development* (1966). Ces critères sont : la durabilité de l'organisation qui rassemble des membres sur base de valeurs communes ou d'intérêts partagés ; l'ancrage local et le lien régulier à l'échelon national ; la volonté délibérée d'exercer le pouvoir ; le soutien populaire par la voie électorale.

Cependant, les seules fonctions de conquête et d'exercice du pouvoir gouvernemental ne suffisent pas à définir les fonctions des partis. Dans *Science politique*, Dominique Challognaud (2010) propose ainsi une synthèse de ces fonctions. Il distingue sept fonctions

principales : structurer le vote, constituer un laboratoire d'idées et diffuser l'idéologie du parti en alimentant le débat public, recruter les candidats politiques, participer au gouvernement, intégrer les citoyens dans le système politique, agréger les demandes et fournir des services aux citoyens et intégrer les exclus dans le système politique (fonction tribunitienne).

Ayant en partage ces fonctions fondamentales, il est évident que les partis politiques ne sont cependant pas organisés de manière homogène. Rompant avec une typologie basée sur des critères idéologiques, Maurice Duverger a pu fournir une contribution fondamentale à la typologie structurelle des partis (1951). Il distingue en effet deux types de partis : les partis cadres, orientés vers l'attraction de nouveaux·elles électeur·trice·s et les partis de masse, orientés vers la formation de nouvelles élites. Cette distinction se construit notamment autour de la nature des structures formelles du parti, sur les relations internes du parti, sur la concentration du pouvoir ou encore sur les modes d'adhésion aux partis (dirigeants, militants, électeurs). Cette typologie a ensuite été étoffée, notamment par Otto Kirchheimer qui, dans *The transformation of the Western party systems* (1966), analyse ce qu'il considère comme étant l'atténuation des clivages idéologiques, propre à l'apparition de partis « catch-all ». Ces partis sont caractérisés par un faible recours à l'idéologie et par une stratégie visant à rassembler une large base électorale. Pour reprendre la définition de La Palombara et Weiner, ces partis se centrent davantage sur la recherche du soutien électoral que sur la défense d'une ligne idéologique.

Allant de pair avec cette « plasticité idéologique », la composition des partis politiques semblent se modifier actuellement. Le succès électoral des partis ne repose en effet plus sur le nombre de militants, mais sur leur capacité à communiquer, notamment à travers les médias (Rihoux, 2004). Les partis se professionnalisent et s'arment d'experts chargés de conseiller les mandataires politiques dans des domaines très précis et fragmentés. Bien que la Belgique ait été quelque peu épargnée par la diminution des adhérents aux partis politiques, il n'en reste pas moins que les motivations des adhérents semblent plus « carriéristes » que réellement idéologiques. Ces évolutions récentes entrainent nécessairement une reconfiguration des autres acteurs du champ politique comme nous allons le voir.

2.1.2. Groupes d'intérêt

L'étude des groupes d'intérêt en tant que type particulier d'organisation politique est encore assez peu développée. Pourtant, la compréhension de la construction sociale des

groupes d'intérêts, leur répertoire d'action ou encore leurs impacts sur les politiques publiques constituent des champs investigués par les sciences sociales (Offerlé, 1994). Définir le groupe d'intérêt et en proposer une typologie n'a rien d'évident. Le terme peut en effet recouvrir autant des organisations défendant des intérêts privés que des associations visant à défendre l'intérêt général. Le groupe d'intérêt est cependant toujours une organisation cherchant à influencer les autorités détentrices de pouvoir. Il lui faut pour cela acquérir une position reconnue et perçue comme légitime par rapport à l'intérêt qu'il défend. Ce travail passe par quatre étapes (Offerlé, 1994) : la délimitation de l'identité du groupe, la légitimation de l'intérêt défendu et la légitimité pour le groupe de le défendre, la construction de la représentativité du groupe et l'incarnation de la totalité des intérêts qu'il prétend défendre.

Les répertoires d'action des groupes d'intérêts sont aussi diversifiés que les formes qu'ils empruntent, allant de la négociation avec les acteurs politiques à la transformation en parti politique, en passant par le recours à l'expertise, la judiciarisation et la protestation (Grossman et Saurugger, 2012). Les actions entamées par les groupes d'intérêt s'adaptent nécessairement aux circonstances pour gagner en efficacité. Aujourd'hui, les groupes d'intérêt doivent ainsi s'adapter à la professionnalisation des partis politiques et des entreprises de lobbying, aux nouvelles configurations du mouvement social, à la crise de la représentation traditionnelle ou encore à l'influence de l'Europe sur les politiques publiques.

2.1.3. Mouvements sociaux

Bien que les scientifiques aient d'abord fourni une explication psychosociologique à l'émergence de mouvements collectifs, la prise en compte progressive de la rationalité des acteurs a permis de mieux comprendre les motivations, les stratégies et les paramètres de succès des mouvements sociaux. Cependant, la perspective utilitariste qui découle de la conception rationnelle de l'agent ne permet pas d'intégrer à la réflexion les aspects qui ne concourent pas directement à la satisfaction des préférences individuelles, mais qui pourtant occupent une place importante dans l'organisation collective telles la nécessité, la loyauté, l'idéologie, etc. (Golsorkhi et al., 2011). D'autres théories ont ainsi été développées afin de prendre en compte ces autres dimensions.

Les auteurs proposent différents critères de définition des mouvements sociaux. Certains auteurs définissent les mouvements sociaux en fonction de l'objectif qu'ils recherchent : « a set of opinions and beliefs in a population which represents preferences in

changing some elements of the social structure and/or reward distribution of a society » (McCarthy et Zald, 1977, pp. 1217-1218). D'autres courants de la théorie des mouvements sociaux proposent d'étudier les mouvements sociaux dans leurs interactions avec leur environnement politique. Ces interactions sont conflictuelles, car elles structurent l'opposition entre des acteurs d'intérêts différents cherchant à obtenir le contrôle d'un même objet (Tilly, 1984). Finalement, certains auteurs comme della Porta et Diani (2006) proposent une synthèse et définissent les mouvements sociaux comme un réseau informel construit autour de croyances et de solidarité qui se mobilise au sujet d'enjeux conflictuels en ayant recours à différentes formes de protestations. À ces caractéristiques, Zirakzadeh (2006) ajoute et précise que les mouvements sociaux se distinguent également par la nature de leurs objectifs qui relèvent généralement d'un changement structurel et/ou institutionnel de société, par l'origine sociale de leurs membres qui ne sont pas liés au système politique en place et enfin par leur répertoire d'actions, souvent perturbatrices.

Les mouvements sociaux diffèrent ainsi des partis politiques en ce qu'ils se définissent de façon conflictuelle par rapport au pouvoir. Ils se distinguent du groupe d'intérêt en ce qu'ils entendent avoir un impact profond sur la structure de la société. Kriesi (1996) précise que la participation directe des membres aux actions constitue l'une des caractéristiques propres aux mouvements sociaux.

Outre cette définition générale, les mouvements sociaux qui apparaissent à partir des années 1960 arborent des caractéristiques particulières. Ces *nouveaux mouvements sociaux* (NMS) participent ainsi à renouveler les formes de mobilisation collective. Composés majoritairement de militants issus des nouvelles classes moyennes, les NMS se mobilisent principalement autour d'enjeux idéologiques qui semblent quitter l'arène traditionnelle de la lutte des classes pour se diriger d'une part vers des revendications ponctuelles et d'autre part vers l'affirmation de valeurs générales ou d'une identité particulière (femme, homosexuel, etc.). Peu structurés et antiautoritaristes, ils entendent se distancier des clivages traditionnels qui structurent la société et entretiennent ainsi une grande méfiance envers les organisations partisanes ou syndicales porteuses de ces clivages. Outre les transformations idéologiques et organisationnelles, les NMS réinventent les modes de mobilisation, les rendant plus ludiques et inattendues. Nombre d'associations aujourd'hui établies résultent de l'institutionnalisation de ces nouveaux mouvements sociaux (Rihoux et Molitor, 1997).

Sans relever entièrement de cette catégorie de mouvements sociaux, les mouvements émergents à partir de 2011 partout dans le monde partagent certaines caractéristiques de ces mouvements. Comme le notent Geoffrey Pleyers et Marlies Glasius (2013), les mouvements ouvriers n'étaient pas dénués d'enjeux identitaires et les combats des NMS comportaient des dimensions socio-économiques. Les mouvements « des places » semblent ainsi faire la synthèse entre les revendications postmatérialistes des NMS et les enjeux matérialistes des mouvements « traditionnels », axés sur la redistribution (Pleyers et Glasius, 2013). Sept ans après leur émergence, ces mouvements ont certainement laissé des traces auprès des différents acteurs du champ politique. L'étude du corpus présentée dans ce mémoire permettra dans une certaine mesure de saisir l'écho de ces luttes au sein des discours des mouvements actuels.

2.2.De l'usage des frontières

À l'issue de cette exploration théorique, il apparait que les mouvements émergents ne sont pas aisément qualifiables. Soit ils n'entrent effectivement pas dans les frontières des catégories définies, soit ils affirment ne pas y entrer avec plus ou moins de force. Plus précisément, il semble évident que la catégorie de laquelle se rapprochent le plus Tout Autre Chose et TAM TAM soit celle des mouvements sociaux. Les deux mouvements souhaitent en effet un changement fondamental de société et refusent tout lien avec les partis politiques en les tenant à l'écart de leurs actions qui sont généralement de nature perturbatrice. Cependant, si Tout Autre Chose accepte l'étiquette, il entend bien refaçonner la signification et l'imaginaire qu'elle véhicule, notamment en insistant sur l'aspect positif et réjouissant du mouvement social : « Nous prônons un nouveau type d'action politique, souple, ouvert, créatif et réjouissant » [1]. De son côté, TAM TAM affirme qu'il n'est « question ni de construire un parti politique, ni de pousser à voter pour tel ou tel parti, ni de construire une organisation, ni même de refaire un mouvement citoyen. TAM-TAM a un début et aura une fin ». Bien que le collectif possède les caractéristiques du mouvement citoyen, il se donne d'entrée de jeu une longévité limitée qui lui permet de se définir en d'autres termes, à savoir « campagne ». Notons qu'aucun scientifique ne retient la longévité comme caractéristique déterminante dans la définition des mouvements sociaux. Pour finir, E-Change offre quant à lui presque toutes les caractéristiques du parti politique, sauf celle – déterminante – de prétendre délibérément vouloir exercer le pouvoir via les élections. Cela lui permet d'affirmer n'être « ni un parti, ni un « think tank », ni aujourd'hui ni demain, mais un laboratoire

[1] Les citations sont issues des sites web des mouvements.

rassemblant des personnes d'horizons différents […] ». Rappelons au passage qu'être un laboratoire d'idées constitue pour Challognaud (2010) l'une des fonctions du parti politique.

Face au constat de l'originalité de chacun de ces mouvements, on ne peut s'empêcher de se demander si les positions qu'ils présentent sont tenables ou si les mouvements sont amenés à « basculer » dans une catégorie. En fait, la question doit être posée dans l'autre sens. En effet, elle n'est pas tellement de savoir si les mouvements se conformeront à l'une ou l'autre catégorie, mais bien de comprendre comment ils tentent de modifier ces catégories. En l'occurrence, il s'agit de savoir quels sont les moyens discursifs mis en place pour consolider et légitimer leur position. L'objectif de la recherche n'est pas tant de définir les mouvements, mais plutôt de comprendre ce qu'ils font, comment ils agissent sur les contours du champ politique. D'ailleurs, toutes les compositions d'une même catégorie ne présentent pas strictement les mêmes formes. Seules quelques caractéristiques radicalement attachées à une catégorie (se présenter aux élections, par exemple) sont déterminantes. Le reste relève davantage de la nuance et du compromis avec ce que l'opinion publique est capable d'accepter comme étant « vrai ». C'est précisément à cet endroit que se situe l'enjeu discursif. La légitimation de leur position permet en effet aux mouvements de faire progresser leur vision de la politique, d'en redéfinir les contours et donc d'avoir un impact concret sur la société. La question qui reste en suspens est donc de savoir comment ces mouvements peuvent effectivement produire les changements souhaités.

3. Facteurs d'impact des mouvements

Étant donné que la recherche présentée dans ce mémoire vise à comprendre les facteurs permettant à certains mouvements contemporains d'opérer une reconfiguration des contours et enjeux politiques et idéologiques, il semble pertinent de s'attarder sur l'étude des conséquences de ces mouvements. Précisons d'emblée qu'à la suite de Burstein (1999), nous n'opèrerons pas de distinction entre les conséquences produites par les mouvements sociaux et celles engendrées par les groupes d'intérêt. Les théories de l'action collective sont assez englobantes pour expliquer les impacts des deux structures. Par ailleurs, se poser la question de l'impact d'une organisation, c'est non seulement se pencher sur une typologie, mais c'est également se poser la question des facteurs idéologiques, organisationnels, contextuels ou stratégiques favorisant la possibilité d'impact de ces organisations (Cress et Snow, 2000). Nous apercevrons ainsi l'entremêlement des facteurs idéologiques et matériels dans l'avènement d'impacts et l'importance du langage dans la lutte sociale.

3.1.Impacts des mouvements

Depuis l'ouvrage pionnier de Gamson, *Strategy of Social Protest* (1990), les conséquences liées aux mouvements sociaux ont été appréhendées en termes de succès ou d'échec par rapport aux objectifs fixés par les organisations. Cependant, cette approche comporte trois difficultés : elle conçoit le mouvement social comme une entité homogène, elle donne une place importante à la subjectivité dans l'interprétation du succès ou de l'échec du mouvement et elle écarte *de facto* les conséquences involontaires ou imprévues (Giugni, 1999). D'autres scientifiques proposent ainsi une compréhension plus large de la notion de conséquences, c'est-à-dire dont la cause est au moins en partie liée à l'action d'un mouvement social (McAdam, 1999 ; della Porta, 1999).

La définition de l'éventail des impacts potentiels des mouvements sociaux est certainement encore sujette à débats. Chabanet et Giugni (2010) proposent cependant une typologie à deux variables dont voici la synthèse (Gevers, 2017) :

	Interne	**Externe**
Culturel	Changement de valeurs au sein de tout ou d'une partie d'un mouvement	Changements au sein de l'opinion publique ou des attitudes de la société
Politique	Changements de rapports de force au sein d'un mouvement	Changements de rapports de force externes au mouvement
Biographique	Modification des modes de vie des participants à un mouvement	Modification des modes de vie au sein de la société

Les conséquences des mouvements sociaux sont donc soit internes, c'est-à-dire orientées vers l'organisation et ses membres, soit externes. Impliquant nécessairement d'autres acteurs et structures, les conséquences externes ne sont pas entièrement maitrisées par les organisations (Amenta, 1999). Par ailleurs, les impacts peuvent concerner la trajectoire de vie des membres de l'organisation, les politiques publiques ou des rapports de force politique, mais également les cadres culturels et schémas interprétatifs de la population (della Porta, 1999). Notons de ce point de vue que les changements culturels contribuent aux modifications politiques. Dans un système politique basé sur des élections, deux options s'offrent en effet aux organisations visant à obtenir des modifications substantielles des politiques publiques : l'impact direct sur le législateur et l'impact indirect sur ce dernier par le biais de la modification de l'opinion publique (Burstein, 1999). Dans le premier cas, les

organisations profitent que leurs préoccupations soient perçues par le législateur comme peu importantes aux yeux de la majorité de la population pour avoir un impact direct sur les décisions et actions de ce dernier. Dans le second, les organisations doivent mettre en place des stratégies pour modifier les perceptions du législateur concernant d'une part l'importance du sujet au sein de la population et d'autre part les préférences publiques. Ainsi, l'enjeu discursif se situe à la fois dans le résultat du mouvement social en modifiant les cadres interprétatifs de la population et dans la stratégie mise en place pour obtenir un impact politique.

Ceci dit, la littérature fait état de manière plus systématique des facteurs influençant les possibilités d'impact des organisations. Associer un facteur à un type de conséquence est sans doute trop téméraire : les facteurs s'entrecroisent, les éléments contextuels sont en perpétuelle évolution. Les chercheurs ont cependant pu relever certains facteurs contextuels, organisationnels, stratégiques et discursifs qui semblent jouer un rôle dans la potentialité d'impact d'une organisation (Cress et Snow, 2000). Ainsi, d'un point de vue contextuel, la configuration des structures d'opportunité politique joue un rôle important dans l'avènement d'impacts d'une organisation (Amenta, 1999). En effet, le degré d'ouverture du système institutionnel et politique [2] possède une influence sur la possibilité d'une organisation de provoquer un changement : plus le système est ouvert, plus il favorise l'émergence d'impacts. Par ailleurs, les caractéristiques organisationnelles d'un mouvement social ont également leur importance dans l'avènement d'impacts. Une organisation semble être plus à même d'engendrer des changements si elle est centralisée, si elle possède un objectif unique et si elle jouit de ressources humaines et matérielles lui permettant de durer (Gamson, 1990). De la même manière, les décisions et comportements stratégiques d'une organisation ont également une influence sur ses conséquences potentielles. Ces stratégies peuvent couvrir d'une part le répertoire d'actions mises en œuvre (modérées ou perturbatrices, le débat n'est pas clos) et d'autre part les stratégies électorales adoptées par une organisation (soutenir un candidat par exemple). Certains auteurs insistent également sur l'influence des processus de cadrage discursif sur les possibilités d'impact des organisations (Cress et Snow, 2000). Contrairement à certains auteurs (Cress and Snow, 2000), nous avons fait le choix de ne pas réduire le facteur discursif de l'avènement d'impacts à une dimension stratégique des organisations. En effet, bien que le cadrage idéationnel proposé par une organisation résulte généralement d'une

[2] Le degré d'ouverture d'un système politique se mesure notamment par la division des élites, par la propension à la répression, par le nombre de centres de pouvoir et leurs interactions, etc. (Gevers, 2017).

réflexion stratégique, c'est-à-dire construite en vue d'atteindre un but, il n'en reste pas moins que l'action du discours dépasse nécessairement l'intention et les objectifs de son émetteur. Ainsi, si l'importance stratégique du cadrage discursif a été prouvée, la recherche en sciences politiques pourrait être enrichie par les outils développés en sciences du langage pour appréhender les mécanismes linguistiques qui permettent aux organisations d'établir ce cadre.

La typologie des impacts et des facteurs d'impact établie ci-dessus permet de déterminer l'espace théorique dans lequel s'ancre la présente recherche. En effet, celle-ci vise à contribuer à comprendre comment les discours permettent d'engendrer des changements culturels externes au sein de la population. En d'autres termes, l'analyse du discours propose de comprendre les mécanismes discursifs mis en place par les mouvements politiques citoyens dans le but d'opérer une modification des cadres interprétatifs de la population et ainsi d'installer un climat idéologique propice aux changements politiques. Dans cette optique, l'approfondissement de la notion de *frames* nous permettra de mieux saisir l'axe proprement discursif de la stratégie des organisations. Nous discernerons ainsi plus clairement l'apport de l'analyse du discours à la recherche sur les impacts des organisations.

3.2.Idéologie, langage et politique

L'étude des facteurs d'impact des mouvements politiques a montré l'importance des facteurs idéationnels dans l'impact des mouvements sociaux. Il semble en effet que l'enjeu se situe au-delà de la modification ponctuelle des perceptions des législateurs concernant les préférences publiques, dans une lutte structurelle idéologique.

L'importance donnée par le penseur marxiste Antonio Gramsci aux représentations et à l'idéologie pour assurer l'hégémonie culturelle de la classe dominante dessine l'existence d'une lutte des idées aussi importante que la lutte matérielle. Pourtant, Marx refuse les théories qui impliquent d'une manière ou d'une autre que ce sont les idées qui dirigent le monde réel (Aron, 2007). Selon Marx, les idées ne sont que des illusions inadaptées pour la transformation les rapports sociaux. Sa critique se fonde ainsi sur l'opposition qu'il marque entre l'idéologie et la réalité. Pour lui, l'idéologie est en effet ce qui empêche d'être directement en prise avec la réalité des rapports sociaux. Cette conception repose sur l'idée que le réel est accessible derrière un voile idéologique pour les individus libérés de son emprise. C'est ce que reproche Paul Ricœur aux approches marxistes. Selon l'auteur, le réel ne peut être appréhendé qu'à travers des formes symboliques ancrées socialement et qui

procurent les cadres pour comprendre les pratiques sociales (Ricœur, 1997). Comme le résume Johann Michel : « derrière une couche symbolique, on trouvera encore d'autres couches symboliques » (Michel, 2003, p. 152). En parallèle avec les recherches de Lacan en psychanalyse, Althusser pose d'ailleurs l'idéologie comme inhérente à l'esprit humain (Aron, 2007), ce qui explique en partie sa vision statique de l'idéologie. Il définit par ailleurs l'idéologie comme des « systèmes de représentation » impliquant la production de sens pour soi et pour les autres. Ces productions de sens s'ancrent matériellement dans des pratiques sociales qui elles-mêmes sont ancrées dans la production de sens. Les idéologies sont donc des systèmes de représentation matérialisés dans des pratiques (Hall, 2012). Ainsi, il n'y a pas de pratique sociale en dehors de l'idéologie, et pas d'idées détachées de leur incarnation sociale. C'était déjà le fondement de la sémiotique de Voloshinov (1977). Celui-ci considère qu'il n'y a pas de contenu sans forme, ni de forme sans contenu. Il pose l'idéologie comme une sémiotique psychosociale, c'est-à-dire comme l'ensemble des signes dans la conscience. Le réel ne serait donc pas accessible en tant que tel, mais serait toujours médié par des représentations symboliques, des signes particuliers. Bien que les catégories « matérielles » et « idéologiques » soient nécessaires pour penser et articuler le réel, l'opposition établie par Marx ne permet pas de saisir l'impossibilité de faire l'expérience du réel en dehors des catégories culturelles et idéologiques (Hall, 2012). Il s'agit donc, pour dépasser la critique marxiste de l'idéologie, de construire une théorie matérialiste des idées en les étudiant à l'endroit où elles se créent en tant que phénomènes sociaux, c'est-à-dire dans le langage.

Finalement, nous avons pu dégager quelques lignes de force quant à la théorie de l'idéologie qui structureront la réflexion présentée dans ce mémoire. La première et la plus importante de ces lignes théoriques est la reconnaissance qu'il existe une lutte culturelle et idéologique aussi déterminante que la lutte sociale et économique. L'intérêt de les distinguer est d'ailleurs uniquement théorique puisque l'une ne peut exister sans l'autre. Les éléments idéologiques qui constituent le sens commun, au sens de Gramsci, possèdent en effet une action sur la relation symbolique établie entre les individus et l'organisation matérielle des rapports de production économiques et des rapports sociaux. Il est donc important pour chaque groupe social de concourir dans cette lutte qui définit les contours de compréhension du réel. Le langage sera ainsi considéré non seulement comme le moyen d'identifier les enjeux idéologiques de la lutte, mais également l'espace dans lequel se joue cette lutte. Se pencher sur les enjeux discursifs d'une lutte, c'est également se pencher sur les frontières du champ dans lequel elle prend place.

3.3.Déterminants discursifs de l'impact des mouvements (*frames*)

La recherche en science politique fait en effet le constat de l'impossibilité pour les seuls facteurs contextuels, organisationnels et stratégiques de rendre compte de l'ensemble des mécanismes qui encouragent l'avènement d'impacts d'un mouvement politique. L'éventail des variables est en effet bien plus étendu, surtout si la bataille des idées est reconnue comme essentielle. Cress et Snow (2000) pointent en effet les facteurs culturels et idéationnels qui restent encore largement inexplorés au regard de leur rôle dans l'apparition de changements culturels et politiques.

La recherche en science politique a essentiellement pris deux directions concernant l'analyse des facteurs idéologiques potentiellement capables d'influencer le développement et le succès des mouvements politiques. D'une part, les auteurs proposent une approche descriptive du contenu et des fonctions de l'idéologie d'un mouvement et d'autre part, à partir du milieu des années 1970, ils considèrent les composants idéologiques comme omniprésents et stables donc non pertinents pour l'analyse (Snow et Benford, 1992). Ces deux approches interconnectées comportent des présupposés épistémologiques qui peuvent être remis en question. Premièrement, les composantes idéologiques d'un mouvement sont considérées comme données, presque immanentes, et non pas construites dans un environnement social dialectique. En conséquence, le mouvement est donc perçu comme le simple transmetteur de ces données idéologiques. Le travail stratégique fourni par les organisations pour construire leur édifice idéologique est tout à fait oblitéré (Snow et Benford, 1992). Ces positions épistémologiques traduisent une vision singulièrement statique du champ politique qui ignore la conflictualité idéologique liée aux enjeux du contrôle du sens commun, de « ce qui va de soi » et qui donc possède une légitimité non questionnée.

L'étude des *frames* s'est ainsi développée dans la double optique de mettre en exergue les enjeux culturels et idéologiques des rapports sociaux et de donner de l'importance à l'action stratégique des mouvements politiques dans la bataille des idées. Plus concrètement, nous avons vu qu'afin d'influencer les politiques publiques, les mouvements sociaux et groupes d'intérêt devaient modifier la perception du législateur des préférences publiques, notamment en changeant ces préférences (Burstein, 1999). Le processus de cadrage de l'information prend toute son importance dans cette optique.

L'étude du processus de cadrage prend racine dans le travail du sociologue Erving Goffman. Dans une perspective interactionnelle, Goffman avance, dans *Frame Analysis* (1974), que les *frames*, ou « cadres », permettent aux individus de « localiser, percevoir, identifier et classer » le monde qui les entoure. Selon l'auteur, ces cadres constituent un élément central de la culture partagée d'un groupe social. Il distingue deux types de cadres primaires qui permettent aux individus de donner sens à la réalité : les cadres naturels qui sont purement physiques et les cadres sociaux qui requièrent l'intervention d'une intelligence influencée par une volonté ou un objectif (Goffman, 1974). Ces cadres primaires peuvent être modalisés ou fabriqués. Dans le premier cas, les cadres déjà pourvus de sens sont transformés tout en gardant un certain rapport avec le cadre original. La transformation est observable et le changement de signification d'un évènement se fait avec, au minimum, l'assentiment des participants. Dans le second cas, au contraire, la transformation résulte « d'efforts délibérés, individuels ou collectifs, destinés à désorienter l'activité d'un individu ou d'un ensemble d'individus et qui vont jusqu'à fausser leurs convictions sur le cours des choses » (Goffman, 1974, p. 93). Bien entendu, ces tromperies peuvent être bénignes ou abusives, selon qu'elles portent plus ou moins atteinte à leurs victimes. Puisque l'analyse d'Erving Goffman s'ancre dans une compréhension locale des échanges, elle ne prend pas en compte les fabrications à large échelle, les tromperies politiques ou les cadrages idéologiques qui ont une influence sur une population étendue ou sur des groupes sociaux. De plus, les cadres de l'expérience de Goffman ne sont pas exclusivement linguistiques. Il s'agit pour le chercheur de tous les indices capables de façonner l'interprétation d'une situation, d'un évènement, d'une interaction.

Si l'étude des cadres s'émancipe de la perspective locale et restreint son champ de recherche aux discours, elle garde tout de même un héritage conceptuel de Goffman. Pour Snow et Benford (1992, p. 137), un cadre est « an interpretative schemata that simplifies and condenses the « world out there » by selectively punctuating and encoding objects, situations, events, experiences, and sequences of actions within one's present or past environment ». Les cadres ont non seulement pour rôle de cadrer l'information, c'est-à-dire sélectionner un point de vue, souligner certains éléments existants, pointer les injustices, mais également de contribuer à construire les interprétations de la réalité : ils attribuent linguistiquement les responsabilités et donnent une lecture particulière du réel. Selon certain·e·s chercheur·euse·s (Cress et Snow, 2000 ; della Porta, 1999), la capacité des mouvements à construire des cadres solides, pertinents et mobilisateurs a une influence essentielle en termes de possibilités

d'impact. Il est donc important pour l'étude de l'impact des organisations politiques de se pencher sur le fonctionnement et les facteurs d'efficacité des cadres, sans nier l'importance des facteurs organisationnels, contextuels et stratégiques.

Les cadres peuvent remplir diverses fonctions. Donatella della Porta (1999) en pointe quatre qui semblent particulièrement déterminantes quant à la capacité d'impact des mouvements politiques. Il s'agit d'une part de définir les identités des différents acteurs du conflit politique (protagonistes et antagonistes) et d'autre part de présenter le problème dénoncé et les solutions proposées (diagnostique et pronostique). Les *protagonistes* regroupent les personnes qui partagent les valeurs, croyances, pratiques d'un mouvement ou ses bénéficiaires. Logiquement, les *antagonistes* sont les acteurs qui sont perçus comme soutenant des positions opposées aux protagonistes (della Porta, 1999). Les cadres *diagnostiques* sont les cadres mis en place pour identifier le problème, attribuer les responsabilités et les causes du problème et les cadres *pronostiques*, ceux qui permettent de suggérer des solutions (Snow et Benford, 1988). Snow et Benford (1988) signalent également la singularité d'un type de cadres axés sur les motifs d'action (« *rationale for action* »), tout à fait dépendant des cadres diagnostique et pronostique, mais qui promeut la nécessité d'agir. Le consensus sur les causes et les remèdes d'un dysfonctionnement n'engendre pas automatiquement l'action, ni l'accord sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre un objectif. Ce cadre *motivationnel* consiste en la présentation par le mouvement des causes pour lesquelles il est nécessaire d'entamer la lutte. Il reflète donc les valeurs et l'horizon moral des collectifs. Ainsi, ce type de cadre est non seulement en lien avec les cadres diagnostiques et pronostiques, mais également avec les cadres identitaires. Ce cadre est également déterminant dans la propension des participants à prendre part aux actions du mouvement.

Par ailleurs, les cadres étant construits en vue d'opérer un changement, ils cherchent nécessairement à être efficients, c'est-à-dire à posséder en eux la force nécessaire pour produire un effet. Il s'agit dès lors de comprendre quels sont les facteurs qui donnent cette force potentielle aux cadres. Une première catégorie de facteurs concerne la capacité du mouvement social à aligner les cadres d'interprétation des individus sur ses propres cadres. Dans un contexte où la définition des politiques publiques est influencée par la perception du législateur quant à l'opinion de la majorité, les organisations politiques cherchent nécessairement à influencer cette perception. Si la recherche s'est surtout penchée sur les processus d'alignement mis en œuvre en vue de mobiliser le public des participants à un

mouvement social, il semble que les conclusions puissent être élargies à d'autres publics cibles, puisque les organisations recherchent la plus large adhésion possible. La recherche dénombre généralement sept ensembles d'acteurs que les cadres cherchent à influencer : les adhérents, les membres, les citoyens, les médias, les alliés potentiels, les antagonistes et les élites politiques (Snow et Benford, 1988). Les organisations empruntent différents moyens pour aligner les cadres. Le processus de *frame bridging* vise à faire des liens entre des cadres qui peuvent coïncider, mais qui sont structurellement séparés. Il s'agit donc de diffuser le cadre de l'organisation auprès de publics potentiellement sensibles. Le processus de *frame amplification* implique la vivification de cadres interprétatifs, en particulier les valeurs et les croyances d'un mouvement. Ainsi, des valeurs perçues comme universelles tels la liberté d'expression ou les droits de l'homme peuvent être brandies afin de rassembler largement. De la même manière, certaines croyances constitutives du groupe sont mises en évidence selon les besoins du mouvement. Elles sont généralement relatives à l'importance du problème, à l'identification de ses causes, aux qualités souvent stéréotypées données aux adversaires, à la probabilité du changement par les moyens collectifs ou encore à la nécessité impérieuse de mener le combat. Le processus de *frame extension* consiste en l'élargissement des cadres d'interprétation d'un mouvement. Celui-ci diversifie ses objectifs pour susciter l'intérêt de potentiel·le·s adhérent·e·s. Enfin, le processus de *frame transformation* se rapporte à la capacité d'un cadre à transformer le cadre de sa cible. Cela engendre une nouvelle compréhension du problème, ou même de la société dans son ensemble, chez la personne cible (Snow et al., 1986).

Une deuxième catégorie de facteurs concerne la précision et l'intensité de l'attribution des responsabilités par les cadres (Snow et Benford, 1992). La responsabilité d'un dysfonctionnement peut par exemple se tourner vers les individus qui deviennent responsables du dysfonctionnement dénoncé – même quand ils en sont les victimes – ou vers les structures socioculturelles et économiques qui produisent le dysfonctionnement. Bien entendu, tous les mouvements sociaux mettent en place ce genre de mécanismes attributionnels, déterminant pour la forme que prendra la lutte. Porter la responsabilité d'un dysfonctionnement sur les individus ou sur des structures constitue évidemment un choix essentiel de ce point de vue. Il détermine en effet à la fois la cible et le moyen de rétablir une situation problématique. De ce point de vue, ce n'est pas tant la nature de l'attribution des responsabilités qui représente un facteur d'efficacité, mais davantage l'adéquation entre l'action menée et cette attribution.

Le troisième facteur d'efficacité des cadres concerne le degré de flexibilité permettant l'adaptation ou l'évolution des cadres. Dans le premier cas des cadres restreints, le cadre est fermé et n'offre pas facilement des possibilités d'amplification et d'extension. Les idées sont minutieusement articulées entre elles. Dans le second, au contraire, les cadres sont larges et flexibles, de sorte qu'ils sont plus facilement adaptables aux revendications portées par différents groupes (Snow et Benford, 1992). Ils sont ainsi capables d'extension et d'amplification, ce qui rend moins vulnérables les mouvements qui les produisent, puisqu'ils ne dépendent pas d'une seule revendication (Snow et Benford, 1988). Cette affirmation est néanmoins à nuancer, car l'élargissement d'un cadre peut également mener à un niveau d'abstraction peu propice à l'identification des cibles avec le cadre. Le cadre perdrait alors en efficacité. Ce facteur est assez ambivalent de ce point de vue et donc peu opérationnel.

Pour finir, l'efficacité des cadres dépend de sa force, de son pouvoir (« potency »). Snow et Benford (1988) affirment que le pouvoir des cadres se construit notamment par la qualité intrinsèque du cadre et par l'écho qu'il trouve auprès des cibles. La qualité intrinsèque du processus de cadrage comprend : la solidité du cadre, son exhaustivité, sa profondeur et sa cohérence. Il en va de la crédibilité du cadre et donc de son succès. L'efficacité des cadres dépend également de leur réception. Celle-ci se décline d'abord empiriquement, c'est-à-dire que le discours des organisations contient une vérité comptable. Cependant, cela ne suffit pas, il est nécessaire que les cadres d'interprétations proposés soient en lien avec le vécu des récepteurs, afin qu'ils puissent se les approprier. Il faut que « ça sonne juste », aux yeux des groupes cibles (Snow et Benford, 1988). Enfin, l'efficacité d'un cadrage dépend aussi de l'environnement culturel et de l'imaginaire collectif dans lequel il prend place. Les cadres interprétatifs sont plus susceptibles de se diffuser s'ils sont construits sur base de valeurs dominantes du contexte culturel. Cependant, les valeurs culturelles marginales que les mouvements parviennent à imposer jouent un rôle dans la transformation du contexte culturel (Xia, 2016). Ainsi, alors même que le contexte culturel influence la formation des cadres, ceux-ci participent également à la construction de l'imaginaire dominant. Pour résumer, la puissance des cadres dépend de se vérifiabilité, de sa résonnance et de son adéquation avec l'imaginaire commun.

En conclusion, il parait évident que les processus de cadrage jouent un rôle essentiel dans la capacité d'impact d'un mouvement politique. La bataille des idées se joue pour obtenir l'ascendant sur la définition du sens commun (Gramsci, 1971). De ce point de vue, ce

qui constitue la force d'un cadre, son efficacité dans la production d'impacts, c'est sa capacité à être diffusé largement au sein de la société. Cependant, les facteurs d'efficacité des cadres enregistrés par la science (alignement, précision et intensité de l'attribution des responsabilités, flexibilité du code et puissance du cadre) semblent encore insuffisants pour rendre compte des conditions de succès de la diffusion de formes discursives. Les facteurs de diffusion des cadres ont jusqu'ici été examinés du point de vue de la science politique. L'alignement des cadres, par exemple, est en grande partie expliqué par les choix stratégiques des mouvements (sélection des publics potentiellement sensibles au cadre proposé, mise en évidence de certaines valeurs universelles, élargissement ou contraction du champ d'action, etc.). Pourtant, il semble que d'autres approches, notamment cognitive et discursive, puissent apporter certains éléments de compréhension de ce qui favorise la circulation des discours (Hambye, 2012). Sans nier l'importance des facteurs sociaux, on soupçonne en effet l'influence des caractéristiques formelles du discours sur sa diffusion. Ainsi, la présente recherche contribuera à préciser les mécanismes discursifs de diffusion des cadres interprétatifs, puisqu'aucun facteur proposé par la science politique ne prend sérieusement en compte les mécanismes linguistiques présents dans les discours mis en place par les mouvements pour rendre leurs cadres efficaces.

3.4.Conditions de circulation du discours

Puisque, dans le cadre de la lutte idéologique, ce qui fait l'efficacité d'un discours est sa capacité à se diffuser afin de composer l'horizon interprétatif dominant au sein de la société, il s'agit de comprendre quels sont les mécanismes permettant cette diffusion. La littérature est en effet divisée entre l'explication par des facteurs sociaux, par les mécanismes cognitifs ou par les propriétés langagières (Hambye, 2012). Il est en effet difficile de nier les composantes sociales déterminant la diffusion de discours, au regard des différentes recherches effectuées sur le sujet. Par exemple, la position sociale de l'émetteur d'un discours détermine en effet largement sa circulation. Plus l'émetteur occupe un espace symbolique important vis-à-vis d'une problématique, plus son discours sera perçu comme légitime et donc susceptible d'être repris et diffusé. Il constitue en effet le lieu de production du « discours matriciel de référence » (Gobin et Deroubaix, 2009, p. 205). La parole du premier ministre concernant le budget de l'État a ainsi plus de chance d'être reprise que celle des associations citoyennes.

Par ailleurs, la proximité de certains champs sociaux favorise la circulation des discours. Ainsi, les contacts entretenus entre les pouvoirs économiques, politiques et médiatiques jouent un rôle fondamental dans la circulation des discours dominants (Ollivier-Yaniv 2001). Ce fut précisément le sujet de l'enquête de Serge Halimi dans *Les nouveaux chiens de garde* (Halimi, 2005). Selon l'auteur, l'appartenance sociale des directeurs de presse et les conditions matérielles et économiques de production déterminent largement la forme que prennent les discours et leur diffusion.

Cependant, les facteurs sociaux ne semblent pas suffisants pour expliquer en profondeur tous les mécanismes de diffusion des représentations discursives. Outre les mécanismes cognitifs qu'il serait intéressant d'approfondir dans des recherches ultérieures, les propriétés formelles du discours peuvent également renforcer sa diffusion (Hambye, 2012). Le succès de la circulation des formes discursives repose notamment sur les stratégies rhétoriques (*ethos, logos, pathos*), dont l'argumentation, qu'adopte le discours. En effet, le fondement de l'argumentation est précisément d'agir sur autrui pour le convaincre ou le persuader, c'est-à-dire, in fine, modifier sa façon de voir et de penser. L'argumentation est d'ailleurs définie comme les « techniques discursives permettant de provoquer ou d'accroitre l'adhésion des esprits aux thèses qu'on présente à leur assentiment » (Perelman et Olbrechts-Tyteca, 1976, p. 5). Ainsi, selon Ruth Amossy, l'analyse de l'argumentation permet de dégager les fondements « doxiques » sur lesquels se construit le discours (Amossy, 2010, p. 85). Du point de vue du *logos,* l'argumentation repose d'une part sur des choix lexicaux et d'autre part sur les relations logiques, implicites ou explicites, qui permettent d'articuler les différents arguments.

Aucun choix lexical n'est anodin. Les mots véhiculent des représentations du monde qui sont toujours le fruit de circonstances sociales particulières. Selon Norman Fairclough, « discourse is shaped by relations of power, and invested with ideologies » (Fairclough, 1992, p. 8). Puisque les mots sont porteurs d'idéologies, l'enjeu de la diffusion apparait comme essentiel. De ce point de vue, il semble que les composantes formelles des mots puissent jouer un rôle particulier dans leur aptitude à être diffusés. Il apparait notamment que l'accessibilité ou l'apparente transparence sémantique d'un mot peut renforcer la probabilité de sa circulation (Hambye, 2012). Les redéfinitions, dissociations et glissements sémantiques participent à la formation de la signification des mots (Amossy, 2010). Ainsi, si le terme comporte en lui-même sa signification d'un point de vue morphologique et que son sens ne

doit pas être expliqué, il aura sans doute plus de chance d'être réutilisé spontanément. C'est ce que tend à montrer l'étude de la diffusion du terme « gouvernance », qui est d'une part très accessible morphologiquement (« manière de gouverner ») et d'autre part « non marqué » d'un point de vue sémantique (Hambye, 2012, p. 51). Au-delà des aspects morphologiques et sémantiques, la fréquence d'utilisation d'une forme contribue à lui concéder une familiarité qui la rend plus susceptible d'être diffusée par la suite (Hambye, 2012). La récurrence d'une forme discursive constitue ainsi autant le résultat de sa diffusion qu'une partie du processus la permettant. Finalement, l'apparente transparence morphologique et sémantique d'un mot, ainsi que la fréquence de son utilisation lui confère un caractère d'évidence qui implique « qu'il n'y a pas lieu ni d'en interroger le sens, ni d'en interroger la pertinence et l'ancrage idéologique » (Hambye, 2012, p. 52). Le mot apparait comme neutre idéologiquement, ce qui lui permet d'être utilisé fréquemment et d'être diffusé largement. Rappelons pourtant qu'il n'est aucun discours qui ne soit le résultat d'un contexte social qui lui donne un regard particulier sur le réel. On ne peut nier que le terme « gouvernance », par exemple, possède une charge idéologique particulière, malgré son apparence anodine (Gobin, 2007).

Les relations logiques unissant les différents arguments d'un discours sont essentielles quant à la capacité de celui-ci de produire quelque effet. Faisant référence à la *Rhétorique* d'Aristote (1991), Ruth Amossy rappelle que les constructions discursives, au niveau du *logos*, peuvent être de deux sortes : déductive et inductive (Amossy, 2010). Dans le premier cas, la relation logique établie entre les composantes des schèmes argumentatifs relève du syllogisme, c'est-à-dire de ce qui découle de prémisses posées. Dans le cas de l'enthymème, à savoir ce qui ne doit pas être proféré pour être compris, l'utilisation de l'implicite rend l'argumentation d'autant plus efficace. En effet, « le locuteur peut renforcer l'effet de son argumentation sur l'auditeur en n'entrant pas dans les détails et en présentant les prémisses ou les conclusions comme allant de soi par le fait qu'il ne les mentionne pas explicitement » (van Eemeren et Grootendorst, 1984, p. 124). On le voit, l'argumentation repose parfois sur l'implicite, ce qui lui donne une puissance particulière pour trois raisons. Nous avons déjà abordé la première grâce à l'exemple de l'enthymème. En effet, le pouvoir de l'implicite réside dans la nécessité de la participation de l'interlocuteur. Amené à compléter le schème argumentatif, il devient un partenaire actif de l'argumentation, ce qui a pour conséquence qu'il se l'approprie plus facilement. Par ailleurs, certains lexèmes sont présentés comme évidents, ce qui leur permet d'échapper à l'explicitation. C'était l'exemple du terme « gouvernance » présenté plus tôt. Le troisième avantage de l'utilisation de l'implicite est

qu'il permet de dire et de pouvoir dire qu'on n'a pas dit (Ducrot, 1972). L'implicite peut prendre la forme de présupposés ou de sous-entendus, par exemple. Dans le second cas, la force de l'argument découle de l'exemple ou de l'analogie. Il « met en relation un objet problématique avec un objet déjà intégré par les représentations du coénonciateur » (Maingueneau, 1991, p. 246). Ainsi, le nouveau est perçu à la lumière de ce qui est déjà familier. Notons bien sûr que ces relations logiques peuvent être détournées de multiples manières dans l'argumentation, que ce soit par erreur ou intentionnellement. Sans prétendre à l'exhaustivité, ce bref aperçu de la littérature nous a permis d'entrevoir que certains éléments discursifs sont effectivement capables de produire des effets concrets, de modifier les façons de voir le monde et donc de transformer les cadres interprétatifs.

Ainsi, l'on perçoit comment l'analyse formelle peut participer à la compréhension des conditions de diffusion du discours. Bien que les facteurs formels ne représentent qu'une partie des facteurs susceptibles d'expliquer le succès ou l'échec d'une forme discursive, ils possèdent indéniablement un impact sur sa diffusion. Ce constat donne ainsi de l'importance à la tentative d'expliquer discursivement l'efficacité des cadres interprétatifs mis en place par les mouvements politiques citoyens. L'analyse du discours proposée contribuera ainsi non seulement à la recherche concernant le fonctionnement des cadres interprétatifs, mais elle le fera d'un point de vue linguistique, qui contribuera à enrichir ou illustrer les mécanismes de circulation du discours. Cela nous permet de distinguer les contours théoriques de la présente recherche.

4. Conclusion et perspective théorique

Ainsi, ce chapitre aura permis d'une part de circonscrire l'objet de la recherche et d'autre part de définir les contours théoriques au sein desquels s'implante le mémoire. Après avoir épinglé l'originalité des mouvements politiques citoyens émergents, le parcours théorique s'est en effet penché sur les facteurs discursifs permettant aux mouvements d'avoir un impact sur la société. Il a en effet montré à quel point les facteurs idéologiques sont importants dans la capacité d'impact d'un mouvement et donc dans la lutte sociale. La construction et la diffusion de cadres discursifs spécifiques sont en effet déterminantes. Finalement, faire état de la littérature a permis de pointer ses faiblesses, notamment relative à aux facteurs expliquant l'efficacité des cadres. Ainsi, outre la mise à l'épreuve empirique de ces facteurs mis en évidence par la recherche, l'analyse contribuera à affiner la compréhension des mécanismes linguistiques qui participent à la diffusion des cadres.

4.1.Enjeux discursifs dans l'émergence de mouvements politiques citoyens

Du point de vue de la science politique, la recherche présente un double intérêt. Le premier consiste en la compréhension des enjeux politiques et idéologiques entourant l'apparition récente de mouvements politiques citoyens. Bien qu'il appartienne traditionnellement à la science politique de donner une interprétation de ces enjeux, l'analyse du discours proposée dans ce mémoire entend se pencher sur cette question avec l'éclairage discursif qui lui est propre. Ainsi, plutôt que de répondre à la question de savoir pourquoi ces mouvements émergent, quelles sont leurs conditions de viabilité, etc., la recherche tentera de comprendre quels sont les mécanismes discursifs mis en place par ces mouvements pour imposer leur originalité et faire progresser leur vision idéologique du champ politique. La recherche contribuera ainsi à la description de ces mouvements qui n'ont pas encore été systématiquement étudiés par la science politique.

Le second est davantage théorique. L'état de l'art nous a permis de constater la faiblesse des recherches concernant les facteurs d'efficacité des cadres discursifs mis en place par les mouvements sociaux en vue de produire des impacts concrets sur la société. Puisque ce mémoire entend précisément comprendre comment certains mouvements procèdent discursivement pour obtenir un impact, il semble que les conclusions apporteront un nouvel éclairage sur la question théorique. Plus précisément, les éléments relatifs à la diffusion des cadres discursifs, l'attribution de la responsabilité, la flexibilité du cadre et son pouvoir sont autant d'éléments qui peuvent être abordés et précisés grâce aux outils de l'analyse du discours. Ainsi, tout en étudiant les enjeux liés à l'apparition de ces nouveaux mouvements politiques citoyens, l'analyse contribuera à la réflexion théorique portant sur les facteurs de circulation des différents cadres discursifs.

4.2.L'analyse de discours

Du point de vue linguistique, la recherche aura non seulement pour intérêt d'illustrer empiriquement la dimension idéologique du discours, mais également de contribuer à développer une approche discursive des faits sociaux. En effet, si la pertinence d'étudier le langage d'un point de vue social semble acquise, le contraire, à savoir comprendre les enjeux sociaux d'un point de vue linguistique mériterait d'être développé (Hambye, 2017). Les connaissances développées en science politique à propos des mouvements sociaux permettront ainsi de développer l'analyse discursive de ces mouvements. Il s'agit donc non pas seulement de puiser les concepts et méthodes développées en sciences politiques pour

enrichir la recherche linguistique, mais de s'y ancrer pleinement afin de prendre part aux débats sociaux et politiques d'un point de vue discursif.

D'un point de vue de la science du langage, la recherche aura pour objectif d'approfondir les facteurs langagiers favorisant la circulation de certains énoncés, de certaines formules et de certaines représentations idéologiques. Il s'agit en effet de comprendre comment des formations discursives et idéologiques parviennent à s'imposer comme horizon discursif légitime, ce qui constitue l'efficacité des cadres interprétatifs. La recherche contribuera ainsi notamment à affiner la compréhension des mécanismes linguistiques permettant la circulation du discours. L'étude de ces cadres constitue ainsi un intérêt à la fois pour les sciences politiques et pour les sciences du langage. L'objet théorique de ce mémoire est donc interdisciplinaire.

4.3.La question interdisciplinaire

Il ne peut y avoir d'interdisciplinarité qui mette unilatéralement les ressources développées au sein des frontières d'une discipline particulière au service d'une autre. Encore que posée de cette manière, la remarque semble particulièrement inepte. Il ne s'agit évidemment pas de procéder à des comptes d'apothicaires jaugeant quantitativement l'apport de chaque discipline à la question de recherche. Cette conception naturaliserait sans y penser les contours institutionnels de la division du travail scientifique (Mallinson, 2009). Précisons d'emblée que les frontières disciplinaires peuvent avoir un intérêt scientifique (Boutet et Maingueneau, 2005). Pour autant que la formation de ces groupes restreints ait une justification épistémologique, l'existence de frontières semble même essentielle pour la recherche scientifique. Cependant, cette conception disciplinaire du travail scientifique a des conséquences sur la manière d'envisager l'interdisciplinarité. Il semble dommage en effet de se limiter au simple dialogue entre deux disciplines distinctes, s'empruntant mutuellement des concepts et outils pour approfondir leur objet propre. Cette approche semble nécessaire, mais insuffisante vis-à-vis du potentiel que l'on perçoit dans la possibilité pour une discipline d'intervenir dans le débat scientifique d'une autre discipline à partir de son point de vue spécifique (Hambye, 2017). Ancré dans cette perspective, ce mémoire tentera, tout en participant à la recherche sur la circulation des discours, de démontrer comment l'analyse du discours peut apporter un éclairage particulier sur un domaine qui incombe traditionnellement à la science politique.

Chapitre 2 : Cas d'étude et cadre méthodologique

Le chapitre précédent nous a permis d'apercevoir les contours de l'analyse du discours présentée dans ce mémoire. Elle vise en effet à comprendre comment, d'un point de vue discursif, les nouveaux mouvements politiques citoyens tentent d'opérer un changement dans le champ politique. Cela implique nécessairement pour ces mouvements de rechercher la diffusion de leurs nouveaux cadres interprétatifs. Les facteurs de diffusion des formations discursives dépendent bien entendu de conditions sociales particulières. Néanmoins, il semble que les propriétés langagières, en particulier sémantico-rhétoriques, puissent, dans certains cas, faciliter la circulation des discours. Ceci étant, il s'agit à présent de justifier le cadre méthodologique utilisé qui permettra d'approfondir ces mécanismes de circulation. Ce chapitre se donne ainsi pour objet de circonscrire les modalités de la recherche du point de vue de l'objet étudié et des caractéristiques du corpus emprunté. Il comportera finalement la description et la justification des choix méthodologiques effectués.

1. Définition de l'objet de recherche

Sur base de l'exploration de la littérature, il est nécessaire de circonscrire précisément les contours de l'objet d'étude de ce mémoire, c'est-à-dire l'objet grâce auquel il sera possible de construire un certain savoir. En effet, après avoir dessiné l'espace théorique dans lequel la recherche se développera et auquel elle tentera de contribuer, il est important de clarifier comment elle le fera, à partir de quelle matière et avec quelles intentions. Cela nécessite évidemment de procéder à des choix épistémologiques et méthodologiques qui justifient l'approche scientifique du corpus. Le processus scientifique a pourtant ses limites. Il est en effet nécessaire, pour approcher le réel, de construire des cadres théorique et méthodologique qui l'en éloignent.

1.1. Objet de recherche

Au vu de l'état de la littérature concernant les mécanismes de circulation du discours, la question de recherche initiale esquissée en introduction peut être affinée. Il s'agit toujours, bien entendu, d'identifier les stratégies discursives mises en place par les mouvements émergents pour opérer un changement dans le champ politique. Cependant, il est nécessaire d'ancrer cette question dans les champs scientifiques qui s'en préoccupent déjà. Or, comme nous l'avons vu, la recherche portant sur les cadres interprétatifs (*frames*) a pointé quelques processus, en partie discursifs, qui influencent l'efficacité des cadres, c'est-à-dire leur

diffusion potentielle. Il s'agit des processus d'alignement des cadres (*frame bridging, frame amplification, frame extension* et *frame transformation*), de la précision de l'attribution des responsabilités, de la flexibilité des cadres et de leur solidité et pertinence intrinsèque (vérifiabilité empirique, résonance affective, adéquation avec l'imaginaire commun). Cependant, ces processus ou qualités permettant la diffusion des cadres semblent pouvoir être enrichis par la recherche en science du langage qui étudie précisément les conditions et facteurs de circulation du langage. Il semble en effet que dans le domaine de l'étude de la diffusion des cadres interprétatifs, la question de l'impact des mécanismes linguistiques et rhétoriques reste encore souvent traitée de manière superficielle. L'analyse du discours a pourtant développé des outils d'analyse formelle permettant de saisir les facteurs d'efficacité d'un discours.

Ainsi, sans nier l'importance des circonstances sociales et des décisions stratégiques des mouvements dans la diffusion de leurs cadres, il apparait que les caractéristiques formelles du discours ont un rôle essentiel à jouer. On aperçoit d'ailleurs l'importance de la composante formelle au sein de tous les facteurs de diffusion des cadres. On ne peut en effet douter, premièrement, que les mécanismes d'alignement des cadres reposent au moins en partie sur la forme empruntée par le discours. En bons facteurs de diffusion des cadres, ces processus d'alignement ont pour objectif l'unification des cadres potentiellement alliés contre les cadres adverses. Ils tentent, en somme, d'unifier un « nous » par rapport à un « eux ». Outre les aspects organisationnels et techniques nécessaires, les processus de *frame bridging, frame amplification, frame extension* et *frame transformation* se font en effet via le langage. Or, les mécanismes formels permettant au discours de s'adapter aux modalités de l'auditoire, d'envelopper les objectifs du mouvement dans des termes incontestables, d'élargir la portée de la lutte ou de tenter de convaincre l'auditoire sont rarement mis à au service de la compréhension de ces processus d'alignement. Ainsi, les possibilités de recherche concernant ces quatre processus sont immenses, à commencer par la confrontation de ces catégories à un corpus empirique. Ceci dit, plutôt que de procéder à l'analyse des conditions de succès de chaque processus individuellement, c'est d'abord la portée et la pertinence de ces démarches d'alignement qui seront évaluées à la lumière de la diversité des mécanismes de circulation des discours. En effet, bien que l'analyse du fonctionnement de chaque axe d'alignement ne soit pas dénuée d'intérêt, il semble à priori que certains procédés langagiers mobilisés puissent participer à plusieurs démarches d'alignement conjointement. C'est donc par l'analyse des formes que nous tenterons d'apercevoir la présence des processus d'alignement.

Deuxièmement, le degré de précision dans l'attribution des responsabilités et la flexibilité des cadres comporte également des aspects langagiers. Notons que si ces deux facteurs apparaissent contradictoires, c'est parce que l'un trouve son efficacité dans la précision du diagnostic et l'autre dans l'élasticité sémantique des concepts mobilisés par l'organisation. Cela explique que si un cadre semble perdre en efficacité alors même qu'il s'élargit, c'est sans doute qu'il perd également en spécificité diagnostique. Ces facteurs d'efficacité reposent ainsi notamment sur la spécificité sémantique du lexique utilisé. On perçoit que cela n'est pas sans lien avec le processus de *frame amplification*, notamment. Ce facteur de diffusion des cadres est donc ambivalent. Il s'agira donc d'identifier l'équilibre et les stratégies empruntées par les différents mouvements en ce qui concerne le degré d'abstraction des discours empruntés. Ces stratégies sont sans doute révélatrices des objectifs et donc des transformations souhaitées par les mouvements.

Pour finir, d'après la littérature, l'efficacité des cadres repose également sur leur vérifiabilité empirique, leur résonance affective et leur adéquation avec l'imaginaire commun. Si ce triple facteur comporte déjà des composantes symboliques en soi (l'interprétation des affects et l'imaginaire commun sont médiés discursivement), il semble qu'il soit possible d'approfondir ce facteur de diffusion du point de vue du fonctionnement de l'argumentation. En effet, il semble que l'efficacité du cadre repose également sur les choix argumentatifs effectués. Ainsi, la séquentialité du discours, les choix lexicaux et les procédés argumentatifs apparaissent comme autant d'éléments discursifs susceptibles de favoriser la diffusion des cadres interprétatifs des différents mouvements.

Bien entendu, on aperçoit que les différents facteurs formels de circulation des discours se recoupent. Tous mobilisent en effet des stratégies rhétoriques, lexicales et sémantiques. Ainsi, on distingue trois axes d'analyse. Notons cependant que ces trois axes sont à la fois interconnectés et interdépendants. La recherche portera ainsi sur l'analyse morphologique et sémantique des termes et segments les plus fréquents, sur les procédés argumentatifs et sur l'articulation formelle du discours. Ces analyses seront appliquées aux différents types de cadres identifiés par la recherche : les cadres protagonistes, antagonistes, diagnostiques et pronostiques. Le cadre motivationnel sera traité à travers l'articulation des cadres diagnostiques et pronostiques. Parmi ces cinq cadres, les deux cadres portant sur l'identité des acteurs (protagonistes et antagonistes) seront traités conjointement. La méthodologie d'analyse est développée ci-dessous.

1.2.Sélection des cas d'étude

La recherche se base sur l'étude du discours de trois mouvements : E-Change, TAM TAM et Tout Autre Chose. Puisque la question était de savoir comment des mouvements émergents tentaient d'opérer un changement au sein des catégories du champ politique, le critère principal de sélection des mouvements était la volonté affichée de faire de la politique en dehors des cadres traditionnels. Ainsi, les partis politiques, listes citoyennes et autres types de groupement se présentant aux élections ont été exclus, ainsi que les syndicats. Précisons qu'il s'agissait également de sélectionner des mouvements présentant une analyse de société globale. Les mouvements centrés autour de problématiques sectorielles, telle l'Alliance D19-20, ont ainsi été écartés. Au-delà de ces critères fondamentaux, il s'est révélé nécessaire de restreindre le champ de recherche d'un point de vue spatiotemporel. En effet, le phénomène étudié est international et semble avoir débuté peu après la mutation de la crise financière en crise des dettes souveraines. Il mobilisait ainsi des réalités nationales très hétérogènes qui ne semblaient pas pouvoir mener à une synthèse cohérente dans le cadre de ce mémoire. D'ailleurs, le cadre de la Belgique francophone semblait suffisant de ce point de vue. Il offrait à lui seul une diversité de mouvements correspondant au critère de principal (se situer à la fois dans et hors du champ politique). Si les gouvernements précédant la législature de 2014-2018 avaient appliqué un programme d'austérité, c'est bien à partir des élections que la contestation s'intensifie à ce sujet. La recherche a dès lors exclu les quelques mouvements fondés avant les élections fédérales, tel Acteurs des temps présents, ce qui a en outre permis de restreindre la recherche à un nombre limité de mouvements. Finalement, il semble que, malgré leurs différences présentées plus haut, E-Change, TAM TAM et Tout Autre Chose présentent suffisamment de caractéristiques communes pour constituer une base de recherche cohérente. Ces mouvements représentent ainsi l'incarnation concrète des phénomènes que cette étude cherche à cerner. C'est en effet grâce à eux que la recherche approchera les mécanismes mis en œuvre par les nouveaux mouvements dans la recomposition du champ politique.

1.3.Hypothèses

En ce qui concerne les hypothèses à tester sur le corpus des interventions d'E-Change, TAM TAM et Tout Autre Chose, elles s'articulent aux cinq cadres de recherche exposés plus tôt. Elles tentent d'allier à la fois l'étude des cadres interprétatifs et les recherches en sciences du langage afin de comprendre quelles sont les caractéristiques linguistiques qui influencent la diffusion des cadres. Notons que ces hypothèses sont construites sur base des connaissances

induites par la construction de l'objet de recherche, à savoir que les mouvements se situent à la fois dans et dehors du champ politique et qu'ils tentent ainsi d'opérer une transformation du champ située idéologiquement. Les mouvements chercheront ainsi nécessairement à construire leur légitimité et à rassembler largement autour d'eux et autour d'une conception idéologique de la société afin de pouvoir peser dans le champ politique.

Pour commencer, du point de vue des cadres portant sur la description des acteurs, il s'agit de comprendre quelles sont les stratégies discursives mobilisées par les mouvements pour unifier les publics alliés potentiels. L'unité d'un groupe ne peut se définir que par rapport à d'autres groupes. Selon Georg Simmel (1992), le conflit permet de rassembler des personnes face à une entité adverse. Ainsi, nous postulons que la construction de l'identité des protagonistes ne peut se construire que grâce à la description des antagonistes. C'est la raison pour laquelle les cadres protagonistes et antagonistes seront analysés ensemble. En ce qui concerne ces cadres, nous postulons que la description des antagonistes mobilisera deux types de critiques ou d'attaques principales : l'inefficacité et le ridicule. Les objectifs sont bien sûr d'affirmer la nécessité de changements concrets, donc l'importance de l'existence du mouvement, et de décrédibilisation l'adversaire, ce qui renforce la cohésion. Parallèlement, nous postulons que les protagonistes seront présentés comme ouverts et fédérateurs, ainsi que « connectés » à la réalité de terrain. Dans cette optique, nous supposons que les acteurs du mouvement se présenteront comme de simples citoyen·ne·s, vivant les mêmes réalités quotidiennes que l'auditoire auquel il s'adresse. Cette stratégie discursive a pour fonction d'établir un lien entre les cadres de l'organisation et les cadres à unifier (*frame bridging*).

Ensuite, en ce qui concerne les cadres diagnostiques et pronostiques, nous postulons que les mouvements établissent deux types de constats. En effet, les changements souhaités par les mouvements doivent certainement être politiques d'une part et organisationnels de l'autre. L'un ne va d'ailleurs pas sans l'autre. Le côté organisationnel est assez clair puisque les mouvements se construisent pour renouveler la manière de faire de la politique. Pour ce qui est du diagnostic politique, il nous semble peu probable qu'un mouvement naisse uniquement sur des questions procédurales, c'est-à-dire sans qu'il n'y ait une critique de fond politique en arrière-plan. Ainsi, les modifications organisationnelles sont probablement modulées par ces objectifs politiques. Comme ceux-ci divergent certainement selon les mouvements (nul besoin sinon de créer plusieurs mouvements), les cadres diagnostiques et pronostiques seront certainement dissemblables. Ceci dit, de manière transversale, nous

supposons que le couple dysfonctionnements-solutions sera présenté sur le mode de l'évidence. L'apparente évidence des problèmes identifiés a pour effet de restreindre les possibilités de leur remise en question. Indiscutables, ils seront ainsi capables de construire les conditions pour que les propositions de changements soient accueillies favorablement. Celles-ci paraitront donc découler naturellement d'un constat universellement partagé. Ceci dit, au niveau de la nature de la critique, nous supposons qu'elle portera, au niveau organisationnel, sur la pertinence, les pratiques et le manque de légitimité des structures traditionnelles (particratiques ou syndicales), puisque l'objectif est justement de proposer quelque chose de nouveau. Ainsi, le besoin de renouveler la démocratie, de rendre la politique aux citoyen·ne·s apparaitra comme étant la solution. Par contre, les constats et objectifs politiques diffèrent d'un mouvement à l'autre, bien qu'ils remettent tous en question la pertinence des politiques menées par les gouvernements. Tout Autre Chose centre ainsi ses constats sur les conséquences des politiques d'austérité, TAM TAM sur l'impact du néolibéralisme. Le constat politique d'E-Change semble rejoindre son constat organisationnel : l'inefficacité des structures traditionnelles a pour effet l'enlisement des politiques publiques. Ceci dit, nous postulons qu'aucune revendication politique ne sera portée à priori par Tout Autre Chose et E-Change, puisque l'objectif de ces mouvements est de permettre aux citoyen·ne·s de construire collectivement les alternatives ou solutions. Ainsi, les mouvements se rassembleront sans doute autour de valeurs générales. Nous postulons d'ailleurs que ces balises ou engagements offriront une large palette d'interprétation d'un point de vue sémantique limitant d'une part l'opposition et permettant d'autre part à un maximum de personnes de s'y retrouver. Au contraire, puisque TAM TAM opère selon le modèle de campagne « copy left », c'est-à-dire mise à disposition libre de supports de campagne, il ne s'agit pas de construire les alternatives collectivement. Nous postulons ainsi que la campagne sera plus incisive, pointant plus directement les responsabilités et les dysfonctionnements et prônant certaines revendications dans les différents domaines abordés.

Finalement, en ce qui concerne les cadres motivationnels proposés par les organisations, c'est-à-dire les raisons qui rendent le combat nécessaire, nous postulons après avoir brièvement parcouru le corpus, que les cadres motivationnels s'ancrent pleinement dans l'articulation des cadres diagnostiques et pronostiques. En effet, la volonté de changement ne peut être articulée qu'aux cadres établissant les dysfonctionnements et les propositions d'amélioration de la situation.

2. Corpus [3]

Il existe différentes manières de concevoir un corpus. Selon François Rastier, un corpus est un « regroupement structuré de textes intégraux, documentés, éventuellement enrichis par des étiquetages, et rassemblés : (i) de manière théorique réflexive en tenant compte des discours et des genres, et (ii) de manière pratique en vue d'une gamme d'applications » (Rastier, 2004, dans Duteil-Mougel 2005, p. 1). Ainsi, on voit que « tout ensemble de texte n'est pas un corpus » (Duteil-Mougel 2005, p. 1). Tant des critères de forme que des critères de fond sont nécessaires pour établir un corpus cohérent et exploitable.

2.1. Composition

Pour Bénédicte Bommier-Pincemin, le corpus doit observer trois types de conditions. Premièrement, il doit vérifier des *conditions de signifiance*, c'est-à-dire qu'il doit correspondre à l'objet de recherche par sa pertinence et sa cohérence. Il doit deuxièmement remplir des *conditions d'acceptabilité*, à savoir être représentatif, régulier et complet. Pour finir, le corpus doit également respecter des *conditions d'exploitabilité*. Pour pouvoir être exploité, le corpus doit être commensurable et assez volumineux pour offrir une base d'exploitation statistique intéressante (Bommier-Pincemin, 1999, p. 416).

Les critères de composition du corpus composé dans le cadre de cette enquête ont été adaptés afin de correspondre aux objectifs de la recherche. Celle-ci vise à comprendre la dynamique contemporaine qui cherche à bouleverser les cadres traditionnels du champ politique, tout en s'y inscrivant. Les mouvements sélectionnés ne représentent que des exemples familiers d'un phénomène plus large. Ils constituent donc les portes d'entrée vers la compréhension de cette tendance. Dans cette optique, la recherche vise à saisir certaines stratégies mobilisées dans les discours de ces mouvements, qui semblent illustrer le phénomène. Elle ne vise donc pas l'exhaustivité, mais bien à cerner quelques pratiques centrales, au sens de leur visibilité et de leur récurrence. Ainsi, le corpus ne vise pas la représentativité du point de vue du phénomène en tant que tel, mais s'adapte à la volonté de cibler les stratégies centrales des mouvements.

Ainsi, en ce qui concerne les trois mouvements sélectionnés, nous avons repris à la fois les textes fondateurs, le contenu des sites internet (projet, structuration, actualité, FAQ, etc.) et les interventions médiatiques orales ou écrites. Ceci dit, la composition du corpus n'est

[3] Le corpus se trouve en annexe, pour information.

pas sans poser question. Premièrement, concernant le type de source recherché, il nous a semblé pertinent d'écarter les productions internes (comptes-rendus de réunion, notes internes, etc.). Ce corpus eût en effet été intéressant dans le cadre d'une recherche sur les objectifs et intentions des mouvements. Cela semblait cependant moins pertinent du point de vue de l'objet de la présente recherche, puisqu'elle ne vise à comprendre comment certaines formes langagières sont capables d'agir sur la société. Ensuite, la volonté d'utiliser les interventions publiques entraine également des questionnements. En effet, l'importance grandissante des agences de presse du type « Belga » a tendance à uniformiser les articles diffusés par les différents journaux, bien que ceux-ci restent bien sûr libres d'en modifier la forme. Il arrive donc que des séquences, plus ou moins longues, soient reprises d'un article à l'autre sans modification. Les considérer comme des productions inédites et les intégrer au corpus aurait eu pour effet de gonfler artificiellement la fréquence de certaines formules. Afin de limiter la surreprésentation de certains termes, syntagmes, locutions, nous n'avons repris qu'une seule fois les interventions répétées mot à mot plusieurs fois dans différents articles, souvent produits à la même date. Cette opération comporte cependant le risque, minime nous semble-t-il, de supprimer certaines répétitions particulièrement signifiantes. Enfin, l'organisation et les objectifs des mouvements étant distincts, leurs productions semblent quelque peu hétérogènes tant au niveau des supports de diffusion qu'au niveau du type de discours produits. Par exemple, la majorité de la production langagière diffusée par TAM TAM concerne les thématiques traitées par la campagne (santé, justice, travail), et non pas le mouvement lui-même. Bien entendu cela renseigne déjà indirectement sur l'identité et les objectifs du mouvement, mais cela entraine un biais, notamment dans la démarche lexicométrique, car les termes relevant des thématiques traitées reviennent dès lors très régulièrement. Il semblait toutefois impossible quantitativement parlant de se limiter au discours du mouvement sur lui-même, car cette production est très limitée. Nous avons quand même écarté les vidéos produites par diverses associations (ATD Quart Monde, Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, Fédération des maisons médicales, etc.) dans le cadre de la campagne. Elles mettent en effet généralement en scène des témoins de la réalité dénoncée par la campagne, mais ne font pas référence à la campagne en tant que telle. Les seules vidéos intégrées au corpus sont celles mises à disposition par le mouvement en vue d'être diffusées. Il apparait malgré tout que les modalités d'organisation de TAM TAM ont un impact sur la fréquence d'occurrence de certains termes sectoriels, tel « santé », par exemple. L'interprétation des résultats devra donc prendre cette modalité du corpus en compte.

La recherche s'est ainsi essentiellement faite sur internet, à savoir sur les sites internet et sur les pages Facebook des mouvements, ainsi qu'aléatoirement sur les sites des différents journaux francophones, comme Le Soir, La Libre Belgique, L'Avenir, etc. Les vidéos ont été retranscrites (uniquement les interventions des porte-paroles pour les émissions de plus de dix minutes) et parmi les articles de presse sélectionnés, seules les interventions des mouvements rapportées entre guillemets ont été reprises dans le corpus à analyser. Il semblait en effet difficile d'identifier les éléments diffusés à partir de communiqués produits par les mouvements et ceux produits par les agences de presse. Ceci dit, les articles en eux-mêmes comportent des clés de compréhension du corpus dont il serait dommage de se priver, mais ils ont dès lors été exploités comme des références externes et non comme faisant partie intégrante du corpus.

2.2. Description

Le corpus se compose ainsi de trois sous-corpus dépendant de chaque mouvement. Dans l'ensemble, le corpus contient 45 785 token, mais la répartition entre les trois mouvements est inégale (11 864 pour E-Change, 17 487 pour TAM TAM et 16 434 pour Tout Autre Chose). Si les corpus de TAM TAM et Tout Autre Chose sont comparables, celui d'E-Change est nettement plus réduit. Cela est notamment dû à la faible quantité de contenu disponible, en comparaison avec Tout Autre Chose et TAM TAM. Cela devra être pris en compte dans l'interprétation des résultats de l'analyse, surtout en cas de comparaison entre les mouvements. Pour chaque mouvement, le corpus se subdivise entre le texte fondateur ou la présentation du mouvement et le reste de la production, c'est-à-dire le contenu des sites internet et les interventions médiatiques. Les textes fondateurs représentent en effet le premier accès que l'on a au mouvement. Ils présentent les diagnostics et les raisons d'être des mouvements et feront ainsi l'objet d'une analyse approfondie. Notons qu'ont été reprises dans le corpus, les interventions médiatiques des porte-paroles des mouvements, mais aussi des membres ou participants du mouvement s'exprimant sur le sujet. Plus précisément, le corpus relatif au mouvement E-Change est issu du contenu du site internet (présentation, constat, priorité, engagements, objectifs, FAQ, etc.), sept productions audiovisuelles (cinq vidéos produites par le mouvement et deux émissions médiatiques) et 16 articles de journaux. Le corpus de TAM TAM quant à lui est composé du contenu du site (présentation, FAQ, articles de fond, etc.), dix productions audiovisuelles (six interventions médiatiques et quatre productions propres) et huit articles de presse. Finalement, Tout Autre Chose jouit d'un corpus issu de son site internet (valeurs, balises, organisation, FAQ, etc.), de cinq émissions

audiovisuelles, et de vingt-deux articles de presse. Notons que les contenus présents sur les parties du site réservées aux différentes locales ont été écartés et n'ont été retenus des groupes thématiques (Tout Autre École, Tout Autre Économie, etc.) que les textes de présentation. Ainsi, le manifeste de Tout Autre École n'a par exemple pas été repris.

2.3. Limites

La composition du corpus met l'analyse face à quelques difficultés, dont certaines ont été évoquées plus haut. En effet, l'hétérogénéité des supports composant le corpus entraine certainement une diversité de pratiques langagières. Les formes utilisées varient en effet selon le support qu'elles empruntent. Puisque la proportion de productions audiovisuelles varie selon les sous-corpus, il est possible que cela ait un impact sur les résultats de l'analyse. La variable devra ainsi être prise en compte en cas de comparaison entre les corpus. Par ailleurs, nous avons fait le choix de ne pas reprendre le contenu des affiches, flyers, etc. produits par les mouvements. Ceux-ci ne seront utilisés qu'à titre d'exemple ponctuel si nécessaire pour illustrer une tendance remarquée ailleurs. Pour finir, aucune distinction n'a été opérée entre les interventions produites par les porte-paroles des mouvements et celles produites par les participant·e·s plus périphériques. Il semblait en effet difficile d'établir une frontière nette entre les différent·e·s intervenant·e·s : la responsabilité de porte-parole est tournante au sein de Tout Autre Chose et les chevilles ouvrières d'E-Change partagent leurs motivations personnelles par exemple. Ainsi, toutes les interventions effectuées dans le cadre des différents mouvements ont été incluses dans les corpus de la même manière, si ce n'est les textes fondateurs qui feront l'objet d'un traitement spécifique. Ces difficultés seront à rappeler le cas échéant au cours de l'analyse.

3. Méthodologie d'analyse

Les contours de l'objet de recherche ont été dessinés précisément et le corpus sur lequel l'analyse se basera a été présenté. Il est à présent nécessaire d'exposer les modalités techniques de la recherche, à savoir les étapes, manipulation et objectifs visés. Le choix de la méthodologie est essentiel, puisqu'il détermine ce qu'il sera possible de tirer comme conclusion. L'adaptation de la méthode de recherche à ses objectifs est ainsi particulièrement cruciale. Cette section vise ainsi à déterminer la façon dont sera abordé le corpus et ce qu'il sera permis d'en tirer après manipulation.

3.1.Balises d'observation

Il est rapidement apparu qu'il serait inadéquat de baser l'analyse sur une liste de procédés argumentatifs susceptibles de modeler le discours, pour ensuite vérifier leur présence et analyser leurs effets. Non seulement leur nombre est incalculable, mais cela aurait fortement restreint les possibilités d'enquête. Nous avons donc préféré établir, sur base des travaux d'Amélie Seignour (2011) et Carine Duteil-Mougel (2005), quelques balises qui encadrent la recherche. Il ne s'agit donc pas de pointer les éléments qui seront repérés dans le texte, mais de dessiner les domaines d'observation des phénomènes par la recherche. Duteil-Mougel identifie huit types de balises sémantico-rhétoriques structurant son corpus : stratégie, argumentation, figure, disposition, expression, thématique, action, sémique (Duteil-Mougel, 2005, p. 10). Cependant, ces balises ont été adaptées aux besoins de la présente recherche. Ainsi, nous avons conservé telles quelles les catégories suivantes : stratégie, figure et disposition, qui nous semblaient tout à fait adaptées aux objectifs de la recherche. Nous avons fait le choix d'écarter les paramètres typologiques et prosodiques (expression) par souci de concision. Enfin, nous avons modulé les catégories relatives à l'argumentation, aux thématiques et à l'aspect sémique du discours. En ce qui concerne l'argumentation, nous avons trouvé pertinent de porter une attention particulière au caractère explicite ou implicite des procédés de l'argumentation. Cette distinction peut paraitre curieuse, puisque tous les procédés argumentatifs peuvent être qualifiés d'explicites ou d'implicites. Il semblait cependant important pour des raisons exposées plus haut d'accorder une attention particulière aux procédés de l'implicite. Par ailleurs, en ce qui concerne l'axe thématique, nous l'avons articulé aux cinq cadres identifiés plus haut, afin de conserver une cohérence entre les hypothèses et les observations. Pour finir, nous avons transformé la catégorie sémique en l'intégrant à une balise « choix lexicaux » regroupant les questions de morphologie et d'évaluation, de regard sur le discours. Ainsi, les balises établies ci-dessous constituent la « grille de lecture » qui permettra de structurer la recherche (Seignour, 2011).

Type de balise	Balises	Exemples
Stratégie	Image de l'énonciateur (Ethos) Stratégie argumentative (Logos) Émotion de l'énonciataire (Pathos)	Déictiques, modalisateurs, verbes employés, etc.
Disposition *Raconter*	Exorde Narration Péroraison	Questions rhétoriques, apostrophes, etc. Discours d'évidence, etc. Appel aux émotions, à l'engagement, etc.
Choix lexicaux *Nommer*	Morphologie Sémantique Évaluation	 Flou sémantique, glissements de sens, redéfinitions, etc. Combatif, positif, etc.
Figures de style *Faire voir*	Figure de mots Tropes Procédés énonciatifs	Chiasme, calembour, etc. Syllepse, métaphore, etc. Apostrophe, subjection, etc.
Procédés argumentatifs *Convaincre, Persuader*	Explicite/implicite Arguments logiques/fallacieux	Thèses, analogie/enthymème, sous-entendus, présuppositions, implicatures, etc. Argument d'autorité, disclaimer, généralisation, naturalisation, populisme, fausse alternative, etc.
Thématique *Horizon*	Cadres prota/antagonistes Cadre dia/pronostiques Cadre motivationnel	Inefficacité, ridicule Démocratie, politique Valeurs morales, réalités concrètes

Notons qu'il ne s'agit pas d'étudier toutes ces catégories isolément et de manière systématique. Les recouvrements sont nombreux. On ne peut nier l'importance des choix lexicaux dans l'argumentation ou la présence des choix stratégiques dans chaque procédé argumentatif, par exemple. Les balises sont plus élémentairement les domaines d'attention que se donne la recherche.

3.2.Méthode

Afin d'étudier les mécanismes permettant au discours d'avoir une action, il a semblé intéressant de combiner plusieurs propositions méthodologiques. La recherche s'est ainsi inspirée à la fois des méthodes quantitatives de la lexicométrie et des analyses qualitatives de l'analyse sémantique et argumentative. Ceci dit, elle est également passée par une phase inductive qui a permis de saisir quelques thématiques centrales et quelques motifs argumentatifs récurrents. Cette phase a ainsi été déterminante pour construire les hypothèses, déterminer les balises d'analyse et organiser le corpus suivant les objectifs de la recherche.

Pour entrer dans le corpus, la recherche s'est d'abord attardée sur les textes fondateurs des trois organisations. Nous supposons en effet que ces textes constituent la base commune des mouvements et qu'ils donnent ainsi un premier accès à leurs raisons d'être, leurs aspirations et leur horizon politique. Ces textes ont donc été analysés de manière qualitative afin de saisir le fonctionnement des cadres interprétatifs des différents mouvements. Ainsi, chaque texte a été séquencé, les thématiques et le contenu des cadres ont été mis à jour et les procédés argumentatifs (choix lexicaux, liens logiques, figures de style, stratégie, etc.) ont été analysés. Cette première étape a ainsi permis de donner le ton au reste de la recherche de corpus.

Les premières manipulations sur l'ensemble du corpus ont été lexicométriques. Corinne Gobin (2004) montre l'importance du lexique pour la compréhension des positionnements politiques. Elle note, par exemple, que la fréquence de certains mots peut se révéler significative, ainsi que les nouvelles apparitions lexicales. La segmentation et l'organisation des unités a permis de repérer les mots les plus fréquents, de déterminer leur environnement et leur situation dans le corpus. Les cooccurrences ont ainsi été identifiées, ce qui permet de corroborer ou de réorienter l'horizon discursif des mouvements discerné dans l'analyse des textes fondateurs. Ceci dit, Corinne Gobin (2004) insiste sur l'importance de l'interprétation sémantique, car les évolutions sémantiques dans l'usage d'un mot sont significatives. Cependant, l'analyse de cette évolution nécessite de dépasser le formalisme de l'analyse lexicométrique. Cette phase doit en effet nécessairement être suivie d'une « remise en contexte historique et social du corpus » (Gobin et Deroubaix, 2009, p. 211). Le sens donné par l'analyse quantitative ne peut être qu'un sens « provisoire devant être confirmé, corrigé, voire contredit, et en tout cas étendu et approfondi par l'analyse qualitative » (Charaudeau, 2009, p. 84).

L'analyse qualitative empruntée par la suite se décompose en deux pôles : l'analyse sémantique des mots les plus fréquents mis en évidence par la recherche lexicométrique et l'analyse argumentative basée sur les balises identifiées plus haut. Cela permet d'entrer pleinement dans l'action induite par le langage et dans les mécanismes de circulation du discours. Nous avons finalement écarté les propositions appliquant des méthodes quantitatives lexicométriques à l'argumentation, comme celle de Dominique Desmarchelier (2005). Bien qu'elles aient pour intérêt de produire des données statistiques sur la fréquence d'utilisation de certains procédés argumentatifs et des traces signalant la présence de l'argumentation (nombres d'interventions et d'interruptions, injonctions, modulations, mots lien, etc.), elles semblaient insuffisantes pour comprendre ce qui fait l'efficacité d'un procédé. Ainsi, au-delà des difficultés d'annotation des types d'arguments, figures de style et procédés de l'implicite qu'il aurait de toute façon fallu exécuter manuellement, les données produites par l'analyse quantitative de l'argumentation ne semblaient pas correspondre aux objectifs de la recherche.

3.3.Postulats méthodologiques

La méthodologie et les balises d'observation exposées ci-dessus reposent sur un certain nombre de postulats qu'il est intéressant de mettre en évidence. Le premier semble acquis, mais mérite toutefois d'être rappelé : le langage est une pratique sociale qui possède une action sur le monde. Les développements de l'analyse du discours ont progressivement amené une branche de la linguistique à s'intéresser à cette caractéristique du discours. Déjà dans les années 1930, la question de l'agir par le langage a été abordée par Malinowski : « En fait, la principale fonction du langage n'est pas d'exprimer la pensée ni de reproduire l'activité de l'esprit, mais au contraire de jouer un rôle pragmatique actif dans le comportement humain » (Malinowski 1935, dans Boutet, 2016, p. 40). Celle-ci a ensuite été formalisée à partir d'exemples forgés par Austin et Searle (Boutet, 2016). Renforçant cette idée, la notion de « pratiques langagières », lancée dans les années septante par Boutet, Fiala et Simonin (1976), adopte une approche praxéologique du langage, c'est-à-dire considérant que le langage est soumis aux mêmes forces que toute pratique sociale. Ainsi, le discours est autant déterminé par son environnement social, qu'il ne le détermine, c'est-à-dire le perpétue ou instaure les conditions de son changement. Bien sûr, le discours porte les signes observables de ses conditions de production, ainsi que les signes de son action sur le monde. C'est ce qui permet aux chercheur·euse·s d'apercevoir les enjeux sociaux à travers le discours et ceux qui se jouent dans le discours (Seignour, 2011).

Le second postulat découle du premier et concerne à la fois la matière observée et la méthode d'analyse. Puisque le langage est une pratique sociale, l'analyse du discours a développé un intérêt pour ce qui est accompli par le langage en condition naturelle, c'est-à-dire produit « par des locuteurs réels, dans des situations réelles » (Van Dijk, 1985, p. 2). Ainsi, les données observées n'ont pas été produites, mais récoltées. Par ailleurs, dans ces conditions, nous considérons que tout discours répond nécessairement à d'autres discours, c'est-à-dire qu'il est le produit d'un contexte discursif qui le précède, le rend possible et le légitime. Ainsi, l'analyse de l'argumentation semblait particulièrement centrale, puisqu'elle relève précisément de ce dialogisme (Amossy, 2005). Elle se construit en effet nécessairement sur la base des discours qui constituent son environnement et vise à convaincre, à opérer un changement chez autrui. Or, l'analyse du discours se situe dans la relation spécifique qu'entretiennent les actes de langage et leur contexte d'apparition, afin « d'étudier l'efficacité de la parole dans ses composantes sociales » (Amossy, 2005, p. 59). De même, la méthode employée suppose que la fréquence des mots est centrale dans l'action du discours, mais qu'en plus il existe une lutte sociale autour du choix des mots et de leur signification (Gobin, 2004). Cela rejoint le développement sur l'idéologie vue au premier chapitre. La lutte idéologique qui se développe passe également par la lutte pour la présence de certains mots dans les discours. Ainsi, l'analyse des procédés argumentatifs et de la fréquence des mots renseigne sur l'horizon idéologique du discours et sur l'action qu'il possède sur le monde.

Finalement, le troisième postulat méthodologique est lié à la manipulation des résultats de l'analyse. En effet, comme le remarquait Voloshinov (1977), tout dans le langage est usage singulier, puisque les formes sont dans une relation de détermination-dépendance absolue par rapport à leur contexte d'apparition, sociohistoriquement situé. Si nous sommes effectivement inéluctablement confrontés à des usages singuliers, l'enjeu scientifique est certainement de dépasser la description de cas pour développer des connaissances générales, sans effectuer de généralités abusives (Hambye, 2015). Outre le contrôle externe à postériori de la validité des résultats et de leur interprétation, l'analyse doit maitriser les variables contextuelles susceptibles d'avoir une influence sur les résultats afin de permettre la généralisation par la comparaison à d'autres contextes. L'opération se fera davantage en amont pour l'analyse quantitative, tandis qu'elle sera cruciale en aval dans l'analyse qualitative. Celle-ci se construit d'ailleurs grâce à la « multiplicité et la diversité » des indices récoltés rendant « l'extrapolation » « plausible » (Hambye, 2015, p. 90-91).

Chapitre 3 : Analyses et interprétations

En tentant de redessiner les frontières du politique, les mouvements politiques citoyens posent à la fois la question des objectifs et des moyens : vers où déplacent-ils les frontières et comment les déplacent-ils ? D'un point de vue discursif, ces deux questions se rejoignent puisque les discours portent les signes des changements qu'ils produisent. Ce chapitre vise ainsi à rendre compte de l'analyse des signes discursifs qui permettent de comprendre comment les cadres sont diffusés. Plutôt que d'articuler ce chapitre autour des mécanismes linguistiques mobilisés tout au long du corpus, nous avons préféré articuler le compte-rendu de l'analyse aux cadres des discours : protagonistes, antagonistes, diagnostiques, pronostiques et motivationnels. Cela semblait en effet plus pertinent pour comprendre les enjeux qui sous-tendent les actions et tentatives de changement des différents mouvements. Cependant, certains cadres demandent de plus grands développements que d'autres. Ainsi, la première section articulera le portrait des acteurs (protagonistes et antagonistes) aux diagnostics politique et organisationnel des mouvements. L'analyse du cadre pronostique recouvrira les deux sections suivantes. Les cadres pronostique et motivationnel entretiennent évidemment une relation étroite. On imagine en effet que l'horizon esquissé par les mouvements doit constituer une raison au moins nécessaire, si pas suffisante, pour adhérer au discours et s'engager.

1. Établir un constat

Pour produire un changement culturel externe, nous avons montré que les mouvements avaient certainement besoin de diffuser leurs cadres. En fait, diffuser leurs cadres interprétatifs constitue à la fois l'objectif et le moyen du changement puisque les changements discursifs modifient le rapport symbolique que nous avons au monde et donc nos actions concrètes. Il s'agit donc pour les mouvements de permettre à un large groupe d'adhérer à leur lecture spécifique et idéologiquement située de la société. Or, nous avons montré l'importance de la description des antagonistes et du diagnostic dans ce processus. Ainsi, cette section vise à saisir les stratégies discursives qui permettent d'esquisser et de diffuser ces cadres. Cela permettra à la fois d'approcher les conditions de circulation du discours et les enjeux politiques liés à l'apparition des mouvements politiques citoyens. La construction discursive de l'identité des acteur·trice·s et des diagnostics politiques et institutionnels annoncent en effet les différents horizons politiques dessinés par les mouvements.

1.1.Les dysfonctionnements sociétaux

Dans leurs textes introductifs, les mouvements commencent tous au minimum par évoquer les insatisfactions, les problèmes ou les dysfonctionnements qu'ils constatent au sein de la société. Ils le font cependant avec des intensités et intentions manifestement distinctes. Les stratégies discursives empruntées sont donc sensiblement différentes également. Pour commencer, Tout Autre Chose offre un diagnostic politique assez complet comparé aux textes fondateurs des autres mouvements. L'exorde du texte de ce mouvement dénonce d'une part l'injustice, l'inefficacité et la menace que représentent les politiques austéritaires et sécuritaires « imposées » par « nos gouvernants » (TACA) [4] et d'autre part les mécanismes du discours dominant qui affirme qu'il n'existe pas d'alternatives à ces politiques.

Les mécanismes empruntés pour diffuser cette lecture des dysfonctionnements sociétaux reposent dans un premier temps sur certains mécanismes du discours d'évidence proposés par Thierry Guilbert. Celui-ci affirme que certains phénomènes linguistiques permettent de rendre un discours idéologique « évident », c'est-à-dire qu'on « ne songe pas à mettre en doute » (Guilbert, 2009, p. 278). L'auteur distingue trois approches du discours d'évidence : énonciative, communicationnelle et quantitative. On retrouve différentes composantes de ces approches dans l'exorde du texte de Tout Autre Chose. Parmi les processus intégrant l'approche énonciative (nominalisation, présupposé et tautologie), le processus de nominalisation est particulièrement mobilisé. Ce processus fait « exister la chose telle qu'elle la montre » (Guilbert, 2009, p. 278). Par exemple, le choix du verbe transitif « imposer », qui intervient à trois reprises dans l'exorde, n'est pas anodin. Il vise à mettre en évidence la relation conflictuelle entre deux pôles : ceux qui imposent des mesures (« nos gouvernants », TACA) et ceux qui en subissent les conséquences (« nous » ou « les pays d'Europe », TACA). L'effet aurait été différent si la même réalité avait été décrite à l'aide d'un verbe dont la charge sémantique était moins conflictuelle, comme « décréter » qui ne nécessite pas de complément indirect. De même, certains mécanismes relevant de l'approche communicationnelle (généralisations, prise en charge évidentielle de l'opinion, cadre naturel, position sémiotique de l'énonciateur) sont utilisés dans le même texte. Pour commencer, les généralisations consistent à « conférer à un fait singulier ou à une opinion individuelle un

[4] Les corpus de E-change, Tout Autre Chose et TAM TAM sont respectivement notés *EC, TAC, TT*. Les textes fondateurs sont notés A, le reste du corpus (site internet, presse) est noté B. Les interventions médiatiques sont datées. Le corpus est disponible en annexe.

aspect général et universel » (Guilbert, 2009, p. 285). Elles recouvrent donc les assertions qui n'offrent pas d'arguments auxquels il serait possible de s'opposer. Par exemple, la phrase suivante : « les idées de solidarité, de consensus et de concertation sont remises en question » (TACA) rend la contestation difficile. Elle érige en effet une lecture particulière de la réalité en vérité générale. Pourtant, cette lecture peut être discutée, mais la flexibilité sémantique des termes empruntés et le caractère assertif de la phrase n'en laissent pas la possibilité. Ensuite, on ne trouve pas, dans l'exorde du texte de Tout Autre Chose, d'utilisation du cadre naturel. Ce processus consiste à rendre compte d'une évolution politique, c'est-à-dire suscitée par des choix situés, comme d'une évolution naturelle de la société. Or, c'est justement ce genre de pratiques utilisées dans le discours adverse que le texte tente de dénoncer. L'énonciateur adopte en effet une position sémiotique « contre-doxale », c'est-à-dire qui entend révéler une vérité aux lecteurs. Le premier paragraphe est particulièrement révélateur de ce point de vue :

> STOP! Les idées de solidarité, de consensus et de concertation sont remises en question. Le seul horizon qui nous est désormais imposé est celui de l'austérité. Comme si, au nom d'une prétendue rigueur, il n'y avait d'autre solution que de rogner dans les salaires, les pensions, les services publics, la culture, la recherche scientifique, l'aide au développement… Comme si, au nom de la sécurité, il n'y avait d'autre choix que de diminuer nos libertés, de nous monter les uns contre les autres et de nous mettre sous surveillance. Comme si, au nom de la sacro-sainte compétitivité, la seule option était de détricoter notre modèle social et de reporter à plus tard les défis environnementaux et climatiques. Comme s'il n'y avait pas d'alternatives (TACA).

Il s'articule autour de la répétition de la locution conjonctive « comme si », qui signale l'illusion entretenue par le discours dominant à propos de la nécessité d'appliquer certaines mesures. Le discours répond ici clairement à un discours prétendant qu' « il n'y a pas d'alternatives ». Cela est renforcé par la moquerie ou l'ironie utilisées par le mouvement à l'égard des termes du discours dominant : « *prétendue* rigueur », « *sacro-sainte* compétitivité » (nous soulignons). Ceci dit, tout en dénonçant les pratiques du discours d'évidence utilisées par le discours adverse, le texte emprunte des stratégies équivalentes (choix d'une position sémiotique particulière, généralisations, nominalisations, etc.). Le choix de dénoncer les stratégies discursives adverses est déjà une stratégie en soi.

En parallèle des stratégies d'évidence, d'autres mécanismes linguistiques empruntés par le discours de Tout Autre Chose semblent déterminants pour sa diffusion. Il s'agit notamment de la récurrence des formules et termes spécifiques, des nombreuses figures de style et des procédés rhétoriques.

Premièrement, l'analyse quantitative dessine l'univers général du discours de Tout Autre Chose. On trouve en effet « société », « mouvement », « politique », « pouvoir » ou

encore « citoyens », parmi les mots les plus fréquemment utilisés dans le corpus. Il est intéressant de remarquer que ces mots se rapportent majoritairement à l'identité du mouvement, ce qui n'est évidemment pas sans lien avec les choix opérés en amont de la composition du corpus exposés dans le chapitre précédent (les discours liés aux luttes ponctuelles et sectorielles de Tout Autre Chose ont été écartés). Notons pour être précis que le mot « pouvoir », qui intervient 40 fois dans le corpus, est majoritairement utilisé dans sa forme verbale (30 occurrences). Ces formes sont donc généralement suivies d'autres verbes qui portent davantage la charge sémantique. Pour revenir plus précisément sur les constats politiques de Tout Autre Chose, nous avons vu dans l'analyse du texte fondateur que ceux-ci se centraient sur les conséquences des politiques d'austérité, ainsi que sur le discours dominant qui affirme qu'il n'y a pas d'alternatives à ces politiques. « Austérité » apparait 27 fois dans l'ensemble du corpus et sur ces 27 occurrences, seules deux ne sont pas accompagnées d'une forme d'appréciation. Les autres peuvent être réparties suivant trois catégories : les interventions contre l'austérité sans argumentation immédiate (« faire se lever les gens contre l'austérité, fédérer, et porter le débat citoyen sur la place publique », TACB, Le Soir, 2014-12-10), les interventions pour des alternatives à l'austérité (« les citoyens se rassemblent et unissent leurs forces et leur pouvoir imaginatif pour réfléchir à des alternatives sur l'austérité », TACB, Le Soir, 2014-12-11) et les interventions jugeant l'austérité injuste et inefficace (« nous sommes capables de penser autrement et de sortir de ces plans d'austérité qui ont échoué partout, qui sont injustes et inefficaces », TACB, RTBF, 2014-12-11). D'ailleurs, les adjectifs « injuste » et « inefficace » sont systématiquement articulés l'un avec l'autre ou avec leurs équivalents (« socialement douloureuse », par exemple). Le texte fondateur indique dans un premier temps que « cette politique est injuste, ne fonctionne pas et nous entraine dans une société de la violence » (TACA). Il détaille ensuite pourquoi cette politique est injuste (« injuste parce qu'elle frappe systématiquement les plus fragiles », « injuste parce qu'elle ne s'attaque pas à la spéculation, la dérégulation de l'économie, l'évasion fiscale des plus riches », TACA) et conclut : « Mais aussi inefficace comme l'histoire le montre : les politiques d'austérité échouent systématiquement à atteindre leurs prétendus objectifs » (TACA). Au-delà de l'articulation détaillée de ces deux adjectifs dans le texte fondateur, ceux-ci reviennent toujours conjointement dans le reste du corpus :

1. Bref, l'austérité n'est pas seulement socialement douloureuse, mais économiquement inefficace (TACB, Le Soir, 2014-12-11).
2. Nous sommes capables de penser autrement et de sortir de ces plans d'austérité qui ont échoué partout, qui sont injustes et inefficaces (TACB, Le Soir, 2014-12-11).

3. On voulait dire, en fait, que c'est grâce à des rapports et des études rigoureuses qu'on peut vous dire que vos mesures d'austérité, elles sont non seulement inefficaces, mais en plus injustes (TACB, RadioCampus, 2014-12-19).

Bien que les occurrences de ces deux adjectifs ne soient pas particulièrement fréquentes (5 occurrences de « injuste* » et 4 de « inefficace* » [5]), aucun des deux adjectifs n'apparait seul dans le corpus. Ainsi, l'efficacité de la formule ne repose pas tant sur sa fréquence d'apparition que sur la combinaison des deux termes et sur leur attachement à ne décrire qu'un seul et même objet. Rien n'est décrit comme injuste et inefficace que l'austérité.

Deuxièmement, les figures de style utilisées dans le corpus pour diffuser le cadre diagnostique de Tout Autre Chose sont d'abord des figures d'emphase (hyperboles, mises en évidence) qui donnent du relief au discours et amplifient l'importance d'envisager le changement. La typographie participe évidemment de cette dynamique, tout comme les choix lexicaux. Par exemple, « il n'y avait pas d'autres choix que de diminuer nos libertés, de nous monter les uns contre les autres et de nous mettre sous surveillance » (TACA), dépeint le diagnostic de manière hyperbolique. Précisons qu'il ne s'agit pas ici de discuter l'adéquation du dispositif avec la réalité. L'enjeu est plutôt de mettre en évidence la mise en scène discursive, qui dramatise le constat. De la même manière, les métaphores rendent le diagnostic « visible », elles le transmettent à l'aide d'images, comme dans la péroraison du texte fondateur : « il y a urgence à agir, avant que la machine infernale du tout à l'argent ne broie ce qui nous reste de libertés » (TACA). La locution nominale « machine infernale » et le verbe « broyer » donnent un caractère profondément dangereux aux politiques pratiquées.

Pour finir, le discours de Tout Autre Chose se sert de divers procédés argumentatifs pour diffuser son cadre diagnostique. Outre les illustrations qui ancrent le discours dans l'expérience (« des travailleurs de plus en plus mis sous pression (heures supplémentaires, multiplication de burnout) », TACB), le corpus regorge de questions rhétoriques. L'efficacité de ce dispositif repose sur le fait qu'il donne l'illusion de laisser de l'espace à la contradiction, mais ne permet en fait que l'adhésion, par exemple : « et si c'était justement ce modèle économique, le problème ? » (TACB). Comme on le voit, la réponse induite est tout à fait sous-entendue par la forme de la question. La formule « et si… justement » fonctionne comme une suggestion révélatrice à laquelle il est difficile de se soustraire. Posée différemment, la question pourrait réellement offrir des possibilités de réponses divergentes : « Est-ce ce modèle économique, le problème ? ».

[5] L'astérisque signifie que toutes les terminaisons du mot ont été prises en compte.

L'exorde du texte de présentation de la campagne TAM TAM est assez bref. Du point de vue de l'analyse diagnostique, il dénonce, à l'instar de Tout Autre Chose, les conséquences néfastes des « logiques qui ont guidé les différents gouvernements fédéraux de ces dernières années », mais aussi le discours, « les mots » du gouvernement fédéral, qui « vantent » les mérites de ces logiques (TTA).

Bien que l'exorde soit bref sur le sujet, la tentative de diffuser un diagnostic constitue la majorité des discours contenus dans l'ensemble du corpus de TAM TAM. Les procédés du discours d'évidence utilisés par TAM TAM sont les mêmes que ceux mobilisés par Tout Autre Chose, à savoir la nominalisation - les conséquences des logiques néolibérales sont des « dégâts » (TTA), par exemple -, la généralisation (« et c'est ainsi, que la rupture de confiance et le désinvestissement de la population dans la politique et dans les institutions s'aggravent » (sic), TTB) et la position sémiotique contre-doxale de l'énonciateur (sur le néolibéralisme : « tenter de nier son existence en le qualifiant de "mystification intellectuelle", comme le fait le directeur du service d'études du MR, c'est se dérober à l'échange d'arguments de fond », TTB).

En ce qui concerne l'analyse quantitative, on retrouve à la fois des mots liés à l'identité du mouvement, comme « campagne » et « politique* », mais également des mots spécifiquement liés aux constats politiques dénoncés, tel le mot « santé », souvent couplé à « soins », ou encore « social* ». De ce point de vue, il est intéressant de noter que sur les 51 occurrences féminines du mot « social », 29 sont utilisées dans le syntagme « sécurité sociale ». De même, un tiers des occurrences de « santé » apparait au côté de « soins ». Que ces termes apparaissent conjointement n'a rien d'étonnant en soi puisqu'ils fonctionnent dans les locutions figées « sécurité sociale » et « soins de santé ». Leur efficacité dans le discours repose donc certainement sur leur présence qui sature le discours et qui donne le ton de la campagne. Par contre, certains syntagmes, plus originaux, semblent également fonctionner comme des locutions figées. C'est le cas, par exemple, de « réduction collective du temps de travail ». L'efficacité de cette formule ne réside pas dans sa fréquence, mais dans la proximité récurrente de ses composants. En effet, sur les 8 occurrences de « temps de travail », 6 sont associées aux termes « réduire » ou « réduction » et 5 y joignent « collectivement » ou « collective ». La locution obtient ainsi un sens et une accentuation (au sens de Voloshinov) qui dépassent la somme des signifiants de ses composants.

Les figures de style jouent également un rôle prépondérant dans l'efficacité du discours. Le corpus de la campagne en est rempli. Pêlemêle, le mouvement utilise des figures de mots, de construction, de pensée, ainsi que des tropes. On peut ainsi apercevoir des allitérations qui donnent un rythme au discours : « F*ace* au chômage de m*asse*, contrôlons les feign*asses* » (TTB, Facebook, 2018-04-27, nous soulignons). Cette phrase joue également sur l'ironie qui est d'ailleurs régulièrement utilisée dans le corpus et qui consiste à dire le contraire de ce que l'on veut signifier. Ainsi, après avoir dénoncé la précarisation de l'emploi par le gouvernement, TAM TAM ajoute : « Aucun doute, ça fait du temps libre » (TTB, Facebook, 2018-04-27). Ensuite, les litotes sont également mobilisées. Elles consistent à atténuer les propos en apparence pour mieux renforcer l'idée qu'ils transmettent. Ainsi, le mouvement dit : « et les dernières mesures du gouvernement fédéral ne vont rien arranger » (TTB, 2018-03-14) pour « elles vont empirer les choses ». Dans la démarche tout à fait opposée, TAM TAM utilise des hyperboles qui ont tendance à renforcer, par l'emphase, la pertinence des positions tenues par le mouvement : « une des missions principales de la campagne est donc de mettre au service de nos perceptions individuelles les constats implacables des études scientifiques existantes » (TTB). Les constats sont « implacables », on ne peut donc s'y soustraire ou les contredire. De même, le discours de TAM TAM fait appel à l'histoire et pour justifier les luttes présentes. Cela a pour effet de donner de l'ampleur au combat et de lui conférer une importance intemporelle, comme le montrent ces deux extraits : « fruits d'une longue histoire de luttes et de conquêtes, l'assurance soin de santé et ses garanties pourraient bien finir aux urgences » et « nous connaissons les vaccins qui ont permis d'empêcher ces périls par le passé » (TTB, Facebook, 2018-02-05). Les accumulations donnent également de la gravité aux constats ciblés. Les exordes des quatre vidéos produites par la campagne utilisent ce procédé stylistique. En voici une illustration issue de la vidéo sur les soins de santé : « Reports de soins, pénurie d'infirmières et burnout des soignants, difficulté d'accès à la médecine pour les plus fragiles, hôpitaux poussés à la rentabilité » (TTB, Facebook, 2018-02-05). Finalement, les métaphores sont aussi amplement utilisées, notamment dans les vidéos thématiques où elles sont filées à travers tout le texte. Tout en rendant le contenu accessible par les images qu'elles développent, les métaphores ont pour effet d'établir une certaine connivence entre le locuteur et l'auditeur. En parlant du système de soins de santé en Belgique, le texte affirme ainsi : « jusqu'ici le patient était stable, mais les symptômes s'aggravent » (TTB, Facebook, 2018-02-05).

Finalement, TAM TAM utilise une série de procédés argumentatifs pour diffuser sa lecture de la réalité. À l'instar du discours de Tout Autre Chose, celui de TAM TAM utilise des exemples pour ancrer les idées dans l'expérience, comme « beaucoup d'indicateurs montrent qu'il est temps de sonner la sonnette d'alarme (augmentation drastique, ces dernières années, des suppléments d'honoraires par exemple en hospitalisation en chambre simple, […] » (TTB). Il utilise également les questions rhétoriques dont nous avons illustré l'efficacité ci-dessus (« "Création d'emploi", vraiment ? », TTB). TAM TAM utilise également d'autres procédés rhétoriques, tels les arguments d'autorité scientifique ou institutionnelle : « Le néolibéralisme existe ensuite parce qu'on peut en mesurer les effets concrets – observés et dénoncés entre autres par le FMI (2016) » (TTB). Ce procédé a pour effet non seulement de bâillonner la contestation, mais également de donner une apparente neutralité au mouvement qui semble se contenter de reprendre les paroles des autorités compétentes. Par ailleurs, on retrouve certaines concessions qui abondent dans le sens de l'interlocuteur dans un premier temps pour mieux défendre la thèse inverse dans un second temps. Par exemple, afin de dénoncer la dualisation de l'économie des soins de santé, Brieuc Wathelet, porte-parole de la campagne TAM TAM, semble donner raison à son interlocuteur, Corentin de Salle, pour mieux défendre sa propre thèse : « Là où vous avez raison, et c'est très important, c'est de dire que, effectivement, il n'y a pas eu que des mesures d'économie. Ça, c'est sûr. Par exemple, un domaine où le budget a augmenté - 600% d'augmentation – c'est le budget des médicaments innovants sous l'article 81. Sans doute que vous le savez, c'est un article qui permet de négocier le prix des médicaments avec les firmes pharmaceutiques » (TTB, BX1, 2018-02-07). D'autres concessions ne sont pas dénuées d'ironie. En reprenant le discours du gouvernement qui affirme que « le chômage baisse dans toutes les régions du pays », TAM TAM semble acquiescer pour, en fait, mieux rebondir : « Effectivement, près de 44. 000 personnes ont été exclues du chômage entre 2014 et 2017 » (TTB). Les comparaisons internationales sont également fréquentes (« C'est plus que dans tous nos pays voisins », TTB), ainsi que les sous-entendus qui constituent tant des attaques envers les antagonistes – nous y reviendrons – que des procédés utilisés pour diffuser les constats. Après avoir exposé en quoi les soins de santé n'étaient pas accessibles à tous et toutes, TAM TAM affirme en effet que « l'accès à la santé des citoyens est un droit fondamental de tout être humain » (TTB). La société qui ne le garantit pas est donc présentée comme inhumaine ou hors-la-loi.

Enfin, contrairement aux textes des autres mouvements, E-Change ne présente pas clairement de diagnostic politique, malgré l'accumulation des griefs que contient l'exorde :

> « La politique actuelle ne fonctionne plus, les citoyens sont oubliés, les politiciens sont corrompus, la vie coute cher, il n'y a pas assez de travail pour tout le monde, les inégalités ne cessent d'augmenter, le travail est trop taxé, les services publics sont inefficaces, plus moyen de circuler avec tous ces embouteillages, il n'y a pas d'égalité entre les genres, j'en ai marre de payer des impôts qui ne servent à rien, la justice est très lente, l'air est irrespirable, les trains sont toujours en retard, il y a trop d'étrangers, l'enseignement n'est plus adapté. Rien ne va plus ! » (ECA).

Si cette accumulation initiale semble dresser un portrait très critique de la société, elle n'est pas totalement prise en charge par le mouvement. Elle semble en effet se faire l'écho d'un discours extérieur perçu comme « l'opinion publique ». Les guillemets soulignent que le discours est rapporté et la conclusion hyperbolique « rien ne va plus » semble confirmer cette hypothèse. Le mouvement se distancie d'ailleurs de ces constats : « Bon d'accord, enfin pas tout à fait, mais après ? » (ECA). Ainsi, l'objet de cet exorde n'est pas tant de présenter un constat critique des dysfonctionnements politiques, mais plutôt de rendre compte du bouillonnement social, dû au blocage de certaines politiques et certains projets, qui justifie un changement. L'apparent désordre de la citation renforce d'ailleurs cette impression. Outre le texte fondateur, le corpus semble confirmer l'absence relative de critique politique adressée par le mouvement. Les constats sont effectivement davantage d'ordre organisationnel et institutionnel, comme le confirme cet extrait issu de la section « constat » du site internet d'E-Change : « Tous les ingrédients sont réunis pour donner à chaque citoyen une chance réelle de vivre une vie digne et épanouissante. Mais le monde autour de nous connait des transformations fondamentales et nos modes d'organisation montrent leurs limites. Un changement radical est nécessaire » (ECB).

1.2.Les dysfonctionnements institutionnels

Que le peuple se constitue en force politique opposée aux élites au pouvoir implique sans doute que les « canaux institutionnels existants par où transitent les demandes sociales aient perdu leur efficacité et leur légitimité » (Laclau, 2008). Cela concerne non seulement le fonctionnement des structures politiques institutionnelles, mais aussi les modes de contestation traditionnels qui se montrent impuissants à infléchir le cours des choses. Le simple fait que les citoyen·ne·s manifestent la volonté de participer à la vie politique par des voies inédites en est la preuve. Les trois mouvements étudiés émettent des réserves envers les structures traditionnelles et prônent une restructuration de l'espace public.

1.2.1. Les structures particratiques

Le procès établi envers les partis politiques est large. De la structure verticale au manque de représentativité en passant par des fonctionnements électoralistes, les partis politiques ne jouissent pas d'une image positive auprès des mouvements étudiés. L'intensité avec laquelle ces mouvements se défendent de constituer l'embryon d'un parti politique est révélatrice à deux niveaux : d'une part, l'étiquette de « parti politique » semble constituer un facteur de rejet des mouvements et de leurs discours et d'autre part le risque de confusion existe, sans quoi la clarification ne serait pas nécessaire.

Plus précisément, il s'agit de comprendre pourquoi les mouvements se distancient de l'étiquette « parti politique », mais aussi comment ils le font. Bien entendu, la démonstration des mouvements ne se cantonne par aux réponses directes contenues dans les différentes foires aux questions. Le corpus est zébré de signes de distanciation, à commencer par l'insistance d'E-Change dans la péroraison de son texte fondateur : « E-Change n'est pas et ne sera jamais un parti » (ECA). Le mouvement rend d'ailleurs compte, souvent par contraste avec la description de son identité, des différentes critiques adressées à l'égard des structures particratiques. Juste après avoir affirmé ne pas être un parti, le mouvement assure constituer « un laboratoire de solutions à imaginer ensemble, chacun apportant son savoir-faire en restant ce qu'il est » (ECA). Cette définition présente, en négatif, une conception spécifique des partis politiques. Ils sont visiblement incapables d'imaginer des solutions collectivement, ils sont structurés de façon hiérarchique et transforment leurs adhérents en les éloignant de ce qu'ils sont vraiment. Ce portrait se précise par la suite sur le même mode : « Voilà pourquoi nous nous investissons dans E-Change. Parce que notre liberté de penser y est totale » (ECA). Ainsi, il semble que le premier reproche adressé aux partis se situe dans l'endoctrinement et l'obligation de respecter la ligne politique du parti. D'autant que la structure hiérarchique des partis ne permet pas « d'imaginer ensemble » les positions défendues, ce qui questionne la démocratie interne des structures.

Par ailleurs, les positions défendues par les partis politiques sont souvent présentées comme courtermistes et adoptées en vue de pérenniser la structure plutôt que dans une démarche visant l'intérêt général. En d'autres termes, toutes les décisions, prises de position et actions des partis sont vues comme étant façonnées par les échéances électorales. Les partis politiques semblent ainsi davantage préoccupés par leur propre préservation que par le

bienêtre des citoyen·ne·s et davantage par la conquête du pouvoir que par ce qu'il permet. Mécaniquement, l'enjeu électoral rend difficile à la fois la collaboration entre les partis et la mise en place de politiques à long terme. Cette critique apparait à nouveau en contraste avec la volonté apparente d'E-Change qui se situe justement à l'opposé de « faire un parti à court terme avec des objectifs électoralistes à très court terme » (ECB, RTBF, 2017-07-20). Il s'agit pour E-Change de favoriser le dialogue entre des personnes très différentes « en n'ayant pas des contraintes soit d'élections à court terme, soit de rester dans le carcan de son parti politique » (ECB, RTBF, 2017-07-20). Jean-Michel Javaux, qui parle au nom du mouvement, s'exprime en connaissance de cause, puisqu'il a notamment été coprésident du parti politique Ecolo de 2003 à 2012. On ne sait d'ailleurs pas exactement si c'est l'espoir suscité chez lui par l'émergence d'E-Change ou son expérience au sein d'Ecolo qui le pousse à affirmer que « l'objectif c'est aussi de démontrer qu'on peut encore repolitiser la société et de pouvoir le faire sans que ça ne rentre par la case : "il y a un intérêt électoral derrière" » (ECB, RTBF, 2017-07-20). Les partis sont en effet constamment suspectés, comme exposé plus haut, de n'agir qu'en fonction d'intérêts électoraux. Être sujet à cette critique et vouloir s'y soustraire est donc nécessairement réservé aux personnalités politiques. L'objectif, à savoir repolitiser la société, peut en effet être recherché par E-Change, mais la motivation sous-jacente semble proprement particratique. La critique électoraliste portée par E-Change ne semble donc pas tellement se cristalliser sur les partis eux-mêmes, mais plutôt sur le « système actuel qui invite en quelque sorte au conflit » (ECB, RTBF, 2018-03-07). Si le conflit est créé par le système, un changement d'organisation de la démocratie pourrait mener à un assouplissement des conflits qui sont en effet considérés par le mouvement comme infondés, comme le montre cet extrait du corpus : « L'idée est de remettre en question le système dans lequel ces femmes et ces hommes évoluent et qui les poussent en quelque sorte à créer, parfois artificiellement, un conflit qui nuit à résoudre des grands chantiers » (ECB, RTBF, 2018-03-07). Ces constats mènent ainsi naturellement E-Change à vouloir dépasser ces conflits présentés comme futiles et superficiels pour construire des projets sociétaux à long terme.

Le dernier reproche adressé aux partis politiques concerne leur déconnexion par rapport à la réalité vécue par les citoyen·ne·s, c'est-à-dire en fait, leur manque de représentativité et de légitimité. Sur ce plan, les stratégies d'E-Change et de TAM TAM sont radicalement opposées. En effet, si, face à ce constat, E-Change présente certains dispositifs visant à rapprocher le monde politique de la sphère citoyenne, TAM TAM concentre son énergie à marquer la rupture entre le peuple et les élites. Le leitmotiv de la campagne

représente admirablement cette disposition. En effet, « leurs mots, notre réalité », qui constitue l'un des slogans les plus réguliers de la campagne, oppose on ne peut plus clairement un « nous » ancré dans le réel à un « eux », qui n'est pas seulement déconnecté de la réalité de la population, mais qui s'y oppose aussi frontalement à l'aide du langage. La démarche du pouvoir décrite par le mouvement consiste en effet à nier la réalité des citoyen·ne·s (« pour faire barrage à leurs mots qui nient notre réalité » TTA). Ainsi, la déconnexion des élites perçue dans le slogan prend une forme plus violente, puisqu'elle semble reposer sur l'intention consciente de rendre invisible le vécu de la population. Ceci dit, il semble que « notre réalité » et « la réalité » se confondent dans le corpus de TAM TAM. Les deux formes apparaissent respectivement 7 et 8 fois et il est fréquent que « la réalité » soit présentée comme celle vécue par les citoyen·ne·s, comme le montre cet extrait : « Ça, c'est d'un côté la réalité. Ça, c'est la réalité vécue, ressentie par l'ensemble des citoyens, par les travailleurs, par les chômeurs » (TTB, RTBF, 2018-02-05). Or, considérer que « les mots » du pouvoir s'opposent à « la réalité » dans l'absolu repose sur un présupposé conceptuel questionable. La proposition présente en effet d'un côté le réel comme une entité objective et sensible en dehors des cadres discursifs et de l'autre le langage qui ne serait qu'illusions. On retrouve ainsi la conception marxiste de l'idéologie qui consiste à penser que le réel est accessible pour lui-même, au-delà du langage. Nous avons pourtant vu dans le premier chapitre que distinguer réalité matérielle et construction discursive ne possédait qu'un intérêt intellectuel conceptuel. Les deux sont inextricablement liées, la réalité n'existe que dans le langage et le langage dans son ancrage matériel et social. Précisons que cette réflexion n'enlève cependant rien à l'efficacité de la formule de la campagne TAM TAM dont la stratégie repose justement sur la construction de deux entités opposées : la première ancrée dans le réel et formant un tout populaire et la seconde tout à fait déconnectée, non seulement de la population, mais aussi de la réalité elle-même, manipulatrice et menaçante.

Finalement, les reproches adressés aux partis politiques par les mouvements se font l'écho d'un discours manifestement répandu au sein de la société. On ne compte plus en effet les enquêtes chiffrant la chute de la confiance des citoyen·ne·s envers les partis politiques, au point que la « crise des partis ou de leur déficit de légitimité » constitue désormais un « lieu commun » dans les sphères politiques et médiatiques (Ethuin et Lefebvre, 2015). Les partis sont dépeints comme étant des structures organisées hiérarchiquement qui ont tendance à imposer une ligne politique et à endoctriner leurs membres. Leurs actions sont toujours suspectées d'être motivées par leur intérêt en terme électoral, quand ce n'est pas pour le

bénéfice privé de leurs membres. Les conflits qui surgissent entre les formations politiques sont analysés selon la grille d'analyse électorale également. Ils paraissent alors superficiels et intéressés tout en mettant en péril la bonne gestion du pays. Par ailleurs, les acteur·trice·s politiques semblent détaché·e·s de toute réalité et surtout de celle que vit la population. Vu l'image négative dont jouissent les partis politiques, il parait difficile et rebutant d'endosser la charge de l'étiquette de « parti politique » et les qualificatifs qui s'y rapportent, tant individuellement que collectivement. Malgré la proximité ou l'appartenance de certains membres d'E-Change à des partis politiques, le mouvement ne se reconnait pas dans cette appellation, comme nous l'avons montré plus haut. Sur le plan individuel également, faire partie d'une organisation partisane semble accablant. Jean-Michel Javaux l'exprime métaphoriquement : « il y a énormément de personnes qui ont envie de discuter de politique, sans pour cela se mettre une étiquette sur le dos, sans pour cela prendre un sac à dos pendant toute leur vie » (ECB, RTBF, 2017-07-20). La question est d'autant plus émotionnelle chez TAM TAM. L'assimilation aux partis politiques est en effet reçue négativement, presque comme une insulte, par la campagne (« vous accusez TAM TAM d'être partisan. Exactement. Être partisan, c'est être au service d'un parti », TTB, RTL, 2018-02-15). Le mouvement entend justement être « indépendant de toute influence partisane », c'est-à-dire « autonome, sincère et transparent » (TTB). Tous ces constats poussent les mouvements à vouloir agir « en dehors des logiques et des fonctionnements traditionnels » (ECB). En ce qui concerne le rapport de toute Autre Chose aux partis politiques, le mouvement n'en dit que très peu de choses. Le mouvement annonce assez sobrement être « un mouvement citoyen indépendant des partis » (TACB, Le Soir, 2014-12-10) et vouloir « secouer les grandes formations politiques qui œuvrent au système » (TACB, Le Soir, 2014-12-10).

1.2.2. Les modes d'action de la contestation

Face aux constats politiques dressés par les organisations, les modes de contestations traditionnelles semblent impuissants. Divisés, institutionnalisés et peu réjouissants, les syndicats et autres organismes s'instituant en contre-pouvoir ne jouissent pas d'un franc soutien de la part des citoyen·ne·s non affilié·e·s. À nouveau, les faiblesses des mouvements sociaux transparaissent souvent par contraste avec les propositions des trois organisations. On distingue deux facteurs qui semblent être sources de leur impuissance : le morcèlement du tissu social et la dynamique des actions de la contestation.

Premièrement, l'organisation de la contestation syndicale et associative en Belgique est traditionnellement pilarisée, comme c'est le cas de bien d'autres secteurs de la société. La solidarité entre les secteurs est inconstante, malgré, parfois, la similitude des analyses. Ce constat transparait chez TAM TAM qui présente justement sa volonté de fédérer les associations de la contestation comme une originalité :

> Une des particularités de la campagne, c'est la diversité d'acteurs mobilisés, qui convergent vers la constitution d'un mouvement social fédérant secteurs et piliers. Hors des logiques partisanes, et dépassant pour mettre en avant dans le cadre de la campagne des analyses partagées les liens plus historiques qu'ont tissés entre elles de nombreuses associations de la société civile. Alexandra, porte-parole néerlandophone de la campagne : « travailler avec autour de la table des acteurs aussi divers que des académiques, des mutuelles, des syndicats, des petites associations, mais aussi SMART ou la Ligue des Familles, c'est assez inédit » (TTB).

Ceci dit, il ne s'agit pas pour les organisations de fusionner et donc se substituer aux différents organismes, mais d'offrir un espace de luttes convergentes et de fédérer autour de constats communs. Tout Autre Chose le signifie d'ailleurs clairement dans la péroraison de son texte fondateur : « C'est maintenant qu'il faut ouvrir un débat reliant tous les secteurs malmenés et fédérer les innombrables innovations locales » (TACA). Le texte fondateur de TAM TAM institue également la solidarité entre les secteurs dans ses priorités, puisque la campagne entend « recréer de la solidarité entre les secteurs là où elle est supprimée » (TTA). La péroraison du texte résume les lignes directrices de la lutte : « Nous connaissons les vaccins qui ont permis d'empêcher ces périls par le passé : débattre, résister, s'unir, faire du bruit et faire savoir […] Il ne nous reste plus qu'à nous rassembler ». Les vidéos de lancement des différents axes de la campagne reprennent également ces lignes si bien qu'elles fonctionnent comme un refrain facilement mémorisable. Comme nous l'avons déjà montré, cette volonté d'union ne révèle pas une volonté de fusion. L'intérêt, le rôle et l'expertise de chaque organisation sont respectés et mis à profit.

Deuxièmement, la critique semble se concentrer sur le caractère rituel des actions entamées par les acteur·trice·s traditionnel·le·s de la contestation. Cette caractéristique se décline à la fois sur l'image des protestataires, sur la dynamique dans laquelle la contestation se déroule et les actions elles-mêmes. En effet, l'opinion publique présente les contestataires comme des éternels insatisfaits isolés. Sur un ton quelque peu sarcastique, le texte fondateur d'E-Change dépeint ces protestataires : « Bon d'accord, enfin pas tout à fait, mais après ? On sort dans la rue ? On crie ? On pétitionne ? On se défoule sur les réseaux sociaux ? On râle tout seul dans son coin ? On se dit que ce sera pire demain ? On ne fait plus d'enfants ? » (ECA). L'utilisation conjointe des questions rhétoriques et des hyperboles contraint le lecteur

à adhérer non pas seulement à la description, mais au jugement qui y transparait. Cette critique n'est pas formulée par TAM TAM et Tout Autre Chose. Au contraire, les deux mouvements semblent la prendre en charge. Ainsi, TAM TAM entend démontrer, par l'exemple, que la contestation ne prend pas seulement racine dans le mauvais tempérament des militant·e·s, mais qu'elle trouve sa source dans un état critique de la société. Autrement dit, la campagne tente de « montrer, d'expliquer, pas avec des slogans, mais avec des chiffres et des faits » (TTB, RTBF, 2018-02-05). De plus, la critique se concentre sur la dynamique des mouvements sociaux traditionnels de manière générale. Les associations contestataires semblent être perçues comme des forces d'opposition, mais pas de proposition. Le mouvement social semble camper sur ses positions et être totalement rétif au changement. Résolument tourné vers l'élaboration et la proposition d'alternatives, Tout Autre Chose semble particulièrement prendre en charge cette critique du mouvement social. Le nombre d'occurrences du terme « alternati* » est révélateur : à volume de corpus égal, il apparait 10 fois plus chez Tout Autre Chose que chez E-Change et 5 fois plus que chez TAM TAM. La dynamique de la contestation semble également perçue comme hiérarchique et très peu spontanée. En réaction, les mouvements affirment s'organiser de manière radicalement différente, comme le « fait sentir » la métaphore du « vent frais » : « Je crois qu'en fait ça permet à tous les citoyens d'être horizontal. Qu'on soit secrétaire général de telle ou telle ONG ou alors postier dans tel ou tel village, on débattra au même niveau, de la même manière, sur les mêmes thématiques. Ce sera super important. Ce sera en fait l'originalité, le vent frais, qu'on doit apporter. Parce que sinon, si on doit justement se structurer de telle sorte qu'on s'institutionnalise, que ce soit dans une logique de parti ou d'association, alors on rentrera dans les rangs et on n'aura pas inventé grand-chose de nouveau » (sic) (TACB, Le Soir, 2014-12-19). Finalement, ce sont les formes mêmes des actions qui sont questionnées. Rébarbatives, très codées et presque rituelles, leurs formes semblent constituer l'un des facteurs d'inefficacité des mouvements traditionnels. Pour redonner l'envie de lutter aux citoyen·ne·s, Tout Autre Chose se fixe comme objectif de rendre la lutte réjouissante et spontanée. Il fait ainsi « appel, et confiance même, à une certaine spontanéité citoyenne, bénévole, volontaire » (TAC, RadioCampus, 2014-12-19). De même, TAM TAM appelle aux actions ludiques pour lutter (« chaque association est invitée à lancer des actions ludiques/festives pour mettre en avant ses revendications et propositions », TTB) et entend donner de « nouvelles résonnances à la résistance » (TTA).

2. Construire une collectivité

L'étude des mécanismes de diffusion des cadres diagnostiques révèle une très grande interaction entre les différents types de cadre. Les diagnostics sont souvent perceptibles à travers les propositions qui tentent de les dépasser. La construction de l'identité des mouvements contribue à la diffusion des cadres diagnostiques et la diffusion de ces derniers à la construction de la légitimité des mouvements. Il semble cependant que certains enjeux se jouent spécifiquement dans construction de l'identité des mouvements. Comme on l'a montré dans le deuxième chapitre, la constitution d'un pôle antagoniste est essentielle à la construction de l'identité des protagonistes. Or, les mouvements présentent plusieurs conceptions de la collectivité qui les compose, comme le montre l'analyse de leurs discours.

En commençant par dénoncer des dysfonctionnements sociaux, économiques, politiques et démocratiques, Tout Autre Chose et TAM TAM les attribuent plus ou moins directement aux représentant·e·s politiques ou aux structures particratiques. Ainsi, ces deux mouvements accusent respectivement « nos gouvernants » (TACA) et « les différents gouvernements fédéraux de ces dernières années » (TTA) de nuire au bienêtre de la population en appliquant des politiques austéritaires, sécuritaires ou néolibérales (« de diminuer nos libertés, de nous monter les uns contre les autres […] », TACA ; « nous constatons les dégâts sur les citoyens […] », TTA). Les responsabilités sont clairement définies. Elles établissent la frontière entre ceux qui exercent le pouvoir et ceux qui subissent les conséquences des choix politiques opérés. De ce point de vue, le texte d'E-Change présente un dispositif particulier. En effet, si le mouvement critique les politiciens de manière assez directe au premier abord (« les politiciens sont corrompus », ECA), plusieurs éléments atténuent l'accusation jusqu'à en retirer la charge sémantique. En effet, l'assertion apparait au sein d'une accumulation de dysfonctionnements qui affaiblit la puissance significative de chaque énoncé. Finalement, c'est davantage l'effet de l'accumulation elle-même qui est recherché plutôt que la portée significative de chacune de ses composantes. D'ailleurs, l'énumération des dysfonctionnements se fait entre guillemets, ce qui donne à penser qu'elle constitue en fait le signe d'un discours rapporté. La prise de distance relative par rapport à la nature des dysfonctionnements énoncés confirme cette hypothèse : « Bon d'accord, enfin pas tout à fait, mais après ? » (ECA). La responsabilité des dysfonctionnements épinglés est donc diffuse. Malgré les multiples reproches qui sont adressés aux partis par le mouvement, E-Change n'établit pas de rupture claire entre les deux pôles.

On aperçoit donc les deux conceptions du « nous » constitué par les mouvements. Alors que TAM TAM et Tout Autre Chose semblent effectivement établir une rupture conflictuelle entre le peuple et les élites, E-Change semble vouloir construire un « nous » sans exclusion, c'est-à-dire qui ne serait pas opposé à un « eux » (Mouffe, 2010). Ceci dit, s'il est clair que Tout Autre Chose tente de construire le peuple dans son antagonisme avec les élites, la question conflictuelle ne semble pas tout à fait résolue. Certaines tensions présentes dans le corpus le soulignent.

Les mécanismes du discours de révolte tendent à unifier les citoyens, le peuple, contre un état de société, créé par le pouvoir. Ces stratégies populistes consistent justement à instituer le peuple en tant qu'« acteur collectif » qui entend modifier les rapports de pouvoir contingents (Laclau, 2008). Certains auteurs, comme Yves Meny et Ives Surel postulent ainsi qu'il ne peut y avoir de politique sans une « touche de populisme », puisque le processus constitue précisément à établir une rupture par rapport à une situation politique (Meny et Surel, 2000, dans Laclau 2008). Ainsi, le populisme, souvent utilisé de manière péjorative, ne serait pas négatif en soi, mais constituerait simplement une incarnation du conflit politique (Laclau, 2008). Ceci dit, le populisme peut se construire sur base d'idéologies les plus diverses, qu'il s'agit dès lors de déceler au sein des mécanismes de formation populiste du discours. Certaines caractéristiques du texte de Tout Autre Chose s'apparentent à ce qu'Alexandre Dorna (2008) analyse comme étant un renouvèlement des stratégies populistes. Bien que sa recherche se centre sur le discours de révolte du mouvement zapatiste au Mexique, les résultats semblent assez généraux pour donner des balises conceptuelles concernant le discours populiste de manière générale. Notons, avant de rentrer pleinement dans l'analyse, que les modes de communication modernes et la mondialisation ont eu une influence importante sur les stratégies populistes classiques, si bien que l'auteur qualifie les stratégies mobilisées par le mouvement zapatiste de « néopopulistes ». Ces dernières sont par exemple davantage tournées vers des valeurs universelles comme la démocratie, la justice et la liberté que leurs parentes classiques. Le texte fondateur de Tout Autre Chose porte les signes de ces stratégies. Alexandre Dorna (2008) recense sept axes — non exhaustifs – du néopopulisme, qu'il construit sur base des caractéristiques du populisme classique. Premièrement, si le populisme classique fait généralement appel au peuple pour opérer un changement rapide de régime politique, le néopopulisme y fait appel en vue d'une redéfinition profonde et radicale de la société. Le texte de Tout Autre Chose se structure précisément sur l'opposition entre les dysfonctionnements de la société décrits dans l'exorde (« les idées de

solidarité, de consensus et de concertation sont remises en question », TACA) et la perspective de transformation de la société (« nous, femmes, hommes, jeunes et moins jeunes, avec ou sans emploi, parents, profs ou élèves, artistes, appelons aujourd'hui à prendre le chemin de la confiance et de la solidarité », TACA). Deuxièmement, le populisme amplifie la souffrance populaire contre les élites au pouvoir. Chez Tout Autre Chose, cela est particulièrement visible au début du deuxième paragraphe de l'exorde : « Aujourd'hui, nos gouvernants accélèrent la destruction de cette cohésion qui fait notre richesse, pour nous imposer la politique du fort qui écrase les faibles » (TACA). Troisièmement, contrairement à TAM TAM qui utilise un style « ratio-idéologico-technocratique », c'est-à-dire qui fait davantage appel aux chiffres et à la rationalité (Dorna, 2008), le texte de Tout Autre Chose emprunte, à l'instar des stratégies populistes, un discours affectif plutôt que rationnel et technique. Le texte privilégie ainsi un style littéraire (figures de style : répétitions, hyperboles, gradations) et ne fait pas appel à des arguments chiffrés, par exemple. Quatrièmement, de la même manière, le texte prend en charge l'expression d'une collectivité populaire solidaire. Le texte se décline en « nous », « citoyens de tous horizons » (TACA). Cinquièmement, le populisme fait également appel à l'histoire pour justifier les luttes actuelles. À nouveau, le texte utilise ce procédé : « Mais aussi inefficace comme l'histoire le montre : les politiques d'austérité échouent systématiquement à atteindre leurs prétendus objectifs. Les pays d'Europe auxquels on impose ces recettes s'enfoncent dans la pauvreté, les inégalités, voire la violence » (TACA). Cet élément est également particulièrement mobilisé par TAM TAM comme nous l'avons vu. Les deux derniers aspects du populisme ne peuvent être décelés dans le seul texte fondateur du mouvement. Ils sont pourtant bien présents dans le reste du corpus. Le sixième élément participant à la construction d'un discours populiste consiste en effet à donner une forme « populaire par excellence » à la contestation (Dorna, 2008). Cela passe notamment, comme dans le cas du mouvement zapatiste, par un refus du leadeurship et de la personnalisation du pouvoir. Cela trouve écho dans le corpus de Tout Autre Chose qui précise « qu'il n'y aura pas de leadeur, seulement des porte-paroles à tour de rôle » (TACB, Le Soir, 2014-12-10). Cela révèle un rejet apparent de tout ordre hiérarchique, dans un contexte où les compositions particratiques sont justement perçues comme très hiérarchisées et où les élites « écrasent les faibles » (TACA). Finalement, la septième et dernière stratégie populiste présentée par Alexandre Dorna consiste à conserver une « apparente (in)définition idéologique dans un contexte où la gestion de la gauche ne se distingue plus de celle de la droite » (Dorna, 2008). Précisons qu'il ne s'agit pas dans ce cas-ci de nier l'existence de clivages politiques dans l'absolu, mais plutôt de se détourner des élites politiques plus ou

moins uniformisées idéologiquement qu'elles se réclament de gauche ou de droite. Cette volonté diverge profondément de celle qui viserait précisément à nier l'existence du clivage gauche-droite dans l'absolu, au-delà des compositions politiques contingentes. Ceci dit, le discours de Tout Autre Chose est ambigu de ce point de vue. La question du clivage gauche-droite se pose à trois reprises dans l'ensemble du corpus du mouvement (TACB) :

1. *« Ni de gauche ni de droite »*, le mouvement *« créé par les citoyens, pour les citoyens, voilà tout »*, ancré idéologiquement on en conviendra – les protagonistes s'en défendent, chacun jugera –, reste *« ouvert »* quoi qu'il en soit, *« totalement ouvert »* (Le Soir, 2014-12-10).
2. «*Le but est que le citoyen se réapproprie le débat politique au-delà des clivages gauche-droite. Nous souhaitons que des gens, qui n'ont pas l'habitude de se rencontrer, puissent se parler. Le but n'est pas de devenir un parti politique. Nous voulons que la société civile ait une place dans la politique*», indique David Mendez, lui aussi initiateur du mouvement dans la province (L'avenir, 2015-03-15).
3. Vous n'êtes quand même pas vraiment de droite…
   On parle de solidarité, de durabilité… C'est sûr, on est progressiste. Mais on n'est pas lié à une couleur. On me dit parfois qu'on est Ecolo, PS, PTB ou CDH (pas MR, c'est vrai). Mais il faut dépasser le clivage traditionnel gauche-droite, qui peut démotiver les gens à s'investir. Je serai le premier à applaudir Charles Michel s'il décide d'instaurer une taxe sur les transactions boursières. Nous, nous voulons mettre en lien, et puis populariser des alternatives. C'est une manière de réenchanter la politique (Interview de David Mendez, La Libre Belgique, 2015-03-28).

Ces trois extraits montrent une superposition de l'axe politique conceptuel gauche-droite sur l'éventail de la politique institutionnelle, représentée par les partis politiques. Dans le troisième extrait, David Mendez, porte-parole de Tout Autre Chose, admet que le mouvement est « progressiste ». Il adhère ainsi à l'intervention du journaliste en substituant toutefois « progressiste » à la litote « pas vraiment de droite ». Tout en contournant la dénomination gauche-droite, le mouvement confirme donc sa position sur l'axe politique conceptuel. Pourtant, le porte-parole affirme la nécessité de « dépasser le clivage traditionnel gauche-droite ». En fait, cet extrait pourrait être paraphrasé par une intervention ultérieure du porte-parole : « on est "apartisan", mais pas apolitique » (TACB, La Libre Belgique, 2015-03-28). Le mouvement se situe ainsi politiquement comme « progressiste », donc situé idéologiquement, mais refuse de traduire cette position dans l'éventail particratique, puisqu'il se construit dans une relation conflictuelle avec les élites politiques. Ainsi, l'apparente indéfinition idéologique de Tout Autre Chose semble davantage découler de sa posture contestataire que du rejet des catégories conceptuelles elles-mêmes. Dans un contexte où les formations politiques se rejoignent progressivement à droite, Tout Autre Chose présuppose et construit le peuple en force « progressiste » opposée. Cependant, cette conclusion tirée du troisième extrait du corpus repris ci-dessus est contrebalancée par les deux premiers extraits. Ceux-ci semblent en effet beaucoup plus empreints de l'idée de dépassement des clivages

idéologiques en eux-mêmes. Ils substituent ainsi à la lutte idéologique, quel que soit le nom qu'elle emprunte, la volonté de favoriser les échanges et de permettre aux citoyens de se rencontrer au-delà de leurs différences. Le mouvement se présente comme « ouvert, totalement ouvert » et se défend d'être ancré idéologiquement. L'analyse de ces extraits dévoile ainsi une tension qui semble traverser le mouvement et qui ne semble pas avoir été résolue définitivement.

Finalement, il est assez surprenant de constater ces divergences entre les mouvements, alors que tous entendent réconcilier les citoyen·ne·s avec la politique. E-Change affirme en effet que questionner la gouvernance des partis politiques « sera une nécessité si on veut réconcilier le citoyen avec la politique » (ECB, RTBF, 2017-07-20). Le but de Tout Autre Chose est entre autres « que le citoyen se réapproprie le débat politique » (TACB, L'avenir, 2015-03-15) et la campagne TAM TAM se présent comme « une campagne politique, au sens où elle convie l'ensemble des citoyens et des organisations de la société civile à se réapproprier une série d'enjeux fondamentaux au cœur de notre système démocratique » (TTB). On perçoit cependant des variations dans « la politique » à laquelle les mouvements tentent de réconcilier les citoyen·ne·s. On distingue en effet une différence sémantique entre les différentes utilisations du mot. Chez E-Change, le contexte d'apparition de la volonté de réconcilier les citoyen·ne·s avec la politique est clairement ancré dans le jeu particratique. On retrouve en effet les noms de tous les partis francophones (sauf le PTB). Il semble donc que le mouvement cherche à renouer le lien entre les citoyen·ne·s avec les partis politiques. À contrario, Tout Autre Chose et TAM TAM paraissent vouloir réconcilier la population avec les discussions et débats qui traversent l'organisation de la société, en dehors de toute relation avec les partis.

À ce propos, il semble que la rupture constatée par rapport au monde politique ait des conséquences sur la relation des citoyen·ne·s au politique « avec un grand P » (TACB). Les mouvements mettent ainsi de l'énergie à distinguer les deux sens en attribuant l'adjectif « partisan » au système particratique et en conservant le mot politique pour désigner le sens « noble » de la politique (TACB). TAM TAM ne pourrait être plus clair : « Il y a une grande différence entre la politique, donc faire des choix politiques - les citoyens le font tous les jours -, et être partisan. Vous, ce que vous dénoncez, c'est…vous accusez TAM TAM d'être partisan. Exactement. Être partisan c'est être au service d'un parti » (TTB, RTL, 2018-02-15).

3. Redessiner les frontières du politiques

Plus encore que les cadres relatifs à l'identité des mouvements, les cadres pronostiques des différents mouvements sont intimement liés à leur cadre diagnostique. Cela semble évident : face aux constats épinglés, il est presque mécanique de proposer des changements. La cohérence des mouvements repose sur la relation qui unit les cadres pronostiques aux cadres diagnostiques. Si les constats sont politiques, il semblerait logique de proposer des changements d'orientation des politiques menées. Au contraire, si les constats sont organisationnels, des propositions de changement de méthode seront probablement émises. Par ailleurs, l'analyse des cadres relatifs à l'identité des protagonistes et des antagonistes a révélé plusieurs manières de concevoir les relations sociales. À travers l'analyse du discours, nous pouvons en effet apercevoir les fondements doxiques qui composent l'univers des différents mouvements. Ceux-ci constituent également la base sur laquelle se construisent les propositions de modification du champ politique. Cette section vise ainsi à rendre compte de ces fondements et de leurs diverses conséquences sur la redéfinition des frontières politiques.

3.1. Deux conception du politique

Avant de revenir sur les deux conceptions du politique, une précision s'impose. Chantal Mouffe propose en effet de distinguer *le* politique de *la* politique. Le terme est en effet hautement polysémique. Pour l'auteure, au masculin, le politique désigne « la dimension d'antagonisme qui existe dans les rapports humains » et qui s'incarne notamment dans les rapports politiques par la construction de pôles protagonistes et antagonistes. Il se fonde sur l'idée qu'il arrive qu'un choix doive être fait entre deux options absolument irréconciliables. Au féminin, la politique désigne plutôt l'établissement d'un ordre social, c'est-à-dire à « organiser la coexistence humaine dans des conditions qui sont toujours conflictuelles, car traversées par *le* politique » (Mouffe, 2010, p. 18). Comme esquissé plus haut, le politique peut être conçu de manières différentes. Les deux visions du conflit politique s'affrontent : d'une part, le conflit politique est conçu comme la confrontation inévitable entre différentes visions de l'intérêt général, entre différents « projets hégémoniques » (Mouffe, 2010, p. 20) et, d'autre part, la rupture politique se situe entre les logiques qui opposent des intérêts particularistes et celles qui visent à dépasser ces conflits pour poursuivre l'intérêt général. Dans ce cas, l'intérêt général est conçu comme un ensemble de solutions qui remporterait l'assentiment unanime de la population. Ces deux visions se marquent de manière très nette dans les corpus étudiés.

En effet, on remarque un déséquilibre significatif dans l'implication lexicale des mouvements selon qu'il s'agisse de prendre en charge les critiques relatives aux partis politiques ou aux mouvements sociaux. Si Tout Autre Chose était relativement absent des questions particratiques, E-Change semble se détacher des questions qui concernent la contestation sociale. À ce propos, l'analyse quantitative est particulièrement révélatrice. Sur les 287 occurrences du mot « politique* » sur l'ensemble des trois corpus, 132 surviennent dans le corpus d'E-Change, pour 68 occurrences du mot chez Tout Autre Chose et 87 chez TAM TAM. Cependant, « politique* » ne se rapporte pas uniquement à l'univers particratique. Le mot est en effet très polysémique. La politique politicienne, la politique d'une institution, les mesures politiques d'un gouvernement ou encore la chose politique, le mot recouvre une multitude d'unités du réel. La catégorisation des occurrences de « politique* » parmi ces différentes catégories sémantiques permet d'apercevoir la surreprésentation des renvois au monde politique dans le corpus d'E-Change. À volume de corpus égal, le corpus d'E-Change présente 5 fois plus de références aux rapports du gouvernement et de son opposition, c'est-à-dire à la lutte autour du pouvoir que celui de Tout Autre Chose et près de 3 fois plus que celui de TAM TAM [6]. Bien sûr, cela ne dit rien du traitement réservé à ces références. Nous avons montré à quel point E-Change tenait à se distancier de la dénomination de parti politique. E-Change semble en effet tenter de dépasser les critiques adressées au système particratique. Toutefois, la répartition des références à ce système révèle une préoccupation importante liée à ce système défectueux.

À contrario, les références relatives au pôle du contre-pouvoir sont absentes du corpus d'E-Change, comparativement aux autres corpus. Nous avons montré que Tout Autre Chose et TAM TAM semblent viser un renouvèlement des pratiques de la lutte, par le dépassement des critiques adressées aux mobilisations traditionnelles. Cela ne veut pas dire que les mouvements se distancient de la contestation en elle-même, au contraire. Sur base du travail de Sophie Béroud et Josette Lefèvre (2010) sur l'évolution du vocabulaire syndical en France, nous avons établi une liste de termes susceptible d'appartenir au champ discursif du contre-pouvoir. Les dix termes les plus fréquents dans le discours syndical de 2000 à 2010 sont : salariés, travail, sociale, emploi, entreprises, entreprise, droits, développement, organisation et congrès. Notons que le corpus duquel ces termes sont issus est constitué des résolutions votées lors des congrès de quatre confédérations interprofessionnelles françaises. Il semble

[6] Le tableau récapitulatif est disponible en annexe.

dès lors évident que la liste n'est pas exactement adaptée à notre corpus. Le mot « congrès », par exemple, n'apparait pas dans le corpus des trois organisations étudiées dans notre recherche. Cependant, l'étude de la fréquence comparée de certains de ces mots typiquement syndicaux semble tout de même intéressante. Nous avons élargi la liste à cinq mots du champ sémantique du contre-pouvoir : « combat* », « confli* », « lutte* », « oppos* », « contest* ». Bien entendu, le champ sémantique de la contestation est sans limites. Le choix de ces cinq termes s'est fait sur base d'une recherche synonymique du terme « protestation ». En plus, il a semblé nécessaire de comparer la fréquence des références aux acteur·trice·s de la contestation traditionnelle, ce qui a eu pour conséquence l'intégration de « syndica* » et « association* » dans l'analyse.

Comme on pouvait s'en douter grâce aux développements antérieurs, les résultats de l'analyse quantitative montrent une fracture systématique entre d'un côté le corpus d'E-Change et de l'autre ceux de Tout Autre Chose et TAM TAM [7]. Plus encore, le corpus de TAM TAM approfondit les tendances remarquées chez Tout Autre Chose, c'est-à-dire que les formes fréquentes chez Tout Autre Chose le sont généralement d'autant plus chez TAM TAM. Cette règle n'est enfreinte que dans deux cas, à savoir celui de « droits » et de « lutte* ». L'environnement proche du mot « droits » dans le corpus de Tout Autre Chose est révélateur du sens dans lequel il est mobilisé. Les mots qui reviennent le plus fréquemment dans son entourage proche sont « fondamentaux » et « libertés ». Le mouvement semble ainsi faire appel aux principes souverains qui régissent les rapports humains et qui garantissent la dignité, tandis que TAM TAM et E-Change font davantage référence aux droits plus contingents, tel le « droit aux allocations d'insertion » (TTB), par exemple. Par ailleurs, parmi les mots issus du vocabulaire syndical de Béroud et Lefèvre (2010) qui ont été recensés dans l'ensemble du corpus, tous sont davantage présents chez Tout Autre Chose et TAM TAM que chez E-Change, parfois de manière significative. Par exemple, à corpus égal, TAM TAM présente 1,5 fois plus le terme « travail » et 5 fois plus le terme « emploi » qu'E-Change. De même, il présente 10 fois plus le mot « sociale », que nous avons analysé plus haut. Le seul mot qui présente légèrement plus d'occurrences chez E-Change que dans les autres corpus est le mot « entreprise ». Celui-ci est en effet 4 fois plus présent chez E-Change que chez TAM TAM. On compte 10 occurrences du terme au singulier pour 21 utilisations au pluriel dans l'ensemble du corpus. De manière uniforme à travers les trois corpus, les formes du mot au pluriel se rapportent majoritairement aux entreprises comme lieux de travail concrets. Celles

[7] Le tableau récapitulatif est disponible en annexe.

au singulier font davantage référence à « l'esprit d'entreprise », à l'entreprenariat comme idée conceptuelle et aux dirigeants d'entreprise. Par conséquent, la préférence d'E-Change pour les formes au singulier et celle de TAM TAM et Tout Autre Chose pour les formes au pluriel sont révélatrices de l'ancrage des corpus dans deux univers idéologiques distincts.

Parmi les termes issus du champ sémantique de la protestation, à part « oppos* » dont les occurrences sont plus ou moins comparables dans tous les corpus, on observe une scission catégorique, entre le vocabulaire utilisé par TAM TAM et Tout Autre Chose et celui utilisé par E-Change. En effet, tous les mots présents chez TAM TAM et Tout Autre Chose, sont totalement absents chez E-Change (si on excepte une unique apparition d'« association ») et inversement. Ceci dit, parmi les termes étudiés, seul le mot « conflit » est mobilisé par E-Change, et donc radicalement écarté du vocabulaire des deux autres mouvements. Une rupture d'utilisation aussi nette entre les deux pôles du corpus est surprenante vu la proximité sémantique de « lutte », « combat » et de « conflit », par exemple. D'ailleurs, la première définition que donne le dictionnaire (Le Petit Robert 2010) de « conflit » est précisément : « lutte, combat ». La définition moderne précise cependant : « rencontre d'éléments, de sentiments contraires, qui s'opposent ». La signification de conflit décrit l'affrontement qui survient entre deux forces. Elle se centre spécifiquement sur le fait de leur opposition. Bien que « lutte » transmettent l'idée d'un affrontement plus violent, sa spécificité sémantique se trouve plutôt dans sa cause, son objectif que dans l'affrontement lui-même. La lutte est en effet une « opposition violente entre deux adversaires (individus, groupes), dont chacun s'efforce d'imposer à l'autre sa volonté et de faire triompher sa cause » (Le Petit Robert, 2010). Il apparait dès lors que l'affrontement entre les groupes est plutôt perçu comme un passage obligé pour atteindre un but et non comme une fin en soi. Ainsi, l'utilisation de « conflit » et de « lutte » correspondent aux deux conceptions différentes des rapports sociaux conflictuels. Perçus de manière téléologique, les conflits semblent tout à fait « artificiels » et « sources de blocage » (ECB, RTBF, 2018-03-07). Ils paraissent en effet relever des défenses contradictoires d'intérêts particuliers. La volonté d'E-change de les éliminer semble tout à fait louable, compte tenu des prémisses. Le mouvement semble ainsi remplacer cette logique particulariste par une vision unique et « consensuelle » de l'intérêt général. Au contraire, chez TAM TAM et Tout Autre Chose, les conflits sont conçus comme les conséquences inévitables de l'opposition profonde entre différentes conceptions de l'intérêt général, c'est-à-dire entre les causes défendues. Ces deux visions radicalement différentes de l'affrontement politique ont de multiples conséquences les cadres pronostiques.

3.2.Terrains du changement

Que les différents mouvements conçoivent le conflit politique comme l'affrontement de projets hégémoniques distincts ou comme la discorde entre des intérêts particuliers divergents détermine complètement d'une part, leur lecture de l'état de la société et, d'autre part, leur interprétation des changements à opérer pour le transformer. Dans le cas où le conflit politique est perçu comme le fruit du système électoral dans lequel il est nécessaire de se distinguer, les arrangements à exécuter semblent être de nature organisationnelle. La question du fond ne se pose pas. Au contraire, dans le cas de la confrontation entre les visions divergentes de l'intérêt général, les arrangements démocratiques ne constituent qu'un moyen pour parvenir à déterminer une majorité en faveur d'un projet commun.

De ce point de vue, le nom de Tout Autre Chose est particulièrement révélateur en plus d'être tout à fait efficace. Avant tout, « Tout Autre Chose » a l'avantage de comprendre à la fois une allusion au diagnostic et au pronostic. Si le mouvement veut tout autre chose, c'est que le constat de la situation actuelle est insatisfaisant. Cependant, d'un point de vue sémantique, le nom ne précise aucunement la nature de la transformation vers laquelle s'oriente le mouvement. Il est ainsi extrêmement inclusif. De plus, « Tout Autre Chose » révèle à la fois la volonté de bouleverser les pratiques démocratiques et celle de transformer l'horizon que se donne la société. Finalement, l'ajout de l'adverbe initial donne un caractère radical et dynamique au mouvement.

Ceci dit, les noms d'E-Change et de TAM TAM possèdent également de mécanismes linguistiques qui les rendent efficaces. E-Change présente explicitement l'idée du changement et de manière plus imagée de la modernité grâce au « e » initial, qui convoque l'imaginaire de la technologie moderne. De plus, le nom comporte le pronostic du mouvement : favoriser l'échange au-delà des conflits, comme nous le verrons plus tard. TAM TAM fonctionne quant à lui sur une base métaphorique. Le tam tam est l'instrument par lequel on communique, c'est également un objet qui fait du bruit, à l'égard de la campagne qui veut « faire savoir » (TACB) et c'est l'instrument qui rallie.

Pour revenir aux domaines influencés par les différentes positions en ce qui concerne le conflit politique, il semble que pour E-Change qui comprend le conflit comme l'affrontement d'intérêts particuliers divergents, le pronostic se pose de manière

organisationnelle, à savoir comment rendre la démocratie « plus efficace, plus participative » (ECB, RTBF, 2018-03-07). Autrement dit, puisque ce qui entrave la bonne marche des politiques sont les conflits partisans particularistes, la reconfiguration de la démocratie sous une forme plus efficace permettrait de supprimer les conflits et de trouver un projet commun unanime. Au contraire, pour TAM TAM comme l'objectif est de redéfinir les contours du projet hégémonique qui organise la société, la reconfiguration de la démocratie ne constitue qu'un moyen pour construire un rapport de force face aux projets adverses. Le cas de Tout Autre Chose est plus ambigu. L'objectif semble en effet être orienté vers une redéfinition radicale de la société. Le mouvement balise cet horizon, mais organise tout de même une nouvelle forme de démocratie très inclusive qui vise à définir plus précisément les contours de l'intérêt général que le mouvement défendra. L'incertitude dévoilée plus haut se répercute dans l'ambigüité de la stratégie pronostique.

3.3. Vers un renouveau démocratique

Face à la méfiance croissante de la population envers les institutions démocratiques, il apparait que les modifications de l'appareil démocratique sont inévitables. Les structures traditionnelles sont en effet perçues comme peu représentatives, hiérarchiques et mues par des intérêts électoralistes. Tout Autre Chose et E-Change entendent donc les remplacer par la société civile. Pour ces mouvements, réconcilier les citoyen·en·s avec la démocratie, c'est leur permettre de prendre part au politique. Il réinvente ainsi l'engagement politique et démocratique. Cette idée est transmise sous la forme d'une comparaison humoristique par Tout Autre Chose : « Nous sommes convaincus que, comme faire l'amour une fois tous les cinq ans, ce n'est pas avoir une vie sexuelle, voter tous les cinq ans, ce n'est pas avoir une vie démocratique » (TACB, LLB, 2015-03-28).

3.3.1. Dialoguer avec la société civile

Les mouvements remplacent donc les structures traditionnelles par la société civile, conçue comme le « nous » qu'ils établissent. Bien que nous ayons déjà aperçu les enjeux liés à la constitution des identités collectives, nous n'avons pas encore rendu compte de leurs composantes invoquées par les mouvements. Pourtant, la comparaison des présentations de la diversité des mouvements est révélatrice. Les textes fondateurs des mouvements déclinent en effet de manières sensiblement différentes la diversité du « nous ».

1. Vous qui tous les jours prenez votre train pour aller bosser, vous qui pilotez votre entreprise, vous qui soignez les malades, vous qui créez des œuvres d'art, vous qui formez les jeunes et moins jeunes, vous qui vous investissez en politique. N'excluons personne qui souhaite bouger, utilisons au mieux toutes les compétences, pour réfléchir, évaluer, bâtir des solutions, les appliquer (ECA).
2. Nous, femmes, hommes, jeunes et moins jeunes, avec ou sans emploi, parents, profs ou élèves, artistes, appelons aujourd'hui à prendre le chemin de la confiance et de la solidarité ! (TACA)
3. Nous sommes un collectif d'experts, d'associations, d'acteurs de terrains et de citoyens (TTA).

Chaque extrait comporte son intérêt propre, mais la comparaison de l'extrait d'E-Change et de celui de Tout Autre Chose est particulièrement intéressante pour comprendre plus finement la vision qu'ont les mouvements de la société civile. En effet, contrairement à l'extrait de Tout Autre Chose où les participant·e·s sont décrit·e·s tantôt pour ce qu'ils sont « femmes, hommes », tantôt pour leur statut et leur position sociales (« avec ou sans emploi, profs ou élèves »), chez E-Change les membres de la société civile sont uniquement qualifiés et décrits par leur fonction productive, leur agentivité économique, à savoir leur métier. La seule proposition qui n'est pas directement productive (« vous qui tous les jours prenez le train ») est complétée par une référence au travail (« pour aller bosser »). L'alternative « pour aller en vacances » aurait produit un l'effet radicalement différent. De plus, les métiers mentionnés sont tous des métiers du secteur tertiaire (chef·fe d'entreprise, docteur·e, artiste, enseignant·e, politicien·ne). Le texte ne fait pas mention des métallurgistes, fermier·ère·s ou ébénistes, par exemple. Bien que ces choix paraissent anodins, ils ont des conséquences sur l'image du mouvement et donc la probabilité pour les citoyen·ne·s de s'y reconnaitre et d'y participer. Puisque les personnes ne sont reconnues qu'à travers leur emploi, celles qui n'en ont pas paraissent exclues. Ainsi, la fonction de cette énumération n'est donc pas seulement, comme elle le semble à priori, d'inclure tout le monde, mais de créer les conditions d'une autosélection, qui a pour effet d'homogénéiser le mouvement d'un point de vue social.

Par ailleurs, le « remplacement » des structures traditionnelles par la société civile peut se faire à différents degrés. Entre participation, délibération et décision, différentes formes de démocraties existent. Pour tenter de comprendre dans quelle perspective se placent les mouvements par rapport à la démocratie citoyenne, deux termes ont été analysés de manière quantitative : « particip* » et « *appropri* ». Ils semblaient en effet révélateurs de deux positions distinctes quant à l'approche citoyenne de la démocratie. Le terme « particip* » survient 30 fois dans le corpus d'E-Change, ce qui représente 3 fois plus d'occurrences que dans le corpus de Tout Autre Chose et 5 fois plus que dans celui de TAM TAM, à corpus

égal. Au contraire, bien qu'elles soient assez peu nombreuses de manière générale, les occurrences de « *appropri* » sont 4 fois plus nombreuses chez Tout Autre Chose que chez E-Change et 2 fois plus nombreuses que chez TAM TAM. Il est également intéressant d'un point de vue plus qualitatif de constater que les formes « approprie* » ou « s'appropri* » sont exclusivement utilisées chez E-Change (sauf une exception chez TAM TAM). Les formes présentes chez Tout Autre Chose et TAM TAM sont au contraire uniformément précédées du préfixe : « réappropri* », « se réappropri* ». À part le sens de récupération contenu dans « réappropriation », la rupture sémantique entre les deux termes n'est pas évidente. Il semble cependant que « s'approprier » constitue à faire sien un objet extérieur, éventuellement partagé, tandis que « se réapproprier » véhicule plutôt un sens de reprendre possession sans partage. Bien qu'ils présentent un certain intérêt, la prudence est de mise par rapport à ces résultats. Les termes recherchés peuvent en effet ne pas exclusivement faire référence à la participation démocratique ou à la réappropriation du débat public par les citoyen·ne·s. Ceci dit, les conclusions sont corroborées par l'analyse de l'entourage direct du terme « citoyen* ». Le mot qui précède ce terme avec la plus grande régularité est « avec ». « Avec les/des citoyens » survient 5 fois plus dans le corpus d'E-Change que dans le corpus de Tout Autre Chose, à volume égal. E-Change précise en effet à plusieurs reprises vouloir élaborer des solutions « avec les citoyens » (ECB). Or, si l'élaboration se fait avec les citoyen·ne·s, c'est que ce n'est pas eux·elles qui élaborent les solutions en premier lieu. Ils sont en quelque sorte mis à distance de la délibération. Ils y participent, mais sans en être totalement responsables.

En conclusion, l'analyse montre qu'envisager de redynamiser la démocratie en la rendant à la société civile est une proposition qui peut prendre des incarnations bien différentes. En effet, la redynamisation peut se faire à des degrés divers et la société civile recouvre tant de réalités qu'elle doit être définie pour permettre de comprendre en profondeur le projet des mouvements émergents.

3.3.2. Dépasser les clivages

Puisque la segmentation du champ politique en partis est perçue par E-Change comme étant la cause de leur rivalité au sein du système électoral, il s'agit d'une part, d'élargir la composition des délibérant·e·s et, d'autre part, de modifier leur disposition à l'égard des autres délibérant·e·s. Le mouvement ouvre ainsi largement la consultation démocratique afin de construire un projet qui soit largement partagé et consensuel. Or, si elle n'est pas contrebalancée par des stratégies discursives visant à sélectionner les participant·e·s, cette

démarche d'ouverture a pour conséquence de rassembler une multitude tout à fait hétérogène, avec de multiples aspirations nécessairement divergentes. Cela rend donc la définition d'un projet hégémonique impossible. La délibération « démocratique » est donc contrainte de se dérouler dans les cadres du système dominant. Même dans le cas théorique où il serait possible de définir les contours d'un intérêt général commun, la diversité des perspectives et des aspirations semblent non seulement compliqué, mais influencé d'une part, par la volonté d'unanimité et, d'autre part, par les rapports de domination qui s'exercent dans tous les rapports sociaux. Sans cliver, le résultat d'une telle délibération ne peut donc constituer que le plus petit dénominateur commun ou la vision des plus puissants. Ce dernier aspect est en effet trop souvent écarté des considérations concernant la démocratie délibérative (Sintomer et Talpin, 2011). Les rapports de pouvoir et de domination ne s'effondrent pas pour le temps du processus démocratique et les procédés permettant de rétablir d'égalité des rapports de force sont encore peu connus. En outre, pour modifier l'attitude des participant·e·s de la démocratie par rapport à leurs antagonistes les mouvements souhaitent favoriser les échanges et les rencontres afin que tout le monde soit confronté à des réalités différentes. Cela présuppose que de la rencontre des personnes peut jaillir un projet de société unanimement partagé.

Dans le cas de TAM TAM et Tout Autre Chose où la cause des conflits est perçue comme une composante inaltérable des rapports politiques, la construction démocratique délibérative incluant une large partie de la population relève plutôt d'une stratégie populiste que d'une volonté d'unanimité sans objet. Cette stratégie présuppose que le peuple constitué en assemblée délibérante représente une force d'opposition au projet hégémonique dominant. Redynamiser la démocratie constitue ainsi un moyen de constituer une force portant un projet hégémonique particulier.

3.3.3. Trouver des solutions

Vouloir dépasser les clivages par l'élargissement du panel délibératif constitue une entreprise qui repose sur le présupposé qu'il existe un intérêt général supérieur qui serait unanimement souhaité. Cet horizon apparait ainsi « caché » par les conflits artificiels, mais il peut se dévoiler grâce à la rencontre des compétences des citoyen·ne·s qui se combinent. En fait, ce discours comprend l'échange politique comme une recherche quasi scientifique de solutions idéales. Le corpus d'E-Change regorge de signes de cette conception du débat politique.

Premièrement, le texte fondateur présente métaphoriquement le mouvement comme un « laboratoire de solutions ». Le terme véhicule une vision d'E-Change, qui serait à la recherche de solutions « scientifiques », objectives. D'ailleurs, le texte précise que l'intérêt d'élargir le mouvement est de pouvoir mettre les compétences de chacun·e au service de la recherche de solutions. Le terme « compétence » relève également du champ sémantique de la scientificité. D'un point de vue quantitatif également, sur les 41 occurrences de « solution* », 28 surviennent chez E-change. À corpus égal, cela représente 4,6 fois plus que dans le corpus de Tout Autre Chose et 11,5 fois plus que chez TAM TAM.

Ainsi, les participant·e·s ne sont pas amenés à confronter leurs visions de l'intérêt général, mais sont plutôt mis à contribution pour trouver les solutions aux problèmes qui se posent dans le projet de société tel qu'il est défini. L'enjeu de la participation démocratique n'est donc pour E-Change de définir l'horizon hégémonique à défendre, mais de rendre plus efficaces et plus pertinentes les politiques actuelles. Puisqu'elles sont considérées comme objectives et unanimes, les solutions ne sont plus discutables une fois adoptées. Les expert·e·s délibérant·e·s écartent la possibilité de remettre les fondements de ces solutions en question. Pouvoir constamment rediscuter du cadre dans lequel se déroulent les rapports sociaux constitue pourtant l'une des conditions fondamentales de la démocratie.

3.3.4. Co-construire ou revendiquer

L'étude des différents mouvements montre une divergence fondamentale entre E-Change et Tout Autre Chose d'une part et TAM TAM de l'autre. En effet, les deux premiers mouvements souhaitent construire ou « co-construire » les projets de transformation de la société avec les participant·e·s ou « co-constructeur·trice·s ». Ils ne présentent dès lors aucune revendication concrète, tandis que TAM TAM cible précisément certaines revendications comme la « réduction collective du temps de travail » dont nous avons déjà montré l'efficacité discursive.

Ceci dit, en ce qui concerne les deux mouvements qui souhaitent définir les revendications collectivement, tous deux établissent des balises au sein desquelles se passe la délibération. Or, on remarque une certaine similitude dans l'apparence des valeurs affichées par Tout Autre Chose et E-Change. Plus précisément, Tout Autre Chose souhaite une société démocratique, solidaire, coopérative, écologique, juste, égalitaire, émancipatrice, créative, plurielle et réjouissante, tandis que les cinq engagements fondamentaux d'E-Change sont :

émancipation, entreprendre, environnement, équité et Europe. Les engagements d'E-Change dans l'esprit d'entreprise et l'Europe le distinguent clairement du mouvement Tout Autre Chose, tandis que les idées de convivialité, justice et solidarité marquent la spécificité de ce dernier mouvement. Par contre, les deux mouvements marquent leur attachement à l'écologie/environnement, l'égalité/équité et l'émancipation. Ces termes semblent proches en apparence, mais se révèlent distincts à divers égards grâce à l'analyse sémantique.

Pour commencer, les définitions que donnent les mouvements des défis écologiques et environnementaux semblent proches. Si les deux mouvements mentionnent la nécessité de modifier les modes de production, la formulation de Tout Autre Chose est certainement plus radicale. Le mouvement souhaite en effet « tourner le dos au productivisme », tandis qu'E-Change souhaite « modifier à terme nos modes de production et de consommation ». Tout Autre Chose ancre ainsi son combat pour la préservation de l'environnement dans une lutte systémique. La dynamique de lutte se trouve également davantage dans le choix du terme « écologie » que dans celui d'«environnement ». De même, en ce qui concerne les valeurs d'égalité et d'équité, la lecture que fait Tout Autre Chose est davantage systémique que celle que fait E-Change de l'équité. En effet, l'égalité souhaitée par Tout Autre Chose repose sur des structures la permettant (« la société », TACB). Au contraire, chez E-Change, l'équité parait reposer sur les bonnes intentions des décideur·euse·s, qui dans une démarche paternaliste doit veiller sur le citoyen·ne·s. L'utilisation de « il faut veiller » montre que la responsabilité et la garantie de l'équité ne reposent que sur des individus. Pour finir, les deux mouvements évoquent l'émancipation comme une de leurs valeurs fondamentales. L'utilisation du terme recouvre pourtant deux visions radicalement différentes de l'émancipation. E-Change définit l'émancipation comme le développement individuel de l'autonomie et l'exercice des responsabilités. Les signes linguistiques de l'individualisation du phénomène sont nombreux : « chaque personne », « son/sa ». La responsabilité de l'émancipation repose entièrement sur les épaules des individus, qui bénéficient tous des mêmes outils mis à disposition par la « société et les pouvoirs publics ». Au contraire, la vision de l'émancipation véhiculée par Tout Autre Chose est collective. Bien entendu il s'agit également pour le mouvement de donner à « chacun·e une réelle liberté », mais cette liberté s'exerce dans la lutte contre les dominations et aliénations, notamment collectives. On aperçoit ainsi que le lexique utilisé ne prend réellement son sens profond qu'en contexte. L'apparente similitude des termes employés peut recouvrir des charges sémantiques radicalement différentes qui se dévoilent que grâce à l'analyse sémantique.

Conclusion

L'émergence de mouvements politiques citoyens dont les formes ne calquent pas les contours des organisations traditionnelles du champ politique bouleverse les catégories conceptuelles de la science politique. Face à ces évolutions, l'analyse du discours offre une approche originale grâce au regard particulier qu'elle porte sur le langage. Elle permet en effet de mettre en évidence les mécanismes formels du discours dont l'importance est encore souvent ignorée.

La question à laquelle ce mémoire a tenté de donner des éléments de réponse était de savoir quelles étaient les stratégies discursives mises en place par ces mouvements afin, d'une part, d'établir la nécessité de leur existence, et, d'autre part, de faire progresser une conception du champ politique située idéologiquement. Autrement dit, la recherche a tenté de contribuer à la compréhension des facteurs linguistiques participant à la diffusion des cadres discursifs des mouvements émergents. Les discours d'E-Change, de TAM TAM et de Tout Autre Chose ont constitué la base empirique dans laquelle la recherche s'est ancrée.

Il existe bien entendu une multitude de facteurs influençant la capacité d'un mouvement à obtenir un changement, à avoir un impact sur la société. Cependant, il apparait qu'à côté des facteurs contextuels, organisationnels et stratégiques, les facteurs discursifs n'ont pas encore été étudiés à hauteur de leur importance. Les chercheur·euse·s ont pourtant régulièrement montré l'influence et l'action du langage sur les rapports sociaux. Outre les facteurs sociaux favorisant la circulation des discours (position symbolique du locuteur, par exemple), la littérature concernant les facteurs d'efficacité des cadres discursifs, c'est-à-dire la potentialité de leur diffusion, dévoile trois axes principaux qui semblent relever, au moins en partie, des dispositifs linguistiques mobilisés : les processus d'alignement des cadres étrangers sur les cadres de l'organisation, la flexibilité des cadres discursifs et en particulier en ce qui concerne l'attribution des responsabilités et leur solidité interne (vérifiabilité empirique, résonance affective et adéquation avec l'imaginaire commun). Parallèlement à ces trois facteurs d'efficacité, la recherche en linguistique développe la compréhension des facteurs qui favorisent la circulation du discours. En effet, les caractéristiques formelles du discours semblent également participer à leur diffusion. L'analyse lexicale, quantitative ou qualitative, l'examen des procédés stylistiques comme les figures de style ou encore l'étude des relations logiques et argumentatives qui structurent le discours contribuent également à la compréhension les facteurs de diffusion du discours.

D’un point de vue théorique, l’analyse a permis de mettre en perspective, d’illustrer ou d’affiner l’impact des caractéristiques formelles du discours sur sa diffusion. Premièrement, en ce qui concerne les processus d’alignement des cadres (*frame bridging, frame amplification, frame transformation, frame extension*), ils ont été étudiés à partir des phénomènes qui participent à leur déploiement. Ceux-ci sont nombreux et disparates, mais les résultats de la recherche ont permis d’identifier quelques mécanismes qui semblent contribuer à la mise en place de ces stratégies. Par exemple, les nombreuses illustrations ancrent le discours dans un vécu qui tente de faire écho au vécu d’autres acteur·trice·s dont les cadres sont potentiellement coïncidents avec ceux de l’organisation, comme le veut le *frame bridging*. Le processus de *frame amplification* est observable dans la mobilisation de valeurs présentées comme universelles, telles l’émancipation ou la liberté. De même, tous les procédés argumentatifs participent à la transformation les cadres cibles, c’est d’ailleurs leur visée principale. Du lexique aux relations logiques en passant par les figures de style, tous les procédés qui visent à « accroitre l’adhésion des esprits aux thèses qu’on présente à leur assentiment » (Perelman et Olbrechts-Tyteca, 1976, p. 5) participent au processus de *frame transformation*. Pour finir, les critères de sélection des cas d’étude semblent diminuer la pertinence du processus de *frame extension*, puisque l’un d’eux consistait précisément à sélectionner des mouvements non sectoriels. Les trois mouvements embrassent ainsi un large éventail de sujets abordés. Finalement, il semble que l’ampleur conceptuelle et la flexibilité des processus d’alignement rendent ces catégories difficilement exploitables, à moins d’être étudiées pour elles-mêmes de manière plus approfondie.

Deuxièmement, nous avons vu l’ambivalence du facteur de flexibilité du lexique emprunté par le discours. La précision dans l’attribution des responsabilités peut autant constituer une force qu’une faiblesse selon l’objectif et la stratégie de l’organisation. Il semble ainsi difficile, sur la base de notre corpus, de déterminer l’équilibre idéal entre l’abstractivité sémantique et la précision dans l’attribution des responsabilités. Bien que la recherche paraisse montrer une préférence pour la précision dans les discours plus combatifs et revendicatifs visant des changements à plus court terme, cela ne peut rester qu’une hypothèse.

Finalement, les mécanismes participant à la diffusion des discours observés dans le corpus ont principalement contribué à affiner le facteur de puissance, « potency », du discours. Plus précisément, plusieurs éléments ressortent de l’analyse comme particulièrement importants dans la circulation des cadres interprétatifs des mouvements. Ces éléments

semblent pouvoir être synthétisés selon trois axes principaux : les caractéristiques lexicales du discours, les caractéristiques stylistiques et les caractéristiques tactiques. En ce qui concerne les caractéristiques lexicales, il semble bien sûr que la récurrence des mots soit importante. De même, l'association spécifique et constante de certains termes et leur assiduité à ne décrire qu'une réalité précise et définie parait également participer à l'efficacité du discours. Par ailleurs, la mise en évidence de termes dont la signification parait commune et évidente semble favoriser leur diffusion. Le processus est d'autant plus redoutable quand, derrière une apparente évidence sémantique, ces mots se montrent hautement polysémiques et ne révèlent leur ancrage idéologique qu'en contexte, c'est-à-dire grâce à leur environnement lexical. Ensuite, les caractéristiques stylistiques détiennent leur efficacité dans leur action plus directe sur les sens. Elles ne demandent en effet pas d'adhésion consciente, elles possèdent une action performative plus directe sur leur cible. L'étude du corpus montre l'efficacité particulière des figures de style qui font « voir », qui font « sentir », une certaine réalité. C'est le cas par exemple des métaphores, des comparaisons ou encore de certaines hyperboles. De même, les figures qui établissent un lien de connivence entre les locuteurs semblent posséder une certaine efficacité en forçant l'adhésion de l'interlocuteur. En outre, les figures de style qui procurent un rythme au discours paraissent également susceptibles de participer à sa diffusion. Elles semblent en effet agir sur la mémoire. C'est le cas des allitérations et des parallélismes, par exemple. Pour finir, les caractéristiques tactiques des procédés argumentatifs sont essentielles pour expliquer l'efficacité d'un discours. Le type de procédés les plus prégnants sont ceux qui utilisent l'implicite, car il est impossible de s'opposer à ce qui n'est pas dit. Les procédés qui rendent invisibles certaines réalités ou options contraignent également l'interlocuteur à adhérer aux propositions du discours. C'est le cas notamment des questions rhétoriques, mais également des mécanismes contre-doxaux, car il est difficile de s'opposer au discours qui prétend libérer des stratégies du discours adverse.

Cependant, la recherche a aussi été confrontée aux limites des choix théoriques opérés. En effet, si la typologie des cadres est intéressante d'un point de vue intellectuel et conceptuel elle est difficilement exploitable, du moins dans les cas présents. En effet, les formes discursives qui favorisent la diffusion des différents cadres disent généralement quelque chose de plusieurs cadres conceptuels. Distinguer la construction de l'identité des protagonistes de celle des antagonistes ne semble intéressant que sur le plan intellectuel. La confrontation des catégories à un corpus empirique montre que la construction des identités des acteur·trice·s contribue en fait au même geste stratégique d'unification et de légitimation des protagonistes.

Finalement, d'un point de vue épistémologique, la recherche a permis d'illustrer l'apport de la linguistique aux questions traditionnellement hors de son domaine d'étude. L'analyse du discours propose en effet un regard original sur l'émergence des mouvements politiques citoyens. Elle a en effet permis d'approfondir la compréhension des fondements doxiques sur lesquels les différents mouvements construisent leurs discours et leurs actions. Ils déterminent la nature des bouleversements que tentent d'opérer les mouvements au sein du champ politique. Ceci dit, les ruptures remarquées entre les différents mouvements et les tensions qui traversent ces mouvements montrent la diversité des formes et des objectifs que peuvent se donner les mouvements émergents. Toutes les formes émergentes ne fonctionnent pas sur base des mêmes fondements et aspirations. On ne peut dès lors pas faire de généralités sur leurs fonctionnements. Nous espérons néanmoins qu'à l'aube de la période électorale, ce mémoire pourra donner des clés pour appréhender les enjeux que véhicule l'émergence des multiples et diverses listes citoyennes. Sans se présenter comme un parti politique, elles se lancent dans la compétition électorale, sans programme politique, elles entendent redynamiser la démocratie, sans nier la diversité, elles semblent en écarter le caractère conflictuel. Ces listes paraissent en effet considérer le politique comme l'espace de « l'agir en commun », plutôt que comme le lieu de l'opposition entre des « projets hégémoniques irréconciliables ». Pourtant, penser le politique comme toujours et inévitablement conflictuel permet d'instituer les structures démocratiques qui permettent l'expression sereine des antagonismes et donc, éventuellement, le bouleversement des rapports de pouvoir. C'est en effet la possibilité constante de la remise en question de l'ordre hégémonique contingent qui constitue le caractère démocratique d'une société (Mouffe, 2010).

Bibliographie

Références scientifiques

AMENTA Edwin, YOUNG Michael P. 1999. « Making an impact: Conceptual and methodological implications of the collective goods criterion ». Dans GIUGNI Marco, MCADAM Doug et TILLY Charles (dir.), *How social movements matter*, Minneapolis : University of Minnesota Press, pp. 22-41.

AMOSSY Ruth. 2000. *L'argumentation dans le discours. Discours politique, littérature d'idées, fiction. Comment peut-on agir sur un public en orientant ses façons de voir, de penser ?*, Paris : Nathan Université.

AMOSSY Ruth. 2005. « De la sociocritique à l'argumentation dans le discours ». Dans *Littérature*, n°140, Analyse du discours et sociocritique, pp. 56-71.

AMOSSY Ruth. 2010. *La présentation de soi. Ethos et identité verbale*, Paris : Presses Universitaires de France.

ARISTOTE. *Rhétorique*, trad. RUELLE Charles-Émile. 1991. Introd. M. Meyer, commentaire de B. Timmermans, Paris : Le Livre de Poche.

ARON Paul. 2007. « L'idéologie », *COnTEXTES* [En ligne], n°2, mis en ligne le 15 février 2007. URL : http://journals.openedition.org/contextes/177 (consulté le 25 juin 2018).

BEROUD Sophie, LEFEVRE Josette. 2010. « Le corpus syndical. Une expérience au long cours », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], n°94, mis en ligne le 06 novembre 2012. URL : http://mots.revues.org/19871 (consulté le 27 mai 2018).

BERTHO Alain. 2014. « De l'émeute au soulèvement la révolution n'est plus ce qu'elle était ». Dans *Revue internationale et stratégique*, n°93, pp. 73-80.

BOMMIER-PINCEMIN Bénédicte. 1999. *Diffusion ciblée automatique d'informations : conception et mise en œuvre d'une linguistique textuelle pour la caractérisation des destinataires et des documents*. Thèse, Paris IV.

BOUTET Josiane. 2016. *Le pouvoir des mots*, Paris : La Dispute.

BOUTET Josiane, FIALA Pierre, SIMONIN Jenny. 1976. « Sociolinguistique ou sociologie du langage ». Dans *Critique*, n°344, pp. 68-85.

BOUTET Josiane, MAINGUENEAU Dominique. 2005. « Présentation ». Dans *Langage et société*, n° 114, p. 9-13.

BURSTEIN Paul. 1999. « Social Movements and Public Policy ». Dans GIUGNI Marco, MCADAM Doug et TILLY Charles (dir.), *How social movements matter*, Minneapolis : University of Minnesota Press, pp. 3-21.

CHABANET Didier, GIUGNI Marco. 2010. « Les conséquences des mouvements sociaux ». Dans FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Éric et SOMMIER Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris : La Découverte.

CHALLOGNAUD Dominique. 2010. *Science politique*, Paris : Dalloz.

CHARAUDEAU Patrick. 2009. « Dis-moi quel est ton corpus, je te dirai quelle est ta problématique ». Dans *Corpus*, n° 8, pp. 37-66.

CRESS Daniel M., SNOW David A. 2000. « The outcomes of homeless mobilization: The influence of organization, disruption, political mediation, and framing ». Dans *American Journal of Sociology*, n°105, pp. 1063-104.

DELLA PORTA Donatella. 1999. « Protest, Protesters, and Protest Policing: Public Discourses in Italy and Germany from the 1960s to the 1980s ». Dans GIUGNI Marco, MCADAM Doug et TILLY Charles (dir.), *How social movements matter*, Minneapolis : University of Minnesota Press, pp. 66-96.

DELLA PORTA Donatella et DIANI Mario. 2006. *Social movements. An introduction*, Oxford : Blackwell.

DESMARCHELIER Dominique. 2005. « Le sens du texte : entre opacité statistique et transparence énonciative ». Dans *Corpus* [En ligne], n°4, mis en ligne le 01 septembre 2006. URL : http://corpus.revues.org/372 (consulté le 13 juillet 2018).

DORNA Alexandre. 2008. « Le discours de révolte : l'exemple zapatiste ». Dans *Les cahiers psychologie politique* [En ligne], n°12, mis en ligne janvier 2008. URL :

http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=583 (consulté le 06 août 2018).

DUCROT Oswald. 1972, *Dire et ne pas dire. Principe de sémantique linguistique*, Paris : Hermann.

DUTEIL-MOUGEL Carine. 2005. « Les mécanismes persuasifs des textes politiques ». Dans *Corpus* [En ligne], n°4, mis en ligne le 01 septembre 2006. URL : http://corpus.revues.org/357 (consulté le 03 aout 2018).

DUVERGER Maurice. 1951. *Les partis politiques*, Paris : Seuil.

EEMEREN Frans H. van, GROOTENDORST Rob. 1984, *Speech Acts in Argumentative Discussions*, Doordrecht : Foris.

ETHUIN Nathalie, LEFEBVRE Rémi. 2015. « Réinventer les partis politiques ? ». Dans *Savoir/Agir*, n° 32, pp. 9-12.

FAIRCLOUGH Norman.1992. *Language and power*, New York : Longman.

FOUCAULT Martial. 2013. « Les politiques économiques européennes face à la Grande Récession ». Dans *Politique européenne,* n° 42, pp. 8-21.

GAMSON, William A. 1990. *The Strategy of Social Protest*, Belmont : Wadsworth Publishing.

GEVERS Merlin. 2017. *De la rue à l'Etat : déterminants de l'impact d'un mouvement social sur l'action politique. Analyse de cas : le Printemps érable*. Mémoire, Université catholique de Louvain.

GIUGNI Marco. 1999. « Introduction. How Social Movements Matter : Past Research, Present Problems, Future Developments ». Dans GIUGNI Marco, MCADAM Doug et TILLY Charles (dir.), *How social movements matter*, Minneapolis : University of Minnesota Press, pp. xiii-xxxiii.

GOBIN Corinne. 2004. « Gouverner par les mots : des stratégies lexicales au service du consensus... contre le social ? ». Dans *Education et sociétés*, n°13, pp. 85-101.

GOBIN Corinne. 2007. « Gouvernance ». Dans DURAND Pascal. (dir.), *Les nouveaux mots du pouvoir. Abécédaire critique*, Bruxelles : Éditions Aden, pp. 262-267.

GOBIN Corinne, DEROUBAIX Jean-Claude. 2009. « Mots, fréquence et réseaux dans le discours politique : analyse lexicométrique, méthode et illustration dans deux corpus de textes européens ». Dans *Sociolinguistic Studies*, vol. 3, n° 2, pp. 203-227.

GOFFMAN Erving. 1974. *Les Cadres de l'expérience*, Paris : Les éditions de Minuit.

GOLSORKHI Damon *et al*. 2011. « Mouvements sociaux, organisations et stratégies ». Dans *Revue française de gestion*, n° 217, p. 79-91.

GOVAERT Serge. 2015. « Hart boven Hard et Tout autre chose ». Dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2262, pp. 5-51.

GRAMSCI Antonio. 1971. *Lettres de prison*, Paris : Gallimard.

GROSSMAN Emiliano, SAURUGGER Sabine. 2012. « Les groupes d'intérêt : Action collective et stratégies de représentation », Paris : Armand Colin.

GUILBERT Thierry. 2009. « Discours d'évidence : Constitution discursive des normes et des connaissances ». Dans *CURAPP-ESS. Normativités du sens commun*, pp. 275-300.

HALIMI Serge. 2005. *Les nouveaux chiens de garde*, Paris : Liber-Raisons d'agir.

HALL Stuart *et al.* 2012. « Signification, représentation, idéologie : Althusser et les débats poststructuralistes ». Dans *Raisons politiques*, n° 48, pp. 131-162.

HAMBYE Philippe. 2012. « Le politique à travers les mots. Pour une approche formelle des discours politiques ». Dans PERREZ Julien et REUCHAMPS Min, *Les relations communautaires en Belgique. Approches politiques et linguistiques*, Louvain-la-Neuve : Academia-L'Harmattan, pp. 31-56.

HAMBYE Philippe. 2015. « L'ethnographie comme méthode d'enquête sociolinguistique : « faire preuve » à partir d'un cas singulier ? ». Dans *Langage et société*, n° 154, pp. 83-97.

HAMBYE Philippe. 2017. « Langues et discours comme objets sociologiques : une illustration en sociologie de l'éducation ». Dans *Langage et société*, n° 160-161, pp. 59-74.

JURION Roxane. 2013. « Regard critique sur le traité budgétaire européen ». Dans *Civitas Europa*, n° 30, pp. 161-180.

KIRCHHEIMER Otto. 1966. « The transformation of the Western party systems ». Dans LA PALOMBRA Joseph et WEINER Myron (dir.), *Political Parties and Political Development*, Princeton : Princeton University Press, pp. 177-200.

KRIESI Hanspeter. 1996. « The organizational structure of new social movements in a political context ». Dans MCADAM Doug, MCCARTHY John D. et ZALD Mayer N. (dir.), *Comparative perspectives on social movements*, Cambridg : Cambridge University Press.

LACLAU Ernesto. 2008. «La rupture populiste et le centre gauche latino-americain». Dans *Les cahiers psychologie politique* [En ligne], n°12, Janvier 2008. URL : http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=566 (consulté le 03 aout 2018).

LA PALOMBARA Joseph, WEINER Myron. 1966. *Political Parties and Political Development*, Princeton : Princeton University Press.

LEBARON Frédéric. 2010. « Les conséquences sociales de la crise mondiale : quelques réflexions à partir de données récentes ». Dans *Savoir/Agir*, n° 12, pp. 91-101.

LEBARON Frédéric. 2017. « Europe : refonte ou renforcement des politiques d'austérité concurrentielle ? ». Dans *Savoir/Agir*, n° 41, pp. 7-9.

LEIMDORFER François. 2011. *Les sociologues et le langage*, Paris : Les éditions de la Maison des sciences de l'homme.

MAINGUENEAU Dominique. 1991. *L'analyse du discours*, Paris : Hachette.

MALLINSON Christine. 2009. « Sociolinguistics and sociology : current directions, future Partnership ». Dans *Language and Linguistics Compass*, n°3/4, pp. 1034-1051.

MALINOWSKI Bronislaw. 1935. *Les jardins de corail*, Paris : Maspero.

MCADAM Doug. 1999. « The Biographical Impact of Activism ». Dans GIUGNI Marco, MCADAM Doug et TILLY Charles (dir.), *How social movements matter*, Minneapolis : University of Minnesota Press, pp. 117-146.

MCCARTHY John D., ZALD Mayer N. 1977. « Resource mobilization and social movements: A partial theory ». Dans *American Journal of Sociology*, n°82, pp. 1212-1241.

MENY Yves, SUREL Ives. 2000. *Pour le peuple, par le peuple*, Paris : Fayard.

MICHEL Johann. 2003. « Le paradoxe de l'idéologie revisité par Paul Ricoeur ». Dans *Raisons* politiques, n°11, pp. 149-172.

MOUFFE Chantal. 2010. « Politique et agonisme ». dans Rue Descartes, n° 67, pp. 18-24.

MOUTON Olivier. 2017-08-25. « Ils veulent changer la politique », *Le Vif*, n°34, pp. 16-27.

OFFERLE Michel. 1994. *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris : Montchrestien.

OLLIVIER-YANIV Caroline. 2001. « L'indépendance des journalistes à l'épreuve du politique et de la communication. Le localier, le chargé de communication publique et l'élu local ». Dans *Quaderni*, n° 45, pp. 87-104.

PERELMAN Chaim, OLBRECHTS-TYTECAT Lucie. 1976. *Traité de l'argumentation – La Nouvelle rhétorique*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles.

PLEYERS Geoffrey, GLASIUS Marlies. 2013. « La résonance des « mouvements des places » : connexions, émotions, valeurs ». Dans *Socio*, n°2, pp. 59-80.

RASTIER François. 2004. « Doxa et lexique en corpus - pour une sémantique des "idéologies" ». Dans *Actes des Journées Scientifiques en linguistique 2002-03*, CIRLLLEP 22.

RICOEUR Paul. 1997. *L'idéologie et l'utopie*, Paris : Seuil.

RIHOUX Benoît, MOLITOR Michel. 1997. « Les nouveaux mouvements sociaux en Belgique francophone : l'unité dans la diversité ? ». Dans *Recherches sociologiques*, n°1, pp.59-78.

RIHOUX Benoît. 2004. « Partis politiques et mouvements sociaux : d'où venons-nous, où allons-nous ? ». Dans *La Revue Nouvelle*, n°3, pp. 24-37.

RODRIK Dani. 2011. *The globalization paradox : Why global markets, states and democracy can't coexist*, Oxford : Oxford university Press.

SEIGNOUR Amélie. 2011. « Méthode d'analyse du discours. L'exemple de l'allocution d'un dirigeant d'entreprise publique ». Dans *Revue française de gestion*, n°211, pp. 29-45.

SIMMEL Georg. 1992. *Le conflit*, Paris : Circé.

SINTOMER Yves, TALPIN Julien. 2011. « La démocratie délibérative face au défi du pouvoir ». Dans *Raisons politiques*, n°42, pp. 5-13.

SNOW David A. *et al*.1986. « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation ». Dans *Amercian Sociological Review*, vol. 51, n°4, pp. 464-481.

SNOW David A., BENFORD Robert D. 1988. « Ideology, frame resonance, and participant mobilization ». Dans KLANDERMANS Bert, KRIESI Hanspeter et TARROW Sidney (dir.), *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research across Cultures*, Greenwich : JAI, pp. 197-217.

SNOW David A., BENFORD Robert D. 1992. « Master Frames and Cycles of Protest ». Dans MORRIS Aldon D. et MUELLER Carol McClurg (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven : Yale University Press, pp. 133-155.

TILLY Charles. 1984. « Social Movements and National Politics ». Dans BRIGHT Charles et HARDING Susan (dir.), *Statemaking and Social Movements*, Ann Arbor : University of Michigan Press.

TIMBEAU Xavier. 2012. « La débâcle de l'austérité. Perspectives 2012-2013 pour l'économie mondiale ». Dans *Revue de l'OFCE*, n° 125, pp. 9-42.

UHODA Maxime. 2013. « Le "Pacte budgétaire" européen : quelle influence sur les finances publiques belges ? ». Dans *Pyramides*, n°25, pp. 87-122.

VAN DIJK Teun. 2006. « Politique, Idéologie et Discours ». Dans *Semen* [En ligne], n°21, mis en ligne le 28 avril 2007. URL : http://journals.openedition.org/semen/1970 (consulté le 26 juin 2018).

VAN REYBROUCK David. 2013. *Contre les élections*, Arles : Actes Sud.

VOLOSHINOV Valentin. 1977. *Le Marxisme et la philosophie du langage*, Paris : Les Éditions de Minuit.

XIA Ying. 2016. « Collective action frame and cultural context : A study of the anti-express-rail-link movement in Hong Kong ». Dans *Chinese Journal of Sociology*, vol. 2, n°2, pp. 300-323.

ZIRAKZADEH Cyrus. 2006. *Social movements in politics: A comparative* study, Basingstoke : Palgrave Macmillan.

Corpus

E-Change

Site internet :

E-CHANGE. 2018. *E-Change* [EN ligne]. URL : https://www.echange.be/ (consulté le 26 juin 2018).

Facebook :

E-CHANGE. 2018-04-27. *Michel Visart explique son engagement dans e-change ?* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.facebook.com/echange.be/videos/1843358682350697/ (consulté le 26 juin 2018).

E-CHANGE. 2018-05-07. *Pourquoi Baudouin Meunier co-construit-il e-change ?* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.facebook.com/echange.be/videos/1854064134613485/ (consulté le 26 juin 2018).

E-CHANGE. 2018-05-21. *Jean-Michel Javaux explique pourquoi il s'implique dans E-Change* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.facebook.com/echange.be/videos/1885459131473985/ (consulté le 26 juin 2018).

E-CHANGE. 2018-07-05. *Edoardo explique en 11 secondes pourquoi il co-construit E-Change* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.facebook.com/echange.be/videos/1913330015353563/ (consulté le 13 juillet 2018).

E-CHANGE. 2018-06-07. *Pourquoi Béatrice co-construit-elle e-change ?* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.facebook.com/echange.be/videos/1885459131473985/ (consulté le 26 juin 2018).

Presse :

1. SA. 2017-07-19. « Jean-Michel Javaux dément lancer un nouveau parti », *Le Soir* [En ligne]. URL : http://www.lesoir.be/ (consulté le 26 juin 2018).

2. SA. 2017-07-19. « Javaux: la transformation du groupe 'E-change' en parti "n'est pas à l'ordre du jour", *Le Vif* [En ligne]. URL : http://www.levif.be/ (consulté le 26 juin 2018).

3. CHARDON Frédéric. 2017-07-19. « E-change : Malgré les démentis, il y avait bien un nouveau mouvement politique en préparation », *La Libre Belgique* [En ligne]. URL : http://www.lalibre.be (consulté le 26 juin 2018).

4. LEGGE Jonas. 2017-07-19. « Javaux : "Une grande partie des membres d'E-Change n'a aucune ambition de faire une carrière politique" », *La Libre Belgique* [En ligne]. URL : http://www.lalibre.be (consulté le 26 juin 2018).

5. CHARDON Frédéric. 2017-07-19. « Voici E-Change, ce nouveau parti francophone se prépare dans la discrétion », *La Libre Belgique* [En ligne]. URL : http://www.lalibre.be (consulté le 26 juin 2018).

6. RTBF.BE. 2017-07-19. *Alda Greoli: "E-Change n'est certainement pas un nouveau parti politique"* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.rtbf.be/ (consulté le 26 juin 2018).

7. DI PRIMA Corentin, DEMONTY BERNARD. 2017-07-20. « Les intentions de "E-Change", un groupe de réflexion "pour faire de la politique autrement" », *Le Soir* [En ligne]. URL : http://plus.lesoir.be/ (consulté le 26 juin 2018).

8. RTBF.BE. 2017-07-20. *E-Change, nouveau parti? "Pour un buzz de deux jours, cela peut casser une dynamique"* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.rtbf.be/ (consulté le 26 juin 2018).

9. SA. 2018-03-07. « Lancement du mouvement politique puraliste E-change, qui entend peser sur la vie politique », *Le Vif* [En ligne]. URL : http://www.levif.be/ (consulté le 26 juin 2018).

10. COPPI David. 2018-03-07. « E-Change est né, un peu think-tank, un air d'En marche », *Le Soir* [En ligne]. URL : http://plus.lesoir.be/ (consulté le 26 juin 2018).

11. RTBF.BE. 2018-03-07. *L'invité de Matin Première : Edoardo Traversa* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.rtbf.be/ (consulté le 26 juin 2018).

12. BX1. 2018-03-08. *Edoardo Traversa (E-Change): "Nous espérons proposer de grandes idées pour les régionales de 2019"* [Vidéo en ligne]. URL : https://bx1.be/ (consulté le 26 juin 2018).

13. WOESTEIN Francis van de. 2018-04-01, « Etats d'âme avec Bernard Delvaux: "Le rythme de transformation de la Belgique n'est pas assez rapide" », *La Libre Belgique* [En ligne]. URL : http://www.lalibre.be/ (consulté le 26 juin 2018).

TAM TAM

Site internet :

TAM TAM. 2018. *Campagne TAM TAM* [En ligne]. URL : https://www.campagnetamtam.be/ (consulté le 26 juin 2018).

Facebook :

TAM TAM. 2018-02-04. *Tam Tam #NotreRéalité sur la santé* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.facebook.com/campagnetamtam/videos/236639640210825/ (consulté le 26 juin 2018).

TAM TAM. 2018-03-19. *Tam Tam #NotreRéalité sur la justice* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.facebook.com/campagnetamtam/videos/251275518747237/ (consulté le 26 juin 2018).

TAM TAM. 2018-04-27. *Tam Tam #NotreRéalité sur la travail* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.facebook.com/campagnetamtam/videos/265240774017378/ (consulté le 26 juin 2018).

TAM TAM. 2018-05-21. *Face aux chômage, burn-outs et temps partiels, une solution?* (sic) [Vidéo en ligne]. URL : https://www.facebook.com/campagnetamtam/videos/273463756528413/ (consulté le 26 juin 2018).

Presse :

1. LORENT Pascal. 2018-02-05. « Tam Tam, le regroupement inédit de 72 associations contre le néolibéralisme », *Le Soir* [En ligne]. URL : http://plus.lesoir.be/ (consulté le 26 juin 2018).

2. RTBF. 2018-02-05. *Brieuc Wathelet présente Tam Tam à Jour Première* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.rtbf.be/ (consulté le 26 juin 2018).

3. RTBF. 2018-02-05. *Damien Thiéry (MR) contredit l'analyse de Tam Tam sur l'affaiblissement de la sécu* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.rtbf.be/ (consulté le 26 juin 2018).

4. RTBF. 2018-02-05. *« L'austérité fait mal aux soins de santé » : TAM TAM porte le débat sur les réseaux sociaux* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.rtbf.be/ (consulté le 26 juin 2018).

5. RTBF. 2018-02-05. *Tam Tam reportage sur La UNE* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.youtube.com/watch?v=luNukXsO49s&feature=youtu.be (consulté le 26 juin 2018).

6. BX1. 2018-02-07. *Campagne Tam Tam : la privatisation des soins de santé, réalité ou caricature ?* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.youtube.com/watch?v=1iDD_1qw4hY&t=86s (consulté le 26 juin 2018).

7. RENETTE Oriane. 2018-02-07. « Tam Tam, une campagne de la société civile qui dénonce le néolibéralisme », *Le Vif* [En ligne]. URL : http://www.levif.be/ (consulté le 26 juin 2018).

8. RTL. 2018-02-15. *Tam Tam : le gouvernement nuit il à notre santé* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.youtube.com/watch?v=edVjGI1On6Q&feature=youtu.be (consulté le 26 juin 2018).

9. BX1. 2018-03-14. *Le collectif Tom Tom proteste devant le cabinet de Maggie De Block* [Vidéo en ligne]. URL : https://bx1.be/ (consulté le 26 juin 2018).

10. SA. 2018-03-14. « Des activistes épinglent Maggie De Block », *L'Avenir* [En ligne]. URL : http://www.lavenir.net/ (consulté le 26 juin 2018).

11. RTBF. 2018-03-14. *Ils dénoncent la difficulté d'accès aux soins de santé pour les personnes à faibles revenus* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.rtbf.be/ (consulté le 26 juin 2018).

12. BX1. 2018-03-16. *80 personnes s'enferment au siège de Pharma.be pour dénoncer le prix des médicaments* [Vidéo en ligne]. URL : https://bx1.be/ (consulté le 26 juin 2018).

13. SA. 2018-03-16, « Manifestation à Bruxelles contre la politique des médicaments innovants », *Dernière heure* [En ligne]. URL : http://www.dhnet.be/ (consulté le 26 juin 2018).

14. RTBF. 2018-03-28. *La Première Au Bout du Jour. La société post-libérale* [Vidéo en ligne]. URL: https://www.youtube.com/watch?v=s61B1Wr9MI4 (consulté le 26 juin 2018).

Tout Autre Chose

Site internet :

TOUT AUTRE CHOSE. 2014. *Tout Autre Chose* [En ligne]. URL : https://www.toutautrechose.be/ (consulté le 26 juin 2018).

Presse :

1. COPPI David. 2014-12-10. « Mobilisation - Tout autre chose déboule dans le paysage sinistré », *Le Soir* [En ligne]. URL : http://www.lesoir.be/ (consulté le 26 juin 2018).

2. SA. 2014-12-11. « Chat avec le mouvement », *Le Soir* [En ligne]. URL : http://www.lesoir.be/ (consulté le 26 juin 2018).

3. SA. 2014-12-11. « D. Murgia - Nous sommes capables de sortir de cette austérité injuste », *RTBF.BE* [En ligne]. URL : https://www.rtbf.be/ (consulté le 26 juin 2018).

4. SA. 2014-12-15. « Tout autre chose rassemble plus de 500 personnes à Bruxelles », *7sur7* [En ligne]. URL : http://www.7sur7.be/ (consulté le 26 juin 2018).

5. RADIOCAMPUS. 2014-12-19. *Interview de Jérôme Van Ruychvelt pour Tout Autre Chose* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.mixcloud.com/radiocampusbruxelles/ (consulté le 26 juin 2018).

6. MERCKX Marie-Eve. 2014-12-23. « Hart boven hard ou Tout Autre Chose, en tout cas pas la peur », *AlterEchos* [En ligne]. URL : https://www.alterechos.be/ (consulté le 26 juin 2018).

7. LAMANT Ludovic. 2014-12-24. « En Belgique, des collectifs anti-austérité réclament Tout Autre Chose », *Médiapart* [En ligne]. URL : https://www.mediapart.fr/ (consulté le 26 juin 2018).

8. LEGRAND Manon. 2015-01-07. « En Belgique, des citoyens imaginent Tout autre chose contre l'austérité », *CaféBabel* [En ligne]. URL : http://www.cafebabel.fr/ (consulté le 26 juin 2018).

9. SA. 2015-02. « Et si le changement c'était maintenant », *Femmes d'aujourd'hui*, n°2, p. 29.

10. COPPI David. 2015-02-06. « "Tout autre chose " s'organise », *Le Soir* [En ligne]. URL : http://www.lesoir.be/ (consulté le 26 juin 2018).

11. CLÉRIN Vincent, CANDUCCI Laura. 2015-02-23. « Une centaine d'habitants de Wallonie Picarde réunis pour Tout autre chose », *RTBF.BE* [En ligne]. URL : https://www.rtbf.be/ (consulté le 26 juin 2018).

12. RTBF.BE. 2015-03-07. *Journal télévisé* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.rtbf.be/ (consulté le 26 juin 2018).

13. RTBF.BE. 2015-03-14. « Hart Boven Hard et Tout Autre Chose appellent à une grande parade fin mars », *RTBF.BE* [En ligne]. URL : https://www.rtbf.be/ (consulté le 26 juin 2018).

14. DEMEESTER Michel. 2015-03-15. « Tout Autre Chose s'installe en BW - un autre horizon que celui de l'austérité », *L'Avenir* [En ligne]. URL : http://www.lavenir.net/ (consulté le 26 juin 2018).

15. SA. 2015-03-28. « Ces citoyens qui veulent Tout Autre Chose », La Libre Belgique [En ligne]. URL : http://www.lalibre.be/ (consulté le 26 juin 2018).

16. SA. 2015-03-29. « Ils bravent la pluie et le vent pour la parade Tout Autre Chose », *L'Avenir* [En ligne]. URL : http://www.lavenir.net/ (consulté le 26 juin 2018).

16bis. SA. 2015-03-29. « 17 000 personnes à la manifestation Tout Autre Chose contre l'austérité », *Le Soir* [En ligne]. URL : http://www.lesoir.be/ (consulté le 26 juin 2018).

16trice. SA. 2015-03-29. « 17 000 participants bravent la pluie et le vent pour tout autre chose », *La Libre Belgique* [En ligne]. URL : http://www.lalibre.be/ (consulté le 26 juin 2018).

17. RTBF.BE. 2015-03-29. *Journal télévisé* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.rtbf.be/ (consulté le 26 juin 2018).

18. RTL. 2015-03-29. *Parade de contestation organisée par des mouvements citoyens à Bruxelles* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.rtl.be/ (consulté le 26 juin 2018).

19. D'OTREPPE Bosco-Jean. 2015-03-31. « Tout autre chose a vaincu l'averse », *La Libre Belgique* [En ligne]. URL : http://www.lalibre.be/ (consulté le 26 juin 2018).

20. SA. 2016-03-07. « Quelque 300 personnes ont participé au Nafter'work de Tout Autre Chose », *Métro* [En ligne]. URL : https://fr.metrotime.be/ (consulté le 26 juin 2018).

21. SA. 2016-09-28. « Nuit de résistance organisée par Hart Boven Hard et Tout Autre Chose au Beurschouwburg », *Métro* [En ligne]. URL : https://fr.metrotime.be/ (consulté le 26 juin 2018).

22. RTBF.BE. 2017-06-20. *Débats Première. Politique : les jeunes peuvent-ils faire évoluer les partis traditionnels ?* [Vidéo en ligne]. URL : https://www.rtbf.be/ (consulté le 26 juin 2018).

Annexes

Résultats d'analyse

	EC	**TAC**	**TT**
Non classé	7	1	3
Politique (jeu politique)	85 0.7	24 0.14	35 0.24
Politique (mesures politiques)	19	18	22
Politique (la chose publique)	20	21	23
Politique (manière concertée d'agir)	1	3	4
	132 1.11	68 0.41	87 0.49

Formes lexicales	**E-Change**	**TAC**	**TAM TAM**
Salariés	0	1	0
Travail	17	21	41
Sociale	3	23	51
Emploi	4	9	32
Entreprises	1	10	10
Entreprise	5	2	3
Droits	1	14	6
Développement	0	6	2
Organisation	2	4	6
Congrès	0	0	0
Syndica*	0	11	19
Association*	1	16	27
Lutte*	0	14	4
Combat*	0	1	6
Contest*	0	6	3
Confli*	5	0	0
Oppos*	2	2	1

Corpus

1. E-Change

E-changeons!
La politique actuelle ne fonctionne plus, les citoyens sont oubliés, les politiciens sont corrompus, la vie coûte cher, il n'y a pas assez de travail pour tout le monde, les inégalités ne cessent d'augmenter, le travail est trop taxé, les services publics sont inefficaces, plus moyen de circuler avec tous ces embouteillages, il n'y a pas d'égalité entre les genres, j'en ai marre de payer des impôts qui ne servent à rien, la justice est très lente, l'air est irrespirable, les trains sont toujours en retard, il y a trop d'étrangers, l'enseignement n'est plus adapté. Rien ne va plus ! »
Bon d'accord, enfin pas tout à fait, mais après ? On sort dans la rue ? On crie ? On pétitionne ? On se défoule sur les réseaux sociaux ? On râle tout seul dans son coin ? On se dit que ce sera encore pire demain ? On ne fait plus d'enfants ?
Et si on essayait l'optimisme ? Et si l'on se disait que changer est possible, que l'avenir peut être meilleur, que demain commence aujourd'hui et que ce futur, nous avons envie de le construire ? Pour nous, nos enfants, nos petits-enfants, pour les autres, pour la planète, pour la nature. Pour rêver, oser, entreprendre, secouer les habitudes. Tentant non ?
Vous êtes partants ? Vous avez déjà commencé ? Bravo ! Quand l'envie, la motivation sont là et que les valeurs sont en jeu, chacun d'entre nous est capable de se mobiliser. Donc on y va avec tous ceux qui pensent comme nous !
Stop ! Voilà l'erreur. Ce n'est pas parce que nous ne sommes pas d'accord que nous n'avons rien à construire en commun. Au contraire ! *« Celui qui diffère de moi, loin de me léser, m'enrichit. »*C'est parce que nous allons débattre de nos convictions, partager des constats, comparer nos solutions que nous pourrons avancer. C'est parce que nous allons nous respecter dans nos différences que nous progresserons. C'est parce que nous serons capables de reconnaître que l'autre peut aussi avoir raison que cela marchera. On peut le dire autrement : nous avons besoin de vous, de lui, de nous, de moi. Nous sommes tous des citoyens, avec les mêmes droits, les mêmes devoirs, notamment celui de donner notre avis et de nous impliquer dans la société pour la changer.
Alors oui, il y a beaucoup à faire, d'habitudes à modifier, de comportements à revoir… ensemble : vous qui tous les jours prenez votre train pour aller bosser, vous qui pilotez votre entreprise, vous qui soignez les malades, vous qui créez des œuvres d'art, vous qui formez les jeunes et moins jeunes, vous qui vous investissez en politique. N'excluons personne qui souhaite bouger, utilisons au mieux toutes les compétences, pour réfléchir, évaluer, bâtir des solutions, les appliquer.
Echanger ensemble et se rassembler autour de projets communs, voilà l'objectif d'E-Change. Avec un engagement : E-Change n'est pas et ne sera jamais un parti. C'est un laboratoire de solutions à imaginer ensemble, chacun apportant son savoir-faire en restant ce qu'il est. Contribuer à E-Change n'est pas incompatible avec d'autres engagements, qu'ils soient sociétaux, économiques ou politiques.
Et comme c'est un laboratoire, il y aura des erreurs, des échecs, des tentatives maladroites ou malheureuses. Mais il y aura aussi, on l'espère, beaucoup d'idées nouvelles et prometteuses, tant sur la méthode de gestion de la chose publique que sur les actions concrètes à mener.
Voilà pourquoi nous nous investissons dans E-Change. Parce que notre liberté de penser y est totale. Parce que les objectifs à long terme sont ambitieux. Parce que nous savons aussi que c'est pierre par pierre que nous avancerons. Parce que nous pensons que ce que nous allons construire ensemble, avec vous si vous le souhaitez, pourra améliorer notre société au bénéfice de tous et de chacun. C'est passionnant ! N'est-ce pas aussi indispensable ?

SITE

Présentation
#pluraliste #politique #confiance #défis #échange #sociétécivile

E-Change est un mouvement politique pluraliste.
Il entend réaffirmer l'importance d'une action politique efficace et la nécessité de renouer le lien entre la société civile et les représentants politiques. E-change propose d'agir à deux niveaux :
Favoriser les échanges par-delà les logiques partisanes et les clivages traditionnels. L'action politique doit rassembler autour de projets communs des personnes issues d'horizons professionnels, politiques, culturels, économiques différents.
Changer la manière d'agir en politique. Les défis auxquels nous sommes confrontés sont trop importants pour que les politiques menées soient définies majorité contre opposition à chaque niveau de pouvoir. Le monde politique et la société civile doivent s'entendre sur des ambitions à moyen terme dans des grandes thématiques structurantes. Les objectifs définis devraient être communs aux différents gouvernements et reposer sur un consensus suffisamment large pour permettre une action politique cohérente sur plusieurs législatures.

Constat
#transformation #prospérité #transition **#efficacité #pertinence**

La Belgique est l'un des pays les plus prospères du monde.
Tous les ingrédients sont réunis pour donner à chaque citoyen une chance réelle de vivre une vie digne et épanouissante. Mais le monde autour de nous connaît des transformations fondamentales et nos modes d'organisation montrent leurs limites. Un changement radical est nécessaire. Il appartient à chacune et chacun d'entre nous de construire la transition entre le monde d'hier et le monde de demain. Cela ne sera possible que si nous retrouvons confiance dans l'action politique.
Aujourd'hui, nous avons le sentiment que beaucoup de nos représentants utilisent leur fonction à leur seul profit. Un changement profond des pratiques politiques est donc indispensable, mais il ne suffira pas. Nous sommes convaincus que le politique ne retrouvera sa légitimité qu'à une double condition :
Premièrement, démontrer son **efficacité**, c'est-à-dire sa capacité à coordonner durablement l'action des différents niveaux de pouvoirs, d'une part, de la société civile et des autorités publiques, d'autre part, autour d'objectifs communs.
Deuxièmement, convaincre de sa **pertinence**, c'est-à-dire être le lieu où il est possible de décider collectivement de la société dans laquelle nous voulons vivre. La crise de légitimité actuelle montre que la poursuite de la seule croissance économique, de la création d'emplois et de la stabilité des finances publiques n'est pas suffisante. Pire, elle conduit à l'épuisement de notre modèle de société.

Priorités
#cohérence #soutien #indépendant #vieensociété

Nous avons identifié une **dizaine de domaines** de la vie en société :
La démocratie et la participation
La mobilité
La transition énergétique
Les transitions économiques

La fiscalité et la redistribution
La formation tout au long de la vie
La culture et l'émancipation
Les soins, la prévention et le bien-être
La justice et la résolution des conflits
La migration, l'intégration et le vivre ensemble

Sur chacun de ceux-ci, nous cherchons à créer un **consensus et un soutien suffisamment large** pour assurer la **cohérence** de l'action politique, indépendamment des coalitions gouvernementales et des niveaux de pouvoir.

Engagements
#émancipation #entreprendre #environnement #équité #Europe

Nous proposons de nous accorder autour de **cinq engagements fondamentaux** :
Emancipation
Chaque personne est appelée à développer son autonomie et à exercer sa responsabilité, vis-à-vis d'elle-même et d'autrui, dans les différents domaines de sa vie. La société et les pouvoirs publics doivent mettre en place les instruments nécessaires à cette fin, notamment dans les domaines de l'éducation et de la culture.
Entreprendre
L'avenir se construit autour de projets concrets et innovants capables de mobiliser autour d'objectifs d'intérêt collectif. L'esprit d'entreprise doit être présent dans tous les domaines de la vie économique, associative et publique.
Environnement
Toutes les activités humaines influencent notre cadre de vie global. Chaque décision, chaque action, individuelle comme collective, doit prendre en compte son impact sur l'ensemble de notre environnement. Il faut modifier à terme nos modes de production et de consommation pour garantir aux générations futures le droit de vivre et s 'épanouir dans un environnement sain.
Equité
Il faut veiller en toutes circonstances à protéger les personnes et groupes plus vulnérables, à préserver la paix sociale, à respecter l'autonomie individuelle et d'association et, chaque fois que c'est possible, à favoriser l'émancipation sociale.
Europe
La Belgique fait partie d'un espace culturel, politique et social européen, ouvert et partagé. Cet espace est basé sur des principes communs de liberté, de solidarité et de responsabilité à promouvoir et à défendre.

Objectifs
#mobiliser #longterme #propositions #débats #projets

« Nous croyons à la force de la mobilisation collective et de la co-construction. »
E-Change, cela peut être chacun d'entre nous pour que nous soyons convaincus de l'importance de l'action politique et de la nécessité à améliorer l'efficacité de notre système démocratique.
Les membres d'E-Change souhaitent mobiliser des acteurs citoyens et politiques afin de co-construire des solutions à long terme dans différents domaines tels que la démocratie, la mobilité, la transition énergétique, la santé, la fiscalité, le vieillissement, l'éducation, la justice ou la culture.

La première étape, à laquelle nous pouvons tous participer, est de déterminer les domaines prioritaires. Les propositions seront discutées, adaptées et élaborées avec l'ensemble des citoyens intéressés dans le cadre d'une approche pluraliste en dehors des logiques et des fonctionnements traditionnels.
Avec la société civile à chaque étape, nous proposons de fixer des objectifs à longue échéance et d'identifier des projets porteurs pour les atteindre. E-change proposera ces projets et les acteurs prêts à y travailler aux structures de pouvoir en place.

5 étapes
#coconstruction #changement #participation #débat #mobilisation #pluralité

10 projets mobilisateurs, 10 domaines prioritaires
Vouloir tout changer en même temps n'est pas réaliste.
Fixons ensemble les domaines où il nous paraît prioritaire d'agir.
Votre rôle: aider à choisir nos chantiers prioritaires.
Timing: Mobilisation terminée

Mobiliser chacune et chacun
Trouvons les acteurs de terrains, les personnes engagées et les spécialistes indépendants prêts à donner de leur temps pour échanger et proposer des solutions. Tous ceux qui veulent jouer un rôle dans la Belgique et l'Europe de demain.
Votre rôle: proposer vos compétences pour participer à l'élaboration des scénarios. Vous pouvez aussi nous recommander des experts indépendants qui seraient prêts à donner un peu de leur temps pour co-construire ces scénarios.
Timing: à partir de 29 mars 2018.

Trouver des solutions
Ensemble avec des acteurs de terrains, des spécialistes indépendants, nous co-construirons des scénarios de changement pour les 10 domaines prioritaires choisis. Ce processus de co-construction sera ouvert et participatif. Chaque scénario sera élaboré sans a priori idéologique et avec une vision à long terme, bien au-delà des échéances électorales classiques.
Votre rôle: participer ou suivre les discussions et interagir avec les participants. Chaque discussion, chaque débat sera aussi interactif et transparent que possible.
Timing: à partir du 17 avril 2018.

Valider les scénarios
Le résultat des groupes de travail sera soumis à débat public pour discussion, avis, et approbation. Vous pourrez ainsi vous approprier pleinement les résultats de ces discussions.
Votre rôle: commenter, enrichir, critiquer, valider… les propositions.
Timing: à partir de juin 2018.

Réaliser le changement
Passer de la réflexion à l'action, passer du scénario à la réalisation… Forts des scénarios, de l'adhésion des contributeurs, de la caution des acteurs de la société civile, nous mettrons alors tout en œuvre pour faire de ces échanges de vrais moteurs du changement.
Votre rôle: faire changer les choses.
Timing: à partir de septembre 2018.

Groupes de travail
#réflexion #coconstruction #participation **#pluralité #ouverture**

Dresser un constat & établir un diagnostic avant d'ébaucher des solutions !
Très prochainement, nous vous tiendrons informer de l'évolution des groupes de travail constitués.
Si vous voulez être tenu au courant en primeur, n'hésitez pas à vous inscrire à notre newsletter ou à nous suivre sur les médias sociaux.

Groupe Démocratie & Participation
#éthique #efficacité #médias #participation #démocratie

Démocratie et participation : des propositions concrètes dès septembre.
Un matin de juillet 2017, Béatrice Van Bastelaer entend une interview de Jean-Michel Javaux qui dévoile l'existence d'e-change. Et c'est le déclic pour cette passionnée par la chose publique, mais qui a toujours hésité à s'engager politiquement par refus des étiquettes et parce qu'aucun parti en particulier ne lui convient. Béatrice vote pour des idées, pour des hommes et des femmes et tient trop à son indépendance. Depuis octobre 2017, elle fait partie du Comité de coordination du mouvement et a pris en charge le groupe « Démocratie et participation ». Elle fait le point sur l'avancement des travaux.

Comment fonctionne e-change ?
Un comité de coordination se réunit toutes les 6 à 8 semaines pour faire le point sur des questions générales comme l'organisation du mouvement, la mise en place d'actions concrètes comme l'e-tour que nous avons réalisé récemment. Et bien entendu, nous faisons le point sur l'avancement des groupes de travail faîtiers qui réfléchissent sur les 10 thèmes prioritaires déjà identifiés. Chaque groupe entame sa réflexion par un constat, puis une vision d'avenir et enfin, une proposition de scénarios pour transformer la vision en action. Lorsque les groupes auront rendu leurs conclusions, nous les soumettrons à tous ceux qui souhaitent nous aider à les améliorer. Notre volonté est de co-construire avec le plus grand nombre, de manière non-partisane, des solutions pour demain.

Que fait précisément votre groupe ? Quels sont les thèmes dont vous débattez ?
Le sujet sur la participation démocratique et l'efficacité de l'Etat étant relativement large, nous avons d'abord défini de manière collégiale les enjeux qui nous paraissaient prioritair
es. Nous nous sommes accordés sur 4 axes, pour lesquels des sous-groupes ont été créés.
Démocratie et participation : la démocratie représentative est-elle un bon modèle ou quelles sont les formes de participations démocratiques possibles ?
Comportements éthiques en politique : l'idée ici est de trouver un dénominateur commun pour tous les acteurs de la vie politique en matière d'éthique.
Efficacité de l'état : comment l'Etat peut-il optimiser son fonctionnement ?
Le rôle des médias : quelle est leur responsabilité dans la désaffection du citoyen par rapport à la politique et quel rôle doivent-ils jouer dans une démocratie ?
Pour que le débat soit le plus large et démocratique possible, nous avons également lancé 5 groupes de travail locaux, dans différentes villes, notamment avec les personnes qui se sont manifestées suite à la création officielle d'e-change et de notre e-change on tour dans différentes villes du pays. Leurs réflexions seront intégrées dans la synthèse finale que remettra le groupe faîtier.

Comment s'organisent les débats ?
Chaque groupe/ sous-groupe a un président qui se charge d'organiser les réunions avec un nombre raisonnable de personnes (une vingtaine au maximum) et de modérer les discussions. Tous les groupes ont une mission similaire: établir le constat par rapport à la situation

actuelle, imaginer une vision pour l'avenir et enfin proposer des pistes de solutions pour mettre cette vision en œuvre. Ce document sera ensuite soumis au débat public. La manière dont nous pourrons faire vivre nos propositions doit encore être définie. Nous sommes un laboratoire de convergences politiques et d'idées et tout n'est pas encore défini.

Est-il simple d'animer des débats avec des citoyens qui peuvent avoir des avis très différents ?
Cela demande parfois un peu de temps et la volonté de chacun d'écouter le point de vue de l'autre. Mais lorsqu'on parle des constats, et même de la vision de l'avenir, il n'est pas très compliqué de se mettre d'accord, même entre gens provenant d'horizons très différents. Par exemple, dans notre sous-groupe sur les comportements éthiques, nous nous sommes mis d'accord sur 12 engagements pour une éthique en politique, prochainement proposés à la réflexion dans les groupes locaux. Nous n'étions pas nécessairement d'accord entre membres du sous-groupe de travail, avec une vision différente selon qu'on soit déjà engagé en politique ou qu'on soit un « simple » citoyen mais chacun a écouté le point de vue de l'autre.

Quelles sont les prochaines étapes ?
Comme pour tous les groupes, nous sommes en train de finaliser une note de synthèse. Nous allons la discuter avec les groupes locaux qui se sont proposés puis et la soumettre au plus grand nombre pour débat, d'ici la fin de l'année.
Mais à plus court terme, nous visons de proposer les 12 engagements évoqués plus haut à la rentrée pour que les candidats aux prochaines élections communales et provinciales qui le souhaiteraient se positionnent sur le sujet avant les élections du mois d'octobre. L'idéal pour nous serait que la pression à adhérer à ces engagements vienne des électeurs eux-mêmes car une de nos grandes convictions est que pour rénover la démocratie, tous les acteurs sont concernés et en particulier les candidats et élus mais aussi les citoyens/électeurs qui ont plus de pouvoir qu'ils ne le pensent parfois.

Groupe "Transitions économiques et emploi"
#transition #emploi #convergences #environnement
« C'est le moment de s'impliquer ! »

Philosophe et économiste de formation, Laurent de Briey est aussi intéressé par la chose publique. Un pied dans le monde académique, l'autre dans le monde politique, il fait partie des fondateurs d'e-Change. Il coordonne les travaux du groupe de travail «Transitions économiques et emploi », qui a déjà produit une première note de réflexion. Aujourd'hui, il lance un appel à tous ceux qui ont manifesté leur intérêt pour ce thème : c'est le moment de s'impliquer !

Comment ce groupe fonctionne-t-il ?
Nous avons appliqué la même méthodologie que les autres groupes : notre groupe faîtier a pour mission de produire une première note, avec un constat, une vision d'avenir et des pistes de solutions. Au sein du groupe «Transitions économiques et emploi », nous avons terminé de rédiger avec un comité relativement restreint (voir liste des membres ci-dessous) une première version de la note. Nous voulons maintenant qu'un groupe plus large s'en empare et l'enrichisse. C'est pourquoi nous avons lancé un appel à tous ceux qui avaient manifesté leur intérêt via le site ou les rencontres « e-Change » qui ont eu lieu récemment. Nous leur proposons de se réunir dans des groupes locaux, qui débattront de cette note. Un membre du groupe faitier sera disponible, pour éclairer le contenu de la note et les soutenir dans leurs

débats. Les apports des groupes locaux seront intégrés dans la synthèse que nous soumettrons ensuite à un débat public encore plus large.

Le groupe faîtier est-il composé uniquement d'experts ?
Nous avons constitué la méthode de travail sur base du triangle politique/ experts/citoyens. Pour le groupe faîtier, nous avons choisi des personnes compétentes, que l'on peut qualifier d'experts, parce que dans un premier temps, pour pouvoir avancer, nous avions besoin de personnes qui « parlent la même langue » et qui comprennent rapidement les concepts et enjeux dont nous voulions débattre. Mais notre travail consiste à préparer le cadre de la réflexion et l'objectif est bien entendu qu'un public plus large prolonge ces réflexions.

Lorsqu'on réunit des experts, ne risque-t-on pas de n'avoir que des avis similaires ?
Non. Nous avons eu pas mal de discussions. Ce n'est pas parce qu'on est expert dans le domaine économique que l'on a tous la même vision, loin de là ! Cela ne nous a pas empêché pour autant d'arriver à nous mettre d'accord. e-Change est un laboratoire de convergences : on part de positions qui peuvent être très différentes et on cherche un horizon commun. La production de la première version de notre note est le résultat de ce travail commun.

Quels sont les points clés de votre note ?
Le constat de base est que le modèle économique actuel a permis d'améliorer notre bien-être mais qu'aujourd'hui il ne fonctionne plus. Alors que certains dans le monde politique cherchent des solutions pour le relancer, nous proposons de créer un nouveau modèle.
Dans ce nouveau monde, l'objectif est de conjuguer la prospérité, la qualité de vie et le respect de l'environnement. Nous défendons l'idée que la transition économique doit s'articuler autour de 3 axes :
Adapter nos institutions économiques en intégrant notamment l'essor des technologies numériques
Localiser ou relocaliser chez nous une partie des activités productrices existantes ou nouvelles
Favoriser les activités qui ne visent pas la production de biens, mais le bien-être et l'épanouissement.

Pensez-vous qu'il est possible de trouver un consensus parmi les citoyens sur ce projet ?
Est-ce que tout le monde sera d'accord sur tout ? Certainement pas. Mais e-Change se veut un laboratoire de convergences. Au fur et à mesure des débats, une position va progressivement émerger. Ceux qui ne se reconnaîtront pas dans celle-ci s'éloigneront d'e-Change, mais je suis convaincu que nous pourrons trouver un horizon commun vers lequel un grand nombre de personnes souhaitent aller.

Quand est-ce que votre groupe finalisera sa note ?
Nous ne sommes pas enfermés dans un timing précis, mais j'espère que nous pourrons finaliser la note pour l'automne et qu'on pourra organiser le débat autour de celle-ci d'ici la fin de l'année. Tout dépendra des groupes de travail locaux et de la vitesse à laquelle ils vont pouvoir se réunir et nous transmettre leurs contributions.

Groupe "Mobilité"
#bruxelles #navettes #transport
Priorité à la mobilité vers/hors Bruxelles

Qui ne s'est jamais retrouvé coincé dans un embouteillage ou un train bondé en voulant rejoindre ou quitter la capitale ? Parce que le problème est majeur, le groupe « Mobilité » d'E-

change, présidé par Philippe Toint, a décidé de l'utiliser comme point de départ de sa réflexion. Une approche pragmatique mais non exclusive qui permet de balayer les très nombreux enjeux liés à la mobilité.

Où en êtes-vous dans les travaux du groupe « Mobilité » ?
Nous avons eu de nombreuses réunions pour définir le constat, choisir les points qui nous paraissaient essentiels à traiter et ébaucher des pistes de solutions. Le sujet est tellement vaste, qu'un des défis est de savoir par où commencer.

Quelles sont les priorités de votre groupe ?
Nous nous sommes accordés sur le fait que la mobilité vers/ hors de Bruxelles cristallisait bon nombre d'enjeux. Nous avons choisi de nous concentrer sur les transports publics, la fiscalité, les évolutions des infrastructures routières, la mobilité active et les nouveaux services de mobilité, les nouvelles technologies, mais aussi, la gouvernance, pour arriver à des solutions efficaces et à long terme.

Pourquoi Bruxelles et pas le reste de la Belgique ?
L'ampleur et l'acuité du problème suggère que lui accorde une certaine priorité. Il y a environ 600.000 personnes qui font la navette vers la capitale, dans des conditions difficiles, chaque jour. Les axes routiers mais aussi les transports publics qui y mènent sont saturés ou de mauvaise qualité. Et à l'arrivée, le réseau de transport public bruxellois est relativement clairsemé et peu lisible pour un utilisateur occasionnel. Pour démêler l'écheveau, il nous paraît donc intéressant de tirer sur ce fil-là, d'autant que les mêmes idées peuvent largement s'appliquer aux questions d'accessibilité à toutes les grandes villes du pays. Mais nous sommes très conscients du fait que les problèmes de mobilité ne s'arrêtent pas là, et qu'il existe d'autres sujets importants comme la mobilité en milieu rural, le transport de marchandises, etc. Nous sommes aussi préoccupés par des questions plus politiques comme la coopération entre le fédéral et les trois régions pour la définition, la mise en oeuvre et l'évaluation des politiques de transports. Enfin il va de soi que le débat actif que nous souhaitons avec les citoyens ouvrira peut-être d'autres chantiers.

Qui fait partie de votre groupe ?
Nous sommes un groupe d'experts (voir ci-dessous) venant d'horizons différents. Certains proviennent du monde académique, d'autres se sont frottés à la réalité de terrain, puisqu'ils ont été à la tête d'entreprises dans le secteur des transport par exemple. Notre sommes tous pragmatiques et peu dogmatiques. Nous ne nous connaissions pas tous au départ, mais l'ambiance est excellente et c'est très intéressant de travailler ensemble.

Quel est l'apport du « simple citoyen » à ce stade ?
Nous n'avons pas encore intégré de citoyens pour établir cette première proposition. Il y a pas mal de groupes de pression ou d'influence dans le secteur de la mobilité et nous ne pouvions pas accueillir des représentants de tous ces groupes. Sans minimiser leur importance, nous ne voulions pas en privilégier certains par rapport à d'autres et nous avons donc décidé dans un premier temps de limiter le groupe à des experts indépendants. Le débat s'élargira dans un deuxième temps: lorsque la première proposition sera mure, nous la partagerons simultanément avec tous, qu'ils soient de simples citoyens ou des acteurs déjà engagés dans les questions de mobilité.

Quel est le timing des prochaines étapes ?

Nous allons terminer la rédaction de la note d'ici l'été. Il faudra voir ensuite comment la soumettre au plus grand nombre, dès cet automne.

Questions / réponses
#OPNI #laboratoire #coconstruction #convergence

22 questions et autant de réponses
E-Change, c'est quoi ? Un OPNI (un objet politique non identifié). Ce que nous souhaitons apporter à la politique n'existe pas encore, il est donc vain de nous coller une étiquette.
Qui êtes-vous ? Des acteurs citoyens et politiques qui souhaitent réaffirmer l'importance d'une action politique efficace et juste permettant de renouer le lien entre la société civile et les représentants politiques.
Quel est votre objectif ? Etre un laboratoire de convergences sur l'action politique. Nous cherchons avec qui et autour de quels projets il est possible de créer un large soutien politique et citoyen pour réformer en profondeur en une dizaine d'années des domaines essentiels de la société, comme la démocratie, la transition économique, la mobilité, l'énergie, l'éducation, la santé…
Comment mesurer l'efficacité de votre travail ? Notre but sera atteint si les représentants politiques réfléchissent à long terme et s'entendent sur des objectifs à dix ans co-construits avec les citoyens et mis en œuvre. Pour y arriver, il est indispensable de créer un large consensus social et politique autour de solutions élaborées avec les citoyens. e-change travaille en co-construction.
Pourquoi ne voulez-vous pas être assimilés à un parti politique ? La démarche est différente : nous serions heureux que des membres de la société civile et des candidats de partis politiques différents se revendiquent d'e-change. Cela signifie qu'ils appuient cette démarche de recherche de consensus sur des ambitions à long terme et les scénarios pour les mettre en œuvre. Cela n'implique pas nécessairement qu'ils soient d'accord avec chaque proposition émanant de nos débats
Ce qui nous différencie des autres, c'est de n'être ni un parti, ni un « think tank », ni aujourd'hui ni demain, mais un laboratoire rassemblant des personnes d'horizons différents partageant la même volonté de changement, cherchant à trouver des solutions et les relais pour les mettre en œuvre. Nous voulons sortir de la logique qui consiste à mettre plus d'énergie dans la critique de l'autre que de défendre ses propres solutions. Osons l'optimisme et la co-constructivité.
Comment devenir membre d'e-change ? e-change ne compte pas de membres mais des co-constructeurs. Ce n'est pas un détail ! Il n'y a donc pas de ligne imposée, pas de cotisation, pas de mot d'ordre, etc. Chacun vient avec ses opinions, son envie d'échanger et de co-construire. Pour participer, il suffit de réagir via notre site.
Pourquoi ne pas créer un nouveau parti ? Il y en a déjà trop et ce n'est pas l'objectif. e-change n'a pas de membres mais des personnes parlant en leur nom propre qui élaborent ensemble des solutions.
e-change n'est-il pas un outil de recyclage pour certains acteurs politiques? Non parce que e-change n'est pas un parti et n'aura donc aucun poste à proposer à qui que ce soit. Le mouvement a été créé dès le départ par des politiques et des personnes de la société civiles avec comme objectif de créer des passerelles.
N'êtes-vous pas complètement naïfs ? Si repenser l'action politique et transgresser les logiques partisanes c'est être naïf, oui nous le sommes ! Mais ne croyez-vous pas qu'il est plus qu'urgent d'utiliser de nouveaux logiciels pour penser et agir ? C'est vrai pour le monde politique, pour les média et pour les citoyens.

Quelles têtes connues sont déjà parmi vous ? Nous ne sommes pas en train de constituer des listes électorales. e-change ne cherche pas des noms mais des acteurs qui souhaitent participer au changement en apportant leurs opinions et leurs compétences. Nous avons publié sur notre site la liste actuelle et provisoire des contributeurs aux travaux d'e-change. Les co-constructeurs se recrutent dans toutes les strates de la société civile et dans plusieurs partis politiques.

Avec quelles propositions concrètes ? e-change n'arrive pas avec un programme ! Pour chaque thème, nous posons un diagnostic et proposons une vision alternative. Les propositions concrètes seront élaborées avec les citoyens. Tout qui est intéressé par la démarche pourra participer aux travaux de co-construction. Ils aboutiront à la sélection de thèmes prioritaires et à des propositions de solutions. Pas de clé-sur-porte donc !

Inspirés d'En marche en France ? Vous surfez sur la vague ? La démarche d'Emmanuel Macron prouve qu'une autre manière de concevoir la politique est possible et que les citoyens sont en attente d'autre chose. C'est un exemple intéressant mais les réalités de la Belgique ne sont pas celles de la France.

Force de gauche, force de droite ? Ni l'une, ni l'autre ! Pas plus le centre d'ailleurs. Sortons des cases ! Si être de gauche, c'est s'engager en faveur de l'équité et de l'émancipation des personnes, alors nous sommes de gauche. Si être de droite, c'est valoriser l'innovation et l'esprit d'entreprendre, alors nous sommes aussi de droite. Sortons des cases ! Cherchons à créer un consensus large autour d'objectifs communs, pas à opposer un camp à l'autre. E-change est une force de réflexion et de proposition pour une société où chacun pourra trouver sa place dans le respect de l'autre.

Qui est concerné par votre projet ? Toute personne convaincue que l'action politique est importante, mais qu'il faut sortir des querelles incessantes et du court-termisme. Tous ceux qui partagent la volonté de dépasser les schémas traditionnels de la réflexion et de l'action politique. C'est une nécessité aussi absolue qu'urgente.

Quel est votre public cible ? Toute personne convaincue que le changement est indispensable et qui sait que chacun peut être, à sa manière, acteur de ce changement.

Quelle est votre stratégie d'action ? Poser un diagnostic, proposer une vision alternative et co-construire avec les citoyens les propositions pour concrétiser celle-ci. C'est un processus évolutif qui progressera thème par thème. Le site illustre bien cette démarche.

Quelles sont vos propositions politiques ? Aucune recette clé-sur-porte mais des solutions à long terme élaborées en co-construction. Une conviction aussi : pour changer de modèle, il ne faudra pas simplement prendre aux uns pour donner aux autres. Chacun devra être prêt à se demander ce qui est le plus important pour lui et accepter d'adapter son comportement.

Pas de programme, mais quelles sont vos valeurs ? Ce sont des engagements sur des axes forts. Dans le désordre : l'émancipation de chacun, l'équité à chaque instant, l'esprit d'entreprendre tant sur le plan personnel que professionnel, l'environnement, l'Europe.

Quels sont vos moyens financiers ? Quasiment inexistants aujourd'hui. Nous comptons lancer un appel à ceux que la démarche intéresse. Ils sont nombreux comme l'a démontré les multiples formulaires renvoyé via notre site Internet. Ce sera un démarche volontaire, e-change n'a pas de membres et donc pas de cotisation.

Pourquoi avez-vous lancé e-change au Standard ? D'abord ce n'était pas un lancement mais une rencontre entre ceux qui ont déjà participé aux travaux. e-change ne dispose actuellement d'aucun budget et le président du Standard, co-constructeur parmi beaucoup d'autres, a mis un espace à disposition.

Vu que la Belgique est un Etat fédéral, e-change ne devrait-il pas avoir un alter ego au Nord du pays ? Bien sûr et nous sommes prêts à rencontrer ceux qui souhaiteraient entamer une démarche analogue en Flandre.

FACEBOOK

Je suis comme vous, comme toi, un citoyen, mais un citoyen qui a envie de s'impliquer dans l'avenir de notre société, parce que ça ne sert à rien de se mettre dans son coin et de râler, on peut la faire bouger dans le bon sens, en réfléchissant ensemble, en toute liberté d'esprit et c'est ce que propose E-Change, c'est de rester libre, mais de pouvoir construire ensemble l'avenir, notre futur.

Je m'appelle Baudouin Meunier et je m'engage dans E-Change parce qu'un politologue a un jour prétendu qu'il fallait choisir entre démocratie et efficacité et E-Change est un laboratoire qui va permettre de concilier les deux. C'est en tout cas ce que j'espère et pourquoi je m'engage.

Ce qui me passionne dans E-Change, c'est justement de passer des soirées, de passer des moments avec des personnes qui viennent de milieux différents, qui ont des parcours de vie différent et qui ont testé plein de solutions différentes et qui se remettent en question, qui acceptent de pouvoir réfléchir sur du long terme et pas uniquement du court terme. Un maximum de diversité sans contrainte d'agenda et justement d'essayer d'avoir une vision sur le futur et pas uniquement par le petit bout de la lorgnette, c'est ça qui passionnant, c'est justement cette diversité d'opinion, en espérant qu'un maximum de gens puissent nous rejoindre pour réfléchir à l'avenir ensemble.

Ce qui me motive dans E-Change, c'est de dépasser les clivages des partis traditionnels. J'ai toujours été motivée par l'action politique, par la politique en général, mais je n'ai jamais voulu avoir une étiquette particulière ou être coincée dans un tiroir spécifique et donc j'ai envie de réfléchir à des objectifs de long terme qui dépasse ces clivages partisans habituels. On verra ce que ça donnera, mais déjà participer à ce mouvement, réfléchir tous ensemble, rencontrer des gens d'horizons différents en soi-même est déjà enrichissant et je suis très enthousiasmée par ce projet.

Je m'engage à E-Change parce que je crois qu'il est urgent d'agir, il est urgent de réinventer la démocratie, de la rendre plus participative, plus efficace pour faire face aux défis de demain et préparer une nouvelle manière de faire de la politique.

Ceci n'est pas un Parti. E-Change est un mouvement citoyen et indépendant de recherche, d'information et de débat sur les interrogations nationales.

PRESSE

2017-07-19

1. Il ne s'agit pas d'un nouveau parti mais d'un groupe de réflexion. Le but n'est pas de créer un nouveau parti à court ou à moyen terme. Le but est de se réunir avec des personnalités de tous bords, y compris de la société civile et de réfléchir sur différents thèmes. Autour de la table, personne n'est là pour créer un nouveau parti Il ne s'agit pas d'un nouveau parti politique, mais de personnes d'horizons différents qui se posent la question de savoir comment mieux faire fonctionner le pays. Aucune raison de changer du CDH.
2. Beaucoup de personnes impliquées ne veulent pas d'un engagement partisan. Le but du groupe n'est absolument pas d'aboutir à une recomposition politique, mais de mener des discussions avec indépendance sur des problématiques à moyen terme sans devoir se préoccuper d'échéances électorales. Le but est de réfléchir avec des personnes de différents horizons s'il y

a moyen de mieux faire fonctionner certaines choses. On peut le voir comme une sorte de think tank.

3. Proposer des réflexions entre membres de la société civile et politiques sur une autre façon d'avoir un impact sur la société. Une grande partie des membres de ce groupe n'a aucune ambition de faire une carrière politique et souhaite absolument garder leur indépendance. Et on ne créera pas une nouvelle offre politique avec des personnes qui ont 10-15-20 ans de légitimité au sein de leur mouvement avec lequel ils n'ont aucun problème. On est inspiré par l'itinéraire de Macron même s'il ne s'agit pas de faire forcément la même chose. L'idée est de faire émerger une nouvelle génération politique grâce à une plateforme souple où les origines politiques des différents membres auraient été respectées.
4. Plateforme d'échange de personnes issues d'horizons professionnels, politiques, culturels, économiques différents qui discutent sans tabous avec des gens qui ne pensent pas nécessairement comme eux. Réfléchir à comment améliorer l'efficacité de notre système démocratique en travaillant par grands thèmes (mobilité, transition énergétique, santé , vieillissement, culture...), en se fixant des ambitions à long terme et en identifiant des projets impliquant la société civile pour progresser vers les ambitions définies, à proposer aux structures en place...
5. A ce stade, rien n'est tranché mais ces dernières semaines la piste de la création d'un mouvement politique sur la base de E-Change est devenue plus claire.
6. En tout cas ce n'est certainement pas un nouveau parti politique. Que des gens qui viennent d'horizons différents et en particulier de la société civile. Je pense à des gens, puisqu'ils sont nommés, comme Baudouin Meunier ou comme Opaline Meunier, fasse autour d'eux écho des réflexions qui sont les leurs. Et vous vous rappellerez certainement, vous l'avez invité ici, l'excellente carte blanche que Baudouin Meunier avait fait avec Delvaux et Thijs. Et donc sur base de ça, que des personnes se demandent et se posent la question de savoir comment demain on peut mieux faire fonctionner des politiques dans ce pays. C'est tout à fait intéressant. En ce qui me concerne, je continuerai à participer à ce genre de groupe, oui bien sur. Mais bien-sûr ! Par ailleurs ce sont des amis. Mais que l'on réfléchisse comment demain mieux faire fonctionner ce pays et en particulier la partie francophone, je ne vois pas en quoi c'est un problème. Absolument pas un autre parti, ça je peux vous dire qu'en ce qui me concerne, ça fait plus de 30 ans que je milite au cdH et il n'y a aucun raison d'en changer. Ce parti a toute sa raison d'être dans le paysage politique. Donc en ce qui me concerne et en ce qui concerne les autres autour de la table, personne n'est là pour créer un parti. Mais par contre, je trouve qu'on devrait plutôt se féliciter que des gens d'horizons différents dépassent les clivages politiques pour se dire : c'est quoi demain, ce qui fait bien fonctionner ce pays. Donc soyons clairs, lorsque Benoit Lutgen a fait son appel le 19 juin, nous étions tous derrière lui et je n'étais pas parmi les dernières, mais parmi les premières. Pourquoi ? Parce que si vous reprenez, si vous reprenez les dernières années de gestion et si vous reprenez de manière plus systématique ce qui s'est passé une dernière dizaine d'année, ce qui me pose un problème et ce qui me posais déjà un problème dans mes vies antérieures dans la société civile, c'est ce rapport à l'Etat, ce rapport à l'Etat du PS, qui évidemment est mis en exergue de manière extraordinaire par des affaires comme celle de Mme Perreta ou M Mayeur, des affaires du SAMU social, là on voit vraiment, on voit vraiment à quel point il y a le feu au lac. Mais en dehors de ça, le rapport à l'Etat, c'est-à-dire la différenciation entre opérateur et régulateur, on n'est pas à la fois le décideur et celui qui gère. On n'est pas à la fois celui qui octroie, en fonction d'appartenance politique et par ailleurs, on n'est pas dans tous les conseils d'administration des ASBL. C'est un rapport à l'état qui pour moi est fondateur de mon action politique. Et celui-là, vraiment, l'affaire Perreta et l'affaire Mayeur, ras le bol ! Mais bien-sur ! Notre volonté est de changer, là aussi, la majorité, très clairement. Très clairement. Il n'y a pas de différence. La seule différence, peut-être, c'est qu'en bonne intelligence, avec le Ministre président, on a regardé quels étaient les points qui devaient absolument passer pour que la rentrée scolaire se passe correctement, pour que les subsides arrivent correctement là où ils doivent arriver, c'est-à-dire sur base de contrats programmes ou de conventions dans les ASBL et dans les institutions. Mais par ailleurs, lorsque le PS vient avec des points qui n'ont pas fait l'objet de ce consensus, ils sont bloqués.

7. Un pays qui donne l'impression de ne plus fonctionner. Mais après cette publication, un certain nombre de personnes sont venues me voir en me disant qu'on ne gérait pas un pays comme une entreprise privée. Et c'est de là qu'est partie l'idée. Notre objectif est donc bien d'impacter la vie politique, mais pas de créer un parti politique. Proposer de faire de la politique autrement, mais sans vision partisane. Une bonne partie des personnes de ce groupe ne sont pas des politiques. Ce serait dramatique si à cause, justement, des jeux politiques, ce groupe devait s'arrêter. Les politiques sont là en soutien d'une initiative qui regroupe avant tout des personnalités du monde économique, de l'université, de la société civile. Aujourd'hui, les frontières idéologiques sont souvent de façade entre les partis, qui les entretiennent pour se démarquer les uns des autres. E-Change a pour but de permettre à des gens de bords différents de parler ensemble dans la même arène. Nous voulons influencer les programmes de tous les partis politiques. Les piliers du mouvement, ses valeurs civiques et sa méthodologie. Ensuite place aux chantiers : gouvernance, mobilité, environnement, énergie. Ils feront émerger des constats, mais laisseront ouvertes les solutions. L'étape suivante consistera à mettre en place des forums participatifs ouverts aux citoyens à Bruxelles, en Wallonie et pourquoi pas en Flandre avec dans le viseur, quand même, l'envie d'avoir des propositions concrètes à formuler lors des prochains débats électoraux.
8. D'abord il faut remettre les choses dans le contexte. Ce n'est pas ces dernières semaines, c'est ces derniers mois. C'est presqu'un an, donc dans la foulée… bien avant qu'on ne parle des affaires, bien avant qu'on ne parle même de la montée de Macron, même s'il était présent. C'est dans la foulée de la carte blanche de Baudouin Meunier, avec Johnny thijs, avec Bernard Delvaux, il y a eu un gros travail réalisé par les industriels qui ont fait le tour des partis, qui ont eu plusieurs propositions, qui ont eu un suivi et puis qui quelque part, c'est un peu resté en rade. Et puis Baudouin Meunier a pris l'initiative de contacter plusieurs personnes et puis j'ai pris aussi le relais avec d'autres personnes pour essayer de donner des prolongations à ce qu'on appelle des chantiers. Et donc c'est vrai qu'hier c'est sorti dans la presse de façon lapidaire, lacunaire, à un mauvais moment en plus j'y reviendrai par après, mais parce que c'est juste le début d'une réflexion avant qu'il y ait un élargissement et je précise tout à fait que c'était bien un groupe de réflexion, qui ne voulait pas être du potopotos entre ancien responsables politiques qui se réunissait et qui voulaient faire un coup politique ou bien de recomposition. Justement, le but était de faire une dynamique qui permet à des gens aussi de pouvoir discuter de projets à long terme, c'est tout à fait le contraire de vouloir faire un parti à court terme avec des objectifs électoraliste à très court terme et notamment de pouvoir mettre en chantier des citoyens des experts, des personnes qui viennent de différents milieux, ici c'était le milieu de l'entreprise dans la prise de contact et c'est pour ça qu'il y avait plusieurs responsables d'entreprise, mais le but était de faire ça dans plusieurs sujets étalés dans le temps et sur plusieurs années d'ailleurs. C'est une excellente question et c'est exactement pour ça aussi que je suis un peu triste, parce que pour un buzz de deux jours d'hier dans la presse écrite, ça peut casser une dynamique, j'espère que non, qui pour moi est beaucoup plus importante que de rentrer encore dans la logique partisane. Ben c'est un peu ça. Je précise d'emblée, moi je suis écolo, je suis très bien au sein d'écolo, vous avez vu Didier Gosuin est là, je pense qu'il est très bien au sein de défi, on ne peut pas dire qu'il soit en histoire d'amour avec le cdH pour l'instant, ça n'empêchait pas de pouvoir faire des réunions avec des personnes qui ont des responsabilités au sein du cdH, mais aussi avec des personnes qui ne sont pas politique. Mais on se rend compte aussi qu'on encontre sur twitter, vous en rencontrez dans le studio, on vient d'en entendre aussi, on se rend compte qu'il y a énormément de personnes qui ont envie de discuter de politique, sans pour cela se mettre une étiquette partisane sur le dos, sans pour cela prendre un sac à dos pendant toute leur vie. C'est-à-dire qu'actuellement il y a un climat de méfiance, un climat de suspicion, d'une part avec une tentation parfois d'aller vers les extrêmes, mais je parle bien comme en France, des

extrêmes à la Le Pen, ça ça on ne peut pas en entendre parler, d'aller vers des votes radicaux qui ont une certaine légitimité et qui disent on va renverser la table on va montrer qu'on existe. Comme ça existe dans d'autres pays d'Europe et il y a un gros travail de terrain qui a été réalisé, il faut le constater, mais il y a une méfiance vis-à-vis des partis. Et ici pour moi, l'objectif et encore une fois quand je me suis retiré de la politique fédérale il y a 5 ans ce n'est pas pour essayer de revenir faire un petit coup avec des amis politiciens. Pour rappel il y a sept ans la libre Belgique annonçait qu'on allait créer un nouveau parti, il y a deux ans j'allais devenir d'ouverture, il y a six mois j'allais devenir ministre cdH et donc … Moi je suis très très bien comme bourgmestre, je suis très bien au sein de la formation. Attendez je vais terminer… Non ce n'est pas à l'étroit et justement pour moi ce n'est pas contradictoire. C'était une dynamique et moi mon objectif c'est que toutes ces personnes restent actives dans leur parti et que ça ne se limite pas à des responsables politiques. Moi j'ai toujours aimé aller discuter avec des personnes qui sont d'autres secteurs, qui sont d'horizon différent d'autres partis,… Ce n'est pour cela que je vais être infidèle à ecolo, mais on va pouvoir, avec des personnes de terrain, mais aussi avec tous ces gens qui sont orphelins. Moi j'ai toujours trouvé que le G1000 était quelque chose de génial, mais qu'il n'avait pas atterri. Moi j'ai participé au sein de plusieurs groupe au bois de la Cambre… Tout à fait et des citoyens qui venaient tirés au sort, soit de différents milieux, soit qui venaient spontanément, mais qui s'intéressaient à la chose publique, à la chose politique. Et je pense aujourd'hui qu'il y a énormément de citoyens qui s'intéressent à la chose politique, y compris en période de mauvaise gouvernance, y compris en période de méfiance. Vous savez, hier j'ai reçu des dizaines et dizaine de messages de personnes actives dans l'administration, actives dans des milieux qui disaient nous sommes prêts, si nous ne sommes pas obligés de porter une étiquette de politique, nous sommes prêt à discuter. Et c'est pour cela que c'était important de dire : « Ce n'est pas la création d'un parti politique. Nous restons actifs. » Et donc très concrètement, par exemple, on vise à faire des chantiers avec des personnes qui connaissent ces matières, mais aussi avec plein de gens qui ont leur avis là-dessus, sur la fiscalité, sur les objectifs de mobilité, le vieillissement, ce n'est pas uniquement le financement des pensions, ça demande de réfléchir la société autrement. Quand on parle de transition énergétique, ce n'est pas uniquement « est-ce qu'on est pour, est-ce qu'on est contre un certificat vert, est-ce qu'il y a eu une grosse dette pendant des années, mais comment est-ce qu'on pourrait aujourd'hui encore relancer, est-ce qu'on est pour ou contre le nucléaire, c'est de pouvoir discuter avec différentes personnes de différents mix et justement en ayant pas des contraintes soit d'élections à court terme, soit de rester dans le carcan de son parti politique. Mais ce qui n'empêche pas après de faire des propositions aux partis, de faire des propositions aux institutions, des propositions à la RTB, à la SNCB, de faire des propositions à l'administration sur base de ce que les responsables ont pu entendre, mais aussi de ce que les citoyens vivent au quotidien. L'objectif c'est aussi de démontrer qu'on peut encore repolitiser la société et de pouvoir le faire sans que ça ne rentre par la case « il y a un intérêt électoral derrière ». C'est pour ça que j'ai été très attristé, comme je l'ai dit tout à l'heure, du fait qu'on avait besoin très rapidement de faire entrer ça dans « c'est une recomposition politique ou c'est de nouveau un coup parce qu'ils essayent d'avoir une place ». Non, je pense que des gens comme Didier Gosuin, comme Melchior Wathelet junior, comme moi, on n'a pas besoin d'être réélu député, sénateur dans un an et demi pour vivre, on est très bien dans nos fonctions, dans nos missions actuelles. Mais par contre, vous savez il y a des dizaines et dizaines de personnes, parce qu'on a cité des noms, mais il y a d'autres personnes, il y a des noms qu'on a cité qui n'ont participé à aucune réunion, il y en a qui participait et discutait de manière électronique à certains groupe de discussion, je suis en contact aussi, j'ai vraiment bu les paroles de M. Brunet ce matin, parce que je suis tout à fait d'accord avec lui. Oui, il était sur votre antenne, et il expliquait, s'il doit y avoir l'émergence de nouvelles forces politiques, ça doit être porté par des nouvelles personnes, par des jeunes, par des nouvelles génération et pas donner l'impression qu'on fait du neuf avec du vieux. Je partage tout à fait ce qu'il dit. Et je suis, enfin, nous sommes en contact avec différents groupes qui se crée sans qu'il y ait de responsables politiques et si ça peut permettre de faire des liens et de porter des projets qui intéresseront plus de gens à la politique que de parler du SAMU social, de publifin ou de parler des différentes affaires, je pense que ce sera positif. Et c'est ouvert à des

personnes de toute sensibilité, que ce soit des socialistes, des libéraux qui ont envie de discuter, de sortir du cadre particratique, c'est tout à fait intéressant. Non, ça je ne pense absolument pas. Mais qui n'est pas un moment banal non plus dans l'histoire politique, entre nous. Je ne veux pas donner trop d'emphase, mais déjà réunir défi avec groen, moi j'ai connu les négociations institutionnelles, c'est déjà pas quelque chose de banal et je trouve que leur carnet de gouvernance est l'un des carnets qui va le plus loin… Non alors moi, ça c'est encore une fois c'est une lecture politicienne. Ce qui est intéressant ici c'est qu'il y a d'une part un carnet, avec des propositions qui vont très très loin. Vous savez, j'ai souvent connu des catalogues de bonnes intentions en début de négociation gouvernementale pour former des gouvernements. On les mettait même dans des DPR et au moment de les voter ou de les appliquer on les détricotait. Je trouve d'ailleurs qu'ecolo a fait un gros gros travail depuis ces dernières semaines et qu'ils ont une très bonne ligne. C'est-à-dire qu'ils sont ouverts à la discussion. Ils ont rencontré les différents acteurs. J'ai toujours dit aussi la gouvernance c'est un chemin, ce n'est pas un programme politique, ce n'est pas une fin en soi, mais c'est un préalable pour pouvoir bien gouverner. Vous savez, nous par exemple, dans le groupe, on discute très très fort d'efficience de l'Etat, d'efficacité de l'Etat, c'est-à-dire, pour pouvoir bien payer ses impots, pour avoir nue juste fiscalité, on a besoin que notre argent soit bien utilisé et que l'Etat l'utilise très très bien dans les différentes missions, d'expliquer ce qu'on fait avec l'argent. Ici, trop souvent on a vu, vous savez ici le pyas il est gouverné par des commissions d'enquête. Et donc on a pour l'instant et à juste titre, mais si vous regardez un citoyen qui vient de l'extérieur, il a l'impression que les projets politiques du moment ça va être les rapports des commissions d'enquête, parce que pour l'instant on est plus en train de mettre des sparadraps et de devoir guérir plutôt que de construire un projet politique. Je ne vais jamais aller dans des grandes phrases, parce que la démarche par exemple d'E-Change pour pouvoir avoir un système de réflexion qui prend un peu de la hauteur, qui s'élève ne dehors du cadre politique et la démarche qui va se faire à l'intérieur des partis politiques. Il y a évidemment ceux qui sont cohérents et légitimes sur des questions de gouvernance, comme écolo, comme groen, depuis des années, et puis des démarches qui vont se faire au sein du PS, à mon avis au sein du cdH, peut-être au sein du MR dans les prochaines années, mais ce sera une nécessité si on veut réconcilier le citoyen avec la politique. Ces démarches de l'intérieur du parti pour vraiment que la gouvernance ne soit pas qu'un slogan en période de campagne… Il faut se rendre compte que c'est une nécessité, c'est une nécessité aussi pour tous leurs jeunes militants et pour tous leurs jeunes candidats. Moi je vois énormément de gens qui avaient l'espoir, qui avait de l'idéal en s'engageant en politique qui aujourd'hui sont déçus. Alors c'est une nécessité si on ne veut pas justement arriver dans un monde d'extrêmes en politique.

2018-03-07

9. On va tenter ensuite de construire une voie à suivre et tenter de devenir un marqueur politique dans la vie de demain.
10. Une plateforme qui veut mobiliser au-delà des logiques partisanes et des clivages traditionnels. Il ne faut pas confondre : notre but est d'impacter la politique, ça, oui, mais nous ne voulons pas créer un parti, il n'en est pas question. Jean-Michel a cette idée depuis longtemps, il ne s'en est pas caché, il en a parlé à gauche à droite… Il y avait des agendas différents au début, Jean-Michel Javaux disait autour de lui qu'il fallait lancer un nouveau parti en Wallonie. Mais, clairement, ce n'est pas le sens de cette démarche. Nous sommes tous d'accord. Il n'y a pas d'ambiguïté. E-Change est un laboratoire. Nous réunissons des politiques et des gens de la société civile de différents horizons, qui établiront des diagnostics dans des domaines précis, par rapport à des problèmes concrets, je pense par exemple à la mobilité, et qui se donnent une ambition dans tous les cas : proposer des solutions, des sorties de crise, identifier les leviers à actionner pour y arriver, en termes de fiscalité, d'investissements publics, de modification des règles, etc. Je ne nie pas qu'au début, il y avait pas mal de gens qui venaient de cet horizon globalement, mais ça a changé chemin faisant, le groupe s'est diversifié, nous sommes une soixantaine aujourd'hui, de plusieurs bords. Je sais

qu'on a parlé de Benoît Lutgen, le président du CDH, mais non il n'en est pas, il ne fait pas partie d'E-Change. Nous nous adressons à toutes les formations politiques francophones démocratiques, le CDH, Ecolo, le MR, Défi, le PS, nous les pousserons à travailler ensemble, utilement, sur une série de dossiers concrets, et, in fine, on imagine parfaitement une sorte de double appartenance : on peut être membre d'un parti et d'E-Change, pas de problème. On débute, on va probablement faire des erreurs, on n'a pas de credo, pas d'évangile, on ne se réfère pas au Capital de Marx mais, après avoir travaillé autour d'une première note, le E-projet dont je vous ai parlé, il s'agira d'élargir le débat aux citoyens, tout cela pour nous manifester dans le débat public, et inciter les politiques à dégager des solutions de long terme dans tous les domaines que nous identifions. Oui, car on voit bien que nous sommes dans une phase de dégradation de la démocratie, j'ai lu certaines analyses sur les années 30, l'ascension des nazis en Allemagne… En toile de fond, les gens avaient le sentiment que la démocratie parlementaire et le monde politique établi ne répondaient pas à leurs attentes, leurs besoins, n'apportaient pas de solutions concrètes… Il y a des similitudes avec ce que nous vivons. Alors, ne soyons pas alarmistes, mais lanceurs d'alerte, ça, oui, et c'est tout le sens de notre engagement dans E-Change : régénérer la démocratie, faire en sorte que des citoyens prennent part au débat public et à l'élaboration des solutions à leurs problèmes. Plus nous avancerons, plus le sens de tout cela apparaîtra au grand jour.

11. Bonjour. Alors E-Change c'est un laboratoire. C'est une plateforme d'innovation, c'est une plateforme d'innovation politique qui veut réinventer la démocratie, la rendre plus efficace, plus participative et préparer la nouvelles génération politique de demain. Nous pensons que le système politique dans lequel les partis politiques évoluent, rencontrent un certain nombre de blocage, des blocages que l'on veut dépasser. Pour le faire il faut sortir du cadre, prendre le temps de la réflexion et avancer en étant le plus ouvert possible à la diversité des points de vue. C'est tout à fait représentatif, mais il faut savoir que le parlement est une invention d'il y a trois quatre siècles. Les choses ont évolué aussi. Pour maintenir la démocratie vivante, il faut rajouter des dimensions. On ne veut pas bien-sûr supprimer le parlement, mais le compléter avec d'autres agoras, d'autre forum pour pouvoir permettre à chacun de pouvoir participer. Ben c'est ce que je fais aussi comme conseiller communal. Donc la particularité du mouvement, c'est d'avoir des personnes qui sont à la fois politiques et des personnes qui sont en dehors du champ politique. Mais le constat auquel tout le monde est arrivé au sein du mouvement, à la fois les politiques et à la fois les non politiques, c'est qu'il faut prendre le temps de réfléchir en dehors des cadres, parce que le système actuel invite en quelque sorte de conflit et les conflits sont source de blocage qui fait en sorte que des grands chantiers, des grand problèmes auxquels tout le monde est confronté ne fonctionnent plus. Disons que le problème c'est que les partis qui misent sur le conflit ont tendance à être récompensés pour le faire. Il suffit de regarder ce WE ce qui s'est passé en Italie, ce qui se passe aussi en Belgique, les partis qui se disent « anti » capitalisent en quelque sorte sur le fait que les gens ont l'impression que la démocratie n'est pas suffisamment efficace. Mais si vous regardez un petit peu en fonction des sondages, en fonction des résultats électoral, lorsqu'un parti arrive à se profiler radicaleme.t alternatif à la politique. Mais si vous regardez les différentes élections, le rôle a été endossé chaque fois par des partis différents, donc l'idée n'est pas de créer un mouvement contre un parti ou contre certaines femmes ou certains hommes politiques. L'idée est de remettre en question le système dans lequel ces femmes et ces hommes évoluent et qui les poussent en quelque sorte à créer parfois artificiellement un conflit qui nuit à résoudre des grands chantiers. Je pense à la mobilité, à l'énergie, à toute une série d'autres thèmes où on doit avancer. Tout le monde veut qu'on avance, mais malheureusement, le blocage est récompensé. Oui ce sont nos engagements, nos engagements dans lesquels on espère que toutes les personnes qui entrent dans la dynamique se retrouvent. Macron est un exemple français intéressant. Ce qu'on retient, nous, à E-Change de Macron c'est qu'il a rendu en France possible ce qui avait l'air impossible. Maintenant le modèle macron en Belgique, je ne pense pas qu'il puisse marcher, c'est un modèle beaucoup trop vertical, nous sommes parfaitement horizontaux, nous ne sommes pas le mouvement d'un seul homme ou d'une seule femme et surtout nous prenons le temps d'aller à l'extérieur du système, Macron a fait le choix de rentrer très rapidement dans le système. Oui, alors le G1000 est une autre source

d'inspiration pour nous. Je pense que le G1000 laissera des traces beaucoup plus profondes que ses organisateurs ont l'impression de le penser. Qui n'avait pas été reprise par le monde politique. C'est une inspiration, parce que le G1000 montre qu'il est possible de dialoguer avec une très grand nombre de personnes, de citoyens. Alors voilà, nous on veut rajouter à cette dimension de dialogue citoyen, d'une part l'intervention des politiques, parce qu'on a beaucoup de personnes actives en politique à E-Change, en partie et aussi l'apport de personnes qui sont actives dans les domaines en question, experts à titres divers. Et donc avec ce triangle magique : société civile, monde des experts et monde politique, on veut permettre de créer un champ d'action qui nous permette de vraiment peser sur le débat. Pour peser sur le débat politique. Alors nous sommes un mouvement politique qui veut faire de la politique à long terme. Mais malheureusement, si nous le faisons nous rentrons alors dans une toute autre dynamique, une dynamique de court terme, une dynamique d'élection. Mais nous nous prêtons au jeu de la démocratie, parce que à l'intérieur nous avons déjà la diversité et parfois une diversité plus grande que ce que vous retrouvez dans une coalition, parce que toute une série de personnes n'ont aucun réflexe politique, ce sont des gens de la société civile, des entrepreneurs, des enseignants, des journalistes, des architectes de tout. Et ce sont des personnes qui sont dans une autre logique que la logique politique. C'est pour ça qu'on a besoin d'un peu de temps pour faire prendre la sauce et pouvoir élaborer ces solutions à long terme. Oui, a je pense très vite changé d'avis. Tous les scénarios étaient sur la table. Donc l'idée était : « Comment promouvoir la démocratie ? Comme la rendre plus vivante, plsu vitaminée, plus efficace ? » Et toutes les options étaient sur la table. Et très vite on s'est dit : « Mais si on crée un parti qu'est-ce qu'on fait ? On rentre dans le jeu, on polarise, on se ferme à l'apport de toutes les autres personnes qui sont dans d'autres partis et qui aimeraient bien contribuer » Donc on fait le choix de faire quelque chose d'autre. On a aussi des personnes qui sont MR. Tout le monde est bienvenu dans la démarche donc l'idée n'est pas du tout d'exclure. C'est ce qui est sorti dans une certaine presse. Maintenant si vous regardez sur le site www.echange.be, vous retrouvez toute une série de contributeur qui n'ont absolument rien à voir avec le monde chrétien. Vous en avez aussi évidemment, des personnes qui ont un présent ou un passé politique dans l'ancien PSC ou cdH. Alors nous voulons modifier une certaine manière de faire de la politique et insuffler une nouvelle dynamique. Et créer un consensus sur certains grands thèmes, mais ça ne veut pas dire annuler les clivages. Les clivages vont rester. Mais pour qu'une société marche et pour que ces clivages puissent librement s'exprimer, il faut qu'il y ait un minimum de consensus sur certaines grandes orientations. Oui, tout à fait, donc la force du mouvement c'est d'avoir toute une série de personne qui ont mis les mains dans le cambouis depuis 10, 20, 30, parfois 40 ans dans leurs métiers respectifs. Donc c'est bien l'intention, c'est ce qu'on va faire. Aujourd'hui on ouvre, on fait un appel à contribution, ensuite on va recueillir les avis, on va dialoguer, on va aller discuter puis on va revenir avec des propositions pour peser sur le débat politique. Oui oui tout à fait. Alors on n'est pas bloqués partout, j'ai eu l'occasion de participer à différentes réformes et il y en a qui ont marché mieux que d'autres. Celles qui ont le plus marché, c'est celles où toutes les forces politiques étaient associées, ou toute la société civile était associée, où il y avait oui, au début une grand pow wow, puis on détermine certains axes des grandes visions vers où on veut aller et puis on discute des mesures. Ce qui n'a pas marché c'est lorsque tout de suite on est venu avec des mesures et on a commencé à se battre pour ou contre une micro mesure sans réfléchir… Voilà, une niche fiscale. Sans réfléchir au cadre d'ensemble. En matière de fiscalité pour revenir à votre question, l'enjeu principal c'est comment est-ce qu'on va financer la sécurité sociale, des services publics dans 10-15 ans avec les transformations de l'économie et ça, il n'y a pas encore de réponse.

2018-03-08

12. Alors, la mobilité c'est un des grands chantiers qu'E-Change propose, pour le moment on en propose 10, peut-être qu'il y en a plus qui vont venir à l'avenir, donc en matière de mobilité, ce qu'on a commencé à faire c'est réunir différentes personnes et il y en a d'autres qui vont nous rejoindre nous avons reçu des dizaines de mail à ce sujet, qui vont nous rejoindre pour

élaborer des solutions concernant Bruxelles. Et c'est vrai que l'on va beaucoup parler de Bruxelles en matière de mobilité que ce soit à l'intérieur de Bruxelles, mais aussi des accès de et vers Bruxelles pour essayer d'élaborer une vision globale de la mobilité donc pas se focaliser juste sur « Quelles sont les réformes à entreprendre à la STIB ? Est-ce qu'il faut passer à deux trois quatre bandes pour certains accès au ring, pour le ring, mais d'essayer par une vision un petit peu orientée vers le futur, une vision prospective, de se dire ben voilà : « Qu'est-ce qui se passe maintenant avec l'émergence des véhicules électriques ? Comment est-ce qu'on va devoir équiper nos rues pour faire en sorte qu'elles laissent la place à d'autres type de trafic qui soit à la fois de la mobilité douce, mais aussi à la fois une nouvelle mobilité, soit des voiture électrique, soit des bus électrique. Mais pour faire ça, il faut mettre les choses à plat et ne pas venir tout de suite avec certaines solutions. Il est évident que l'objectif, et ça c'est clair, c'est de rendre la mobilité plus viable à Bruxelles, mais en tenant compte de l'évolution technologique. Notre idée est de travailler sur la mobilité parmi les tous premiers thèmes. Donc on a déjà commencé, on va poursuivre. Nous espérons pouvoir venir avec des grandes orientations pour la campagne électorale plutôt régionale vu que c'est un thème. L'idée, sur certains grands thèmes structurant que l'on soit prêt pour la campange 2019. Oui, c'est ça et on est même prêts, parce qu'on a différentes personnes qui ont passé presque leur vie entière dans la mobilité, si vous regardez dans les contributeurs d'E-Change, prêts à accompagner éventuellement la mise en œuvre de ces réformes en matière de mobilité.

2018-04-01

13. Je suis un contributeur d'E-change car je soutiens ce principe : sortir des partis, avoir des objectifs à long terme. Il m'arrive de participer à certaines réflexions de la même façon que je suis administrateur d'Itinera, je suis actif dans le Conseil de l'Industrie. J'apporte des idées, une dynamique. E-change n'est pas un parti et je pense qu'il ne doit pas le devenir. Le mouvement a l'ambition de peser sur la façon dont les partis politiques envisagent leur programme pour 2019 et la suite. Ils ont tout intérêt à se grandir, à opter pour des ambitions à plus long terme, à définir des objectifs plus concrets qui entraînent le plus de monde. C'est cela le but : influencer les partis politiques pour qu'ils s'approprient un certain nombre de nos idées.

2. TAM TAM

QUI SOMMES NOUS

Nous sommes un collectif d'experts, d'associations, d'acteurs de terrains et de citoyens. Tous les jours, nous constatons un peu plus les dégâts sur les citoyens que provoquent les logiques qui ont guidé les différents gouvernements fédéraux de ces dernières années. C'est notre réalité.

Or, en face, le présent gouvernement fédéral continue à vanter une augmentation de la qualité des soins de santé, la création d'emplois de qualité ou l'accessibilité de la justice. C'est leurs mots.

Tous les secteurs de la société (santé, justice, travail, éducation, environnement,…) sont attaquées par les mêmes logiques. Celles qui envisagent la société comme une entreprise. Celles qui souhaitent que tout soit "bénéfices, rentabilités, concurrences".

Nous avons donc décidé de converger ensemble pour :
montrer la responsabilité des politiques là où ils prétendent que c'est aux individus de se débrouiller seuls
dévoiler les impacts concrets de leurs mesures, masqués par leurs discours

recréer la solidarité entre les secteurs là où elle est supprimée
résister à cette politique

La première partie de la campagne Tam Tam débute le 5 février 2018. Elle abordera successivement jusque juin 2018 les thèmes de la santé, de la justice et du travail.

Pour faire barrage à leurs mots qui nient notre réalité, nous pouvons encore faire entendre nos voix. Nous connaissons les vaccins qui ont permis d'empêcher ces périls par le passé : débattre, résister, s'unir, faire du bruit et faire savoir… Face aux nouvelles violences institutionnelles, la campagne Tam Tam offre une nouvelle résonance à la résistance. Il ne nous reste plus qu'à nous rassembler.

SITE

Articles

"Les revenus des travailleurs augmentent"
Depuis 2014, le pouvoir d'achat des Belges diminue.

Le gouvernement Michel nous invite à regarder l'évolution du pouvoir d'achat pris en termes de rémunération nette. Il nous dit que le saut d'index a été compensé par des effets du tax shift qui a conduit à des augmentations, pour certaines catégories, du salaire net perçu. De ce point de vue, les salaires nets ont pu augmenter. Mais ceci est une vue trop étroite de la situation. Notre salaire il est composé de plusieurs sources : c'est le salaire net, mais également la sécurité sociale (qui sont des revenus de pension, de chômage, de maladie, d'allocations familiales, etc.) et plus généralement les services publics. Or, cette rémunération des travailleurs au sens large diminue, notamment du fait de la baisse des cotisations sociales des employeurs. Année après année, la part de la valeur ajoutée qui va aux travailleurs baisse. Ceci explique que le pouvoir d'achat considéré au sens large diminue.

"On vit de plus en plus longtemps. Il faut augmenter l'âge de la pension"
On peut aussi mieux partager le travail et les gains de productivité accaparés par les actionnaires depuis 30 ans.

L'injonction à « travailler plus » est l'axe de la politique néolibérale portée par le gouvernement, sans qu'un débat démocratique n'ait permis d'en peser les conséquences, en dehors d'une vue comptable, très contestée, d'une nécessaire austérité. En prolongeant l'âge de la retraite, en durcissant les conditions d'accès au chômage et à la pension et en réduisant les possibilités d'interruption de carrière, le gouvernement cherche à accroître le temps de travail de ceux qui disposent d'un emploi, en ne permettant pas à ceux qui n'en ont pas ou pas assez d'y accéder. A un siècle de distance, nous travaillons deux fois moins, nous gagnons beaucoup plus et nous vivons plus longtemps. La diminution de la journée et de la semaine de travail, l'augmentation des jours de congé, des vacances annuelles, des interruptions de carrière (congés éducation…) et le raccourcissement de la vie de travail à ces deux extrémités, à savoir l'augmentation de la scolarité et la diminution de l'âge de la pension, ont permis l'amélioration considérable de nos conditions de vie. Ce mouvement de la réduction du temps de travail s'est arrêté depuis 2003 avec le passage aux 38 heures. En même temps, la part de la valeur ajoutée consacrée aux salaires a été réduite de 65,4% en 1985 à 59% en 2016, et les bénéfices distribués aux actionnaires et dirigeants sont passés de 7,7% à 14,9%. 18 milliards

de revenus des travailleurs, alimentant la sécurité sociale et donc les pensions, transférés vers les actionnaires.

"Les flexi-jobs permettent aux travailleurs de concevoir leurs emplois sur mesure"
En effet : pas d'horaires fixes, fonctions et salaires fluctuants et insécurité d'emploi permanente.

Notre autonomie, c'est de pouvoir organiser nos vies sans devoir cumuler des emplois précaires. Or, parmi les inventions du gouvernement Michel : les flexi-jobs! Un nouveau type de contrat qui a été conçu pour ajouter de la flexibilité dans des secteurs où celle-ci est déjà la norme, l'horeca mais aussi le secteur de la distribution, les boulangeries, la coiffure, les soins de beauté. Les flexi-jobs sont des contrats d'emploi nouveaux. Le travail fixe un « contrat cadre » avec un employeur et appelle les personnes en flexi-job en cas de besoin. Les travailleurs ne font pas partie du personnel fixe de l'employeur. Il ne doit donc pas leur garantir de travail, ni d'horaires fixes, ni de salaire garanti. Ce type de contrat est réservé aux personnes déjà engagées à 4/5è temps par ailleurs et aux pensionnés. 30000 contrats ont déjà été conclus. Le recul permettra de voir les conséquences de ces nouveaux contrats en termes d'emplois. Ce qui est sûr, c'est que la flexibilité sur laquelle ils reposent n'est pas une flexibilité négociée. Elle est prévue pour être unilatérale, et mettre les « flexijobeurs » dans l'attente et sous la dépendance de leur employeur. Et si des personnes occupent ces contrats dans ces conditions c'est qu'elles en ont besoin. Or l'autonomie, c'est d'être capable d'organiser sa vie en fonction des temps sociaux partagés, de ne pas avoir besoin de cumuler des emplois pour vivre, de faire ses propres choix. Pour les néolibéraux les flexi-jobs sont un rêve qui se réalise. C'est une brèche dans le droit du travail et dans la manière de légiférer la flexibilité. Une brèche c'est fait pour s'étendre… Il faut la colmater au plus vite.

"Nous luttons activement contre le chômage des jeunes."

Les jeunes ont été la cible principale de la réforme du chômage du gouvernement Michel. Dès sa mise en place, le gouvernement a choisi de baisser de 30 à 25 ans la limite d'âge maximale d'accès, écartant ainsi au passage des étudiants aux parcours longs. Mais une condition de réussite du diplôme du secondaire (CESS) ou d'une formation en alternance est ajoutée. Les jeunes entre 18 et 21 ans qui sortent de l'enseignement sans diplôme en sont privés. En tout cela fait environ 15000 jeunes qui chaque année n'accèdent plus aux allocations d'insertion. C'est une mesure injuste car elle cible directement les plus faibles. Elle repose sur un principe d'incitation qui suppose que le jeune va terminer ses études ou ne pas bisser d'année dans le supérieur pour obtenir des allocations d'insertion… en niant au passage tout les mécanismes qui créent l'inégalité face à la réussite scolaire. Parallèlement les jeunes qui sortent des radars car privés de droits – notamment l'accompagnement par les dispositifs publics - ne cessent d'augmenter, jusqu'à devenir un problème reconnu par l'union européenne qui finance des programmes pour les aider via l'Initiative Emploi Jeunes. En 2018, pour faire baisser statistiquement des chiffres du chômage, on essaie de discipliner ceux qui sont affaiblis par le système, et on pousse les jeunes dans les marges.

"Nous avons créé 130.000 emplois en 3 ans grâce au tax shift."

Les gouvernements aiment s'attribuer la paternité des créations d'emploi. Pourtant la création d'emploi est un mécanisme qui dépend autant de mesures gouvernementales que d'autres facteurs, dont la croissance économique générale ou des facteurs démographiques. Ainsi, même lorsque notre pays a connu 541 jours sans gouvernement entre 2010 et 2011, les

emplois ont continué à être créés. La Banque Nationale de Belgique considère que seule une part réduite de l'emploi créé est directement lié à la mesure phare du gouvernement Michel, le tax-shift. En 2016, seuls 4 700 emplois ont été créés grâce au "tax shift". En 2017, seuls 7 800 emplois trouvent leur cause dans le "tax shift" et pour 2018, elle table sur 7 100 emplois, soit seulement 8 %, 11 % et 15 % des emplois créés respectivement en 2016, 2017 et 2018. Par contre, il est clair que les gouvernement peuvent peser sur la qualité des emplois créés, que ce soit en l'améliorant par une protection plus grande des travailleurs ou par une meilleure répartition, ou en la dégradant par l'invention de contrats plus précaires, par l'accroissement de la concurrence entre travailleurs, ou par la suppression de droits…

"Ma politique n'entraine pas de dégradation d'emploi, que du contraire."

Sur 114.000 emplois créés, 75% sont considérés comme précaires (CDD, temps partiels, interim...).

Les statistiques trimestrielles de l'ONSS sont la référence pour analyser les types de création d'emploi. Le mal belge est connu : l'emploi se crée par ses mauvais côtés. En grande majorité l'emploi est créé par des temps partiels et des emplois saisonniers ou en interim. Par exemple, entre 2014 et 2017, l'emploi a augmenté de 114.199 unités, mais cette augmentation est majoritairement due au développement des emplois à temps partiel ou intérimaires. En effet, la moitié environ des emplois créés le sont à temps partiel (48,9 %), et près d'un quart sont des emplois intérimaires ou occasionnels (24,4%). En fin de compte, l'emploi régulier à temps plein ne concerne qu'un peu plus du quart des emplois supplémentaires (30.479 emplois à temps plein, soit 26,7 % des emplois supplémentaires enregistrés entre fin 2014 et début 2017). Quant à l'emploi en CDD, il progresse également. Si globalement il avoisine les 10% de l'emploi, il se concentre cependant chez les jeunes. En 2017, 36,6% des jeunes de 16 à 35 ans avaient un emploi temporaire, contre 21% en 1985. Et les nouveaux contrats flexibles ne risquent pas de modifier cette tendance. En 2017, selon le Conseil supérieur de l'emploi, 52% des nouveaux employés l'étaient en CDD. « Création d'emploi de qualité », vraiment ?

"Pour la première fois depuis très longtemps, le chômage baisse dans toutes les régions du pays."
Effectivement, près de 44.000 personnes ont été exclues du chômage entre 2014 et 2017.

Le chômage frappe la Belgique depuis les crises des années 70 et n'a cessé de s'amplifier. Le cacul statistique du chômage est à la fois simple et complexe. Simple car il est l'addition du nombre de personnes qui bénéficient d'allocations de chômage. Celles-ci sont de nature variée : allocations d'insertion dites « sur base des études », ou sur base d'un expérience suffisamment longue de travail, mais également les prépensions, le chômage technique, ou encore allocations complémentaires lorsqu'on occupe un temps partiel involontaire. Tout mis ensemble, cela faisait environ 630000 chômeurs en 2014 et 487291 en 2017. Le nombre de chômeurs a donc baissé. Mais cette baisse est essentiellement due à deux mesures : (1) la limitation des droits aux allocations d'insertion, désormais limitées à 3 ans, (2) aux conditions d'accès restreintes, et (3) la limitation des prépensions. C'est donc la restriction de droits qui explique essentiellement la baisse du chômage, et en partie seulement la reprise économique. Le calcul statistique du chômage est donc aussi … complexe. Car les personnes qui n'accèdent plus à ces droits, soit disparaissent dans la nature, soit se déversent vers d'autres catégories d'allocations : CPAS, maladie.

Le budget alloué aux entreprises pharmaceutiques a augmenté de 334 millions en 5 ans.

L’accès à la santé des citoyens est un droit fondamental de tout être humain. Les médicaments essentiels à la santé doivent donc être considérés comme des biens publics. Mais aujourd'hui le médicament est développé, produit et commercialisé par des entreprises privées avec des objectifs de rentabilité prioritaires sur les objectifs de santé publique et d’utilisation efficiente des budgets sociaux. La situation de monopole de chaque firme sur son médicament et la demande croissante des patients d’avoir accès aux innovations forcent les États à accepter des conditions financières injustifiées. Il en résulte que de plus en plus de médicaments ne sont plus finançables pour un nombre croissant de systèmes sociaux de santé en Europe, sans même parler des pays moins riches. En Belgique, le coût des nouveaux traitements met en péril l’équilibre de la sécurité sociale et les économies mises en place dans les médicaments "hors brevets" ne suffisent manifestement pas à compenser les déficits créés par la politique appliquée aux médicaments innovants. Depuis 2015, un déficit structurel de l’ordre de 200 millions existe dans le budget alloué aux médicaments suite à l’arrivée d’innovations importantes, par exemple dans le traitement de l’hépatite C et de certains cancers (immunothérapie). Aujourd’hui, la question fondamentale de l’adéquation des innovations médicales et de leurs prix aux besoins sociétaux est posée tant par l’OMS que par l’Europe. A court terme, des mesures correctrices doivent être prises pour réduire le prix payé pour les nouvelles molécules mises sur le marché et dégager les moyens budgétaires pour en donner l’accès aux populations. Mais le rapport de force est déséquilibré : l’industrie dispose du monopole sur les moyens permettant de sauver des vies et les systèmes de santé sont morcelés et sous la pression de la demande des patients. Il n’est donc pas réaliste de penser que nous arriverons à résister à la flambée des prix. Seule une gestion démocratique du marché pharmaceutique aux niveaux national et international, qui reprendrait des indicateurs de santé publique, pourra permettre de mieux équilibrer ce rapport de force.

Oui, il y a 1,5 milliard d’euros d’économie sur le budget des soins de santé en Belgique.

Quand des sommes aussi colossales sont en jeu, on comprend que le gouvernement ait dû couper tout azimut. Aucun secteur de soins n'a été épargné (infirmiers, kiné, accoucheuses, médecins...), ni aucun acteur (prestataires, mutuelles, citoyens...). Bien qu’il est entériné dans la loi que le budget des soins de santé doit croitre chaque année, le cadre budgétaire n’a jamais été aussi austère : Le présent gouvernement a fait passer cette norme de croissance du budget des soins de santé de 3 à 1,5% officiellement et même à 0,5% officieusement en 2017. Or le bureau du plan, en estimant toute une série de facteurs (évolution démographique, développement technologique, progrès médical,…) estimait que pour permettre une continuité des soins avec la même qualité (et non pour investir dans un progrès qualitatif), il faudrait une norme de croissance de minimum 2,2%. On comprend alors que les exigences d’économies – nécessaires pour respecter une norme de croissance budgétaire abaissée – sont donc particulièrement conséquentes. Au total, les économies structurelles nettes à réaliser pour respecter la trajectoire budgétaire imposée aux soins de santé sont d’environ 1.541 milliard d’€ sur l’ensemble de la législature (c’est-à-dire à l’horizon 2019). Maintenir des soins accessibles pour tous et éviter une dualisation de nos soins de santé sera un réel enjeu dans un tel contexte budgétaire. Beaucoup d’indicateurs montrent qu’il est temps de sonner la sonnette d’alarme (augmentation drastiques, ces dernières années, des suppléments d’honoraires par exemple en hospitalisation en chambre simple, augmentation du nombres des prestataires non conventionnés, augmentation des primes des assurances complémentaires,…).

Pourquoi faire peser les économies sur le dos du patient ?

Le présent gouvernement souhaite responsabiliser les belges sur une surconsommation des antibiotiques. L'intention première est bonne. Effectivement un trop gros usage de ce type de médicaments rend les bactéries plus résistantes. Cependant, ce médicament nécessite la prescription d' un médecin qui le juge nécessaire, ce n'est pas le choix du patient seul. Et un antibiotique intelligemment prescrit est un médicament vital, contrairement à certains produits pharmaceutiques qui relèvent plutôt de traitements de « confort » . Alors, pourquoi faire porter l'augmentation du coût de ce médicament par le patient ? L'augmentation de la part payée par le patient n'est pas cohérente en terme thérapeutique. Si ce médicament est adéquatement prescrit, tout le monde doit pouvoir se le payer. Quel est donc ce réflexe de faire porter l'effort d'économie sur le citoyen? Il faut prendre le problème à la source en faisant supporter les dépassements budgétaires sur les remboursement des antibiotiques par l'industrie pharmaceutique elle-même, d'une part (1) ou en sensibilisant davantage le prescripteur à une utilisation responsable des antibiotiques, d'autre part (2). (1) En effet,au jour d'aujourd'hui la négociation des prix des médicaments est encore très peu transparente et ne se fait pas dans le plus grand intérêt sociétal. (2) Par ailleurs, Bruno Palier - Directeur de recherche CNRS spécialisé protection sociale, montre que cette surconsommation des antibiotiques est davantage liée aux comportements des médecins prescripteurs qu'à un prix de l'antibiotique démocratique (le patient ne pouvant se procurer l'antibiotique sans prescription médicale).
En ce qui concerne le coût de la visite chez le spécialiste, c'est un autre enjeu. Sous la législature de Maggie De Block, il a été prévu d'économiser 32,89 millions en 2015 via l'harmonisation et l'augmentation des tickets modérateurs chez les spécialistes. La population ressent une augmentation systématique de la charge financière des dépenses de soins directs, entraînant des reports de soins et un risque élevé d'endettement voire de basculement dans la pauvreté. La somme déboursée par les patients sans intervention des assurances publiques et privées (on appelle ça le « out of pocket ») s'est accrue dans des proportions considérables. Depuis les années 2000, on constate que le montant des dépenses prises en charge par le patient a doublé. Ce sont spécialement les groupes les plus vulnérables de notre société (incapables de souscrire à des assurances privées) qui en sont les premières victimes.

Le coût moyen de l'hébergement en maison de repos est supérieur à la pension moyenne des belges.

Aujourd'hui, 120.000 Belges vivent en maison de repos, soit environ six personnes sur 100 âgées de 65 ans et plus. Le placement en maison de repos constitue une solution pour certaines personnes âgées lorsque la vie à domicile est devenue trop risquée ou difficile suite à un état de santé dégradé, une maladie chronique, une dépendance ou une perte d'autonomie, la perte du partenaire de vie, l'isolement social, etc. La prise en charge des personnes âgées pose la question de l'accessibilité des maisons de repos tant en termes de places disponibles – selon le Centre fédéral d'expertise des soins de santé (KCE), entre 27.000 et 45.000 lits supplémentaires seraient nécessaires d'ici 2025, soit une augmentation annuelle comprise entre 1.800 et 3.000 lits – qu'en termes d'accessibilité financière. En effet, le coût d'hébergement en maison de repos a considérablement augmenté ces dernières années et représente un coût important dans le budget, surtout lorsqu'on sait que 16% des personnes âgées de 65 ans et plus vivent sous le seuil de pauvreté. En effet, pour plus d'une personne sur deux, le revenu disponible mensuel (1.307 €) est inférieur au coût mensuel moyen d'hébergement en maison de repos (1.487 €). Si le coût augmente, c'est aussi parce que c'est un marché très lucratif dont une part importante est laissée au privé. Orpéa, Seniors Assist ou encre Living Groupe sont des multinationales cotées en Bourse ! A Bruxelles, 62 % des lits de maison de repos sont de type commercial. En Wallonie, un plafond légal limite la proportion à

50%. Dans la capitale, le nombre de lits pour le secteur privé commercial est passé de 1000 en 1998 à plus de 4000 en 2014, selon Infor Home. Par conséquent, dans ce type de home à vocation commerciale, le senior doit coûter le moins possible et rapporter le plus possible. Les travailleurs sont poussés à rentabiliser chacun de leurs faits et gestes (chronométrage des toilettes, changement des personnes âgées à la chaîne, gavage, etc). Une situation qui n'est pas sans impact sur le burn out, l'absentéisme des soignants et la dignité de nos aînés quelle que soit leur classe sociale.

Il faut entre 3 et 6 mois pour obtenir le droit à une aide médicale… urgente.

Contrairement aux idées reçues, les migrants n'ont pas droit à la sécurité sociale belge tant qu'ils n'y cotisent pas. L'accès à des soins de santé urgents et à une aide matérielle est strictement réglementé et justifié d'un point de vue éthique et humain. Sur le plan budgétaire, les sommes en jeu sont dérisoires. Seul 0,2% des 80 milliards que brasse chaque année la sécurité sociale sont consacrés par l'État fédéral à l'aide médicale urgente. D'après une étude du Centre fédéral d'expertise (KCE) en collaboration avec l'université de Gand et l'UCL, seuls 14% des personnes qui ont droit à l'aide médicale urgente (AMU) et qui la demandent y accèdent effectivement. En cause : une définition peu claire de l'AMU, des procédures administratives extrêmement compliquées et peu d'informations sur les procédures exactes. Tout est orchestré pour que recevoir un soin élémentaire devienne un parcours du combattant pour une personne qui n'a pas le titre de séjour requis. Le KCE avait conseillé toute une série de mesures pour réformer l'AMU mais jamais dans le sens que prend le ministre Ducarme. Celui-ci souhaite dans les faits rendre quasi impossible l'accès à l'aide médicale urgente au mépris de toute dignité humaine.

8% de la population belge renonce ou reporte ses soins de santé.

Une partie importante de la population reporte ou renonce encore à ses soins de base. Ainsi la dernière enquête Santé des Belges de l'Institut Scientifique de santé publique observe 8% de reports de soins (22% à Bruxelles, 9% en Wallonie et 5% en Flandre). Cette étude révèle également qu'un nombre conséquent de ménages indiquent que leurs dépenses de santé sont (très) difficiles à concilier avec le budget familial disponible (36% à Bruxelles, 31% en Wallonie et 21% en Flandre). Parmi ces reports, les médicaments constituent le premier poste dans le budget santé du ménage moyen (35,4%), viennent ensuite les consultations et visites des médecins généralistes (20% des dépenses). Les reports de soins restent ainsi conséquents et atteignent un niveau inquiétant qui remet même en question l'accès aux soins universels prévu et garanti par la sécurité sociale à tous ses affiliés. Les femmes (24,9%), les familles monoparentales (44,3%), les adultes âgés entre 18 et 45 ans (1 personne sur 3) et les groupes sociaux les plus faibles (26%) sont les catégories les plus touchées par le phénomène. Pourquoi ? En Belgique, une part importante des dépenses de santé (22,5%) reste à charge du patient. Cela comprend par exemple les soins et les médicaments non remboursés, les suppléments d'honoraires, les primes d'assurances. 22,5%, c'est plus que dans tous nos pays voisins. Ce chiffre est d'autant plus interpellant que cette tendance semble s'accroître et témoigner d'une privatisation silencieuse des soins de santé. Or il est prouvé qu'un plus grand remboursement des soins de santé ne provoque pas de surconsommation de soins, mais au contraire permet de ramener la consommation de soins à un niveau « normal ». En freinant l'accès aux soins de première ligne aujourd'hui, on provoque un report de soins avec un impact négatif sur la santé plus tard et des dépenses plus importantes en deuxième ligne, notamment en médicaments et en hospitalisation, comme l'ont démontré d'autres analyses, notamment celle du KCE en 2008.

Dans 20 ans, il manquera 7441 médecins généralistes à Bruxelles et en Wallonie.

C'est le fédéral qui établit les clefs de répartition en Belgique sur le nombre de médecins qui pourront pratiquer la médecine en Flandre, à Bruxelles et en Wallonie. Cette clef permet en théorie de n'avoir ni trop de médecins (et donc trop de remboursements à effectuer), ni trop peu par rapport aux besoins réels. Pour savoir le nombre de médecins qui pourront pratiquer, le fédéral doit se baser sur un cadastre qui compare le nombre d'habitants avec le nombre de médecins disponibles dans une région donnée. Deux cadastres existent à ce jour. Un premier qui croise les données de l'INAMI et celui du SPF Santé Publique. Un deuxième, celui de l'Agence pour une vie de qualité (l'AVIQ), qui se base sur les adresses des cabinets où les médecins exercent effectivement. Dans les deux cas, les chiffres confirment la pénurie actuelle plus ou moins grave en fonction des régions. Ils annoncent aussi l'aggravation de la pénurie vu l'âge moyen des médecins généralistes. Selon le rapport de performance du Centre fédéral d'expertise de 2015, la densité des médecins en activité en Belgique (2,95/1000 hab.) est inférieure à la moyenne UE-15 (3,41/1000 hab.). L'enjeu majeur sur la pénurie concerne le quota d'élèves en médecine. Actuellement chaque promotion est limitée par un quota du nombre d'élèves qui peuvent accéder à la profession, quelle que soit la réussite de l'élève (le fameux numerus clausus). Il faut donc largement adapter ces quotas, voire les supprimer pour certaines disciplines comme la médecine générale, pour pouvoir faire face aux défis actuels.

Quelques retours sur le Baromètre 2018 de l'Institut Solidaris

Le baromètre 2018 de l'institut Solidaris vient de sortir. Quelques chiffres sont interpellants. Deux lignes de forces transversales ressortent de l'enquête : un moral de la population en berne et un creusement des inégalités.

Les Belges ont perdu confiance en leurs représentants : seuls 7,7% d'entre eux affirment penser que les politiques œuvrent encore pour améliorer le bien-être de la population. À contrario, la famille, les médecins, les mutuelles arrivent en tête du classement et demeurent encore de véritables sources de bien-être et de confiance pour les citoyens
Quelques constats interpellants :
La société est éclatée et de plus en plus duales. Il y a ceux qui vont bien et de mieux en mieux et il y a ceux qui vont mal et de plus en plus mal. Entre les deux, ces groupes qui ont peur du déclassement social sont en proies à une insécurité sociale et économique.

Les inégalités entre ceux qui vont bien et ceux qui vont mal s'accroissent. Et ce sont les femmes qui, en Belgique francophone, en sont les principales victimes.

Seuls 50,4% des Belges estiment qu'ils mangent vraiment équilibré, soit une perte de 12 pts en un an. Le manque de moyens financiers pour mieux se nourrir est évoqué par 27 %.

En 2016, 15,2 % des Belges affirmaient leur confiance à l'égard des partis politiques. On ne pensait pas les voir tomber plus bas. Aujourd'hui, ils sont à 7,7%.

Le suivi à domicile est indispensable après les jours passés à l'hôpital pour un accouchement.

Sortir plus tôt de la maternité ? Oui, à condition de prévoir un bon suivi à domicile... et de le financer. La mesure de Maggie De Block a consisté à inciter les hôpitaux à diminuer la durée

de séjour dans les maternités d'un demi-jour en 2015 et d'un jour en 2016, en cas d'accouchements dits "normaux". Aujourd'hui, seules les premières 48 heures dès l'arrivée à l'hôpital sont remboursées par rapport aux quatre jours initiaux. Pour justifier son choix, la ministre s'est basée sur des comparaisons internationales. Dans les pays nordiques, la durée de séjour ne dépasse en moyenne pas 2,1 jours. La Belgique avait un séjour moyen de 3,5 jours. Or d'après le Centre fédéral d'expertise des soins de santé (KCE), il apparaît que des durées de séjour de moins de 72h sont tout à fait envisageables dans notre pays, à condition de s'y préparer déjà pendant la grossesse et de consacrer une grande attention à la continuité de la prise en charge à domicile pour éviter des complications post-natales. C'est en ce sens que les mutuelles plaidaient depuis plusieurs années pour l'implémentation et le financement d'un tel suivi pré et post-natal. Or, et c'est là que le gouvernement s'est éloigné de manière cruciale des recommandations du KCE, chez nous, cette mesure a été pensée et actée comme une économie pure et simple (enregistrée pour 18,7 millions dans les documents budgétaires de gouvernement). Ces mesures d'accompagnement, pour compenser la diminution du séjour à l'hôpital, n'ont pas été prises. En conséquence, il y a une réelle diminution de la qualité d'un soin élémentaire pour des raisons budgétaires et c'est les femmes qui en payent le prix.

Et si, on examinait rationnellement le bilan de ce gouvernement ?
"Et si, plutôt que de disserter à l'infini sur les calamités imputables à cette créature fantasmatique qu'est le néolibéralisme, on examinait rationnellement le bilan de ce gouvernement ? " (Carte Blanche dans LaLibre)

Vous avez raison, Corentin de Salle, examinons rationnellement le bilan de ce gouvernement.
Mais avant de nous livrer à une énième énumération non exhaustive des résultats du gouvernement (qu'on sortira encore une fois en bonne et due forme dans la presse comme vous), laissez-moi au moins tenter de vous répondre sur les critiques que vous formulez contre la Campagne TAM-TAM.

Parce que s'il est d'une tactique connue que vous employez souvent, c'est celle qui consiste à décrédibiliser systématiquement vos adversaires sur la forme plutôt que sur le fond. Depuis le lancement de la campagne TAM-TAM, il n'y a pas eu un jour ou vous (et vos amis) ne nous avez pas accusés d'être « politiques », de clamer haut et fort que nous nous battions contre un concept qui n'existe pas, que nous étions au service des partis politique etc.. Attaques personnelles sur le passé de quelques-uns, Catégorisation et préjugés.
Bref, nos contradicteurs ont tout utilisé pour nous réduire au silence. Alors que nous avons des notes solidement ressourcées, des experts dans les tous les domaines, des outils d'analyses et des chiffres, vous décidez de répondre sur la forme... Un choix. Nous ne dénonçons pas des personnes et des stratégies nous dénonçons des politiques et des logiques.

Et sur la forme, il me semble qu'il y ait au moins une attaque sur laquelle il faut revenir parce qu'elle illustre, à mon sens, votre incompréhension des causes de la rupture de confiance qui existe entre la population et le monde politique.

Depuis quelques années, les partis politiques ont été empêtrés dans une série de scandales politiques créant les conditions de leur propre désintégration. Les conséquences sont connues : crise de confiance dans les partis, désinvestissement dans la politique, etc..
Heureusement pour nous, la vie politique et démocratique d'un pays ne se résume pas à l'affrontement de quelques partis au sein d'un hémicycle fermé. Heureusement pour nous, il existe une société civile, composée d'organisations plurielles, capable de produire un contre discours juste, pertinent, et sourcé.

C’est précisément cette société civile qui permet de revitaliser la vie démocratique et politique de notre pays. TAM-TAM tente par tous les moyens d’expliquer des logiques, de créer du débat, de produire un contre discours à celui des gouvernants, de proposer des alternatives tout étant indépendant des partis politiques.
Nous tirons la sonnette d’alarme et nous sommes légitimes pour le faire.
En effet, c’est nous, responsable d’organisations, membres de collectif dans des quartiers populaires, mutuellistes, syndicalistes, qui faisons de la politique tous les jours avec les citoyens qui subissons jour après jours cette crise de confiance que vous avez créée.
C’est nous qui supportons les conséquences de vos petits arrangements entre amis, supportons les conséquences de vos politiques antisociales, et les conséquences du racisme de votre partenaire de gouvernement. Et vous ou êtes-vous ?

Ou êtes-vous, quand il s’agit d’expliquer aux patients que les antibiotiques nécessaires à leurs guérisons sont moins bien remboursés ?

Ou êtes quand il s’agit d’expliquer aux personnes âgées qu’il n’y a pas de place dans les maisons repos et que même s’il n’y en avait, le prix moyen d’une chambre est supérieur à leur revenu disponible ?

Ou êtes-vous quand il s’agit d’expliquer aux personnes précarisées que désormais il va falloir qu’il s’engage dans un « contrat » avec des conditions pour obtenir le revenu d’intégration ?

Ou êtes-vous encore quand il s’agit d’apaiser la colère, légitime, des enfants de quartiers qui sont systématiquement victimes de racisme, discriminations et violences policières ?
Ou êtes-vous ?

Certainement en train d’écrire un livre sur le néolibéralisme pour prouver son inexistence...

La tragédie dans votre discours réside dans cette confusion volontaire que vous essayez de créer dans l’esprit des gens entre le mouvement social et les partis politiques.
Si le mot « politique » est systématiquement confondu avec le mot « partisan », cela signifie que vous réduisez la vie politique aux partis et par conséquent le dégoût des gens pour les partis politiques est tout de suite reporté sur la vie politique en général et donc sur le mouvement social aussi.

Vous ne pouvez pas si mal utiliser des mots aussi capitaux que ceux-là parce que vous créez la confusion. Une confusion nauséabonde qui fait croire que le mouvement social n’est qu’un vulgaire outil au service des partis politique alors qu’il est un des contre-pouvoirs essentiels à notre système démocratique.
Et c’est ainsi, que la rupture de confiance et le désinvestissement de la population dans la politique et dans les institutions s’aggravent. Chaque jour vous nous rendez notre travail plus compliqué et il est légitime que nous vous le fassions savoir.

Sur le fond, on répondra via la presse. Et sinon, on a débattu ensemble sur Bx1. J'ai amené du fond, vous de la forme. Chacun son combat.

Le néolibéralisme existe : on peut le définir, l’observer et le dépasser (OPINION)
Une opinion de Pascale Vielle, professeure de droit social à l’UCL, Nicolas Lemoine, syndicaliste étudiant et Marc Zune, professeur de sociologie à l’UCL.

Si ce n’est par l’effet de la pensée magique – ou de la main invisible – du MR, le néolibéralisme existe. Tenter de nier son existence en le qualifiant de "mystification intellectuelle", comme le fait le directeur service d’études du MR, c’est se dérober à l’échange d’arguments sur le fond.

Le terme de néolibéralisme n’est pas une injure. Il existe d’abord parce qu’on peut le définir : il s’agit d’un courant idéologique, analysé et documenté par les historiens de la pensée et qui se démarque de la doctrine libérale classique. Le terme désigne aussi les politiques publiques qui s’en inspirent et qui se déploient sous des configurations politiques diverses. Elles se caractérisent par une libéralisation et une privatisation de fonctions assurées par le secteur public, par une dualisation sociale de l’accès à ces fonctions, et par une confiscation démocratique des enjeux liés à ces secteurs.

Le néolibéralisme existe ensuite parce qu’on peut en mesurer les effets concrets - observés et dénoncés entre autres par le FMI (2016). La campagne TAM TAM entend mettre en avant "notre réalité", soit l'impact dans le quotidien des choix politiques qui sont tout sauf “neutres”. Ainsi, bien que l’efficacité des transferts sociaux soit relativement élevée en Belgique, la Commission européenne observe, dans son dernier rapport sur notre situation économique et sociale (2017) [1] "un manque de protection adéquate des revenus par l’accès aux revenus du travail, et l’inadéquation des transferts de sécurité sociale pour les personnes dont c’est la source principale ou unique de revenus (…) Le pourcentage de personnes qui doivent reporter des soins médicaux dans le quintile de revenus le plus bas fait partie des plus élevés dans le contexte de l’UE. On n’identifie pas clairement ce qui a provoqué la hausse du taux de besoins non satisfaits depuis 2011 et le niveau relativement élevé, car la Belgique dispose d’un système assez élaborépour prévenir les frais médicaux excessifs. Le non-recours et/ou les situations de revenus en détérioration pourraient constituer des causes éventuelles". Cet exemple dans le domaine de la santé illustre, sous le dernier gouvernement, une tendance plus générale à l’augmentation de l’écart entre les plus riches et les plus pauvres en matière d’accès à la couverture d’une série de besoins fondamentaux.

L’une des conséquences de ces politiques est d’accroître la compétition entre toutes et tous, et de répandre parmi les citoyens un sentiment d’insécurité économique et sociale, et de peur. C’est le cas notamment lorsqu’en cherchant à "responsabiliser", il individualise des enjeux collectifs, et fragilise ceux dont la situation objective nécessite de pouvoir s’appuyer sur des mécanismes de solidarité. Si en outre le pouvoir canalise ces émotions populaires par l’identification de boucs émissaires (l’allocataire social "fraudeur", l’étranger, le migrant…) pour appliquer des politiques liberticides, le néolibéralisme contribue à mettre en place les fondements d’un régime autoritaire. Cette barrière a été franchie par le gouvernement, comme en témoignent les propos récents de Bart De Wever qui - après l’adoption par la majorité d’un dispositif de dé-financement structurel de la sécurité sociale! [2] - affirme que les citoyens devront choisir entre les migrants et la sécurité sociale. Peu d’authentiques “libéraux” se revendiqueront de tels propos.

Affirmer que le néo-libéralisme "n’existe pas" participe d’une dépolitisation du débat, et de la confiscation démocratique qui, justement, constitue une marque du néolibéralisme. Il en va de même du slogan “il n’y a pas d’alternative”, de l’idée que les politiques menées ne sont pas de nature idéologique, ou du procédé consistant à réduire des politiques publiques qui touchent auplus près chaque citoyen (santé, pensions, travail, justice) à une simple affaire d’équilibre financier relevant d’une approche exclusivement gestionnaire – et qui serait donc hors de

portée du commun des mortels. Une telle confiscation du débat est doublement dangereuse : pour le fonctionnement des institutions, et pour les victimes des inégalités que l'on "naturalise". Mais cette confiscation démocratique est aussi à l'oeuvre, concrètement, dans les lieux où s'exprimait la concertation sociale : les comités de gestion de la sécurité sociale, tripartites (composés de représentants des syndicats, des employeurs et du gouvernement) ont été placés sous la tutelle de "Commissions finances et budget", composées d'"experts". En matière de soins de santé, afin d'être conçu au plus proche des réalités quotidiennes, le budget est en principe le résultat d'un processus de concertation associant notamment les prestataires de soins, les organismes assureurs et les syndicats, et c'est au Conseil Général de l'INAMI – et non au cabinet – que revient l'approbation finale du budget global. Les principes élémentaires, rappelés par la Cour des comptes, précisent que "le ministre des Affaires Sociales ne peut intervenir qu'en ultime recours". Or cette exception semble être devenue la règle à partir de la confection du budget 2015 [3].

La campagne TAM TAM est une campagne politique, au sens où elle convie l'ensemble des citoyens et des organisations de la société civile à se réapproprier une série d'enjeux fondamentaux au cœur de notre système démocratique - comme la sécurité sociale, la fiscalité, la justice, le travail, l'environnement, et la participation. Elle postule que le savoir sur ces politiques se dégage aussi du vécu des citoyens, que les enjeux communs peuvent être rendus lisibles pour tous et propose à cette fin des outils libres d'appropriation (dits "copyleft"). Aucune norme économique ne s'impose d'elle-même aux choix de société : des moyens suffisants peuvent être libérés pour refonder des politiques publiques à partir des impératifs de justice sociale, de solidarité et de participation.

Depuis 10 jours, l'écho résonne...
Nous sommes nés il y a 10 jours maintenant. Et l'écho de notre réalité s'étend peu à peu.

Dans le domaine de la santé, premier thème que nous mettons en avant, cette réalité, c'est celle de notre vécu, de celui de chaque citoyens. La campagne, avec les études scientifiques et de terrain conforte donc des constats qui étaient en germe, portés par beaucoup d'entre nous depuis longtemps. Jean Hermesse, secrétaire général des Mutualité Chrétiennes, que l'on ne taxera pas de monter aux barricades sans réserve, commentait ainsi sur le plateau de RTL TVI : « les prestataires de soins ont dû subir les baisses de moyens. Ils ont été obligés d'augmenter les suppléments, de facturer des prestations non remboursées. Le coût est très élevé pour la patient ». « Parce qu'un parent qui renonce aux soins de santé pour lui ou pour ses enfants c'est inacceptable, la Ligue des Familles est engagée dans Tam Tam » explique la porte parole Delphine Chabert sur Twitter.

L'écho de la campagne Tam Tam dépasse les horizons que de nombreux commentateurs voudraient lui donner.

Une des particularités de la campagne, c'est la diversité d'acteurs mobilisés, qui convergent vers la constitution d'un mouvement social fédérant secteurs et piliers. Hors des logiques partisanes, et dépassant pour mettre en avant dans le cadre de la campagne des analyses partagées les liens plus historiques qu'ont tissé entre elles de nombreuses associations de la société civile. Alexandra, porte parole néerlandophone de la campagne : « travailler avec autour de la table des acteurs aussi divers que des académiques, des mutuelles, des syndicats, des petites associations mais aussi SMART ou la Ligue des Familles, c'est assez inédit ».

L'écho s'étend sur tout le territoire.

En Flandre, en Wallonie et à Bruxelles. La semaine dernière des rencontres sur la santé se sont organisées à Louvain-la-Neuve, à Mons, à Saint-Josse, d'autres se préparent à Liège cette semaine. En Flandre, plusieurs associations emboîtent le pas.

L'écho rassemble
Christine Mahy, secrétaire générale du réseau wallon de lutte contre la pauvreté, partageait à Le Soir à quel point tous les jours ses travailleurs font face à des vécus de plus en plus dûr de personnes qui, malgré une combativité énorme, n'arrive pas à s'en sortir. La déconnection avec le monde politique commence là.Une des missions principales de la campagne est donc de mettre au service de nos perceptions individuelles les constats implacables des études scientifiques existantes. La réalité que l'on décrit, les problèmes soulevés par de nombreuses études sont niés, minimisés au profit d'un discours sur l'absence d'alternative. Marc Zune, sociologue de l'UCL nous explique pourquoi il s'engage : « Vous savez, quand vous travaillez depuis des années sur une matière, que vous disposez des chiffres sur une certaine réalité sociale, qui se dégrade d'année en année, à un moment, certains d'entre nous sentent qu'ils doivent communiquer ces informations dans l'espace public. Quitte à ce que ça ne plaise pas à tout le monde ».

Nous allons rester encore quelques semaines sur le thème de la santé pour braquer les projecteurs sur ses différentes facettes. « Et toujours en mettant en évidence les logiques néolibérales qui sont apparues en Belgique bien avant le présent gouvernement fédéral » précise Brieuc Wathelet.

En attendant, la mobilisation s'organise sur le terrain aussi. Le son de Tam Tam va s'amplifier…et peut-être avec votre voix.

DÉBAT : COMMENT SORTIR DE L'EMPRISE NEOLIBERALE ?
Olivier De Schutter et Manu Claeys, devant 200 personnes, sont venus nous expliquer leurs solutions pour sortir du néolibéralisme aujourd'hui.

Olivier De Schutter et Manu Claeys, devant 200 personnes, sont venus nous expliquer leurs solutions pour sortir du néolibéralisme aujourd'hui.

Cette conférence, organisée dans le cadre de la préparation de la campagne Tam Tam, peut-être revue par ici.
Revivez également la conclusion de Brieuc Wathelet, porte-parole de la campagne sur la page Facebook du journal POUR.

Questions/réponses

01
Qui sommes-nous ? D'où vient le projet TAM TAM ?
TAM-TAM est le nom d'une campagne d'information, de sensibilisation et de mobilisation qui a été suscitée par la convergence de plusieurs volontés :

celle d'acteurs du monde de la culture, de la santé mentale, ou encore de la justice de rejoindre un mouvement social plus large;
celle de la Coordination de Tout Autre Chose désirant lancer une campagne de résistance contre les politiques des gouvernements ;

Celle du groupe thématique « travail digne » de TAC, soucieux de traiter de la question des réformes de la sécu
celle de différentes associations de relancer des actions transversales et de dresser un bilan des politiques menées depuis 2014.
Aujourd'hui, la campagne TAM-TAM rassemble des universitaires, des personnalités culturelles, des organisations de la société civile, des médias alternatifs, des étudiants, des mutuelles et des syndicats. L'objectif est de mutualiser, le temps d'une campagne, les forces de différents acteurs de la société civile, pour produire de meilleurs outils d'information, de sensibilisation et de mobilisation.

02
Quel est l'objectif de la campagne TAM-TAM ?
La campagne TAM-TAM crée des espaces d'information et d'expression où artistes, universitaires, associations, syndicats et mouvements citoyens peuvent se coordonner, s'organiser ensemble et renforcer leur communication et leur mobilisation.
Les tentatives de sensibilisation qui se sont multipliées au cours des derniers mois n'ont atteint que certains publics cibles, avec une double difficulté : faire comprendre l'enjeu de chaque réforme, souvent très complexe, d'une part et, de l'autre, montrer comment cette réforme s'inscrit dans un projet global : démanteler le « modèle social belge » qui pour la plupart d'entre nous semble tellement acquis que la connaissance et la compréhension de ses bases se sont avec le temps estompées. Nous pensons qu'il est urgent de produire un contre-discours à cette politique globale de déshumanisation et d'assèchement des services publics, discours que nous voulons fondé sur une information objective, pédagogique et diffusable auprès du plus grand nombre. Il ne s'agit pas de glorifier un hypothétique âge d'or de la Belgique vers lequel il faudrait revenir. Il s'agit de rendre compte de la logique destructrice des options néolibérales qui, en s'appuyant uniquement sur des arguments budgétaires abusivement érigés en contraintes objectives, empêche de progresser vers un horizon que nous souhaitons : celui d'un modèle de société basée sur des valeurs et principes de solidarité, d'égalité, d'inclusion, de liberté et de droit, d'approfondissement de la démocratie et de défense de l'environnement.
Les analyses co-rédigées par des chercheurs universitaires et des acteurs de la société civile soulignent que les choix pris par les politiques au cours des 25 dernières années, mais en particulier par le gouvernement Michel depuis 2014, instituent un changement important de paradigme dans notre société. À partir de ces analyses, nous proposons une panoplie d'outils destinés à être très largement diffusés, et à s'articuler à des actions et mobilisations citoyennes de toutes natures, dans les enceintes et contextes les plus variés. Nous voulons investir le champ des débats publics et combattre la pensée unique qui y règne et qui prétend justifier cette austérité aveugle et injuste ainsi que la marchandisation de tout et la mise en concurrence de tous.

03
Quels sont les liens avec TAC (Tout autre Chose) et HBH (Hart Boven Hard) ?
TAC soutient activement la campagne TAM-TAM et mettra à la disposition de la campagne ses moyens d'information et de communication. Les associations, signataires et groupes locaux de TAC, sont invitées à se joindre à TAM-TAM en prenant des initiatives à leurs niveaux. Des membres de sa coordination participent à la coordination de TAM-TAM.
Cependant la campagne dépasse largement le seul cadre de TAC. Elle est bilingue et sera menée à l'échelle de la Belgique : elle est portée par des organisations francophones des organisations flamandes et des organisations fédérales bilingues. Hart Boven Hard participe aux débats, ne souhaite pas porter l'ensemble de la campagne mais participera à sa diffusion

04
Quels sont les liens avec les syndicats, les mutuelles, etc ?
Certains syndicalistes ou militants mutuellistes sont présents, aux côtés d'universitaires, de mouvements étudiants, d'associations actives dans le domaine de la santé, de la culture, de la justice, et de représentants de TAC et de HbH, dans la coordination de la campagne TAM-TAM.
TAM-TAM se veut une campagne qui s'inscrit en complémentarité et en solidarité avec le mouvement syndical, mutualiste, et les autres mouvements sociaux (comme celui pour le droit à la santé, ou celui des magistrats, etc.). La campagne TAM-TAM est complémentaire aux outils propres des associations étudiantes ou professionnelles, des ONG, des mutualités, des syndicats etc : elle ne vise pas uniquement un public des militants de ces organisations, et multiplie les outils de communication pour se faire entendre de tous les publics.

05
Est-ce que TAM-TAM est un nouveau parti politique ?
Non. Ni aujourd'hui, ni demain !
TAM-TAM est le nom d'une campagne de convergence entre les associations, les syndicats et toutes personnes qui souhaitent un changement politique et qui veulent mettre en débat les questions sociales et culturelles essentielles d'ici aux élections de 2019. Il n'est question ni de construire un Parti politique, ni de pousser à voter pour tel ou tel parti, ni de construire une organisation, ni même de refaire un mouvement Citoyen. TAM-TAM a un début et aura une fin.
En aucun cas, TAM-TAM ne se transformera en un parti politique.

06
Quels sont les liens que TAM-TAM entretient avec les partis politiques ?
TAM-TAM n'a pas de liens avec les partis politiques. Ceux-ci ne sont pas présents dans la coordination, ne financent pas la campagne, et n'ont aucune influence sur notre agenda. Il s'agit d'un engagement explicite au sein de TAM-TAM. Nous voulons être indépendants de toute influence partisane. Nous sommes autonomes, sincères et transparents.
Si la campagne se déroule pendant la période électorale, c'est précisément parce que nous sommes convaincus qu'il n'appartient pas aux partis de décider quelles sont les questions importantes du débat public. Trop souvent, cela conduit à des débats qui n'intéressent que les appareils particratiques. La campagne aura atteint ses objectifs si les débats des prochains mois, dans les familles, les associations diverses, au café du commerce (et dans les partis) portent sur les questions essentielles pour que notre avenir soit radicalement différent de l'impasse néolibérale où nous nous enfonçons depuis 25 ans. Et si ces débats se font sur base d'informations et d'analyses de haute qualité, validées par les autorités académiques en chaque matière discutée, et largement vulgarisées par des outils professionnels.

07
Est-ce que TAM-TAM est une nouvelle organisation?
Non.
TAM-TAM est le nom d'une campagne nationale de convergence entre des personnalités, les associations, les syndicats et toutes personnes qui souhaitent un changement politique et qui veulent ouvrir de véritables débats avant les élections de 2019. Il n'est ni question de construire un Parti politique, ni de construire une organisation, ni même de re-faire un mouvement Citoyen. TAM-TAM a un début et aura une fin. Une des multiples impulsions qui

ont conduit à la création de TAM-TAM vient précisément de TOUT AUTRE CHOSE. Nous sommes donc en lien avec TAC mais certainement pas en concurrence.

08
Qu'est-ce que TAM-TAM propose concrètement ?
TAM-TAM est une campagne d'information, de sensibilisation et de mobilisation. Dans un premier temps, 3 thèmes (santé, justice, travail) seront mis à l'agenda : la santé en février 2017, la justice en mars/avril et puis le travail en mai/juin 2017. D'autres thèmes suivront : Sécu, Fiscalité, environnement et transition écologique, démocratie…
Nous voulons faire en sorte que toutes les associations parlent et se mobilisent en même temps sur le même sujet, mais aussi que tous les secteurs se solidarisent autour des enjeux portés par chacun d'eux.
Toutes les associations sont invitées à partager les outils de communication qui seront proposés par TAM-TAM (vidéo en « motion design », visuels, communication réseaux sociaux, journaux, etc). Les associations sont aussi invitées à organiser des soirées débats, workshop, ateliers sur les thématiques qui sont à l'agenda.
Dans un deuxième temps, des actions directes seront organisées et chaque association est invitée à lancer des actions ludiques/festives pour mettre en avant ses revendications et propositions.
Enfin, à un événement de rassemblement et de convergence sera proposé à tous les acteurs qui se sont mobilisés. L'idée est de clôturer la période de mobilisation par un événement plus massif qui appelle les citoyens à se mobiliser.

09
Est-ce que la liste des thèmes est définitivement fixée ?
Non.
Sept thèmes prioritaires ont été choisis au départ (santé, justice, travail, sécu, fiscalité, transition écologique, démocratie) ; cette liste n'est pas limitative. TAM-TAM est avant tout un langage, un format, et une façon de travailler ensemble. De nouveaux thèmes pourront être développés et mis en partage dans la campagne si des acteurs portent ce thème et souhaitent s'intégrer dans ce langage et le format de TAM-TAM. Les questions des migrations, de l'égalité hommes-femmes, de pauvreté, des traités de libre-échange (TTIP CETA & C°), de l'agriculture, de l'enseignement, du travail dans le secteur culturel, ont déjà été évoquées. L'ambition est de constituer, par l'accumulation de thèmes traités de manière analogue, un véritable « corpus » thématique du contre-discours aux politiques néolibérales menées par les gouvernements depuis plusieurs années.

10
Est-ce que TAM-TAM peut soutenir des actions d'autres organisations, par exemple syndicales ?
TAM – TAM est un rassemblement d'acteurs qui mettent en commun des informations, des analyses, des moyens de communication. Elle est donc au service de ces acteurs.
Chaque organisation (mutuelle, mouvement étudiant, avocats, syndicats, groupes locaux ou autonomes…) continue de s'adresser à son public habituel par ses propres modes d'action et de communication ; par ailleurs, sur les thèmes choisis comme prioritaires, TAM-TAM s'adresse à tous les publics en utilisant une grande diversité de moyens de communication.
La campagne TAM-TAM se construira en complémentarité et en solidarité avec toutes les composantes du mouvement social.

11

Est-ce que TAM-TAM est une ASBL ? Comment TAM-TAM s'organise ?
TAM-TAM n'est pas une ASBL mais un groupement de fait sans aucune personnalité juridique. Nous ne voulons pas « institutionnaliser » TAM-TAM puisqu'il s'agit d'une campagne qui aura une fin.
TAM-TAM n'est pas une organisation mais une campagne de mobilisation. Elle est constituée d'une structure de coordination légère composée de personnes qui sont à l'initiative du projet et dont la plupart représentent des organisations de la société civile.
Par ailleurs, **deux coordinateurs (un francophone et une néerlandophone) sont engagés à mi-temps** pour organiser la mobilisation sur le terrain.
Enfin, des Assemblées générales sont régulièrement convoquées réunissant toutes les associations partenaires afin de présenter l'avancée de la campagne, les outils, et le contenu.

12
Comment la campagne TAM-TAM est-elle financée ?
L'essentiel des moyens de TAM-TAM est constitué de l'investissement bénévole de chercheurs universitaires et associatifs, et du travail gratuit des groupes et organisations qui organisent concrètement la campagne. Pour ce qui entraîne des coûts de réalisation (journaux, affiches, vidéos) TAM-TAM se financera par deux sources : les dons des citoyen-nes qui, en découvrant la campagne, voudront qu'elle se poursuive (nous l'espérons du moins), et les apports de départ de diverses organisations sociales, de toutes les tendances, et du Nord et du Sud du pays.
Mis à part la réalisation des vidéos, l'impression des journaux et des visuels pour la communication, la campagne TAM-TAM n'a pas besoin de gros budgets puisque ce sont les associations qui font campagne sur le terrain et qui peuvent utiliser le matériel de communication de TAM-TAM.

13
Qui a le droit d'utiliser la campagne TAM-TAM ?
Tout le monde.
Le modèle est celui du « COPY-LEFT». Toutes personnes voulant utiliser le contenu et le matériel produit par TAM-TAM peuvent le faire. Si les associations veulent l'améliorer, le modifier ou aller plus loin sur certains aspects, elles sont les bienvenues et sont invitées à le faire, en respectant les règles du copyleft (voir ici) : c'est-à-dire : obligation de citer la source et interdiction de rendre payant ce qui est mis gratuitement à disposition par TAM-TAM.
Rien n'appartient à TAM-TAM, tout est fait par et pour les associations.

14
Est-ce que TAM-TAM est une campagne francophone ou flamande ?
TAM-TAM est une campagne bilingue. Tous les outils de communications sont soit entièrement bilingues, soit produits simultanément dans les deux langues. Les assemblées générales sont traduites simultanément en français et en néerlandais. Certaines associations qui se sont engagées dès le début dans la campagne (syndicats, mutualité) sont nationales, et donc bilingues.

FACEBOOK

1. Reports de soins, pénurie d'infirmières et burn out des soignants, difficulté d'accès à la médecine pour les plus fragiles, hôpitaux poussés à la rentabilité. Alors, comment ça va la petite santé en Belgique ? Jusqu'ici le patient était stable, mais les symptômes s'aggravent. Fruits d'une longue histoire de lutte et de conquête, l'assurance soin de santé et ses garanties pourrait bien finir aux urgences. Car le gouvernement Michel n'a pas les mêmes thermomètres

que les patients et les soignants. Dès son entrée en fonction en 2014, il s'est rué au chevet des entreprises dont il a réduit les cotisations patronales qui passeront bientôt de 32,25% à 25 %, alors qu'elles sont une des principales sources de financement de la sécu. Un traitement de faveur pour les patrons auquel s'ajoutent de nouveaux contrats précaires et sans cotisations. Mais la majorité l'a dit : « La santé est un budget comme un autre qui doit contribuer à réduire les déficits ». Ces quatre dernières années, la saignée a représenté 1,5 milliard d'euro d'économie nette sur les soins de santé. Et pour « responsabiliser » les patients, le gouvernement décourage les « dépenses inutiles ». Augmentation du ticket modérateur, réduction de l'hospitalisation après l'accouchement sans suivi à domicile, augmentation du prix des médicaments communs non remboursés comme Dafalgan ou Voltaren, baisse du remboursement des antibiotiques de 75% à 50%. Résultat de ces comptes d'apothicaire, la santé devient de plus en plus une affaire de moyens. Depuis 30 ans, la part de dépenses de santé sortie de la poche des patients est passée de 10% à 25%, soit en moyenne près de 800€ par ans et par patients, poussant certains à renoncer aux soins et à couver des maladies plus graves encore. À commencer par les groupes sociaux les plus fragiles : famille monoparentales, femmes, jeunes adultes. Selon l'OMS, au moins 80% de l'état de santé est attribuable aux conditions de vie et aux conditions de travail. Bref, à des facteurs sociaux, quelques soient les pathologies, des maladies cardiovasculaire à la psychiatrie, chaque cran de précarité augmente la fragilité. Et les inégalités rongent jusqu'à l'espérance de vie. Les habitants de la commune la plus pauvre de Belgique vivent en moyenne huit ans de moins que ceux de la commune la plus riche. Le niveau d'étude discrimine tout autant. Les non qualifiés peuvent espérer vivre en moyenne 18 ans de moins que leurs concitoyens diplômé du supérieur. Les besoins et les moyens ne sont pas égaux pour tous. C'est sur ce constat que s'est bâti notre système de santé. Pour que la paie de chacun et de chacune ne rémunère par que le temps de travail, mais couvre aussi ses conséquences à commencer par ses effets sur la santé. Au lieu de panser les plaies de la solidarité, les réformes du gouvernement Michel accélèrent le mouvement au point d'empêcher la sécurité sociale d'assurer sa mission d'origine. Prétendant augmenter la qualité et l'accessibilité des soins, les gouvernements néolibéraux veulent façonner notre système de pensée avec leurs mots : « rentabilité, responsabilité, concurrence », des discours qui portent en germe des symptômes bien différents. Ceux d'une santé livrée à la loi du marché, privée de tout contrôle démocratique et à l'accès conditionnés aux moyens financiers. Il y a pourtant des remèdes pour défendre la santé de tous et le respect de chacun : négocier démocratiquement le prix des médicaments, mettre la prévention au cœur des soins, développer les maisons médicales et mille autres idées à expérimenter. Collectivement nous pouvons imaginer un système de soins solidaire, de qualité et démocratique. Nous connaissons les vaccins qui ont permis d'empêcher ces périls par le passé : débattre, résister, s'unir, manifester et faire savoir. Nous sommes des milliers à partager ce constat, il ne nous reste plus qu'à nous rassembler. Leurs mots, notre réalité. Agissons sur campagnetamtam.be.

2. Fermeture des justices de paix, augmentation des délais de traitement, augmentation des frais de justice, complication de l'accès à l'aide juridictionnelle, atteinte à l'indépendance des magistrats, qu'est-ce qui est plaidé pour l'état de notre justice ? Le non lieu. Dès 2014, la nouvelle majorité au pouvoir a rendu son verdict : « l'exercice de la justice, n'est qu'un exercice budgétaire comme un autre ». Qu'importe si la Belgique affiche en la matière l'un des budgets les plus bas d'Europe. 0,5% du PIB, contre 2,2% en moyenne dans l'Union européenne. La justice, pardon, l'appareil judiciaire, tombe sous le coup de la loi de l'austérité. Ramené à l'état d'usine à décision, elle doit afficher un meilleur rendement. Premier article de cet arbitrage comptable : les tribunaux doivent désormais faire recette sur le dos du justiciable. L'exemption de la TVA de 21% sur les frais d'avocat qui les rendait plus accessible avait déjà été supprimés. Au nom de la « responsabilisation », les plus pauvres sont frappés d'une double peine. Les bénéficiaires de l'aide juridique doivent s'acquitter d'un ticket modérateur. 20€ pour désigner un avocat, 30€ pour chaque recours devant une nouvelle instance. Certaines populations fragiles : handicapés, pensionnés, bénéficiaires d'aides sociales et autres sont sommés encore plus qu'avant de prouver leur situation pour accéder à leurs droits. Les lieux de justice eux-mêmes sont rendus inaccessibles. La fermeture de 25

justices de paix et de 67 lieux d'audience notamment dans les zones rurales est en cours. Dès 2014, le service public de la justice a été condamné à un plan de réduction de 20% de ces moyens sur 4 ans. La plus lourde peine, un combat, l'informatisation, avec 22% de coupes en 2015, impossible d'équiper les greffes des outils pour communiquer les dossiers avec la police par voie numérique. Par des jugements à l'emporte-pièce, la logique de rationalisation a conduit à raboter la procédure comme les effectifs. La plupart des juridictions n'affichent pas plus de 80% des postes exigés par la loi à commencer par les juridictions les plus proches du citoyen. Au tribunal de première instance du Brabant wallon, 19 juges était à pointer fin 2017, sur les 27 requis. Hors la loi, le ministre se déclare non coupable. Pour compenser ces vides, il propose de faire valser les robes à travers ces juridictions, contrevenant au principe d'inamovibilité des juges. Or, l'indépendance des juges n'est pas un couteux privilège, c'est une question de démocratie. Dès la constitution de 1831, la justice est érigée en troisième pouvoir autonome vis-à-vis de l'exécutif et du législatif. Dans l'enceinte du tribunal, le juge indépendant constitue une garantie de neutralité entre les justiciables. En donnant accès à une défense abordable, chacun et chacune se défend à armes égales. Sans justice, c'est la loi du plus fort qui l'emporte au lieu du règlement pacifique. Et pour décréter la loi du plus fort dans une vision néolibérale, rien ne vaut la privatisation. D'un côté, au nom de la simplification, les contentieux portant sur des dettes d'argent dites non contestées, tombent dans l'escarcelle des huissiers. En clair, face aux poursuites des opérateurs téléphoniques, ou électrique pour des petites sommes, le justiciable se voit refuser l'impartialité des salles d'audience. Il n'y a pas de petites économies, sauf quand il s'agit d'évasion des capitaux. En 2015, 221 milliards d'euro ont fui le royaume vers des paradis fiscaux en toute impunité. De la loi commune à la loi du marché, une justice à deux vitesses s'installe. Rationalisation, responsabilisation, simplification. Derrière ces faux témoignages, c'est la mission du système judiciaire qui est remise en cause. La justice ne doit pas se réduire aux dommages des uns et aux intérêts des autres. Nous devons agir pour garantir son indépendance et son impartialité en utilisant les techniques de défense qui l'ont construite. Débattre, s'unir, manifester et faire savoir. Ce constat des magistrats, avocats et professionnels de la justice le partagent avec des milliers d'entre nous. Il ne nous reste plus qu'à nous rassembler. Leurs mots, notre réalité. Agissons sur campagnetamtam.be.

3. Boom des contrats précaires, renforcement des inégalités, chute du pouvoir d'achat, multiplication des burn out, le travail en ce moment c'est le parcours du combattant. Les uns après les autres, les gouvernements font de la lutte contre le chômage une priorité. Une fois embauchés, les gouvernements se retroussent les manches pour déboulonner les conquêtes sociales. Mais c'est pour l'emploi. Les coupes dans les cotisations sociales ? Jobs ! Les contrats précaires ? Jobs ! Les heures supp' sans limites ? Jobs ! Mais au bout de la chaîne de montage, le compte n'y est pas. D'après la BNB, tax shift, exonérations et autres modernisations du gouvernement Michel n'auront produit que 13% des nouveaux emplois en 2017, soit 7800 nouveaux postes. Tant de sacrifices budgétaires et sociaux pour faire de la Belgique le 23^{ième} état de l'Union européenne en termes de création d'emploi. Rien de neuf, en fait, car le gouvernement actuel ne fait qu'amplifier une vieille rengaine. Celle de la « responsabilisation ». Composée par les néolibéraux des années 70, pour rompre avec le pacte social d'après-guerre, le refrain est fredonné par toutes les majorités aujourd'hui. Face au chômage de masse, contrôlons les feignasses. Mettons fin à la crise en soutenant l'entreprise. Allez, tous en cœur ! De nouveaux contrats sont bricolés. Toujours plus flexibles, et moins protecteurs. Dernier né de cette fabrique à instabilité : les flexijobs. Sans salaire, ni horaires fixes, offre en complément de revenus ce qu'il retire en protection sociale. Créé pour rester une exception, ce nouveau travail en miette pourrait devenir la règle. Entre fin 2014 et début 2017, la moitié des 114 199 emplois créés étaient à temps partiels et un quart des emplois intérimaires ou occasionnels. Aucun doute, ça fait du temps libre. Le pouvoir d'achat aussi s'effrite. Les salaires de 2016 ont régressé en moyenne au niveau de 2011. Et les premier à le ressentir sont toujours les mêmes : les jeunes travailleurs de 16 à 35 ans dont 1/3 occupe un emploi temporaire, contre 1/5 il y a 30 ans. Les femmes ensuite. 45 % des travailleuses écopent d'un temps partiel, contre 11% des hommes. Le plus souvent imposé par l'employeur. Heureusement, les entreprises, elles, savent jouir de cette liberté. Pendant que la part de la

valeur ajoutée consacrée aux salaires a chuté de 65,4 % en 1985 à 59 % en 2016, celle reversée sous forme de bénéfices reversée aux actionnaires et dirigeants d'entreprise a doublé, passant de 7,7% à 14,9 % de la richesse créée, soit environ 18 milliards de plus. En garantissant l'accès à tous à la protection sociale, quel que soit le statut, nous pouvons reposer les bases d'un travail digne et redéfinir ensemble sa place dans notre société et nos vies. Réduire collectivement le temps de travail, permettre les pauses dans les carrières, conditionner la flexibilité à la négociation, adapter la production à la transition écologique. Le temps est venu de stopper la cavalcade néolibérale qui précipite la société toujours plus loin dans le règne de la compétition, de la précarisation et de l'individualisation. Face aux mots qui divisent, à nous de refaire du travail, un lien fait de solidarité et de choix. L'article 23 de notre constitution le clame. Le travail est un droit et la dignité qui l'accompagne, ça se défend… et pas tout seul. Débattre, s'unir, manifester et faire savoir. Nous sommes des milliers à partager ce constat et à désirer un changement de cap. Il ne nous reste plus qu'à nous rassembler. Leurs mots, notre réalité. Agissons sur campagnetamtam.be.

4. Il ne vous arrive jamais de rentrer chez vous, exténués par d'interminables journées de travail et d'apprendre par les informations que le chômage de masse va bon train, multiplié par 4 en 50 ans, que les dépressions et burn out ont presque triplé en 7 ans, et de vous dire que finalement, en matière d'emploi, entre ceux qui travaillent trop et ceux qui ne travaille pas du tout, il y a comme quelque chose qui ne tourne pas rond. Alors pourquoi ne pourrait-on pas partager les emplois et les richesses ? Prenons de la hauteur. Pendant presque tout le 20ième siècle, on a réduit collectivement le temps de travail rémunéré sans toucher au salaire. Si, si, c'est possible. Des journées de 12h à celle de 8h en 1921, de la semaine de 6 jours à la semaine de 5 jours en 1960, bref on est passé de 84h de travail par semaine en 1890, à 40h par semaine en 1978. Et tout ça, avec un meilleur niveau de vie, mais depuis 1978, rien. On juge même utopique de continuer le mouvement de réduction collective du temps de travail, alors qu'il est logique. Grâce aux nouvelles technologies et à l'augmentation du niveau de qualification de la population, un travailleur en 2018 et aussi productif que cinq en 1978. Pas étonnant du coup que le chômage ait été multiplié par 4 sur la même période. Pour répondre à ce manque d'emploi, les gouvernements successifs depuis les années 80 ont fractionné le travail et nos salaires. Résultat des courses, on se retrouve avec un régime d'emploi à deux vitesse où certains en ont trop et mettent à mal leur santé (stress, crise d'angoisse, burn out) et d'autres pas assez et mettent aussi leur santé à mal (stress, report de soin, dépression). Alors pourquoi ne par relancer cette logique de réduction collective du temps de travail à salaire égal ? Et encore une fois, c'est possible ! Et ce mouvement est déjà en route. Un peu partout en Europe, des travailleurs dans des centaines d'entreprises expérimentent la journée de 6h et la semaine de 4 jours. Ces exemples démontrent que la réduction collective du temps de travail est moins chère et plus efficace que les politiques d'emploi de ces 40 dernières années (la semaine de 4 jours peut créer en Belgique jusqu'à 500 000 emplois). Alors quand tu rentres chez toi exténué par une interminable journée de travail, et que tu apprends par les informations que chômage de masse va bon train, multiplié par 4 en 50 ans, que les dépressions et burn out ont presque triplé en 7 ans, et si tu te dis que finalement quelque chose ne tourne pas rond, alors rejoins la campagne pour la semaine de 4 jours et #balancetonlundi. Signe et partage l'appel sur www.travaillermoinsvivremieux.be

PRESSE

2018-02-05

1. Il faut y aller. Il est important de faire comprendre aux citoyens des enjeux complexes et de repolitiser certains thèmes que l'on dit techniques, se les réapproprier. Nous voulons éveiller la conscience des citoyens sur l'impact du néolibéralisme dans tous les secteurs. L'information, la conscientisation et la mobilisation. C'est une vue concurrentielle de la société, avec deux solutions possibles venues de l'Etat, par en haut, et du marché. Il y a une absence de confiance qui prive la démocratie de cette énergie. Il est important que le monde

universitaire sorte de sa zone de confort pour informer les gens. Il y a une volonté de réduire la croissance des soins de santé avec une économie de 1,5 milliard imposée au secteur depuis 2015. Cette gestion budgétaire sans vision est insidieuse. 20 % de notre espérance de vie est liée aux soins de santé. Il y a un impact très corrosif de certains discours qui sont devenus la doxa dominante. La dotation d'équilibre de la sécurité sociale est conditionnée à des facteurs d'efficacité. Le gouvernement est en train de gérer des économies. Mais cela ne fait pas un projet de société. On glisse dangereusement vers un autre monde. Notre volonté est de durer, avec 2019 comme horizon.

2. Beh, c'est notamment le gouvernement Michel, mais c'est plus largement le néolibéralisme, c'est-à-dire cette école de pensée qui veut faire de tous les secteurs et de toutes les parties de la vie d'un individu, le soumettre aux lois du marché, c'est ça un peu ce qu'on dit. Moi j'aimerais réagir par rapport à ce que Fabrice Grosfilet vient de nous dire. D'abord on est une campagne de communication, ça c'est sûr, mais on est aussi une campagne de sensibilisation et de mobilisation. L'objectif c'est vraiment d'essayer d'éveiller les consciences sur l'impact des différentes mesures qui ont été prise depuis les années 80 jusqu'à aujorud'hui et évidemment dans ce sens-là, le gouvernement Michel approfondit et aggrave la tendance que nous observons.Oui, tout à fait. Sur les soins de santé, le gouvernement précédent a aussi fait, Elio di Rupo aussi a effectué une série de coupes budgétaires assez importantes. Ici on parle d'1,5 milliards d'euros sous le gouvernement Michel. Moi j'aimerais plutôt revenir sur le sentiment général, qu'on observe au quotidien, moi en tant que jeune, mais on rencontre énormément, des patients, des chômeurs, des travailleurs, et aujourd'hui qu'est-ce qu'on constate c'est que d'une part on contractualise l'aide sociale, on criminalise la solidarité, on licencie des travailleurs chez carrefour alors même qu'ils sont en bénéfice, on a Pfizer qui annonce qu'on arrête la recherche sur Alzheimer parce que ce n'est pas rentable, on a 22 000 dossiers en attente à la cour d'appel de Bruxelles et on effectue 1,5 milliard sur la sante. Ca c'est d'un côté la réalité. Ca c'est la réalité vécue, ressentie par l'ensemble des citoyens, par les travailleurs, par les chômeurs. D'un autre côté, on a en 2016 par exemple, 853 entreprises qui envoient dans des paradis fiscaux, près de 220 milliards d'euros. On a un gouvernement qui réduit les cotisations patronales, qui est une source de financement très importante pour la sécurité sociale. Nous, ce qu'on aimerait dire, c'est que là on sent bien qu'il y a un deux poids deux mesures dans ce genre de politique. Ce qu'on a envie de dire c'est que la sécurité sociale nous appartient. Elle constitue un des moyens pour lutter contre les inégalités. Les réformes du gouvernement Michel accélère le mouvement au point d'empêcher la sécurité sociale d'assurer sa mission d'origine. En prétendant augmenter la qualité et l'accessibilité des soins, les gouvernements néolibéraux veulent façonner notre système de santé avec leurs mots : rentabilité, responsabilité, concurrence. Des discours qui portent en germe des symptômes bien différents. Ceux d'une santé livrée à la loi du marché, privé de tout contrôle démocratique et à l'accès conditionné aux moyens financiers. Non, je ne pense pas. J'attends vraiment qu'une série de spécialistes et de politiques puissent venir nous contredire. Par ailleurs, nous notre démarche c'est à la fois d'associer une expertise de terrain, avec une série d'associations, des mutuelles, des syndicats et une expertise académique. On a une série de professeurs d'université qui nous ont rejoints pour établir un diagnostic. Un diagnostic scientifique. Donc on ne mène pas une campagne de slogans. On mène une campagne ressourcée, et scientifique. Mais je pense que c'est un mauvais usage des mots. Apolitique ça ne veut rien dire, apolitique ça veut dire qu'on ne fait pas de politique, mais tous les jours, tous les citoyens font de la politique. Le bon mot c'est apartisans, c'est-à-dire qu'on ne dépend d'aucune structure partisane. On essaye justement de montrer une voie alternative. Il est possible justement d'influencer la teneur des débats politiques autrement que par l'implication dans des partis politiques. C'est exactement ce qu'on essaye de montrer et je pense qu'il y a vraiment un intérêt, à montrer qu'il est possible d'influencer et de faire de la politique d'une autre manière que de s'engager dans un parti et c'est cette voie médiane-là qu'on essaye de tracer en essayant de montrer qu'en faisant de la convergence politique entre les différentes associations on peut peser sur le débat public et il est important de nous entendre sur ces questions-là. Nous on veut influencer tous les partis politiques. On veut essayer de montrer que scientifiquement il y a, de façon académique, il y a une série de chose qui pour le moment,

et une série de mesures qui sont prises qui d'une certaine manière aggrave la vie quotidienne des individus. Et par rapport à ça, nous on a envie d'influencer tous les partis politiques, alors évidemment si il y a une série de partis qui se retrouvent dedans que ce soit de droite ou de gauche, s'ils se reconnaissent dans ce diagnostic, on les appelle à agir très concrètement sur ces réalités. Ah c'est sûr, on s'en rend bien compte et on a vraiment un intérêt à expliquer les choses et expliquer d'une façon pédagogique. On a, et c'est un peu l'objectif de la campagne aussi, c'est d'essayer de renouveler des outils de communication et renouveler des outils de mobilisation. On fédère à la fois des grosses instituions et des tous petits collectifs qui font de l'éducation permanente. L'objectif c'est vraiment d'essayer à tout prix de faire en sorte que la politique puisse se renouveler, qu'il y ait un renouvellement de la politique à travers les outils de communication, c'est une chose, mais aussi les actions. Et vous verrez à travers les actions que l'on va mener qu'il y aura vraiment une teinte particulière à nos actions. On va essayer de montrer, d'expliquer, pas avec des slogans, avec des chiffres et avec des faits. Oui tout à fait, nous on a d'abord envie d'expliquer, d'éveiller les consciences sur l'impact du néolibéralisme, donc il va y avoir une série de conférences, de débats, de rencontre avec les citoyens, avec l'ensemble de la population pour expliquer sur chaque sujet, qu'est-ce qu'il se passe et puis il va y avoir, oui, des actions. Des actions symboliques, festives, ludiques et puis des rassemblements, des points de convergence. On a envie à la fois de créer la convergence politique sur un diagnostic et à la fois de créer de la convergence organisationnelle. Faire en sorte d'avoir une série d'actions, communes à travers les différentes associations. Je ne sais pas si la question là tout de suite c'est de créer un syndicat. C'est pas ça l'idée. Nous là on offre un cadre. On essaye de structurer l'ensemble du travail et des alternatives proposées par les associations pour qu'on puisse peser. Et c'est ça notre objectif. En tout cas on a envie de rester et on se fixe comme objectif l'horizon 2019. Alors, les élections. On sait qu'il va y avoir un débat politique assez important et par conséquent on a envie de pouvoir être présent dans ces débats et de pouvoir influencer le débat politique. De pouvoir dire « il est temps qu'on se mette autour de la table et qu'on discute de la santé, de la justice, du travail. Mais il va y avoir aussi de débat sur la fiscalité, très très important, sur l'environnement, sur la démocratie. Mais il y a un lien, il y a un lien énorme à faire entre la question de la sécurité sociale et la question de la migration. Quand on voit Bart De Wever qui sort une carte blanche en disant qu'il faut choisir entre ouvrir les frontières et la sécurité sociale, on voit bien que c'est lui-même qui fait le lien.

3. On ne voit pas encore pour l'instant de quelle manière ces cotisations vont être compensées. L'idée du gouvernement est qu'en grande partie elles soient compensées par la création d'emplois. Et que celle-ci va générer en retour de nouvelles recettes pour la sécurité sociale. Mais les études qui ont été faite par le bureau du plan montre que jamais le retour engendré pour la sécurité sociale n'était suffisant
4. La sécurité sociale a été instaurée après la seconde guerre mondiale pour garantir l'accès aux soins pour tous. Chacun cotise selon ses revenus et en bénéficie selon ses besoins. C'est le principe de solidarité. Il faut s'inscrire sur une liste d'attente pour voir un médecin, généraliste ou spécialiste. Et l'attente peut durer des semaines, voire des mois, avec les ravages que cela implique. Ce système pénalise évidemment les plus pauvres, et même la petite classe moyenne, qui ne peuvent se payer une assurance privée. Aux Etats-Unis, toute une catégorie de la population n'a plus accès aux soins élémentaires que via un système d'assistanat très stigmatisant. Les dérives sont déjà visibles. Dans les hôpitaux, qui doivent eux aussi être rentables, un patient qui a souscrit à une assurance privée se verra appliquer plus d'examens qu'un autre patient, qui ne dispose que de la sécurité sociale. C'est une vraie question éthique.
5. Ce qui me touche, c'est que la résultante d'économies très fortes qui sont faites dans ce secteur fait que les gens sont de plus en plus obligés de recourir à des soins payants ou à des assurances complémentaires qui sont fortement inégalitaires. Et que toute cette évolution se produit sans qu'il y ait de possibilité de s'exprimer de manière démocratique sur les évolutions en cours. Nous nous revendiquons d'aucun parti et nous n'attaquons aucun parti en particulier, nous réfléchissons, nous analysons et nous critiquons des politiques publiques qui nous paraissent peu appropriées par rapport à une série d'objectifs sociaux importants.

6. En tout cas, il aggrave une série de tendances, ça c'est sûr. La campagne TAM TAM elle n'a pas pour objectif d'uniquement dénoncer les mesures politiques du gouvernement Michel. Ce n'est pas ça l'objectif de la campagne. Ce qui est sur et certain c'est qu'il aggrave une série de tendance. Ca c'est sûr. Mais par contre, on s'est associé à une série d'experts académiques, d'experts de terrain qui eux témoignent à la fois sur le terrain, mais aussi à travers une série d'analyse, qu'il y a une tendance lourde depuis les années 80 à étendre l'emprise du marché dans une série d'aspect de la vie sociale des gens. Ca, c'est le néolibéralisme, et c'est ça qu'on essaye de dénoncer, chiffre à l'appui. C'est vraiment très très intéressant, ce débat est vraiment très intéressant parce que moi je m'inscris totalement en faux par rapport à une série de chiffres qui sont donnés. D'abord c'est impossible, et c'est vraiment faire preuve de mauvaise foi que de dire que le tax shift, donc la mesure du gouvernement qui vise à réduire les cotisations patronales de 32 à 25%, une des recettes importante, essentielle de la sécurité sociale. On ne peut pas dire que cette mesure-là ait eu un effet corrélatif direct avec la création d'emploi, puisque si on prend en 2014 en 2015, en 2014 il y a 119 000 unités d'emploi qui ont été créées, en 2015 42 000 unités créées. Le tax shift n'était pas là. Donc il y a… la conjoncture économique explique, et d'ailleurs votre interlocuteur précédent le disait, il explique bien que la conjoncture économique est en partie responsable de cette histoire. Alors Marcia de Warchter, qui est la directrice de la banque nationale de Belgique, on ne peut pas l'accuser d'être une grande gaucho, on ne peut pas l'accuser de ça. Elle, elle dit qu'en 2016, en 2017 et en 2018, 4700 emplois, 7800 emplois et 7100 emplois sont imputables directement au tax-shift. Voilà, donc ça c'est la réalité. Donc sur les 175 000 emplois, il y a une toute petite et une faible proportion qui est imputable au tax-shift. Et une dernière chose et j'aimerais vraiment le faire parce que c'est vraiment important. Le tax-shift, c'est 9,4 ou 9,3 milliards de dépenses jusqu'à l'horizon 2019. C'est ça le prix du tax-shift. Ca c'est la réalité. Or, ça coûte très cher et on voit que dans la zone euro, ne fait on a augmenté le taux d'emploi de manière extrêmement faible par rapport à d'autres pays comme l'Autriche qui affiche de meilleur résultat. Donc 1 on ne peut pas imputer … Ca c'est… De nouveau, c'est quelque chose… Faire porter la rentabilité du système de sécurité sociale sur le dos des patients, parce que c'est de ça qu'on parle, je suis d'ailleurs… Moi j'entends votre discours, je suis d'ailleurs assez content que vous assumiez le fait que 1. aujourd'hui les dépenses de soins de santé sont budgétairement inassumables et que donc c'est les patients, parce que c'est ça, c'est de ça qu'il s'agit, c'est les patients qui doivent assurer la viabilité. C'est donc les patients qui vont devoir assurer une série de coupes budgétaires. Ca c'est vos discours. D'un autre côté… Non, ça c'est un discours. D'un autre côté, en 2015… oui, ça je vais vous en donner un autre de chiffre…. 853 entreprises, 853 en Belgique décident de faire partir 221 milliards dans des paradis fiscaux. Donc d'un côté vous assumez totalement que les réductions budgétaires, les coupes d'austérité va devoir être portés par les patients, de l'autre côté, il y a 853 entreprises qui envolent une grosse partie de leur budget dans les paradis fiscaux. Première chose. Et deuxième chose, c'est 1,5 milliard d'euros d'économie dans le secteur des soins de santé. Sur la forme, c'est on nie la concertation sociale au niveau de la confection du budget de l'inami puisque normalement les budgets de l'inami doivent être réfléchir et concerté entre les acteurs. Le gouvernement fédéral actuel nie ça et prévoit un budget ex-nihilo et l'impose aux acteurs de la santé. Ca c'est la réalité et c'est difficile de le nier, c'est difficile de le nier. Il y a quand même une évolution qui est importante… Là où vous avez raison, et je vais vous donner un petit article parce que comme ça on aura fini avec les chiffres… Là où vous avez raison et c'est très important, c'est de dire que effectivement il n'y a pas eu que des mesures d'économie, ça c'est sûr, par exemple un domaine où le budget a augmenté, 600% d'augmentation, c'est le budget des médicaments innovant sous l'article 81. Sans doute que vous le savez, c'est un article qui permet de négocier le prix des médicaments avec les firmes pharmaceutiques. Je vous donne le petit article qui permet de prouver qu'effectivement il y a une fois de plus deux poids deux mesures. Avec les firmes pharmaceutiques qui sont des conventions secrètes auxquelles les acteurs sociaux n'ont pas accès, là, il y a évidemment une

explosion du budget. Par contre, sur tous des frais classiques, là on est en train de réduire. C'est ça que nous on dénonce. Par rapport à la sécurité sociale faire systématiquement croire que la sécurité sociale n'est pas viable tant qu'on améliore pas le système économique, pour moi c'est une hérésie. Surtout, surtout si n applique des politiques économiques, telles que vous vous les appliquez à savoir tax-shift, réduction systématique des recettes de la sécurité sociale. Ca c'est votre discours. Vous ne m'avez toujours pas répondu sur le tax-shift, vous ne voulez pas répondre… La question c'est que le tax-shift c'est 4700 emplois créés grâce au tax-shift sur les 176 000. Donc le tax-shift n'est pas responsable de ça. Vous ne m'avez pas répondu sur le fait que ça coute extrêmement cher et que malgré ça on est extrêmement inefficaces par rapport à l'ensemble des pays de la zone euro puisque notre taux d'emploi a progressé de 0,8% alors que la moyenne c'est 2,2. Ca c'est une chiffre que vous ne voulez pas répondre et systématiquement dans la communication du gouvernement… Oui oui, mais dans la communication du gouvernement, c'est systématiquement dit c'est grâce au tax-shift que les emplois sont créés. Or, ça, désolé de vous le dire, c'est absolument faux. Ah oui, ça c'est sûr. Nous on veut pouvoir vraiment montrer qu'il est possible aujourd'hui pour toute une série de gens pour toute une série d'organisation, qu'on peut peser sur les décisions politiques, qu'on peut peser dans des débats politiques, sans pour autant participer à un parti ou adhérer à un parti politique. Et ça c'est ce qu'on veut. Donc on n'est pas une campagne partisane. L'ensemble des gens qui sont là-dedans ne sont pas des gens qui sont partisans. C'est simplement montrer que la société civile elle a son mot à dire sur la gestion et sur…

7. On veut influencer les débats politiques à l'horizon 2019. On cherche à vulgariser et à expliquer des enjeux politiques complexes. L'idée de TAM TAM est de mêler ces outils de communication et des notes de fond plus analytiques. Tenter de renouveler les modes de communication donc, mais aussi les moyens d'action avec des mobilisations festives, créatives, des actions coup de poing, ... pour sortir des manifestations classiques. Face aux mesures politiques actuelles, il y a un mouvement social qui semble déstructuré. On essaye d'y apporter de la convergence. On propose aux organisations un moment pour communiquer ensemble sur une série de questions. Contrer la logique sous-jacente qui est la tendance actuelle qui soumet tous les secteurs aux marchés. On se tourne vers les associations avec un cadre, avec un message clef, un diagnostic partagé et des outils de communications. Si elles s'y retrouvent, cela leur permet d'approfondir leur point de vue et leur expertise sur ces questions-là. Pour le moment ça marche même si c'est avec des rythmes différents, dans un climat politique différent et avec des organisations différentes. On n'est vraiment pas divisés sur ces questions-là puisque les réalités sont les mêmes. La campagne n'agissant qu'en donnant une bannière commune pour mettre ces thématiques à l'agenda politique et citoyen. Que ce soit des partis de droite ou de gauche, on espère que les politiques vont opérer un revirement sur ces questions.

2018-02-15

8. Nous disons simplement que les budgets des soins de santé ont été mis sous pression puisque sous ce gouvernement, le taux de croissance a été moindre que le gouvernement précédent. Mais surtout les prestataires de soin ont dû subir cette réduction des dépenses, cette réduction des moyens. Et dès lors ils ont été d'augmenter les suppléments, de facturer des prestations non remboursées, les patients se retrouvent avec des coûts plus élevés en on voit dès lors aussi augmenter, et c'est un indicateur quand même, le budget des assurances privées qui en une fois, aujourd'hui en Belgique se montent à 1,8 milliards. Absolument, mais alors plutôt la croissance, parlons de la croissance. Est-ce que cette croissance amène plus de santé et là aujourd'hui on constate de grandes inégalités par rapport à la santé et il est peut-être bon de rappeler qu'il y a des écarts d'espérance de vie importants. En tout cas, ce genre de témoignage, c'est assez édifiant sur la réalité vécue par les citoyens aujourd'hui. Moi ça me touche énormément ce genre de témoignage. Donc elle repousse les soins pour un cancer, parce qu'il y a une problématique en terme d'accès. L'objectif de la campagne TAM TAM c'est de dénoncer le néolibéralisme, c'est-à-dire l'extension progressive des mécanismes de marchés sur une série d'aspect de la vie sociale des gens. Voilà, c'est ça qu'on dénonce. Que

le gouvernement fédéral aggrave cette tendance, c'est un fait que peu de gens nient. Ca impacte la santé, mais pas que la santé, parce qu'il y a différents aspects de la vie sociale des gens qui sont touchés : Le travail, la justice, d'ailleurs c'est des termes de campagne qui vont revenir. Ce qu'in a envie de dire, c'est que pour avoir de la cohésion sociale, il faut réduire les inégalités et le néolibéralisme ne le fait pas. Mais que le budget des soins de santé augmente, évidemment. Mais il n'augmente pas… Mais oui ! C'est ça en fait. Par rapport à une évolution naturelle des dépenses, on a dû faire des économies et la pression a été mise sur les prestataires de soin. Et donc oui, bien sur, le patient directement, par le ticket modérateur n'a pas un budget en plus, mais c'est surtout par les suppléments, par la prestation non remboursée et c'est là alors que ça se marque dans les assurances. Mais non ils payent plus. Il y a plus de médecins non conventionnés ? Pourquoi est-ce qu'il y a moins de médecins conventionnés ? C'est parce qu'ils ne s'en sortent pas avec la pression qu'on leur a mis et donc les suppléments augmentent. Alors c'est très très important de clarifier ça. Il y a une grande différence entre la politique, donc faire des choix politique, les citoyens le font tous les jours, et être partisan. Vous, ce que vous dénoncez, c'est…vous accusez TAM TAM d'être partisan. Exactement. Être partisan c'est être au service d'un parti. Or, vous le voyez ici que les acteurs de TAM TAM c'est à la fois des grosses institutions comme des mutuelles et des syndicats et des toutes petites associations d'éducation permanente au service de personne. Simplement, M. Thiéry, c'est pour vous dire qu'entre une grosse institution et une toute petite, il y a un diagnostic partagé. Et le diagnostic partagé, entre nous, validez par des expertises de terrain et des expertises académiques, c'est précisément le fait que le marché est en train… C'est incroyable. Nous essayons justement de réconcilier, parce que nous avons vu aujourd'hui que les employeurs payent de plus en plus dans les avantages extralégaux des primes d'assurance groupe. Et ce coût augmente de plus de 6% par an. Bien plus que l'assurance maladie obligatoire, bien plus que… Mais non, je parle des assurances privées. Les assurances privées augmentent, et demandez aux gens d'ailleurs, les primes qu'ils doivent payer sont plus importante. Ceci introduit une médecine duale. Est-ce que c'est bon la médecine duale ? Et plus que ça même. Certains médecins disent même : « vous devez prendre la chambre privée pour être soigné. Ca nous conduit vers où ce système de privatisation larvé, vers un moins pour le patient. Vers un moins pour la sécurité sociale. Pour un coût supérieur pour les employeurs. Le traitement de faveur concerne la réduction des cotisations patronales de 32 à 25 % et … attendez, attendez, laissez-moi… Ce que nous on dénonce, c'est le fait que dans le discours du gouvernement fédéral de façon systématique et calculée et réfléchie, il y a le lien entre la réduction des cotisations patronales, une des sources très importante de la sécurité sociale. Et donc le discours du gouvernement fédéral c'est de dire : « la réduction des cotisations patronales crée l'emploi. Or ça, c'est… En 2014-2015, le tax shift n'existait pas : 61 000 unités d'emploi qui sont créés. Donc oui, mais c'est les rapports-même d'Assurealia qui le présente, les frais d'administration pour les assurances individuelles privées montent presque à 40%. Bah, c'est de l'argent qui ne sert pas à soigner les patients. Je voudrais quand même juste dire que ce que nous demandons c'est un débat de société sur la croissance. La croissance elle est bonne si elle est régulée. Si vous regardez le pouvoir d'achat et la richesse entre pays, par exemple le Costa Rica par rapport au Etats-Unis c'est 1/5, mais l'espérance de vie est plus haute qu'aux Etats Unis

2018-03-14

9. 8% des personnes résidant en Belgique renoncent ou reportent des soins de santé pourtant nécessaires. Ce problème touche de manière beaucoup plus importante les familles monoparentales ou les personnes sans emploi", explique-t-il par voie de communiqué. "Nous dénonçons la gestion actuelle du système de soins qui empêche des patient.e.s de se soigner et fait exploser le budget alloué aux entreprises pharmaceutiques. Et si les patient.e.s pouvaient décider du système de soins? Il serait certainement mieux géré dans l'intérêt de tout.e.s
10. Nous avons vu l'appel de la campagne Tam Tam et nous nous sommes dit qu'il fallait faire quelque chose, précise Dominique, l'un d'entre eux. Nous voulons mettre en avant que la situation est très précaire et qu'il y a des problèmes d'accès aux soins de santé pour beaucoup

de personnes. C'est un énorme problème qui est structurel, mais les dernières mesures de Maggie De Block aggravent encore un peu plus celui-ci. Nous voulons aussi dénoncer l'effet des inégalités sociales sur la santé, ajoute le collectif. Dans une société pourtant aussi développée que la société belge, chez les hommes, l'espérance de vie à 50 ans est de 10 ans inférieure pour les personnes ayant un niveau d'éducation primaire par rapport aux diplômés du supérieur! Et si les patients les plus précaires pouvaient décider du système de soins ?

11. Les hommes avec un niveau d'éducation primaire ont une espérance de vie réduite de dix ans par rapport aux détenteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Si nous sommes devant le cabinet de Maggie De Block ce matin, c'est parce que huit pourcents des patients renoncent ou reportent des soins parce qu'ils sont trop chers. Et les dernières mesures du gouvernement fédéral ne vont rien arranger

2018-03-16

12. La politique sur le prix des médicaments, et les conventions ultra secrètes entre le gouvernement et des sociétés pharmaceutiques via la convention « article 81 ». Le budget pour les accords secrets augmente, mais en même temps le gouvernement impose des économies dans les soins de santé. Ainsi, le citoyen paie de plus en plus cher ses soins et médicaments vitaux alors que les firmes pharmaceutiques génèrent de généreux bénéfices, avec l'appui des pouvoirs publics. Qu'un ministre accepte de supprimer des données – permettant la transparence – face à la demande d'une coupole d'entreprises est emblématique de ce qui se joue pour le moment dans le secteur de la santé!
13. Le budget pour les accords secrets augmente, mais en même temps le gouvernement impose des économies dans les soins de santé. Le citoyen paie de plus en plus cher ses soins et médicaments vitaux alors que les firmes pharmaceutiques génèrent de généreux bénéfices, avec l'appui des pouvoirs publics.

2018-03-28

14. Moi j'en suis absolument convaincu. D'abord, la campagne TAM TAM elle a pour objectif d'éveiller les consciences sur la question du néolibéralisme. Le néolibéralisme, c'est cette école de pensée qui croit en la capacité du marché et des règles de marché de prendre le pas sur différents aspects de la vie sociale des individus. Force est de constater, et je rejoins l'analyse de Jean De Munck, il y a quand même eu un échec de modèle actuel, parce qu'on se rend compte actuellement que l'accroissement des inégalités, c'est de ça qu'il s'agit, il y a un accroissement des inégalités, crée de la misère sociale, crée de la révolte, crée une situation dans laquelle les peuples et les individus, potentiellement commencent à s'orienter vers des offres politiques qui sont aux extrêmes. Alors nous ce qu'on veut faire c'est deux choses. La première c'est qu'on veut expliquer des logiques, d'expliquer en quoi depuis les années 80 différents secteurs, différents pans de la société, comme la justice, le travail, la santé sont en proie à l'extension des mécanismes de marché. Ca c'est une première chose qu'on veut faire. Et puis on veut aussi pointer des mesures politiques concrètes, des exemples, qui illustrent ces logiques. Et moi, je suis le coordinateur et le porte-parole de la campagne TAM TAM, alors évidemment on a eu beaucoup quand on est entré en campagne il y a trois semaine, on a eu beaucoup de réactions du MR, de Maggie De Block. Ce qui est absolument frappant c'est que l'ensemble des attaques ont d'abord été concentrées sur la forme d'action. Au lieu de contester le fond. Donc il y a d'abord eu une attaque très très ciblée sur la forme en disant qu'on était une récupération des partis politiques etc. Et par ces attaques frontales sur la forme, moi j'ai pu voir deux sortes d'enseignement. Premier enseignement que j'en tire, c'est qu'on a touché, c'est qu'on a visé juste, parce qu'il n'y a pas d'ennemis plus mal à l'aise que celui qui attaque sur la forme plutôt que sur le fond. Donc je pense qu'on a touché juste. Evidemment on a touché juste puisqu'on parle de la santé, quelque chose qui concerne tous les citoyens, qu'ils soient de droite, qu'ils soient de gauche, enfants, jeunes, vieux, femmes on parle d'un sujet central. Ca c'est le premier enseignement que je tire, je pense qu'on a touché extrêmement

juste. Après il y a un deuxième enseignement, c'est que le gouvernement actuel a un vrai problème avec la société civile organisée. Et ça reflète quelque chose d'extrêmement important qu'il faut souligner, c'est que dans notre pays, on a une démocratie institutionnelle, une démocratie parlementaire qui est extrêmement importante, organisée autour des votes et des scrutins, mais à côté, c'est la démocratie sociale. Et cette démocratie sociale, elle permet précisément de faire entrer dans le jeu politique, des acteurs sociaux qui ont un point de vue très important à faire valoir. Et cette démocratie sociale est complètement niée par le gouvernement actuel. Ce n'est pas un appel à la désobéissance civile. Mais je vais faire un petit détour pour pouvoir répondre à la question. D'abord le fait qu'il faut reconnaître, c'est que le social est rempli de conflictualité permanente. Il est zébré de violences, de racisme, d'oppressions, d'exclusion et que ces populations qui vivent ces oppressions quotidiennes, ces violences physique parfois, ces violences institutionnelles, ont certainement une forme de révolte et d'indignation qui monte. Et que par rapport à l'accroissement des inégalités correspondent aussi un accroissement des violences ressenties par ces populations qui prend des formes diverses. Et si on accepte se fait là, il faut accepter que face à cette violence institutionnelle qui s'accroit, puisse correspondre des modes d'actions qui sont eux aussi directement proportionnels aux attaques qui sont ressenties. Et donc désobéissance civile, au sein de la campagne TAM TAM, il y a des collectifs qui vont certainement prendre le pas de la désobéissance civile. Alors la désobéissance civile, c'est très large. Mais il faut vraiment revenir sur le fait du social qui est conflictuel. Et moi j'aimerais aussi réagir par rapport à ce que M. De Munck dit sur E-Change et sur tous les partis en Europe qui se disent ni de droite, ni de gauche, etc. Eh bien en fait c'est précisément une forme de dénégation de cette conflictualité intrinsèque qu'il y a dans le social, cette conflictualité s'institutionnalise à travers cet axe droite-gauche. Et donc si on dénie cette réalité-là c'est certainement qu'il va y avoir une forme de violence qui va être refoulée et refoulée où ? Ben aux extrêmes, au vote des extrêmes. Trump est le produit de cette dénégation du fait sociologique que le social est profondément violent. On ne leur dit pas « dégagez ». Nous on se base à la fois sur des expertises scientifiques qui nous montrent qu'effectivement il y a des évolutions très très graves en termes chiffrés qui nous montrent la réalité des gens encore être aggravée, la situation va être aggravée et on essaye de partir du vécu des gens, parce qu'on peut faire de la politique dans un cénacle, mais à un moment il va falloir quand même considérer les faits sociaux à travers les gens qui les vivent et c'est ça l'objectif de la campagne TAM TAM, c'est à la fois d'avoir voilà des profs d'université qui peuvent nous indiquer les tendances lourdes qui traversent les secteurs, mais aussi de pouvoir comprendre les faits sociaux à travers les gens qui les vivent et donc de pouvoir se doter d'outils et de témoignages etc. pour faire ressurgir au sein des institutions démocratiques, ces réalités et ces vécus.Non, donc c'est sûr qu'il n'y a pas de volonté de se transformer en parti. Par contre il y a la volonté de se transformer en mouvement social et ça c'est tout à fait claire, c'est-à-dire d'essayer de faire en sorte que les gens se réapproprient leur vécu et transforment cette force et cette révolte et cette indignation qu'ils ont en capacité, en force de changement, en force propositionnelle aussi, à un moment. Allez, si c'est le mot de la fin, j'aimerais aussi dire… Moi je fais partie de la génération où on m'a systématiquement matraqué que le système économique et social tel qu'on nous le présente est la meilleure voie et qu'il n'y a au final pas d'alternative. Je vais partie de cette génération-là. Je m'oppose à ce discours-là et je sais et je comprends que pour pouvoir transformer les institutions sociales et politiques actuelles il va falloir certainement un mouvement social qui est fort. Et pour pouvoir construire un mouvement social, il faut un élément qui je pense manque pour le moment, c'est de l'espoir, parce que l'espoir c'est la force motrice de changement qui doit pouvoir être amenée demain et c'est l'ambition de la campagne TAM TAM c'est d'essayer de montrer aux gens que des alternatives sont possibles et que de l'espoir, il y en a, et qu'il faut du coup fédérer nos forces pour pouvoir amener les changements que l'on veut.

3. Tout Autre Chose

Voici l'appel que nous vous invitons à signer à la suite de 14389 personnes

STOP! Les idées de solidarité, de consensus et de concertation sont remises en question. Le seul horizon qui nous est désormais imposé est celui de l'austérité. Comme si, au nom d'une prétendue rigueur, il n'y avait d'autre solution que de rogner dans les salaires, les pensions, les services publics, la culture, la recherche scientifique, l'aide au développement… Comme si, au nom de la sécurité, il n'y avait d'autre choix que de diminuer nos libertés, de nous monter les uns contre les autres et de nous mettre sous surveillance. Comme si, au nom de la sacro-sainte compétitivité, la seule option était de détricoter notre modèle social et de reporter à plus tard les défis environnementaux et climatiques. Comme s'il n'y avait pas d'alternative.

Aujourd'hui, nos gouvernants accélèrent la destruction de cette cohésion qui fait notre richesse, pour nous imposer la politique du fort qui écrase les faibles. Cette politique est injuste, ne fonctionne pas et nous entraîne dans une société de la violence. Injuste parce qu'elle frappe systématiquement les plus fragiles et qu'elle les stigmatise. L'allocataire social, le chômeur, le pensionné ou l'immigré sont soupçonnés d'abuser du système, voire de le menacer. Injuste parce qu'elle ne s'attaque pas à la spéculation, la dérégulation de l'économie, l'évasion fiscale des plus riches et l'augmentation drastique des inégalités. Mais aussi inefficace comme l'histoire le montre : les politiques d'austérité échouent systématiquement à atteindre leurs prétendus objectifs. Les pays d'Europe auxquels on impose ces recettes s'enfoncent dans la pauvreté, les inégalités, voire la violence. Nous ne voulons plus d'une société qui a peur de l'autre, peur d'elle-même, peur de son avenir. Nous disons stop à cette marche en arrière !

TOUT AUTRE CHOSE ! Nous, femmes, hommes, jeunes et moins jeunes, avec ou sans emploi, parents, profs ou élèves, artistes, appelons aujourd'hui à prendre le chemin de la confiance et de la solidarité ! Nous voulons construire une démocratie où le citoyen ne soit plus à la merci des lobbys et du pouvoir de l'argent, où chacun puisse se faire entendre. Nous croyons qu'il ne suffit pas de résister, de défendre les acquis, de préserver un modèle de société essoufflé. Que c'est d'un vrai débat démocratique que surgiront les alternatives. Qu'il faut bâtir tout autre chose. Qu'il faut intensifier le débat citoyen pour créer notre avenir commun. Que c'est dans l'exercice de nos droits que nous construirons notre bien-être partagé. Que seul le renforcement des liens sociaux nous permettra de faire face aux défis que pose notre société multiple et bigarrée. Que nous n'avons pas de problème budgétaire, mais un problème fiscal. Que l'on ne peut poser la question de la pauvreté sans poser celle des inégalités sociales et de genre. Que parler de bien-être partagé n'a de sens que si nous prenons en compte celui du reste du monde et celui des générations futures, sans oublier que la planète a des ressources limitées. Qu'une réelle justice fiscale est possible et que nous pouvons assurer une transition écologique tout en garantissant la justice sociale.

Citoyens de tous horizons, nous appelons à démultiplier le débat public, partout en Belgique, en Flandre, à Bruxelles, en Wallonie. Avec nos partenaires flamands de « Hart boven Hard », nous appelons chacun à signer ce manifeste et, plus encore, à agir avec nous pour inventer et construire ensemble une société tout autre, qui retrouve le chemin de la solidarité ! C'est maintenant qu'il faut ouvrir un débat reliant tous les secteurs malmenés et fédérer les innombrables innovations locales. Il y a urgence à agir avant que la machine infernale du tout à l'argent ne broie ce qui nous reste de libertés. Rejoignez-nous.

SITE

10 Balises

Biens communs par et pour tous
Repensons les bases de notre système économique pour permettre de considérer des richesses telles que la recherche, l'enseignement, la santé, la culture ou le sport comme des biens communs, des investissements à préserver, en vue de l'émancipation de toutes et tous. Nous nous souhaitons d'entamer la lutte contre le tout-au-profit qui ronge nos sociétés et de donner la priorité à une économie réelle, sociale, ancrée dans les communautés humaines, ouverte aux solidarités et à la coopération. Tout autre chose est possible !

Justice fiscale
Toutes et tous, nous devrions contribuer au bien-être collectif à travers les impôts, les taxes et les cotisations sociales. Pourtant, l'évasion fiscale des 1000 plus grandes entreprises présentes en Belgique est estimée à 13 milliards d'euros ! Nous nous souhaitons la justice fiscale, qui passe par une lutte efficace contre l'évasion fiscale, une harmonisation européenne, un juste partage des efforts entre capital et travail et une incitation à des comportements plus respectueux de la planète. Tout autre chose est possible !

Une place pour chaque génération
La cohésion d'une société se mesure à sa capacité à donner une place à chacune et à chacun, quel que soit son âge. Cessons de considérer jeunes et vieux comme des coûts et investissons dans leur bien-être ! A l'heure où le partage du temps de travail est une nécessité, l'allongement des carrières à 67 ans est non seulement un leurre, mais aussi contre-productif. Nous nous souhaitons de réinvestir dans Tout Autre Chose : l'enseignement, la culture, le contact humain... tout ce qui fait de nos vies une richesse plutôt qu'un coût. Tout autre chose est possible !

Solidarité contre la pauvreté!
Les inégalités ne sont pas une fatalité. La recherche a montré combien elles coûtent cher : santé, insécurité, chômage sont autant de domaines qui coûtent plus cher dans les pays les plus inégalitaires. Eradiquer la pauvreté n'est pas la responsabilité des pauvres mais de toute la société. Cela aura bien sûr un coût, qu'on estime à 1,5 milliards d'euros. Ce coût ne représente pourtant que le quart des 6 milliards d'euros que nous payons chaque année en déduction d'intérêts notionnels. Des mesures existent, qui passent par l'augmentation des minima sociaux et la limitation des hauts revenus. Nous nous souhaitons de faire de l'éradication de la pauvreté une vraie priorité politique ! Tout autre chose est possible !

Un travail digne
Le travail est de plus en plus mal réparti. D'un côté, des travailleurs de plus en plus mis sous pression (heures supplémentaires, multiplication de burn-out) et de l'autre, des temps partiels imposés et des chômeurs de longue durée, de plus en plus stigmatisés. Pour les femmes, une infériorisation qui se maintient dans la durée : 43% de temps partiels et un écart salarial moyen de 15%. Face à ces défis, on voudrait nous faire croire que la chasse aux chômeurs est la solution la plus efficace. Mais depuis quand poursuivre les chômeurs crée-t-il des emplois ? Assurer un emploi digne à chacune et à chacun et, dans le même temps, lui permettre d'exercer ses responsabilités familiales, de se consacrer à ses loisirs et de participer à la vie citoyenne ne représente pas qu'un coût. Une fois de plus, c'est un investissement dans le bien-

être qui permettra de diminuer les dépenses de notre sécurité sociale ! Nous nous souhaitons de repenser collectivement le temps de travail. Tout autre chose est possible !

Un cadre de vie épanouissant
Des gens issus des quatre coins du monde habitent aujourd'hui en Belgique, quelle richesse ! Mais quelles chances ont-ils de se rencontrer ? Nos villes sont désormais pensées pour attirer touristes et investisseurs plutôt que pour garantir le bien-être de leurs habitants. Il nous faut réinventer la ville, pour garantir la transition écologique et énergétique, pour permettre la rencontre. Pour garantir l'accès de toutes et tous aux services publics, aux commerces, à la nature... Pour donner accès à un logement digne à toutes et tous. Nous, citoyens, devons reprendre notre droit à la ville en nous réappropriant l'espace public. Tout autre chose est possible !

Eco c'est logique
Nous avons dépassé les limites de notre planète... mais la priorité pour nos dirigeants à tous les niveaux de pouvoirs est de relancer l'économie pour créer de l'emploi... Et si c'était justement ce modèle économique, le problème ? Osons engager la transition écologique et sociale! Des alternatives économiques existent déjà, coopératives citoyennes, associations..., nous ambitionnons de les multiplier et d'assurer leur développement. Luttons contre les monopoles de quelques grandes entreprises, en particulier dans le domaine de l'énergie. Des dizaines de milliers d'emplois peuvent être créés rapidement dans les domaines de la rénovation énergétique, des réseaux électriques intelligents, des énergies renouvelables et des transports publics. Nous souhaitons remettre notre planète au coeur de nos préoccupations. Tout autre chose est possible !

Valorisons notre diversité
Notre société est constituée d'un ensemble de nationalités, de langues, de religions et de personnes d'origines diverses. Pourtant, chacun est soi-même tout en étant pareil aux autres. Chacun, chacune est le produit de son histoire, de ses origines, de son statut d'homme ou de femme, de son orientation sexuelle... Chacun de nous a de multiples identités, et tous ensemble, nous avons la chance d'être super-divers ! Nous nous souhaitons une société sans xénophobie ni racisme, une société avec des droits égaux, quelles que soient l'origine, la couleur de peau, la religion ou l'affinité sexuelle, une société super-diverse où l'égalité est assurée mais les différences sont reconnues, où la distinction entre eux et nous n'aurait plus sa place. Tout autre chose est possible !

Citoyens sans frontières
« On ne peut pas accueillir toute la misère du monde ! » Une ritournelle tellement entendue qu'on en oublie de dire que ce que nous accueillons, c'est aussi sa richesse ! Ce ne sont pas les migrants mais la situation d'irrégularité dans laquelle ils sont enfermés qui favorise le dumping social. C'est pourquoi la régularisation des sans-papiers, la scolarisation et la non-discrimination face à l'emploi sont des enjeux fondamentaux pour toute la société. Nous nous souhaitons d'accueillir pleinement les migrants dans nos sociétés, tout en luttant contre toutes les causes de migrations forcées, dont une partie trouve son origine dans les pratiques de nos propres pays. Tout autre chose est possible !

Osons la démocratie !
« Il n'y a pas d'alternative aux politiques actuelles. » Avec des mesures telles que le Traité budgétaire européen, nos dirigeants se sont enfermés dans un carcan qui nous pousse vers l'abîme. Avec le projet de Traité transatlantique, ils risquent bien de fermer définitivement la

porte aux alternatives. Nous disons non ! La démocratie se limite-t-elle à élire des dirigeants tous les cinq ans ? Elle nécessite le débat, dans la Cité et dans l'Entreprise. Elle a aussi besoin de créativité. Mettons en place des espaces où les citoyens peuvent réellement discuter des orientations prises, en renforçant le dialogue social. Un nouveau cap doit être donné : créer une économie au service des citoyens, assurer la justice sociale et respecter les limites de la planète. A l'intérieur de ce cap, bien d'autres choses sont possibles. Nous nous souhaitons de sortir de la pensée unique et de remettre la créativité et le débat au coeur de nos démocraties. Tout autre chose est possible !

En 2015, prenons la route vers Tout Autre Chose !

12 Tout Autres Horizons

Biens communs par et pour tous

Peu à peu, la recherche du profit a envahi toutes les sphères de nos vies, jusqu'à instrumentaliser la nature et l'être humain… L'économie devrait être la gestion de notre environnement et des ressources au profit de notre bien-être commun. Repensons les bases de notre système économique pour permettre de considérer des richesses telles que la reche…rche, l'enseignement, la santé, la culture ou le sport comme des biens communs, des investissements à préserver, en vue de l'émancipation de toutes et tous.

Nous souhaitons entamer la lutte contre le tout-au-profit qui ronge nos sociétés et donner la priorité à une économie réelle, sociale, ancrée dans les communautés humaines, ouverte aux solidarités et à la coopération. Tout autre chose est possible !

Justice fiscale

Travailleurs avec ou sans emplois, indépendants, entreprises, familles… Toutes et tous, nous devrions contribuer au bien-être collectif à travers les impôts, les taxes et les cotisations sociales. Comment se fait-il qu'une poignée d'entreprises ne participent pas à cet effort commun alors qu'elles bénéficient abondamment des services de l'État ? On estime l'évasion fiscale des 1000 plus grandes entreprises présentes en Belgique à 13 milliards d'euros ! Comment expliquer aux plus faibles d'entre nous qui voient leurs allocations rognées qu'on ne réclame aucun effort aux plus riches ?

Nous souhaitons la justice fiscale, qui passe par une lutte efficace contre l'évasion fiscale, une harmonisation européenne, un juste partage des efforts entre capital et travail et une incitation à des comportements plus respectueux de la planète. Tout autre chose est possible !

Une place pour chaque génération

La cohésion d'une société se mesure à sa capacité à donner une place à chacun et chacun, quel que soit son âge. Cessons de considérer jeunes et vieux comme des coûts et investissons dans leur bien-être ! Faisons de l'accès de tous les enfants et les jeunes à l'enseignement, à la culture et au sport l'une de nos priorités. Garantissons un accueil de qualité pour les tout-petits. Les aînés ont une place dans notre société sur base d'autre chose que de leur force de travail. A l'heure où le partage du temps de travail est une nécessité, l'allongement des carrières à 67 ans est non seulement un leurre, mais aussi contre-productif.

Nous souhaitons réinvestir dans Tout Autre Chose : la rencontre, la culture, le contact humain… tout ce qui fait de nos vies une richesse plutôt qu'un coût. Tout autre chose est possible !

Solidarité contre la pauvreté

Comment accepter que dans un pays aussi riche que la Belgique, une personne sur sept vive en situation de risque de pauvreté, voire une personne sur trois parmi les parents seuls avec enfants, dont la majorité sont des femmes ? Que la pauvreté des enfants ait doublé ces dernières années ? Comment concevoir que 1% de la population possède le quart de nos richesses? Les inégalités ne sont pas une fatalité. Et la recherche a montré combien elles

coûtent cher : santé, insécurité, chômage sont autant de domaines qui coûtent plus cher dans les pays les plus inégalitaires. Eradiquer la pauvreté n'est pas la responsabilité des pauvres mais de toute la société. Cela aura bien sûr un coût, qu'on estime à 1,5 milliards d'euros. Ce coût ne représente pourtant que le quart des 6 milliards d'euros que nous payons chaque année en déduction d'intérêts notionnels. Des mesures existent, qui passent par l'augmentation des minima sociaux et la limitation des hauts revenus.
Nous souhaitons faire de l'éradication de la pauvreté une vraie priorité politique ! Tout autre chose est possible !

Un travail digne

Au cours des 50 dernières années, notre productivité a explosé. Si le nombre total d'heures de travail a diminué en Europe, ce travail est de plus en plus mal réparti. D'un côté, des travailleurs de plus en plus mis sous pression, des heures supplémentaires à n'en plus finir et, maladie de notre temps, la multiplication des burn-out, avec toutes les conséquences économiques, sociales et personnelles qui s'ensuivent. De l'autre, des temps partiels imposés et des chômeurs de longue durée, qui ne parviennent pas à s'insérer sur le marché du travail et doivent affronter la stigmatisation permanente. Et, pour les femmes, une infériorisation qui se maintient dans la durée : 43% de temps partiels et un écart salarial moyen de 15%. Face à ces défis, on voudrait nous faire croire que la chasse aux chômeurs est la solution la plus efficace. Mais depuis quand poursuivre les chômeurs crée-t-il des emplois ? Assurer un emploi digne à chacun et, dans le même temps, lui permettre d'exercer ses responsabilités familiales, de se consacrer à ses loisirs et de participer à la vie citoyenne ne représente pas qu'un coût. Une fois de plus, c'est un investissement dans le bien-être qui permettra de diminuer les dépenses de notre sécurité sociale !
Nous souhaitons repenser collectivement le temps de travail. Tout autre chose est possible !

Un cadre de vie épanouissant

Plus que jamais, nos villes et nos villages se bigarrent. Des gens issus des quatre coins du monde habitent aujourd'hui en Belgique, quelle richesse ! Mais quelles chances ont-ils de se rencontrer ? Entre voiture, télévision et vastes centres commerciaux impersonnels, quels villes et villages construisons-nous aujourd'hui ? Nos villes sont désormais pensées pour attirer touristes et investisseurs plutôt que pour garantir le bien-être de leurs habitants ! Il nous faut réinventer les cadres de vie, pour garantir la transition écologique et énergétique. Pour permettre la rencontre. Pour garantir l'accès de toutes et tous aux services publics, aux commerces, à la nature… Pour donner accès à un logement digne à toutes et tous. Nous, citoyens, devons reprendre notre droit à la ville en nous réappropriant l'espace public. Tout autre chose est possible !

Valorisons notre diversité !

Notre société est constituée d'un ensemble de nationalités, de langues, de religions et de personnes d'origines diverses. Pourtant, chacun est soi-même tout en étant pareil aux autres. Chacun, chacune est le produit de son histoire, de ses origines, de son statut d'homme ou de femme, de son orientation sexuelle… Chacun de nous a de multiples identités, et tous ensembles, nous avons la chance d'être super-divers !
Nous souhaitons une société sans xénophobie ni racisme, une société avec des droits égaux, quelles que soient l'origine, la couleur de peau, la religion ou l'affinité sexuelle, une société super-diverse où l'égalité est assurée mais les différences sont reconnues, où la distinction entre eux et nous n'aurait plus sa place. Tout autre chose est possible !

Eco c'est logique !

C'est une évidence et pourtant nous faisons comme si de rien n'était : nous avons dépassé les limites de notre planète… Face à cela, nous entendons nos dirigeants à tous les niveaux de pouvoirs nous répondre que la priorité, c'est de relancer l'économie pour créer de l'emploi, et qu'on s'occupera ensuite de l'environnement. Et si c'était justement ce modèle économique,

le problème ? Osons engager la transition écologique et sociale! Le profit des entreprises ne gagnerait-il pas à servir des finalités de service à la collectivité et aux citoyens ? À améliorer la vie de tous, à offrir plus d'emploi de qualité ? Changeons nos façons de produire et de consommer ! Favorisons les alternatives économiques. Des alternatives économiques existent déjà, coopératives citoyennes, associations… nous ambitionnons de les multiplier et d'assurer leur développement. Luttons réellement contre les monopoles de quelques grandes entreprises, en particulier dans le domaine de l'énergie ! Des dizaines de milliers d'emplois peuvent être créés rapidement rien que dans les domaines de la rénovation énergétique, des réseaux électriques intelligents, des énergies renouvelables et des transports publics.
Nous souhaitons remettre notre planète au cœur de nos préoccupations. Tout autre chose est possible !

Citoyens sans frontières

« On ne peut pas accueillir tout la misère du monde ! » Une ritournelle tellement entendue qu'on en oublie de dire que ce que nous accueillons, c'est aussi sa richesse ! Ce ne sont pas les migrants mais la situation d'irrégularité dans laquelle ils sont enfermés qui favorise le dumping social. C'est pourquoi la régularisation des sans-papiers, la scolarisation et la non-discrimination face à l'emploi sont des enjeux fondamentaux pour toute la société. Cessons d'avoir peur de nous-mêmes ! Cessons de nous cacher derrière des murs assassins !
Nous souhaitons accueillir pleinement les migrants dans nos sociétés, tout en luttant contre toutes les causes de migrations forcées, dont une partie trouve son origine dans les pratiques de nos propres pays. Tout autre chose est possible !

Osons la démocratie !

« Il n'y a pas d'alternative aux politiques actuelles. » La démocratie se limite-t-elle à élire des dirigeants tous les cinq ans pour constater que les politiques qu'ils mettent en œuvre varient de tonalité plutôt que d'orientation ? Avec des mesures telles que le Traité budgétaire européen, nos dirigeants se sont enfermés dans un carcan qui nous pousse vers l'abîme. Avec le projet de Traité transatlantique, ils risquent bien de fermer définitivement la porte aux alternatives. Nous disons non ! La démocratie nécessite le débat, dans la Cité et dans l'Entreprise. Elle a aussi besoin de créativité. Créons les conditions de ce débat, en mettant en place des espaces où les citoyens peuvent réellement discuter des orientations qui sont prises, en renforçant le dialogue social. Un cap doit être donné : créer une économie au service des citoyens, assurer la justice sociale et respecter les limites de la planète. A l'intérieur de ce cap, bien d'autres choses sont possibles.
Nous souhaitons sortir de la pensée unique et remettre la créativité et le débat au cœur de nos démocraties. Tout autre chose est possible !

Développons la solidarité internationale !

A force de vouloir préserver son îlot de richesse au milieu d'un océan de pauvreté, à force d'avoir peur de son avenir, notre Europe n'est elle-pas en train de se couper du monde ? Cessons de nous recroqueviller sur nous-mêmes ! Posons-nous, dans chacune de nos décisions, la question de son impact sur ceux qui nous entourent, de près mais aussi de loin !
Assurons la solidarité internationale et mettons enfin en œuvre notre engagement à consacrer 0,7% de nos revenus aux pays en développement ! Mettons fin aux politiques commerciales qui détruisent nos emplois pour les remplacer par des travailleurs (et la plupart du temps des travailleuses…) aux conditions de vie indigne. Harmonisons par le haut les systèmes sociaux en Europe et créons les conditions d'une protection sociale universelle !
Nous souhaitons remettre la solidarité au cœur de nos politiques internationales, plutôt que les intérêts des quelques multinationales. Tout autre chose est possible !

Garantissons nos droits et libertés fondamentaux !

Nous tenons à notre sécurité, mais celle-ci est trop souvent prétexte à des atteintes à nos libertés et droits fondamentaux. Nous voulons assurer les conditions de leur exercice effectif.

Ces conditions sont avant tout politiques, économiques et sociales. Mais la garantie de nos droits et libertés repose aussi sur l'existence d'un appareil judiciaire indépendant – libre de toute pression -, efficace – délais raisonnables, décisions exécutées -, disposant de moyens suffisants et accessible à chacun et chacune. Elle doit s'appuyer sur une politique répressive qui traite avec la même sévérité la délinquance financière et les autres crimes et délits. Elle exige enfin une politique pénitentiaire respectueuse de la dignité humaine et orientée prioritairement vers la réinsertion sociale.
Nous souhaitons un système judiciaire indépendant et impartial, garant de nos droits et libertés fondamentaux. Tout autre chose est possible !
En 2015, prenons la route vers Tout Autre Chose !

Balises

Tout Autre Chose est un mouvement qui regroupe des personnes et des associations d'horizons très divers, au sein duquel le débat est valorisé. Nous ne sommes pas d'accord sur tout. Mais toutes et tous, nous partageons dix grands principes qui définissent les valeurs de notre mouvement commun et servent de balises à nos débats, nos luttes et nos innovations.

Toutes et tous, nous voulons une société :

Démocratique. Une société qui n'accorde pas seulement le droit de vote mais donne, dans tous les domaines et à chacun-e, le pouvoir de participer aux débats et d'être entendu-e. Une société dont le cap est davantage fixé par les décisions collectives démocratiquement élaborées que par les décisions unilatérales d'acteurs puissants et par l'addition imprévisible de décisions individuelles.

Solidaire. Une société où la juste répartition des richesses est la première des solidarités. Où les protections complémentaires contre les aléas de la vie sont fondées sur des droits sociaux plutôt que sur l'assistance ou la charité. Une société dont le bien-être solidaire ne se construit pas au détriment de celles et ceux qui vivent ailleurs ou vivront demain.

Coopérative. Une société où la coopération prévaut sur la compétition, l'égoïsme et la monétarisation des échanges. Une société qui mise sur l'intelligence collective et l'altruisme, et qui refuse l'accaparement par quelques-uns des bénéfices tirés d'efforts collectifs.

Ecologique. Une société qui respecte la planète, les autres formes de vie et les équilibres écologiques, s'engage dans la transition écologique et prend au sérieux les changements climatiques. Une société tournant le dos au productivisme qui épuise les ressources naturelles et à la marchandisation qui privatise les biens publics.

Juste. Une société qui recherche l'équilibre entre les droits individuels et collectifs, et qui vise à étendre les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Une société qui met en avant la justice sociale et fiscale. Où le pouvoir judiciaire est libre, dispose de moyens et est accessible à tous.

Egalitaire. Une société qui n'égalise pas seulement les chances d'accès aux places prestigieuses mais réduit les différences de reconnaissance, de rémunération et de pouvoir entre les personnes occupant des positions distinctes.

Emancipatrice. Une société qui ne se satisfait pas de la liberté d'expression et de choix, mais veut donner à chacun-e une réelle liberté. Celle de pouvoir déterminer son projet de vie, de lutter contre les dominations, de résister aux aliénations et addictions et de ne pas se soumettre à ceux qui tentent de conditionner les choix individuels et collectifs.

Créative. Une société qui soutient la créativité sous toutes ses formes et encourage ses membres à prendre des initiatives. Non pas seulement pour « trouver des solutions » mais de manière plus fondamentale pour sans cesse questionner les évidences, renouveler le regard critique sur le monde, ouvrir de nouvelles perspectives et initier de nouveaux débats face à une pensée dominante qui, toujours, veut laisser croire que nombre de débats ont déjà été tranchés et qu'il n'y a pas d'alternatives.

Plurielle. Une société qui s'enrichit de toutes ses différences. Où la diversité est vécue comme un ferment de créativité, une occasion de réflexivité, un antidote au dogmatisme et une opportunité d'enrichissement. Où chacun-e a la possibilité de prendre part à la construction d'un monde commun quel que soit sa culture, sa religion, son origine sociale ou géographique, son genre, son état de santé ou son orientation sexuelle.

Réjouissante. Une société où nous puissions nous réjouir de la richesse des liens sociaux et du sens profond que nous parvenons à donner à ce que nous vivons. Une société où le bonheur ne se cherche plus dans une consommation manipulée.
Notre société est confrontée à de nombreux défis, sur le plan de l'économie, de l'écologie, de la pauvreté, des inégalités, de la diversité et du développement urbain. Si nous voulons y trouver des réponses, nous devons adopter un autre point de vue que les politiques actuelles. Des impôts justes, des chances égales pour tous, des investissements dans des droits fondamentaux comme l'enseignement, la culture et l'écologie.

Groupes

Tout Autre Démocratie
Tout Autre Démocratie est un nouveau groupe thématique qui se propose de réfléchir à une possible organisation parfaitement démocratique de Tout Autre Chose, dans ses composantes et dans son ensemble, ainsi que de la société en général.
Il cherchera à construire des propositions de fonctionnement démocratique à partir de réflexions théoriques et d'expériences pratiques déjà éprouvées par ailleurs.
Le groupe est ouvert à tou-te-s les signataires de l'Appel de TAC.
Pour le rejoindre, il suffit de remplir le formulaire sur la page du groupe.
En espérant que l'existence de ce groupe réponde aux attentes de nombreux-euses d'entre vous !

Suite aux différents scandales ayant rythmé l'actualité, il est plus que temps que la société civile et les citoyen·nes se mettent ensemble pour proposer d'autres manières d'organiser la politique, avec un grand P. Nous proposons une journée de réflexion afin de contribuer à cet objectif. Soyez bienvenu·es à cette journée de travail sur la démocratie, organisée par ATTAC, Tout Autre Chose, la Maison du Peuple d'Europe et bien d'autres citoyen·es ! Nous invitons des intervenant·es belges et internationaux pour présenter des alternatives démocratiques, et débattre ensemble de comment s'en inspirer en Belgique.
Philosophie des journées
Partant du constat du déficit démocratique actuel, nous organisons un événement à destination de celles et ceux qui sont en recherche d'alternatives démocratique. L'angle d'attaque de cette

première édition est de présenter des alternatives qui fonctionnent déjà, et de se focaliser sur trois niveaux : la démocratie locale, les entreprises et les écoles. La journée se déroulera en trois temps:
Ateliers le matin pour débattre d'initiatives existantes et inspirantes
Moment de synthèse en début d'après-midi.
Ateliers « accélérateurs de projets » où les participants (vous) êtes amenés à conseiller des initiatives démocratiques belges « en cours », qui se prêteront au jeu.
En cohérence avec l'esprit de ce que nous discutons, une large place sera laissée à la discussion entre les participants et des processus d'intelligence collective.

Impossible synthèse ?

Même si chacun des participants se réfère à un même socle de valeurs, tous ne partagent pas la même vision de l'école idéale et n'envisagent pas les mêmes solutions. C'est précisément pour cela que les ateliers participatifs ont du sens. Pour permettre à chacun de déposer ses idées… et d'écouter attentivement celles des autres.
Synthétiser ces idées constituera un défi. C'est pourquoi nous voulons procéder par étape. D'abord en recensant et classant toutes les idées énoncées. Ensuite en identifiant dans chacune des 14 locales les convergences et les divergences, puis en approfondissant la discussion sur les principaux désaccords. Cela permettra un mûrissement des idées. Et l'émergence d'un manifeste court mais radical fondé sur les convergences essentielles. Evitant le consensus mou et la juxtaposition d'idées peu compatibles.

Tout Autre École

Changer l'école sans la société ?

Fondamentalement, la réponse est clairement non. L'éducation a toujours été adaptée à la société dans laquelle elle s'insère. On ne peut par exemple espérer une école égalitaire et coopérative dans une société inégalitaire et compétitive. Mais cette société néo-libérale dans laquelle nous baignons est de plus en plus contestée dans tous les secteurs de la vie sociale. Ces luttes et expériences attestent d'une attente. Chacun, dans son secteur, se doit donc de faire émerger un ou des projets alternatifs. On peut espérer que ces efforts ne soient pas vains, et qu'à un moment donné, ces luttes sectorielles convergent.
Ce faisant, nous participons à un énorme et difficile travail culturel visant à montrer qu'il y a des alternatives crédibles et désirables à une société dont l'homme perd la maîtrise. Notre enjeu : donner aux gens le goût de tout autre chose et l'envie de reprendre la maîtrise d'une évolution qui leur échappe. Notre défi : changer les représentations que chacun de nous se fait du monde, et en particulier de l'éducation. Remettre en question des « gestes éducatifs » qui peuvent, à tort, paraître naturels à force d'avoir été répétés depuis des générations.

Créer des écoles : notre but ?

Nous assistons aujourd'hui à la multiplication d'initiatives : des écoles adoptent de nouvelles pédagogies ; de nouvelles écoles alternatives ouvrent leurs portes ; et des acteurs externes ne cessent de multiplier une offre éducative externe au système scolaire. Si certaines de ces initiatives se rapprochent de nos idéaux, nous ne pensons pas que la solution soit la création de quelques écoles « à notre image », parce que se limiter à cela contribuerait à l'expansion d'un processus de différenciation et de marchandisation de l'éducation.
Nous voulons donc œuvrer à un projet d'école commune parce que nous pensons que tous les jeunes d'une société doivent recevoir un socle éducatif commun (dont les finalités sont à redéfinir) et doivent pouvoir intégrer des groupes éducatifs hétérogènes composés d'enfants et de jeunes différents par leurs origines, leurs compétences et leurs projets.

Une association de plus ?

Comme le mouvement Tout Autre Chose dans lequel il s'inscrit, le projet Tout Autre Ecole n'ambitionne pas de prendre des parts de marché à des associations et mouvements depuis longtemps actifs sur le terrain de l'éducation. Il s'agit plutôt de fédérer les énergies et d'y adjoindre celles de personnes qui, bien qu'insatisfaites du système scolaire actuel, ne se sont pas encore investies dans l'action.
Et puis, en s'inscrivant au sein du mouvement multisectoriel Tout Autre Chose, il y a aussi l'espoir d'établir des connexions entre les luttes menées sur le terrain scolaire et celles déployées dans d'autres secteurs.

De la maternelle à l'univ' : trop large ?
Vouloir penser l'avenir de l'école de 3 à 23 ans peut paraître effectivement ambitieux et mélanger pommes et poires. Il est de fait juste de souligner combien diffèrent les réalités de l'éducation des bambins et des jeunes adultes. Et pourtant, cet écart paraît moins être un handicap si, d'une part, on considère qu'une même logique – à déconstruire et contester – traverse actuellement tous ces niveaux d'enseignement et si, d'autre part, on se rappelle que, dans un premier temps, notre projet est de travailler sur les finalités et les types de relations éducatives à promouvoir, largement communes à l'ensemble des niveaux.

Ceci diffère-t-il du Pacte ?
Nous nous différencions du Pacte pour un enseignement d'excellencesur plusieurs points :
Nous ne voulons pas raisonner seulement dans le cadre d'une forme scolaire vieillie qu'il s'agirait seulement de rénover en surface. Nous voulons aussi envisager une transformation plus radicale de cette forme particulière d'éducation, qui est apparue à un moment donné de l'histoire et pourrait fort bien disparaître.
Notre projet s'inscrit dans le cadre d'un mouvement politique (au sens noble du terme). Nous cherchons à porter une voix située, et non à dégager un consensus entre toutes les composants de la société. Nous ne cherchons pas à réunir, comme l'a fait le G1000, tout l'éventail des opinions et des intérêts. Nous cherchons à regrouper la frange de population qui se reconnait dans les balises de Tout Autre Chose. Et qui se reconnait fort peu dans le terme « excellence ».
Notre projet ne place pas au centre du processus les acteurs institutionnels traditionnels qui gèrent depuis des lustres le système éducatif et, de par leurs interactions, sont en partie responsables du statu quo. Un statu quo qui ne peut plus être de mise dans une société changeant en profondeur.
Notre projet veut mettre au premier plan la question des finalités de l'éducation plutôt que s'embarquer de suite dans les aspects techniques (financement, fusion des réseaux, modes de régulation du système, cours de citoyenneté,….). Nous voulons identifier d'abord ce vers quoi il faut tendre avant de discuter des manières d'y parvenir : c'est, selon nous, la clé d'un projet cohérent (ce que ne sera très probablement pas le cas du Pacte).
Nous ne travaillons pas à l'échelle de 5 ou 10 ans mais à l'échelle de 15 ou 20 ans : d'abord forger une image de ce que devrait être le système éducatif à l'horizon de 15 ou 20 ans ; ensuite identifier les pas qu'il faut faire dès maintenant pour tendre vers cet horizon.
Le Pacte, vous êtes contre ?
Parmi les initiateurs d'une Tout Autre Ecole, les opinions à l'égard du Pacte sont diverses. Si personne n'est d'emblée enthousiaste, si personne n'est convaincu que ce processus puisse déboucher sur un projet cohérent et porteur, certains estiment cependant qu'il est pertinent de s'y inscrire pour tenter d'orienter les conclusions et décisions. Quelques initiateurs d'un Tout Autre Ecole siègent donc aussi dans des groupes de travail du Pacte. D'autres ont voulu rester en dehors, mais espèrent qu'en agissant ainsi en parallèle et à l'extérieur du processus de Pacte, ils pourront tout de même avoir un relatif impact sur le Pacte lui-même.

Tout Autre Économie
Un tout autre modèle économique
C'est quoi, ce groupe ?
« Un tout autre modèle économique » vise à réunir des citoyens et des associations qui désirent s'informer et débattre autour de modèles économiques alternatifs. On entend « économie » au sens large : entreprises, fiscalité, finance, échanges de biens et de services sous forme monétaire ou non… Ce groupe est ouvert à toutes et à tous ! Chaque personne peut proposer des activités en ouvrant un fil dans la rubrique « discussions ».
Il a été décidé de se concentrer autour de trois axes :
1) Décrypter le fonctionnement du système actuel : comment marche l'économie aujourd'hui ? comment on crée l'argent ? qu'est-ce qu'une multinationale ? qu'est-ce que le capitalisme ?
2) Découvrir les alternatives : quelles sont les alternatives économiques déjà existantes (les coopératives, l'économie sociale, les pratiques collaboratives, etc) et quelles sont celles à inventer ?
3) Faire des actions vers l'extérieur : soutenir des projets, en créer, faire de la sensibilisation très large (campagnes), etc…
C'est un mouvement qui forcément attire parce que je pense que nous sommes extrêmement nombreux à être inquiets par la situation sociale et économique de notre pays et de l'Europe, et que nous sommes sans doute aussi nombreux à considérer que les mesures que le gouvernement prend sont antisociales. Nous nous en sommes rendus compte quand nous nous avons constaté que plusieurs milliers de personnes ont signé l'appel que nous avons lancé sur Internet en décembre 2014. Être citoyen ne se limite pas à travailler, consommer et payer.

Tout Autre Action Sociale
Une Tout Autre Action Sociale
Ce groupe, pourquoi ?
Ce groupe a pour ambition de réfléchir à la manière dont le travail social fonctionne dans son sens large en vue de dégager des pistes d'actions pour interpeller les pouvoirs politiques d'une part et pour changer notre manière de travailler le social d'autre part.
Le groupe s'est réuni à deux reprises pour le moment a Liège et se rend sur d'autres provinces afin de rassembler un maximum d'intervenants sociaux, de bénéficiaires et de personnes intéressées par cette problématique de manière générale.
Voici la carte mentale de nos premiers échanges, c'est une pierre à casser… Nos première pistes de réflexions plus précises nous ont amenés à vouloir travailler sur :
l'individualisation des droits
forme de cohabitation-entraide-parrainage
la valorisation du travail-temps invisible

PRESSE

2014-12-10

1. Mais précisons qu'il n'y aura pas de leader, seulement des porte-parole à tour de rôle. L'intelligence de ce que l'on nous impose, la déconstruction du message délivré par le pouvoir, enfin l'alternative, celle de la confiance et la solidarité. Il faut y aller pas à pas. Nous ne sommes qu'au début de l'opération. Faire se lever les gens contre l'austérité, fédérer, et porter le débat citoyen sur la place publique. On coule ! La société se défait, la planète court à sa perte, il faut agir. Nous sommes extrêmement inquiets pour nos enfants, notre espèce, notre monde. Ni de gauche ni de droite. Le mouvement créé par les citoyens, pour les citoyens,

voilà tout. Ouvert, totalement ouvert. Nous n'avons rien d'antipolitique… Simplement, c'est un constat là encore, beaucoup de gens n'y croient plus. C'est discutable. Mais il faut prendre en compte le fait que les gens perdent la foi dans le jeu politique actuel, et s'enfoncent dans l'indifférence et la résignation. Notre mouvement intervient alors pour redonner la parole aux citoyens, les faire se réapproprier le débat sur leur avenir, sur notre modèle social en particulier, ce qu'il en reste. le gouvernement de droite en place depuis peu s'attaque plus frontalement que tout ce que nous avons pu voir jusqu'à présent, sans camouflage. Il faut se mobiliser. Non. Nous n'avons pas l'intention de constituer un mouvement qui se transformera en un parti en vue des élections. Notre mobilisation est citoyenne et le restera, elle veut secouer les grandes formations politiques qui œuvrent au système… Quoi ? Mais elle est en face l'idéologie ! C'est celle du libéralisme débridé, d'une société soumise aux diktats des marchés financiers ; elle est là l'idéologie, la religion, celle qu'il faut, je l'ai dit, analyser, déconstruire, pour, ensuite, pas à pas, proposer l'alternative.

2014-12-11

2. **Avez-vous déjà réfléchi à une transition possible pour faire de notre « particratie » oligarchique une réelle démocratie ? (…) (M4CH14V3l)**
   Delphine Noels : « Transformer notre pays en une véritable démocratie ? C'est un travail qui ne se fera pas sans nous. Prenons nos responsabilités de citoyens. Chacun en fonction de nos disponibilités et de nos moyens, sortons de notre passivité, emparons-nous de ce vaste projet et travaillons à la construction de cette démocratie ! »
   Peut-on encore éviter la confrontation directe (…) ? (Bruno)
   Delphine Noels : « L'avenir nous le dira. Pour l'instant, nous pensons que l'essentiel consiste dans le fait que les citoyens se rassemblent et unissent leurs forces et leur pouvoir imaginatif pour réfléchir à des alternatives sur l'austérité. L'idée de Tout autre chose, c'est de fédérer chaque mouvement, chaque combat, de créer une transversalité dans la contestation. »
   Comptez-vous vous présenter aux prochaines élections fédérales ? (Sophie)
   Arnaud Zacharie : « Nous n'avons aucunement l'intention de nous présenter aux élections, nous sommes un mouvement citoyen indépendant des partis. Le but est de populariser les alternatives qui existent et de faire pression sur les décideurs politiques pour qu'ils changent de politiques. »
   Ne faudrait-il pas commencer par une réécriture de la Constitution par une assemblée citoyenne tirée au sort parmi des volontaires tirés au sort ? (…) (M4CH14V3l)
   Delphine Noels : « Ne faudrait-il pas mieux réécrire la Constitution, déprofessionnaliser le politique et politiser le citoyen ? Tout Autre Chose est conçu comme un mouvement Work in progress. Nous n'avons pas de réponses à tout, mais la volonté de débattre de toutes les questions qui seront posées par les citoyens. Réfléchissons ensemble aux chemins que nous prendrons pour (re)donner à notre pays un visage humain. Vous êtes le bienvenu aux assemblées de Tout autre Chose pour venir débattre avec nous des questions qui y seront posées. »
   Ne pensez-vous pas qu'un tel mouvement doit viser l'échelle européenne pour apporter un véritable changement ? (…) (John)
   Arnaud Zacharie : « Il est évident que la dimension européenne est fondamentale. Mais un mouvement citoyen européen ne peut être efficace sans avoir un véritable ancrage national et local, pour garantir la proximité avec les citoyens. Chaque chose en son temps donc, mais des mouvements citoyens similaires existent déjà dans d'autres pays et des contacts vont évidemment être pris dans ce sens. »
   Arnaud Zacharie : « Il y a une alternative à l'austérité : la justice fiscale. »
   Nous sommes dans une société de plus en plus inégalitaires, où seul l'argent compte. C'est malheureusement le modèle américain qui s'installe chez nous et il faut lutter contre ça (…). (Maurisse)
   Arnaud Zacharie : « Vous touchez au cœur du problème. Évidemment tout État doit avoir un budget équilibré. Mais il y a différentes façons d'y arriver. En Belgique, il faut trouver 14 milliards d'euros d'ici 2019. On décide pour cela de couper dans la culture, la recherche

scientifique, la protection sociale, les salaires, l'aide au développement, etc. Par contre, du côté de la justice fiscale et des nouvelles recettes, c'est 'peanut' : une taxe Caïman qui devrait rapporter 350 millions d'euros. Or, selon le Conseil supérieur des Finances, une taxe sur les plus-values boursières rapporterait 2 milliards d'euros par an, or la Belgique est un des seuls pays à ne pas l'instaurer en Europe ; le coût des intérêts notionnels est de 6 milliards d'euros par an, or ils sont maintenus malgré qu'ils soient critiqués par leur concepteur même (Bruno Colmant) ; la fraude fiscale est estimée à minimum 8 milliards d'euros par an, or il n'y a qu'un petit chapitre sur le sujet dans la déclaration du gouvernement… Faites le calcul, on peut rétablir les comptes via d'autres chemins que l'austérité. On pourrait même dégager des marges pour réduire la pression fiscale sur les salariés, trop élevées en Belgique. Surtout que cette dernière est responsable de la chute de la demande (-4,5 % en moyenne dans la zone euro entre 2008 et 2013) qui a déjà provoqué une double récession. Une troisième récession pointe son nez et, encore plus grave, la déflation est à nos portes. Bref, l'austérité n'est pas seulement socialement douloureuse, mais économiquement inefficace. Contrairement à ceux qui répètent qu'il n'y a pas d'alternative à l'austérité, il y en a une : la justice fiscale. »

J'ai signé hier votre pétition. Je souhaiterais aller plus loin et m'impliquer davantage. Comment faire ? (Jal)

Arnaud Zacharie : « Nous allons inviter tous ceux qui ont signé l'appel sur le site web à une Assemblée générale qui décidera de l'organisation du mouvement, vous êtes donc le bienvenu comme tous ceux qui, comme vous, n'ont pas envie de se résigner. »

Delphine Noels : « Vous trouverez toutes les infos des futures réunions et actions seront accessibles sur le site www.toutautrechose.be. Rejoignez-nous ! Par ailleurs, ce qui serait génial, c'est d'arriver à créer des « antennes » de Tout Autre Chose en francophonie dans les villes, dans vos campagnes : Partout ! Ceci est un appel à tous. À chacun d'y trouver ça place. La première chose à faire est bien sûr de parler autour de vous le plus possible du mouvement ! La mobilisation commence par ces dialogues-là, par des partages dans les réseaux sociaux, etc. ! »

3. Tout Autre Chose c'est un mouvement citoyen qui refuse le discours de nos gouvernants affirmant qu'il n'y a pas d'alternative à l'austérité. Il existe déjà beaucoup de dynamiques qui tentent de réagir à des coupes budgétaires particulières. Aujourd'hui, il est temps de réagir contre le plan d'austérité dans son ensemble et de mutualiser toutes ces réflexions, de les mettre en commun d'avoir des actions larges. Ne pas se résigner face à un discours fataliste, univoque: celui qui dit qu'il n'existe aucune alternative. Il est temps de lutter. On nous dit 'Il n'y a qu'une seule manière de créer de l'emploi, de penser: c'est faire confiance aux entreprises'. Nous sommes capables de penser autrement et de sortir de ces plans d'austérité qui ont échoué partout, qui sont injustes et inefficaces. L'heure est à rendre audibles toutes les voix qui pensent qu'il y a une alternative. Le mouvement n'est absolument pas lié au PTB, ni à aucun parti. Nous n'espérons pas, nous sommes en train de faire. Il est urgent que les gens fassent aujourd'hui. Des mesures très sévères sont en train de passer, signer notre appel, c'est déjà légitimer le fait qu'on a le droit de penser autrement. C'est très difficile d'organiser des choses autrement, de construire dans la pratique un terrain à côté de la pensée dominante. C'est éreintant.

2014-12-15

4. On a eu plus de 700 signataires en 24 heures à Bruxelles et en Wallonie. Les gens ont continué à se mobiliser ensuite. Nous sommes partis du Marché aux grains pour aller à la gare de l'Ouest. Nous sommes allés soutenir les piquets de grève à la Stib et à la gare du Midi, et nous avons fini par un piquet d'artistes à la Bourse et à la maison de jeunes Chicago. On sait qu'aujourd'hui si on fait une réforme fiscale juste, on peut récolter des milliards d'euros qui pourraient servir à refinancer les services publics, arrêter le cycle de l'endettement... Il y a des modèles de société à repenser, mais il y a aussi des solutions évidentes et les gens ne comprennent pas que le gouvernement dise qu'il n'y a pas d'alternative. On sait qu'aujourd'hui si on fait une réforme fiscale juste, on peut récolter des milliards d'euros qui pourraient servir à refinancer les services publics, arrêter le cycle de l'endettement... Il y a des modèles de

société à repenser, mais il y a aussi des solutions évidentes et les gens ne comprennent pas que le gouvernement dise qu'il n'y a pas d'alternative.

2014-12-19

5. Alors, son ancrage pour le moment il est national, puisqu'on a envie de collaborer, main dans la main avec Hart boven hard qui ont été les premiers à allumer la flamme d'un nouveau mouvement citoyen. Les intentions sont plus ou moins les mêmes que Hart boven hard, on est obligé de travailler dans une optique nationale pour des thématiques qui le seront tout autant. Et puis les intentions sont celles que tu as dites, j'ai presque rien à rajouter par rapport à ton introduction, c'était hyper complet. C'est effectivement pouvoir redonner ses lettres de noblesse au débat démocratique, faire en sorte que le citoyen puisse redébattre ensemble et pas uniquement derrière son ordinateur via des commentaires en dessous d'articles de tel ou tel journaux en ligne et puis pouvoir avant ça même déconstruire un discours dominant qui voudrait qu'il n'y ait pas d'alternatives. Ce qui veut dire qu'on devra passer par une vulgarisation de la critique de l'austérité, de la critique du discours mainstream qui existe déjà depuis longtemps, mais qui n'est pas accessible ou alors qui n'est pas assez mis en forme pour pouvoir percoler dans l'esprit de chacun. Alors c'est une très bonne question, parce que nous-mêmes on n'a pas toutes les clés pour pouvoir répondre à nos propres intentions. C'est pour ça qu'on parle et qu'on veut être novateur à ce point-là, on dit que c'est les citoyens qui doivent créer le mouvement et donc on va bientôt mettre en place des équipes thématiques et des commissions, des groupes de travaux qui vont réfléchir à ces éléments-là, qui vont… par exemple on va mettre en place une équipe scientifique qui va devoir pouvoir réfléchir à différentes thématiques qu'on va choisir pour l'année 2015. Mais il y aura aussi une équipe « comment faire débat », qui va pouvoir imaginer une autre manière de vulgariser une thématique, que ce soit de manière réactive, donc pouvoir commenter l'actualité, commenter une phrase ou une réplique d'un ministre qui lance comme ça et qui assène une vérité qui est soi-disant générale, mais qui est à déconstruire. Mais aussi pouvoir avoir un discours plus proactif. J'aime bien l'idée d'éducation populaire même si c'est peut-être un peu prétentieux, mais une éducation populaire qui soit plus proactive et qui soit présent sur le terrain entre une nouvelle forme de conférence entre conférence gesticulée, conférence animée, conférence vidéo ou les gens pourront interagir, intervenir, apprendre tout en s'amusant, débattre en ayant un peu de joie à débattre avec les gens. Mais donc toutes ces formes-là, toutes ces nouvelles formes d'apprendre doivent pouvoir être pensées et beaucoup de gens pensent qu'on va arriver en 2015 avec déjà des thématiques, des conférences un peu partout, un discours déjà préconçu et une forme déjà prête, mais en fait, l'étape juste avant doit être comblée c'est-à-dire pouvoir imaginer ensemble la forme que doivent avoir ces débats-là, sur le terrain et aussi en ligne, puisqu'en ligne on a véritablement envie d'être forts, puisqu'on sait à quel point le web et les réseaux sociaux sont importants de nos jours. Alors c'est clair que, d'ailleurs tu parlais des Indignés ou de Podemos, on a ni la prétention de se présenter comme le nouveau mouvement des indignés et surtout pas l'ambition encore de pouvoir se mettre en tant que parti politique. Ici on est clairement un mouvement citoyen qui ne ressemble à aucun autre puisqu'il n'y a aucune volonté de s'institutionnaliser, ni de devenir une structure associative, n'y de se mettre sous une forme juridique en tout cas pour le moment. Donc c'est vraiment, pour le moment, une matrice, qui vient entre ce qui existe déjà, qui ratisse les gens qui ne sont pas encore mobilisés et qui fait appel, et confiance même, à une certaine spontanéité citoyenne, bénévole, volontaire. Et je crois que en fait ça permet à tous les citoyens d'être horizontal, que ce soit qu'on soit secrétaire général de telle ou telle ONG ou alors postier dans tel ou tel village, on débattra au même niveau, de la même manière, sur les mêmes thématiques. Ce sera super important. Ce sera ça en fait l'originalité, le vent frais qu'on doit apporter, parce que sinon, si on doit justement se structurer de telle sort qu'on s'institutionnalise, que ce soit dans une logique de parti ou d'association, alors on rentrera dans les rangs et on n'aura pas inventé grand-chose de nouveau. L'idée ici c'est que chacun puisse s'impliquer dans le mouvement en fonction de ses capacités, ses envies, mais surtout du temps qui lui est imparti et qui lui reste. Donc du coup, créer un mouvement social comme ça, qui est un peu original dans sa forme,

on a besoin de toutes les forces. On a besoin de gens qui savent communiquer, on a besoin de gens qui savent créer un site internet, on a besoin même de logisticiens ou de gens qui vont pouvoir faire le transport de matériel, on va avoir besoin d'organisateurs de terrain, on a besoin de gens qui vont imaginer des nouvelles formes d'action au niveau plus global, national ou des actions plus locales, comme on a besoin aussi des gens qui vont pouvoir réfléchir à comment faire débat, des gens qui vont pouvoir réfléchir à des illustrations, à des vidéos, pour être un peu plus original et vulgariser une thématique particulière. Et donc du coup ce qu'on va mettre en place maintenant, c'est dû au fait qu'on est un petit peu victime de notre succès, il y a beaucoup de gens qui nous appellent et qui disent : « oui je peux faire ça, je suis là, comment est-ce que je m'organiser, où est-ce que je peux trouver des badges, comment je peux organiser ma première AG ? etc. » Donc on va mettre en place sur le site internet, un formulaire avec tous les besoins à remplir et à combler pour pouvoir créer le mouvement, que ce soit des niveaux locaux, régionaux, plutôt, ou à niveau plus global, notamment avec des groupes de travaux, des commissions, mais aussi des tâches particulières, des tâches à prendre au niveau régional. Et donc chaque personne qui remplit ce formulaire, aura son contact répertorié dans une mailing liste et dans une liste qui sera elle-même gérée par un coordinateur et alors le coordinateur pourra prendre après deux semaines par exemple en main une première équipe thématique ou organisationnelle en fonction de ce qu'on a demandé de faire. C'est compréhensible ce que je dis ? Vous me comprenez un peu ? Pas grand-chose. C'est un peu ça aussi ce qu'on nous reproche, et à juste titre. C'est-à-dire on a 10 jours, on s'est lancés la semaine dernière, on a une page Facebook avec 10 000 likes, mais on n'a encore pas prouvé grand-chose sur le terrain, alors qu'il y a des associations et des organisations qui travaillent depuis des années et qui ont prouvé déjà beaucoup plus de chose et qui ont été beaucoup moins mis en lumière. Donc l'objectif ce sera aussi de travailler avec eux. Donc oui, pour le moment ce qu'on a de concret, c'est le texte de l'appel, c'est-à-dire nos intentions. Ca c'est concret. D'ailleurs, j'invite encore les gens qui nous écoutent aujourd'hui à aller signer l'appel sur www.toutautrechose.be puisque ça légitimise le fait que le mouvement puisse exister et qu'on peut effectivement continuer dans cette voie-là. Au plus on aura de signataires, au plus aussi on aura potentiellement des membres qui pourront organiser le mouvement et puis après travailler au fond. Ensuite, ce qu'on a fait de concret, du côté francophone, on a essayé d'être présent sur le terrain le lundi 15 décembre, à Bruxelles, à Liège et à La Louvière. Alors c'était jour de grève générale, l'objectif c'était de pouvoir aller à la rencontre des grévistes, essayer de comprendre pourquoi est-ce qu'il y a des grèves, essayer d'échanger avec des travailleurs qui avaient un quotidien, eux, et une réalité, eux à exprimer et pouvoir en fait échanger avec tout type de public, puisque a fortiori tous les gens qui étaient à vélo n'étaient pas tous des ouvriers ou des travailleurs de service public qui faisait grève. Ce qui fait qu'on a eu, par exemple à Bruxelles un tour à vélo avec presque 300 personnes qui a démarré place du vieux marché aux graines et là aussi qui s'est organisé en quelques jours, donc 300 personnes en quelque jour et uniquement via les réseaux sociaux, on n'a fait aucune campagne sur le terrain, donc probablement qu'on n'a pas touché encore un grand pan de la population à Bruxelles. Personnellement j'ai trouvé ça génial comme tour à vélo, puisque non seulement on a pu aller à la rencontre des grévistes sur les piquets, on a pu leur donner un peu de chaleur humaine et il faut dire qu'en ces temps de délégitimation du droit de grève, c'était effectivement assez dur pour eux. Et puis surtout on a pu, on a vu dans le public qui était à vélo une diversité assez importante. Il y avait des mamans, des papas, des grand-mères, beaucoup de jeunes et surtout aussi beaucoup de jeunes de quartier. C'est-à-dire qu'on a travaillé, il faut avouer que c'est Hart boven Hard qui a nouer les premiers contacts avec des maisons de jeunes à Bruxelles, et donc il y avait une soixantaine de jeunes qui venait des maisons de jeunes, Chigago notamment, qui ont fait le tour à vélo avec nous. Et donc eux aussi ils ont pu s'exprimer sur les mesures d'austérité comment ils les vivaient, comment le climat social aujourd'hui en Belgique, comment ils le percevaient, ce qu'ils comprenaient, ce qu'ils ne comprenaient pas tout autant que nous d'ailleurs. Et alors ils ont pu relayer ça dans certains média qui les ont interviewés. C'est quand même assez génial d'avoir une dynamique, comme ça, qui brasse assez large à la fois dans les classes sociales, dans les communautés pour un évènement où on se réunit ensemble. Et alors au soir on s'est réunis à la Tentation où là il y avait pratiquement

600 personnes. A un moment c'était presque the place to be dans la journée de grève à Bruxelles et là il y a plusieurs acteurs associatifs et syndicaux qui sont venus soutenir le mouvement, dire qu'ils étaient présents et qu'ils étaient prêts à la collaboration et nous, de notre côté, on a réitéré nos intentions. Alors rapidement, du côté de Liège il y a eu une première rencontre. On l'a fait à Liège parce qu'il y avait un appel beaucoup plus important qu'ailleurs, les gens qui étaient très pressés de se rencontrer autour de Tout Autre Chose, alors du coup on a organisé ça. Malheureusement les gens sont partis un peu frustrés parce qu'on n'avait pas encore beaucoup de concret à proposer. Donc le concret qui va arriver c'est comment on va se structurer, rejoignez les groupes de travaux pour se structurer, donc ça on n'avait pas encore établi ce genre de données, donc les gens ont pu réécouter les intentions, réécouter la dynamique. Et alors à La Louvière, il y a eu exactement le même principe qu'à Bruxelles, si ce n'est avec un peu moins de personnes, aussi à la rencontre des grévistes. C'était important pour nous de pouvoir être présents dès la première journée en dehors de Bruxelles, parce qu'on est tous dans un mouvement Bruxellocentré. Et juste alors pour terminer dans ce qu'on a fait de concret pour le moment, mardi on était au KVS, il y avait une super soirée sur la diversité à Bruxelles. En fait c'était une soirée qui était déjà prévue de longue date avec Hart Boven Hard, plusieurs intervenants pour parler de cette thématique-là, donc évidemment, nous on y était présent en tant que Tout Autre Chose, même si évidemment ça a brouillé les pistes dans l'agenda, mais on sera présent à chaque fois que ce sera pertinent avec Hart Boven Hard et donc là ça l'était. Se mettront sous la bannière, ceux qui voudront y aller. C'est vrai qu'il existe en dehors de Hart Boven Hard, ne fut-ce que du côté francophone, des plateformes associatives qui ont toute leur pertinence. Il y a déjà des plateformes qui ont rassemblé des pôles militant qui ne l'était plus depuis très longtemps, voire jamais, quoi. Donc on pense à acteur des temps présent, plutôt du côté wallon, qui regroupe des artistes, des agriculteurs, bien sur des métallos et tout un tas d'associations plus sociales. Et aujourd'hui va s'illustrer d'ailleurs sur le terrain la plateforme D19-20 qui regroupe plus ou moins la même dynamique et qui lutte davantage pour le traité transatlantique. Donc nous l'idée c'est de pouvoir collaborer avec ce genre de plateforme. De ne pas marcher sur leurs platebandes, mais de pouvoir travailler ensemble à chaque fois où ce sera pertinent en sachant que l'idée, eux comme nous mais peut-être davantage nous, ce sera que ce seront les citoyens qui seront à la tête de ce mouvement et donc des citoyens qui devront directement collaborer avec des cadres d'associations qui travaillent depuis très longtemps dans ce genre de militance et donc ça va être aussi un échange de militance assez important. Alors ça a été un peu compliqué pour trouver le nom… Pas mal de réunion et de débat qui se sont réunis. On est partis de Hart Boven Hard, qui veut dire plus ou moins le cœur pas la dureté et en fait si on traduit avec une rime ce serait « le cœur, pas la rigueur ». Alors on n'a pas choisi « le cœur pas la rigueur », pourquoi, parce que la rigueur on la voulait de notre côté. On voulait dire en fait que c'est grâce à des rapports et des études rigoureuses qu'on peut vous dire que vos mesures qu'austérité elles sont non seulement inefficaces, mais en plus injustes. Donc la rigueur c'était presqu'une vertu si on l'utilisait convenablement. Et donc du coup on a dit : « ok, pas « le cœur pas la rigueur » ». On a eu un moment la volonté de s'appeler le cœur pas la peur, puisque l'objectif c'était aussi de gagner contre ce climat de soumission, de suspicion et de peur qui découle en fait de ces mesures d'austérité, et du coup avec le nom on ouvrait déjà à d'autres thématiques que les thématiques socioéconomiques et on pouvait notamment toucher la multiculturalité, la diversité qui prend cher aussi aujourd'hui. Mais « Le cœur pas la peur », ça faisait un peu trop dessin animé, Pokémon, on va… Déjà qu'il y en a qui n'appréciait pas trop. Alors Tout Autre Chose est venu sur la table à un moment, assez spontanément par quelqu'un et tout le monde a fait : « beh oui c'est ça, on veut être Tout Autre Chose en terme de mobilisation, on veut être Tout Autre Chose en termes de fond, en termes de projet de société et on veut effectivement créer Tout Autre Chose alternatif à ce qu'on nous propose actuellement. Et c'est plus un appel qu'une pétition, parce que la pétition va revendiquer directement quelque chose, ici on ne revendique pas encore grand-chose, mais c'est vraiment un appel à la création de mouvement. Alors pour le moment on temporise, on s'organise, malgré la pression qu'on a un peu des bases qui commencent à naître. Donc il faut pouvoir dire à un moment qu'il faut pouvoir prendre du temps pour s'organiser et donc on va envoyer,

parce qu'on travaille beaucoup pour le moment via le net, un mail explicatif sur quelles sont les prochaines étapes à tous les signataires et on va pouvoir ressortir avec du concret en fait mi-janvier.

2018-12-23

6. Sinistre! 'Sinistre', c'est le mot qui vient à l'esprit lorsque vous prêtez une oreille attentive aux hommes politiques actuellement au pouvoir. Bart de Wever, le bourgmestre d'Anvers et premier ministre de l'ombre, voulait déployer l'armée pour protéger le quartier juif. Juste une idée au vol? Jan Jambon, son acolyte, à présent ministre de l'Intérieur, veut déployer l'armée aussi! Oui, l'armée devrait prendre en charge des tâches policières. Extrêmement sinistre. L'armée est envoyée lors d'états d'urgence, comme les catastrophes naturelles (pour remplir des sacs de sable, remparts contre les inondations, pour évacuer les civils), Et si ce n'est pas le cas, il s'agit alors de l'état d'exception: la suspension de la loi pour défendre le système contre le soulèvement, la révolte, la conspiration ou le coup d'État. Dans tous les cas de figure, des troubles graves qui menacent la stabilité et la survie de l'Etat. Sinistre. Jambon veut également déléguer plus de tâches policières aux firmes de sécurité privées, alors que selon de nombreux rapports, ces firmes sont mal contrôlées et opaques. Sinistre. Toutes les grèves sont politiques (du moins, au sens large). Cependant, si un homme comme De Wever qualifie cette grève de politique et dit des syndicats qu'ils sont le "bras armé du PS", il y a là plus que de sinistres nuances. Ce sont des connotations. Car que dit-il précisément? Que cette grève ne porte pas sur des questions sociales, mais qu'elle vise à renverser le gouvernement. En fait, il prétend qu'elle a pour objectif de donner lieu à ce que les Américains appellent "un changement de régime". Contre une grève politique, au sens technique d'une tentative de renversement d'un régime (Sorel!), l'État a tous les droits de répliquer avec la loi martiale, l'état d'exception. L'idée d'envoyer l'armée sur le terrain doit être considérée dans cette optique. Ai-je raison d'employer le terme «sinistre»? Eh bien, bon sang, à mes yeux ceci devient dès lors une grève politique. J'étais en état de choc après la lecture d'un article paru dans De Standaard et qui décrit comment d'anciens membres du KVHV – une organisation étudiante de droite – font main basse sur toute une série de postes clés au sein de l'Etat. J'ai soudainement visualisé une prise de pouvoir silencieuse de l'Etat. Oui, il est temps de changer de régime. Nous en avons plus que marre de la doctrine du choc, de la politique d'austérité, de cette hégémonie néo-libérale. Cela sonne révolutionnaire, n'est-ce pas ? Eh bien, pas du tout: nous voulons défendre l'Etat providence, nous défendons le modèle du dialogue social. Nous avons besoin d'un retour à l'ancien régime du dialogue social, qui se trouve à présent renversé par les personnes au pouvoir. À cet égard, ce sont eux les révolutionnaires, mais de tendance droitière. Car en clamant que cette grève est politique, De Wever a montré une fois de plus qu'il était un extrémiste néo-conservateur. D'une certaine manière, il aime l'état d'exception, tout comme Schmidt et son élève Leo Strauss, qui fut le parrain du néo-conservatisme. Peu après son élection à Anvers, il a édicté une interdiction de rassemblement à Borgerhout, uniquement basée sur quelques envois de SMS, fait exceptionnel et typiquement néo-conservateur: volonté, voire même empressement à suspendre la Constitution par le biais de mesures exceptionnelles. L'atteinte grave au droit de grève fait partie de cette falsification de la Constitution. Ce sont eux les extrémistes, nous défendons le système : l'État providence et le célèbre modèle belge de dialogue social, les droits constitutionnels. Ce vaste mouvement Hart boven hard/Tout Autre Chose et les syndicats défendent une société chaleureuse contre leurs tentatives de transformation de la Belgique en une société divisée, dure, compétitive et répressive. Mais attention: gardez votre armée dans ses baraquements, votre excellence, ministre de l'Intérieur. Cave canem. Vous jouez avec le feu, certainement pour ce qui touche à la Constitution. Mais vous pourriez également jouer avec le feu en termes de paix sociale. L'agitation pourrait se radicaliser et se répandre. Le fait même de mentionner ce déploiement de l'armée aujourd'hui est sinistre, extrêmement sinistre. Mon slogan demeure : "Hart boven hard als het kan, hard tegen hard als het moet" Difficile à traduire : réchauffement du cœur si possible, guerre froide si nécessaire. Cela donne peut-être mieux en français : "Le cœur, pas la rigueur" ou "Tout Autre Chose, en tout cas pas la peur".

2014-12-23

7. J'ai 26 ans et je n'avais jamais connu, jusqu'alors, de front commun syndical dans mon pays. C'est la première fois que je vois un tel clivage se dessiner aussi clairement, avec des forces qui ne parviennent pas à se neutraliser, comme c'est souvent arrivé avec des gouvernements précédents. Avec "Tout autre chose", nous voulons travailler un troisième espace, aux côtés des partis et des syndicats, pour mettre un coup de projecteur sur les alternatives. Il y a une prise de conscience collective de la situation absurde dans laquelle nous sommes: non seulement on subit l'austérité, mais en plus cette soi-disant solution nous enfonce encore plus. L'un des enjeux, c'est de déconstruire le langage dominant. Il y a par exemple une phrase qui revient en boucle dans le débat public, ces jours-ci. L'espérance de vie augmente, donc on peut travailler plus longtemps. Mais qu'est-ce que cela veut dire, cette phrase? Qu'est-ce qu'on essaie de nous faire croire? Est-ce qu'on peut s'y prendre autrement? Voilà notre travail… On ne va pas faire un parti, on ne se présente pas à des élections, mais on veut être la mouche du coche (…), l'espiègle, l'empêcheur de toucher en rond, pour ceux qui sont là, qui ont fait carrière dans la paralysie des décisions à prendre. On ne veut pas marcher sur les plates-bandes des autres, on ne veut pas réinventer la roue non plus, on veut fédérer ce qui existe, au-delà du front syndical. Les syndicats sont utiles et indispensables, les partis aussi. Mais nous assistons à une telle défaite des idéaux, que l'on doit voir, nous citoyens, comment se réapproprier les choses.

2015-01-07

8. Ils ont été les premiers à allumer la flamme d'un nouveau mouvement citoyen. Les intentions sont plus ou moins les mêmes d'ailleurs, on va travailler dans une optique nationale pour des problématiques qui le seront tout autant. Tout autre chose veut redonner ses lettres de noblesse au débat démocratique, laisser le citoyen débattre, lui donner des outils et déconstruire un discours dominant qui voudrait qu'il n'y ait pas d'alternatives. Une vulgarisation de la critique des politiques d'austérité qui existent depuis longtemps, mais qui ne sont pas assez comestibles ou mises en forme pour pouvoir percoler dans l'esprit de chacun. J'aime bien l'idée d'éducation populaire même si c'est un peu prétentieux. Nous voudrions imaginer ensemble des nouvelles manières d'apprendre, sur le terrain ou en ligne, à travers des conférences gesticulées par exemple. Les gens pourront apprendre, débattre, retrouver de la joie à débattre. On a pu aller à la rencontre des grévistes, ce qui faisait pas de mal en ces temps de déligitimation de grève. Les jeunes ont également pu s'exprimer sur la manière dont ils vivaient les mesures d'austérité, sur le climat social aujourd'hui en Belgique. Pour le moment, on a pas la prétention de se proclamer comme le nouveau mouvement des indignés et surtout pas l'ambition de se reconvertir en tant que mouvement politique. On est un mouvement citoyen qui ne ressemble à aucun autre. Il n' y a aucune volonté de notre part de s'institutionnaliser, ni de devenir une structure associative. Tout autre chose est une matrice qui vient se placer entre ce qui existe déjà, qui espère toucher les personnes pas encore mobilisées et qui fait appel et confiance à une spontanéité citoyenne et volontaire. Qu'on soit membre d'une ONG ou postier, on débattra au même niveau sur la même thématique…

2015-02-06

9. Fédérer toutes les associations mais aussi tous les citoyens et les citoyennes pour créer de la contestation, un débat démocratique contre l'austérité qui frappe les plus fragiles. Je pense notamment aux femmes.
10. Est-ce qu'il y a des actions prévues ? Bien-sûr. Tout Autre Chose est né il y a quelques semaines à peine, des propositions d'actions circulent, nous allons y réfléchir ensemble et nous comptons nous bouger un maximum. Chacun est le bienvenu. Allez sur lesite, vous y trouverez un appel à signer notre manifeste, à nous rejoindre et à vous impliquer. La première

assemblée générale avec tous les citoyens n'a pas encore eu lieu. Nous avons déjà un énorme succès, peu à peu, tout ça va se structurer. On nous demande ce que nous proposons clé sur porte auquel il s'agit d'adhérer ou pas. Il s'agit d'adhérer à l'idée d'un « work in progress » pour penser autrement, crer ou promouvoir des alternatives à l'austérité. Ce mouvement va se créer avec les citoyens. C'est plus compliqué, parfois plus chaotique mais potentiellement beaucoup plus riche.

11. Que répondez-vous à ceux qui vous traitent de gentils utopistes ? Qui disent à quoi bon ? Je vais vous expliquer pourquoi moi je suis sortie de l'aquoibonisme. J'ai écrit un film sur la schizophrénie en me disant à quoi bon, je n'arriverai jamais à réalise un film aussi compliqué. Et finalement, je n'ai pas du tout rencontré les barrières imaginées. J'ai compris que nous nous empêchons de poser des actions au nom d'un imaginaire pessimiste alors que nous ne savons pas quelles vont en être les conséquences. Emparons-nous de cette pensée pour nous dire : ne soyons pas défaitisites, nous ne savons pas à quoi ce mouvement citoyen peut mener. Nous savons en revanche qu'il y en a dans l'Histoire qui ont porté leurs fruits. Et dans lesquels les femmes ont joué un rôle immense. Se mobiliser ne prend pas un temps fou. Nous avons chacun de petits actes jouables dans nos vies très remplies : un quart d'heure par jour suffit. Et sortir de la passivité, quelle énergie ça procure !
12. On a franchi la barre mercredi je crois, nous sommes très sollicités, maintenant nous devons nous organiser. Attention, par nature, jamais nous ne nous doterons d'un organe de direction qui tracera une ligne s'imposant à tous. Notre raison d'être, c'est de redonner la parole aux gens, ce n'est pas de faire une synthèse politique. Notre vocation est de rendre la parole aux citoyens, comme vous l'a dit Delphine, de populariser les alternatives aux politiques d'austérité, de déconstruire le fameux "Tina", "There's non alternative", de Margaret Thatcher, et qui continue de dominer idéologiquement. Nous n'en sommes absolument pas là. Il ne faut pas brûler les feux. On a refusé parce qu'on est autonomes, et pour le reste, nous avons précisé à Ecolo que nous reprendrions contact en mars, après notre assemblée générale fondatrice. On a dit d'accord – "Hart boven hard" a déjà fait ça –, mais là aussi, ce sera en mars, quand le mouvement sera lancé. Là, je ne vois que des réponses artificielles, qui vont du sécuritaire aux cours philosophiques. Non, la réponse doit être plus complexe et plus profonde, c'est une question de société.

2015-02-23

13. C'est un mouvement qui forcément attire parce que je pense que nous sommes extrêmement nombreux à être inquiets par la situation sociale et économique de notre pays et de l'Europe, et que nous sommes sans doute aussi nombreux à considérer que les mesures que le gouvernement prend sont antisociales. Nous nous en sommes rendus compte quand nous nous avons constaté que plusieurs milliers de personnes ont signé l'appel que nous avons lancé sur Internet en décembre 2014. Être citoyen ne se limite pas à travailler, consommer et payer.

2015-03-07

14. De se réapproprier le débat public à leur niveau, à leur échelle, et faire en sorte de pouvoir travailler à un mouvement social qui ait la force de proposer des alternatives et qui en même temps fasse contrepoids au discours dominant. Il faut absolument que les gens comprennent qu'ils doivent se bouger. Moi je ne me suis jamais impliqué, maintenant je le fais. Il faut Tout Autre Chose ça me semble évident. Il y a énormément de luttes qui existent, mais qui ont la caractéristique, ce n'est pas la seule évidemment, de se mener assez isolément les unes des autres. Et donc il manquait quelque chose qui puisse rassembler pour constituer une force plus grande, plus cohérente aussi. Dans mon cas par exemple, j'ai terminé mes études récemment, et comme jeune travailleur je peux dire une chose, c'est qu'une partie de ma génération pour le moment n'a pas trop envie de s'impliquer dans un partie parce qu'elle n'y croit plus vraiment. Donc l'enjeu c'est de repolitiser tout le monde, se rappeler que la chose publique appartient à tout le monde.

2015-03-14

15. La question des prépensions, le saut d'index, ou le soutien à l'action syndicale font parties des revendications. Mais notre protestation est plus large que la seule contestation des mesures gouvernementales. Un enfant est déguisé en crayon rouge, en référence au crayon qu'on utilise pour le vote. Aujourd'hui, on réduit la démocratie à la question du vote. On estime qu'elle est plus que ça et qu'elle inclut notamment la prise de parole citoyenne. Pour nous, la démocratie est bridée et il faut oser la libérer.

2015-03-15

16. Nous voulons un autre horizon que celui de l'austérité. Trois mille des dix mille signataires de l'appel lancé pour démultiplier le débat public, vivent dans le Brabant wallon. C'est le cas de professeurs d'université, de gens d'Un Toit Un Cœur, de nombreuses associations. Nous voulons lancer la dynamique de Tout Autre Chose à l'ensemble du Brabant wallon, pas seulement à Louvain-la-Neuve où nous avons tenu notre première réunion. Il n'est d'ailleurs pas exclu que plusieurs locales se créent dans la province. Le but est que le citoyen se réapproprie le débat politique au-delà des clivages gauche-droite. Nous souhaitons que des gens, qui n'ont pas l'habitude de se rencontrer, puissent se parler. Le but n'est pas de devenir un parti politique. Nous voulons que la société civile ait une place dans la politique.

2015-03-28

17. C'est encore trop tôt pour prévoir l'avenir. L'engouement actuel prouve en tout cas qu'il répond à un besoin de réappropriation de la politique. Avec son succès, le mouvement échappe à ses initiateurs, mais c'est la meilleure chose qui pouvait lui arriver. Tout le défi ensuite sera d'être dans la proposition sans que le message ne se brouille. Mais nos rêves prennent la rue.
    Quelle est la ligne politique de Tout autre chose ?
    La seule chose que nous assumons, ce sont nos 10 balises et nos 12 "Tout autres horizons" (voir www.toutautrechose.be), qui sont très généraux. Il ne s'agit pas de fixer l'âge exact auquel un travailleur doit partir à la retraite, par exemple. On veut mobiliser autour d'un socle commun, et au fur et à mesure, définir des positions plus précises. L'enjeu principal est de repolitiser les gens. Nous sommes convaincus que, comme faire l'amour une fois tous les cinq ans, ce n'est pas avoir une vie sexuelle, voter tous les cinq ans, ce n'est pas avoir une vie démocratique. On ne veut pas une démocratie directe, mais vérifier ce que font nos élus et créer des espaces de débats locaux.
    "Tout autre chose" ne deviendra jamais un parti politique, comme cela s'est produit pour d'autres mouvements citoyens, en Espagne, par exemple ?
    Non. C'est exclu. Aujourd'hui, règne l'illusion que, pour peser sur la décision, il faut se lancer en politique. Mais c'est faux. C'est l'opinion publique qui guide le législateur. Et les partis modifieront leur programme en fonction des rencontres qu'on aura avec eux. On est "apartisan", mais pas apolitique.
    Vous n'êtes quand même pas vraiment de droite…
    On parle de solidarité, de durabilité,… C'est sûr, on est progressiste. Mais on n'est pas lié à une couleur. On me dit parfois qu'on est Ecolo, PS, PTB ou CDH (pas MR, c'est vrai). Mais il faut dépasser le clivage traditionnel gauche-droite, qui peut démotiver les gens à s'investir. Je serai le premier à applaudir Charles Michel s'il décide d'instaurer une taxe sur les transactions boursières. Nous, nous voulons mettre en lien, et puis populariser des alternatives. C'est une manière de réenchanter la politique.
    Vous êtes une espèce de porte-voix ?

Oui. Dans ma génération, il y a, si pas un dégoût, du moins une désillusion par rapport au politique. On n'a pas vraiment l'impression que c'est aux élections que l'on détermine le cap. On ne veut être ni naïf ni fataliste : on sait que ça va prendre du temps de créer un mouvement citoyen, surtout si on veut toucher les nombreux gens qui sont démobilisés ou se sentent dépossédés du débat public. Si "Tout autre chose" permet simplement de faire que des gens se rendent compte qu'ils ont voix au chapitre, c'est déjà un acquis énorme.

Etes-vous en contact avec des partis ?

On dira oui à toutes les invitations, mais on n'est pas encore prêt à table.

N'êtes-vous pas de doux rêveurs ? Si votre but est de réenchanter la politique, n'y a-t-il pas dans votre démarche un gros risque de désenchantement, de désillusion si les objectifs ne sont pas rencontrés ?

Si le réalisme est nécessaire, l'idéalisme est indispensable, et il faut réussir à articuler les deux. Mais défendre la justice fiscale, revendiquer la diversité, des biens communs par et pour tous, un travail digne,… Je n'ai pas l'impression que c'est révolutionnaire. On sait que ça prendra du temps. Et si on est réaliste, il n'y a aucune raison d'être désenchanté. Je souhaite que mes enfants, quand j'en aurai, puissent s'engager dans "Tout autre chose". Qu'ils aient le choix d'aller ailleurs que dans un parti ou un syndicat. Car le fait que tout soit institutionnalisé, c'est une confiscation. On va amener de l'air frais. Et si Charles Michel veut devenir membre de "Tout autre chose", c'est très bien. Et s'il décide que son gouvernement change de trajectoire, on applaudira des deux mains. Les utopistes, ce sont ceux qui pensent que tout ira bien si on ne fait rien, si on continue comme ça, avec des politiques économiques irrationnelles.

Craignez-vous la récupération politique ?

Au contraire, je dis aux partis : "Récupérez-nous. C'est un mouvement citoyen, il vous appartient aussi. Et soyez ambitieux. Oui, il y a des contraintes européennes, mais : 1° vous avez encore une marge de manœuvre, notamment en terme de fiscalité et 2° vous avez un mandat qui est magnifique, vous représentez les gens." Nous sommes complémentaires aux partis et aux syndicats. Nous voulons repolitiser chacun, au-delà des piliers et des communautés, et de façon créative, afin de toucher un maximum de monde. C'est notre responsabilité. Elle commence là, et elle se termine là aussi. Il ne faudra pas s'en vouloir si on se retrouve avec des mesures encore pires, encore plus d'exclus du chômage. On aura fait ce qu'on pouvait.

Vous insistez sur le collectif.

Oui. Aujourd'hui, dans la rhétorique, on insiste sur la responsabilité individuelle. Mais dans les faits, vu la concentration du patrimoine, quand on vient d'un milieu populaire, la probabilité est faible de s'en sortir, d'avoir une vie plus décente. Il y a une contradiction énorme. Nous voulons faire comprendre que l'individu tout puissant, ce n'est pas tout, et que le collectif impuissant, ce n'est pas vrai. Face à nos factures, face au chômage,…, c'est collectivement qu'on s'en sortira. Je dis d'ailleurs à Monsieur Michel qu'un vrai libéral, c'est quelqu'un qui veut donner à chacun les possibilités de définir sa destinée. Or, les politiques actuelles ne le permettent pas. Avec cette rhétorique méritocratique, on dit : "Chacun pour soi", on délégitimise l'impôt, on vide les caisses de l'Etat. Et on s'attaque à la culture, l'enseignement, la presse, les services publics, c'est-à-dire à ce qui a permis l'essor de la classe moyenne, l'arrivée d'un modèle social qui permet de protéger les plus fragiles.

2015-03-29

18. Le temps de chien ne nous effraie pas, nous sommes ici car c'est ici que nous devons être. Nous devons faire entendre notre voix contre les économies aveugles, contre les suppressions aveugles d'investissements dans tout ce qui concerne le social. Le gouvernement fait des choix erronés, non pas par nécessité mais pour des considérations idéologiques. Nous demandons des impôts plus justes, qui répartissent les efforts sur tout le monde, et une meilleure redistribution des revenus de ces impôts. Nous voulons faire contrepoids contre la politique froide qui est menée actuellement. Des impôts plus équitables et une meilleure redistribution, avec plus d'investissements dans la culture, l'enseignement, l'écologie et la lutte

contre la pauvreté, c'est ce que nous voulons. Tout ne peut et ne doit pas être déterminé par des choix individuels et en être la conséquence. Nous réclamons une société attentive. Nous sommes ici car c'est nécessaire, parce que la vision de notre monde et de la société va dans le mauvais sens, et cela ne vaut pas que pour nos gouvernements. Tout ne doit pas être rentable, tout ne doit pas être basé sur le gain. Une société ne peut se dire civilisée que si elle prend en charge les plus faibles.

19. Pour montrer que les gens ne sont pas contents, que nous ne sommes pas contents avec ce qui se passe actuellement dans notre soi-disant démocratie. Pas de justice sociale, pas de justice fiscale. Des pauvres de plus en plus pauvres, des riches de plus en plus riches. Pas de solidarité, des traités qu'on veut nous imposer, des gens qui n'ont plus rien à dire, je ne trouve pas ça normal. Nous ce qu'on dit aux partis aujourd'hui, c'est « récupérez-nous. Mais soyez cohérents, si vous venez ici aujourd'hui, vous ne pouvez pas vous permettre après d'avoir un discours opposé ou après d'instaurer l'austérité au niveau de pouvoir où vous êtes.
20. Nous on a pris le thème de l'enseignement et on dit qu'on veut que l'enseignement soit un bien commun par et pour tout le monde. Et donc c'est pour ça qu'on a tout plein de petits jeux, de slogans dans ce sens-là. Là on a en face de nous la justice fiscale et donc elle est représentée par l'or et par ce pourrait être une société plus redistributive. Ici l'idée c'est que créativement aussi les citoyens se réapproprient le débat public. Je viens ici parce que je veux défendre une alternative à l'austérité, parce que je pense que ce n'est pas du tout inéluctable que chacun doit se serrer la ceinture. Pour une société un peu plus chaude alors qu'on a l'impression que maintenant on a l'impression que ça devient toujours plus froid.

2015-03-31

21. Suivez les couleurs, suivez les fanfares. Chaque marcheur est invité à rejoindre un des dix groupes qui paraderont, c'est-à-dire une des dix revendications proposées. Vous en trouverez bien une qui vous tiendra à cœur. Observez comme les revendications sont très larges. On souhaite privilégier la solidarité contre la pauvreté, retrouver une place pour chaque génération, proposer une démocratie plus audacieuse ou un monde plus écologique. C'est presque bateau, non ? Eh bien non, ce n'est pas bateau. Derrière ces revendications très générales, il y a un tas d'idées et d'expériences concrètes. Ce sont des portes d'entrée vers les centaines de collectifs et associations qui paradent aujourd'hui et qui ont des résultats à présenter. Franchement, on veut tous la même chose, non ? Moi, je rêve d'un large rassemblement autour des grands objectifs en matière de justice sociale, en matière d'écologie et de dignité humaine. L'un ne va plus sans l'autre. En attendant, je reconnais l'audace revigorante de cette parade. Retrouver des associations et des mouvements parfois isolés qui se serrent les coudes sous la drache, ça n'a pas de prix. Cela a quelque chose de vital de pouvoir se retrouver. Les défis sont de plus en plus difficiles à relever, nous devons imaginer des alternatives à l'austérité. Il y a une alternative.

2016-03-07

22. A partir du moment où on veut des trains à l'heure, en nombre et qu'on n'arrête pas de fermer les petites gares, il y a un problème à faire des coupes dans le budget de la SNCB. Les navetteurs qui sont confrontés tous les jours aux retards et à la suppression de leurs gares ne croient pas dans le discours qui consiste à dire que la situation à la SNCB va s'améliorer alors que des coupes budgétaires à hauteur de 2,1 milliards d'euros sont en œuvre. La SNCB est sacrifiée sur l'autel de l'austérité et des forces politiques aimeraient privatiser le service.

2016-09-28

23. Si notre propre gouvernement ne se préoccupe plus de l'humain dans notre pays, alors nous devons y veiller ensemble. Avec les différents secteurs de notre société, nous voulons partager nos enjeux et nos histoires. Nous voulons montrer que les limites sont atteintes et qu'on ne

peut aller plus loin quand on est déjà au bord du gouffre. Contestons, débattons et animons-nous réciproquement afin d'apprendre les uns des autres. Hart Boven Hard et Toute Autre Chose ont toujours eu pour objectif de réunir le secteur culturel au secteur social et aux syndicats notamment. La 'Nuit de résistance' est une forme de support mental et créatif pour ceux qui manifesteront demain. Le secteur culturel veut se montrer solidaire avec les travailleurs de différents secteurs de façon créative et originale car nous partageons tous les mêmes problèmes.

2017-06-20

24. Alors je ne suis pas persuadé qu'on est forcément dans une forme d'opposition. Je pense qu'on est dans une forme de construction. Et c'est lié à la décision que j'ai prise de m'engager au sein du mouvement Tout Autre Chose. Je pense qu'aujourd'hui il existe un grand nombre d'initiatives, un grand nombre de choses qui sont mises en place par les citoyens, un grand nombre de aussi, beh voilà, de concevoir la politique, de concevoir l'action publique et aujourd'hui, l'offre politique, comme on en parlait à l'instant, ne répond pas à ça. Et donc il y a un certain nombre de citoyen qui se mobilisent, qui ont des actions qui, si elles ne sont pas partisanes, peuvent être considérée comme politique, puisqu'elles visent à transformer la société et on voit que ces initiatives ne sont pas assez valorisées, en tout cas c'est la perception que j'en ai. Elles ne sont pas assez valorisées et surtout elles ne sont pas portées. Et donc l'ambition, avec Tout Autre Chose, c'était de rassembler ces initiatives, de les faire dialoguer et de pouvoir les mettre en avant, de mettre en avant ce qui se fait. Aujourd'hui, il y a un grand nombre de jeunes qui transforment la politique, qui agissent dans leur quartier, dans leur ville, à un niveau plus large. Il faut pouvoir mettre ça en avant et donc c'était, moi, le sens de mon engagement. Je vous avoue que je ne me pose pas la question. Peut-être qu'un jour je ne ferai, mais actuellement … C'est pas tout à fait exclu, parce que je suis encore jeune et ce serait présomptueux de dire maintenant ce que je penserai demain. Par contre mon engagement actuel, au sein de Tout Autre Chose, au sein de mon engagement associatif que j'ai me convient pleinement et me plait beaucoup, je trouve ça très réjouissant. Je pense humblement participer, par mon engagement, par ma petite part d'engagement que je donne de mon temps, participer à un mouvement plus large qui vise à transformer la société et donc actuellement, je considère que j'ai un engagement qui est politique et je considère qu'avec d'autre on travaille pour essayer d'améliorer la société dans laquelle nous vivrons demain. Donc voilà pour l'instant la question de l'engagement dans un parti ne se pose pas, parce que je suis pleinement satisfait de l'engagement que j'ai actuellement. Il n'y a en tout cas pas de lien institutionnalisé entre le mouvement qui a cette volonté d'être très indépendant, mais effectivement je pense qu'on met le doigt sur quelque chose d'important, c'est que le système politique, si on peut le critiquer et c'est le cas actuellement sur différent aspects, notamment des questions de transparence, il ne fonctionne pas pour autant en vase clos. Et donc typiquement sur le CETA on a vu une coalition de mouvements citoyens, d'ONG plus institutionnelles, aussi de nouvelles formes de mobilisation qui ont été mise en avant, notamment sur le CETA avec les TTIP Game Over et tout ça et donc voilà, on a vu, et je pense que cette conjonction de différents mode d'engagement, de différentes associations plus institutionnelles, d'autres qui sont juste des groupes d'amis qui trouvent ça réjouissant de se dire « on se mobilise, cette fois-ci, sur ce sujet-là ». Je pense que c'est cette transformation-là qui participe à former la société. Je pense que si le débat est posé et qu'on ne parle tellement, c'est parce qu'il y a différentes affaires qui ont écorné l'image que les jeunes, la population de manière générale, je pense, ont de leurs représentants politiques. La RTBF avait conduit une enquête, « la génération quoi » où on se rendait compte que quand on posait la question aux jeunes : « est-ce que vous êtes membre d'une association politique, est-ce que vous comptez l'être ? » 57% d'entre eux répondait « non ». Je pense en fait que ce constat-là, d'une forme de désamour de la politique aurait pu être affiné en disant, mais en fait qu'est-ce que c'est pour vous une organisation politique ? Aujourd'hui il y a de plus en plus de jeunes qui s'engagent dans des mouvements associatifs, de différentes manières et qui d'une certaine manière font de la politique et se mobilisent. Donc ce constat de désamour du politique est à mon sens un constat de désamour

de la politique institutionnelle, comme elle se faisait avant. Et d'un autre côté, dans la même enquête on se rendait compte aussi que voilà, on est dans une génération qui est celle de la transition, qui a beaucoup d'espoir, qui a envie de changer les choses et donc pour répondre à votre question, je pense que ce qu'il faut c'est se rendre compte qu'aujourd'hui il y a une transformation dans les modes d'action politique qui sont parfois plus direct, mais qui sont aussi parfois moins institutionnel, mais aujourd'hui les jeunes… enfin je serais très mal à l'aise avec l'assertion selon laquelle les jeunes se désinvestissent de la politique. Je pense qu'ils se désinvestissent de la politique institutionnelle pour des raisons dont on discute actuellement aussi parce que le climat a changé. Si aujourd'hui ce qu'on appelle les affaires, sur lesquelles ce n'est pas la peine de revenir ici, mais si le climat est celui-là, la société civile, les citoyens ont changé le climat dans lequel se passe la politique. Aujourd'hui, il devient intolérable de voir sortir les affaires comme on le voit dans les journaux. Mais je pense que ce qui a changé, c'est qu'il y a une volonté de transparence qui a été modifié, il y a aussi une capacité plus directement à l'information et aussi d'avoir une capacité pour les citoyens qui s'organisent à quelques uns d'avoir une action politique, d'être visible et d'essayer d'influer sur le cours des choses. Je pense que les gens se sont rendu compte de ça et se sont rendu compte par contre que du côté de leurs représentants, je ne veux pas faire de généralité bien sur, il y a parfois une forme de déconnexion importante entre ce que eux voudrait faire et voir porter par leur représentants et ce qui est effectivement mis en place dans les parlements et dans les différents gouvernements.

Place Blaise Pascal, 1 bte L3.03.11, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique **www.uclouvain.be/fial**